Millau Grands Causses

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 06 / JUIN 2022

Millau Grands Causses

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DELIBERATIONS

N° 06 / JUIN 2022

2022 03 DEL 001

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets.
PJ : Rapport d'activités.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Jacques COMMAYRAS.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Agissant conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L 5214-1 et suivants et 5211-6 alinéa I ;

Vu le code de l'environnement pris notamment en ses articles L 541-1 et suivants et R 125-3 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L. 2224-17-1 et D. 2224-1 et suivants ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL001-DE
Reçu le 22/06/2022

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de gestion des déchets ;

En application des dispositions susvisées, le Président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) est tenu chaque année de présenter à son assemblée, de publier et de communiquer un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets, destiné notamment à l'information des usagers.

Ledit rapport, annexé, présente un bilan des moyens humains et matériels mis en œuvre pour le fonctionnement du service ainsi que les tonnages collectés par les collectes traditionnelles et dans les déchèteries. Il présente également l'ensemble des éléments financiers du service, tant sur les dépenses engagées que sur les recettes mobilisées, à travers la TEOM et la redevance spéciale.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :
1 - adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets tel qu'annexé,
2 - autorise Madame la Présidente ou son représentant habilité à accomplir toutes les formalités de publicité afférentes à ce dossier.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS
EXERCICE 2021





Présenté par la Présidente de la Communauté de communes de Millau Grands Causses

Approuvé par le Conseil communautaire du 8 juin 2022

Sommaire

Introduction 3

1. La collecte des déchets ménagers 4

1.1 L'organisation du service collecte au 31/12/2021 ____ 4

1.2 La collecte du verre ____ 7

1.3 Les déchèteries intercommunales ____ 8

1.3.1 Descriptif des trois sites ____ 8
1.3.2 Les horaires d'ouverture au public ____ 8
1.3.3 Le contrôle d'accès / l'accueil des usagers ____ 8
1.3.4 Le marché d'enlèvement des matériaux ____ 9
1.3.5 Les filières de responsabilité élargie du producteur (REP) et autres filières volontaires ____ 9
1.3.6 Tonnages collectés en 2021 ____ 13
1.3.7 Bilan et perspectives d'évolution ____ 16

1.4 Campagnes de promotion du compostage domestique ____ 18

2. Le traitement des déchets ménagers 21

2.1 Aspect quantitatif et financier ____ 21

2.1.1 Les ordures ménagères résiduelles (OMr) ____ 22
2.1.2 La collecte sélective (CS) ____ 23
2.1.3 Production globale d'Ordures Ménagères et Assimilés (OMA) ____ 27
2.1.4 Synthèse de la production totale de déchets : données 2021 et évolution/2020 ____ 27

3. Communication 29

4. Réduction des déchets à la source : Objectifs nationaux et déclinaisons locales 34

5. Les anciens centres d'enfouissement réhabilités 36

6. Le financement du service 37

6.1 Taux de TEOM applicable en 2021 ____ 37

6.2 Redevance spéciale ____ 38

6.3 Coût du service ____ 38

7. Bilan et perspectives 39

7.1 La collecte des déchets ménagers ____ 39

7.2 Le traitement des déchets ménagers ____ 40

7.3 La sensibilisation au tri et à la réduction des déchets ____ 40

7.4 Les anciens centres d'enfouissement ____ 41

7.5 Le financement du service en 2021 ____ 41

8. Annexes financières - Compte administratif 2021 du service 42

Introduction

La Communauté de communes de Millau Grands Causses est compétente pour « la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés » issus de ses 15 communes adhérentes.

Alors que les opérations de collecte des ordures ménagères et déchets recyclables sont effectuées en régie, celles concernant le traitement ont été déléguées au SYDOM Aveyron.

Conformément au code général des collectivités territoriales présent document a pour objet de présenter le rapport 2021 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

1. La collecte des déchets ménagers

1.1 L'organisation du service collecte au 31/12/2021

Filière	Emploi
Technique	**<u>Collecte des ordures ménagères</u> :** - 1 technicien principal de 1ère classe - 1 agent de maîtrise principal - 4 adjoints techniques principaux de 1ère classe - 7 adjoints techniques principaux de 2ème classe - 1 adjoint technique **<u>Déchèteries</u> :** • Millau et Aguessac : - 1 technicien principal de 1ère classe - 1 adjoint technique principal de 1ère classe - 1 adjoint technique • St Georges de Luzençon - - 1 adjoint technique principal de 2ème classe mis à disposition par la commune de St Georges de Luzençon
Administrative	- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe

- **La formation du personnel**

  - ✓ 1 agent a bénéficié d'un recyclage FCO marchandises, d'une durée de 35 heures, obligatoire tous les 5 ans,
  - ✓ 2 agents ont suivi un recyclage à la conduite du CACES grue d'une durée de 16 heures,
  - ✓ 2 agents ont participé à la formation « habilitation électrique BS BE manœuvre » d'une durée de 12 heures,
  - ✓ 2 agents ont participé à la formation « Sauveteur Secouriste du Travail » d'une durée de 14 heures,
  - ✓ 2 agents ont participé à la formation « la collecte des déchets en toute sécurité » d'une durée de 7 heures,
  - ✓ 7 agents ont participé à la formation « PSC1 Gestes de premiers secours » d'une durée de 7 heures,
  - ✓ 2 agents ont participé à la formation « EcoDDS » d'une durée de 4 heures,
  - ✓ 2 agents ont participé à la formation « Horoquartz module planification » d'une durée de 8 heures,
  - ✓ 2 agents ont participé à la formation « Maitriser la matrice des Coûts et la méthode Comptacoût » d'une durée de 24 heures,
  - ✓ 13 agents ont participé à la formation « extension des consignes de tri » d'une durée de 2 heures,
  - ✓ 2 agents ont participé à un Webinaire sur la tarification incitative d'une durée de 2 heures,
  - ✓ 2 agents ont participé à une formation « échange autour de l'extension des consignes de tri » d'une durée de 7 heures,
  - ✓ 1 agent a participé à une formation « le management d'une équipe en télétravail » d'une durée de 8 heures,
  - ✓ 1 agent a participé à une « e-rencontre déchèteries » d'une durée de 4 heures,

- ✓ 1 agent a participé à un Webinaire « Soutien à la Connaissance des Coûts » d'une durée de 1 heure,
- ✓ 1 agent a participé à une formation « mobilité professionnelle » d'une durée de 39 heures

• Le matériel roulant

Type de véhicule	Immatriculation	Date d'immatriculation
Benne à Ordures Ménagères (BOM)		
Mercedes benz Axor	7621 PH 12	15/06/2006
Renault 24 CPB1 Benne	9582 PR 12	27/02/2009
Renault Midlum Benne	AX 660 LT	27/07/2010
Renault D19 Wide	DY 313 DH	15/12/2015
Renault	DP 305 MX	04/03/2015
IVECO	FX-760-FS	01/03/2021
Camion Grue		
Renault Prenium	BK 213 WE	24/03/2011
Man TGS	CJ 971 XL	20/08/2012
Renault	EM 371 NZ	18/05/2017
Renault	FR-359-VX	31/07/2020
Polybenne		
Nissan Cabstar	EB 448 ZT	19/10/2005
Isuzu	1863 PH 12	11/04/2006
Mitsubishi Canter3C13N	BK 821 XD	24/03/2011
Renault Maxiti Kartcher	DP-399-XJ	18/03/2015
Véhicules légers		
Citroën Berlingo	503 NY 12	26/06/2008
Peugeot Partner Electrique	EZ 534 ZC	28/08/2018

• Le Centre Technique de Collecte (CTC)

Depuis le 14 mai 2018, les agents de collecte disposent d'un local commun. Situé sur le Parc d'Activités de Millau-Viaduc, celui-ci comprend :

- ✓ un garage pour l'ensemble des véhicules du service (BOM, camion-grue, VL),
- ✓ des locaux techniques de stockage pour le service déchets et d'autres services de la Communauté,
- ✓ des locaux pour le personnel,
- ✓ deux bureaux,
- ✓ une aire de réparation,
- ✓ une aire de lavage,
- ✓ une aire de viabilité hivernale.



Ce bâtiment est équipé de panneaux solaires, d'une puissance de 99 kwe-crête, qui ont produit 118.22 Mwh en 2021.

• L'organisation des collectes

Les collectes ont lieu de 5 h à 12 h du lundi au vendredi, y compris les jours fériés (à l'exception de Noël et du Jour de l'an), selon les fréquences suivantes :

	Ordures ménagères (OM)	**Collecte sélective (CS)**
Millau		
Centre-ville (secteur en conteneurs enterrés)	C3-C4	C3-C4
Centre-ville (non desservi par les conteneurs enterrés)	C4	C1
Périphérie	C1	C1
Creissels et St-Georges de Luzençon	C1 à C2 selon les quartiers	C1 à C2 selon les quartiers
Autres communes	C1	C1

En été, en fonction des besoins, des collectes supplémentaires sont organisées notamment sur la vallée du Tarn pour les campings et dans le centre-ville de Millau.

• Le matériel de pré-collecte

- ✓ Pour les déchets recyclables, des **sacs jaunes translucides** sont distribués aux habitants par la Communauté de communes avec l'appui des communes. Les quantités distribuées par foyer ont été réduites depuis plusieurs années, dans une perspective d'économie mais restent suffisantes pour l'usager, dans le cadre d'une utilisation conforme aux consignes de tri.
- ✓ Pour les ordures ménagères, des **sacs noirs** sont distribués aux habitants dans les mêmes conditions pour l'ensemble des foyers, à l'exception de ceux disposant soit de **bacs individuels**, soit de **bacs privatifs affectés à leur immeuble**. Les quantités distribuées ont été également réduites mais restent suffisantes pour l'usager. Des adhésifs permettent de repérer les dépôts sauvages et d'ouvrir les sacs poubelles ainsi identifiés en vue de l'identification de leurs propriétaires qui encourent une amende de 75€.

• Les conteneurs enterrés et semi-enterrés

La Communauté de communes a élaboré un **plan pluriannuel d'implantation de conteneurs enterrés et semi-enterrés** en substitution des bacs roulants. Les premiers conteneurs ont été mis en place en 2010. Cette implantation s'est poursuivie sur l'ensemble du territoire de la Communauté au fil des années.

Durant l'année 2021 et notamment en raison de la pandémie, aucun nouveau conteneur n'a été mis en place.

La collecte en conteneurs enterrés et semi-enterrés s'effectue correctement, toutefois on observe des dysfonctionnements pour les conteneurs enterrés du centre-ville de Millau (dépôts de sacs hors conteneurs, dépôt d'encombrants, sacs déposés en pied d'immeuble, etc…). Comme les années précédentes, plusieurs opérations « coup de poing » ont été réalisées avec les services de la Ville de Millau pour tenter d'identifier les contrevenants et engager une procédure de verbalisation.

1.2 La collecte du verre

Celle-ci s'effectue par apport volontaire dans les **200 conteneurs à verre** mis à disposition sur le territoire. Depuis le 1er janvier 2019 leur vidage ainsi que le transport vers la verrerie d'Albi sont assurés par la société CARCANO (Saint-Juéry – 81).

En 2021, 1 212 tonnes de verre ont été collectées, soit l'équivalent de plus de 3 millions de bouteilles de 75 cl. Leur recyclage aura permis de produire autant de nouvelles bouteilles.

Le tonnage collecté a connu une **augmentation de 5.9 %** par rapport à 2020.
Le ratio constaté sur notre territoire est de **41.1 kg/hab/an**. Il est supérieur de 37% à la moyenne nationale (30 kg/hab/an – référentiel national ADEME 2019 des coûts du service public de gestion des déchets – données 2016) et de 12.63% à la moyenne départementale (36.49 kg/hab/an- Rapport d'activités SYDOM 2021).

Une convention passée avec la Ligue contre le Cancer prévoit le reversement de 2 € par tonne collectée jusqu'à 1 000 tonnes, puis 4 € par tonne au-delà, soit un montant de 2 848 € pour l'année 2021.

1.3 Les déchèteries intercommunales

1.3.1 Descriptif des trois sites

- **Déchèterie de Millau**

Située rue Calixtine Bac à Millau, elle dispose de 10 quais destinés à accueillir les déchets ménagers et assimilés. Au total près de 20 catégories de déchets peuvent être triées sur place en vue d'une valorisation.

- **Déchèterie de Saint-Georges de Luzençon**

Elle est située dans le quartier de la gare, en rive gauche du Cernon. Construit par la commune de Saint-Georges de Luzençon, cet équipement a été transféré à la Communauté de communes au 1er janvier 2006. Elle dispose de 4 quais destinés à accueillir les déchets ménagers et assimilés.

Depuis novembre 2020, de nouvelles catégories de tri sont possibles : benne « Ecomobilier », séparation des flux « papiers » et « cartons » auparavant en mélange, benne « bois » (précédemment mélangé avec le tout-venant).

- **Déchèterie d'Aguessac**

Celle-ci est opérationnelle depuis 2014 et dispose de six quais.
Depuis novembre 2020, une benne « Ecomobiler » est en place.

Les sites sont équipés d'un système antichute installé en juillet 2015, de façon à répondre aux exigences réglementaires.

1.3.2 Les horaires d'ouverture au public

DECHETERIE	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Millau	9h-12h 14h-18h	9h-12h 14h-18h	9h-12h 14h-18h	9h-12h 14h-18h	9h-12h 14h-18h	9h-12h 14h-18h	
Saint-Georges de Luzençon	14h-17h		14h-17h			8h-12h	
Aguessac (jusqu'au 6/06/21)	14h-18h		14h-18h			8h-12h	
Aguessac (à compter du 7/06/21)	8h-12h		8h-12h			8h-12h	

Les trois déchèteries intercommunales sont fermées les jours fériés.
Les horaires de la déchèterie intercommunale d'Aguessac ont été modifiés à compter du lundi 7 juin inclus, afin de ne pas être concomitants avec ceux de la déchèterie de Saint-Georges de Luzençon.

1.3.3 Le contrôle d'accès / l'accueil des usagers

L'accès aux déchèteries est réservé aux habitants des communes adhérentes qui se voient délivrer un badge autocollant à apposer sur le pare-brise du (ou des) véhicule(s), moyennant présentation d'un justificatif de domicile. Une convention de prestation de services pour l'utilisation des déchèteries intercommunales par la population de Saint-Beauzély et une partie de la commune de Verrières a été conclue le 23 octobre 2018 avec la Communauté de communes de la Muse et des Raspes du Tarn.

Les déchèteries sont toutes équipées d'un système de vidéosurveillance mis en place en raison des nombreuses intrusions constatées précédemment. Ces aménagements ont permis de diminuer considérablement le vol de batteries, de ferrailles et de matériel électronique.

1.3.4 Le marché d'enlèvement des matériaux

Courant 2019, une consultation a été lancée pour l'évacuation, le transport et le traitement des déchets issus des déchèteries de Millau Grands Causses.

Après analyse des offres, la Commission d'Appels d'Offres du 18/11/19 a attribué le marché à la Société Méditerranéenne de nettoiement – Lots 1-2-3 – 12 100 MILLAU (Siège social : 34 000 MONTPELLIER) avec la sous-traitance de Chimirec Massif Central 48000 MENDE pour les Déchets Diffus Spécifiques. D'une durée de quatre ans, le marché a pris effet au 1er janvier 2020.

Il est à noter une augmentation conséquente des prix de traitement des encombrants (+27.1%) et du bois (+30.7%), grandement liée au manque d'exutoires.

Sur la seule déchèterie de Millau, ces deux flux représentant respectivement 56% et 17% de la facture annuelle, il faut donc s'attendre à une augmentation de 14% de la facture globale, soit + 58 500€ HT/an.

Concernant le traitement des encombrants, il est prévu une hausse annuelle de 14€/T du coût de l'enfouissement qui s'explique par plusieurs raisons : réduction des capacités autorisées sur les installations, augmentation de la fiscalité des installations, …

A ce montant s'ajoute la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) qui est facturée au réel pour toute tonne enfouie (déchets dits encombrants ou tout-venant). Celle-ci est fixée par l'Etat pour les prochaines années. Sur la base de 1 110 tonnes annuelles, le surcoût est le suivant :

- +1 110 € en 2020
- +14 430 € en 2021
- + 23 310 € en 2022
- + 31 080 € en 2023

Plus que jamais, la réduction de cette fraction « encombrants » est à privilégier : limitation drastique des dépôts issus de professionnels, mise en place de la filière Eco-mobilier sur les sites d'Aguessac et de Saint-Georges de Luzençon fin 2020, mise en place de nouvelles filières, renforcement du tri demandé aux usagers…

1.3.5 Les filières de responsabilité élargie du producteur (REP) et autres filières volontaires

- **Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3E)**

Dès 2007, la Communauté de communes a mis en place la collecte des D3E en contractualisant avec Eco-systèmes. Elle a permis, conformément à la réglementation, de collecter séparément les déchets électroniques et électriques et de leur assurer un traitement conforme.

En juin 2017, ESR nait de la fusion d'Éco-systèmes et Récylum, son homologue agréé pour la collecte et le traitement des lampes usagées. En octobre 2019, ESR devient Ecosystem.

En 2021, sur l'ensemble des déchèteries, **349 tonnes de D3E ont été collectées** (contre 330 tonnes en 2020, soit +5.7%), soit environ 47 380 appareils.



La performance de collecte de 2021 est de **11.8 kg/an/hab (données** :

- ✓ Performance départementale 2021 (collectivités locales) : 18.7 kg/an/hab,
- ✓ Performance nationale de collecte 2020 (collectivités locales) : 6.4 kg/an/hab.

Cette collecte séparative permet d'**économiser les ressources naturelles**, mais aussi **d'extraire et de neutraliser les matières potentiellement dangereuses** : mercure, gaz CFC, piles et batteries, tubes cathodiques, cartouches de toners. **Sur l'année, notre collecte a permis d'éviter l'émission de 281 tonnes de CO2, soit l'équivalent 2 538 trajets Lille-Marseille en voiture**.

Pour en savoir plus : ecosystem.eco

• Tubes et lampes

En 2021, **1.4 tonnes de tubes et lampes** ont été récupérées par Ecosystem sur les trois déchèteries, soit -12.5% par rapport à 2020. Cela équivaut à 15 800 lampes.

Ecosystem coordonne la collecte, la dépollution et le recyclage des lampes, des équipements électriques sur tout le territoire national, via un réseau de 19 000 points de collecte en magasins et en déchèteries.

Pour en savoir plus : ecosystem.eco

• Déchets diffus spécifiques

Dans le cadre du contrat de reprise conclu avec Eco-DDS, **20 tonnes de déchets toxiques ont été prises en charge en 2021 (contre 19 tonnes en 2019 et 2020),** dont une majorité de pâteux et solides inflammables (peintures, colles…).

Les produits chimiques usagés peuvent représenter un danger pour la santé et pour l'environnement. Ils ne peuvent pas être pris en charge par le ramassage des ordures ménagères et nécessitent une collecte spécifique et séparée. Par conséquent, ils ne doivent être jetés ni dans les poubelles (ordures ménagères, tri sélectif), ni dans les canalisations (WC, évier).

Pour en savoir plus : ecodds.com

• Mobilier

La collecte opérationnelle du mobilier est en place à Millau depuis novembre 2015 via un contrat départemental conclu par le SYDOM Aveyron avec Eco-Mobilier.

Depuis le 30 novembre 2020, les déchèteries d'Aguessac et de Saint-Georges-de-Luzençon sont équipées d'un benne Eco-Mobilier, comme c'était déjà le cas dans la déchèterie de Millau.

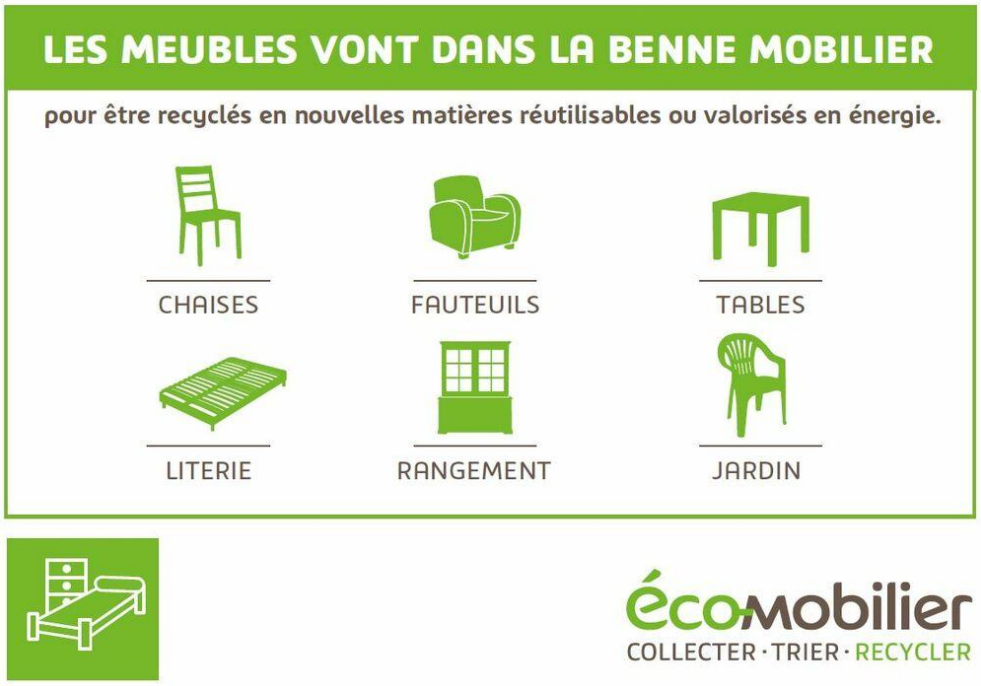
Pour 2021, 692 tonnes de DEA (déchets d'éléments d'ameublement) ont été ainsi collectées soit +21 % par rapport à 2020. Sur les déchèteries de Saint-Georges de Luzençon

et d'Aguessac nouvellement équipées (novembre 2020), ce sont 104.3 tonnes qui ont été collectées, soit 15%.

En 2020, les soutiens versés sont de 17 600 € et les couts évités sont de 102 328 € (couts de transport et traitement des flux encombrants, bois et ferraille). Ces données ne sont pas encore disponibles pour 2021.

Tous les meubles et les produits rembourrés sont concernés par l'éco-participation qui sert à financer leur prise en charge et leur recyclage :

- ✓ Les meubles : meubles de salon, de bureau, de jardin, de cuisine, de salle de bain, tabouret, chaise, fauteuil, canapé, table, armoire, commode, bibliothèque…
- ✓ La literie : matelas, sommier, cadre, pieds de lit…
- ✓ Les couettes, oreillers, traversins, sacs de couchage, surmatelas, édredons, coussins d'assise, de literie et de décoration (éco-participation mise en place au 1er octobre 2018).



Pour en savoir plus : maisondutri.fr

• Déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux (DASRI)

Dans le cadre de la convention conclue avec l'éco-organisme DASTRI pour la période 2017-2022, la collecte des déchets de soins piquants et tranchants issus des patients en auto-traitement (DASRI) se poursuit sur la déchèterie de Millau. Sur place, les collecteurs sécurisés des patients sont déposés dans un local fermé. **117 kg ont ainsi été collectés et évacués sur l'année**, conformément à la réglementation.

Pour en savoir plus : dastri.fr

• Textiles, linge, chaussures (TLC)

La collecte des textiles (vêtements, linge de maison et chaussures) est assurée par le Relais 48, dans le cadre de la convention signée avec ECO-TLC (devenu Refashion courant 2020).

52 tonnes ont été collectées en déchèterie en 2021 (contre 43 tonnes en 2020 soit +2%), sur un total de 124 tonnes sur l'ensemble des 22 points de collecte du territoire, y compris auprès des magasins et associations, soit un ratio de 4.2 kg/an/habitant (moyenne départementale : 3.5 kg ; moyenne nationale : 3.4 kg). Le tonnage total a augmenté de 9% cette année sur le territoire communautaire, de même que dans le département de l'Aveyron (+10%), contre +14% au niveau national.

Depuis la mise en service des premières bornes Le Relais en 2009, 1 500 tonnes ont été ainsi détournées (1.9% des Omr en 2021), soit une économie de près de 182 000 € HT sur le traitement (dont TGAP).

Rapporter ses TLC usagés pour qu'ils soient réutilisés ou recyclés permet d'éviter le gaspillage et l'utilisation des ressources naturelles : cela fournit de la matière première réutilisable pour la fabrication de nouveaux vêtements ou matériaux isolants et permet ainsi de réduire l'utilisation de ressources naturelles et énergétiques nécessaires pour produire des fibres textiles neuves. En effet, il faut environ 10 000 litres d'eau pour générer 1 kg de coton et 200 000 litres d'eau sont nécessaires à la fabrication d'une tonne d'articles textiles.

Pour en savoir plus : refashion.fr/citoyen.fr

• Piles et accumulateurs

Ce sont 2.6 tonnes de piles qui ont été collectées par Corepile (-21 % par rapport à 2020).

Les métaux récupérés sont réutilisés pour la fabrication d'objets de la vie courante comme des gouttières en zinc, des couverts en acier inoxydable, des bornes anti-stationnement, des articles de quincaillerie, des tôles de voitures, des coques de navires ou encore de nouvelles batteries (nickel) ou des composés pour panneaux photovoltaïques (cadmium).
Le traitement des piles et petites batteries collectées par Corepile permet de récupérer environ 5 000 tonnes de métaux chaque année.

Pour en savoir plus : corepile.fr

• Autres collectes spécifiques

- ✓ Capsules NESPRESSO
- ✓ Radiographies médicales
- ✓ Cartouches d'encre et toner
- ✓ Bouchons en plastique au profit de l'association « Bouchons d'Amour »

• Développement du réemploi à la déchèterie de Millau

o L'espace réemploi

Dès 2010, à la demande de quatre associations caritatives (Secours populaire, Croix Rouge, Association des Paralysés de France et EVE), une benne a été mise à leur disposition dans l'enceinte de la déchèterie. Elle permet, sur la base du volontariat, d'y déposer des objets pouvant faire l'objet d'un réemploi.

Suite au retrait de l'Association des Paralysés de France, cette convention a été renouvelée en février 2017, avec l'arrivée d'une nouvelle association (l'Entraide Millavoise). A présent, l'association EVE a cessé toute activité.

o Le partenariat avec EMMAÜS Millau

En étroite collaboration avec les associations partenaires de l'espace réemploi, Emmaüs assure depuis le 1er février 2015, une permanence à la déchèterie de Millau, durant 20 h par semaine (ou moins selon la disponibilité des agents), principalement en fin de semaine.

Des salariés de l'association Emmaüs, clairement identifiés, interviennent directement auprès des usagers pour récupérer des objets encore utilisables. Ceux-ci sont ensuite transportés sur le site d'Emmaüs pour être revendus après une éventuelle remise en état ou déposés dans la benne au profit des autres associations.

1.3.6 Tonnages collectés en 2021

- **Déchets classiques**

Le tableau ci-après présente les tonnages collectés en 2021 sur les trois sites, par type de déchets. Il indique, en parallèle, l'évolution par rapport à l'année 2020.

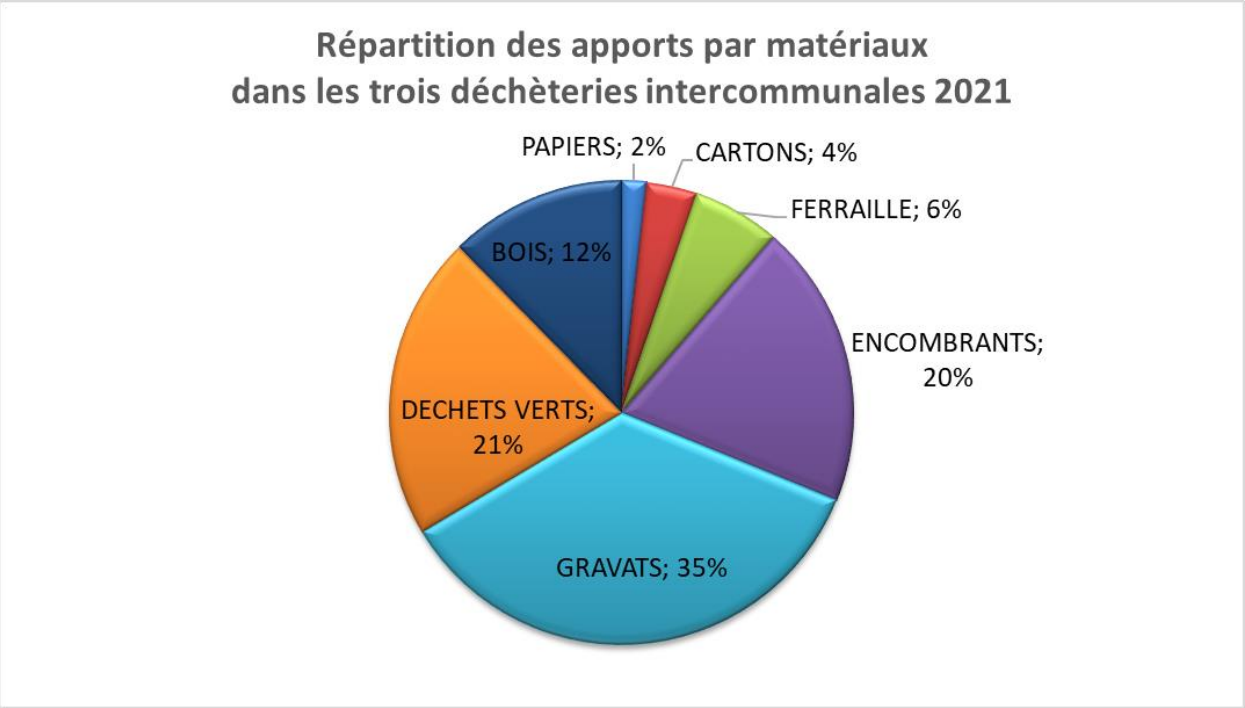
MATERIAUX	*2020 (tonnes)*	2021 (tonnes)	VARIATION (2021/2020)
PAPIERS	*91*	120	31,5%
CARTONS	*218*	248	13,8%
FERRAILLE	*410*	428	4,4%
ENCOMBRANTS	*1 486*	1 386	-6,8%
GRAVATS	*1 944*	2 471	27,1%
DÉCHETS VERTS	*1 523*	1 485	-2,5%
BOIS	*840*	865	3,0%
TOTAL *(hors pneus)*	***6 514***	**7 003**	**7,5%**

Pour l'année 2021, 7 003 tonnes de déchets classiques ont été collectées, soit une hausse de 7.5% (+ 16.1% en 2018, + 6.1% en 2019, -5.1% en 2020). Ce sont **489 tonnes supplémentaires** qui ont été prises en charge par rapport à 2020, année fortement impactée par la crise sanitaire avec 54 jours de fermeture des déchèteries. Les flux qui contribuent le plus à cette hausse sont les papiers-cartons et les gravats. Seuls deux flux sont à la baisse : les encombrants (-6.8%) et les déchets verts (-2.5%). L'impact financier du traitement de ces deux flux étant important, il s'agit d'une tendance à maintenir. Les efforts des gardiens pour limiter le flux des encombrants et inciter au maximum de tri semblent porter leurs fruits.

La répartition des tonnages est la suivante : Millau (83.5%), Aguessac (13.5%), Saint-Georges de Luzençon (3%).

Tous déchets confondus **2 097 bennes ont été remplies dans l'année (+12.9%), soit en moyenne 175 bennes par mois.**

Selon l'enquête nationale ADEME 2019, le ratio national collecté en déchèterie s'établit à 223 kg/an/hab (dont gravats). Celui constaté sur la Communauté lors de la même enquête et selon le même référentiel est de 257 kg (dont gravats). Celui-ci est supérieur de 15.2 % au taux national (17.3% selon l'ancien référentiel 2017). En France, les déchèteries absorbent 31% des déchets des ménages.



Comme généralement constaté, les gravats, déchets verts et encombrants constituent les ¾ des apports.

- **Collecte des autres déchets**

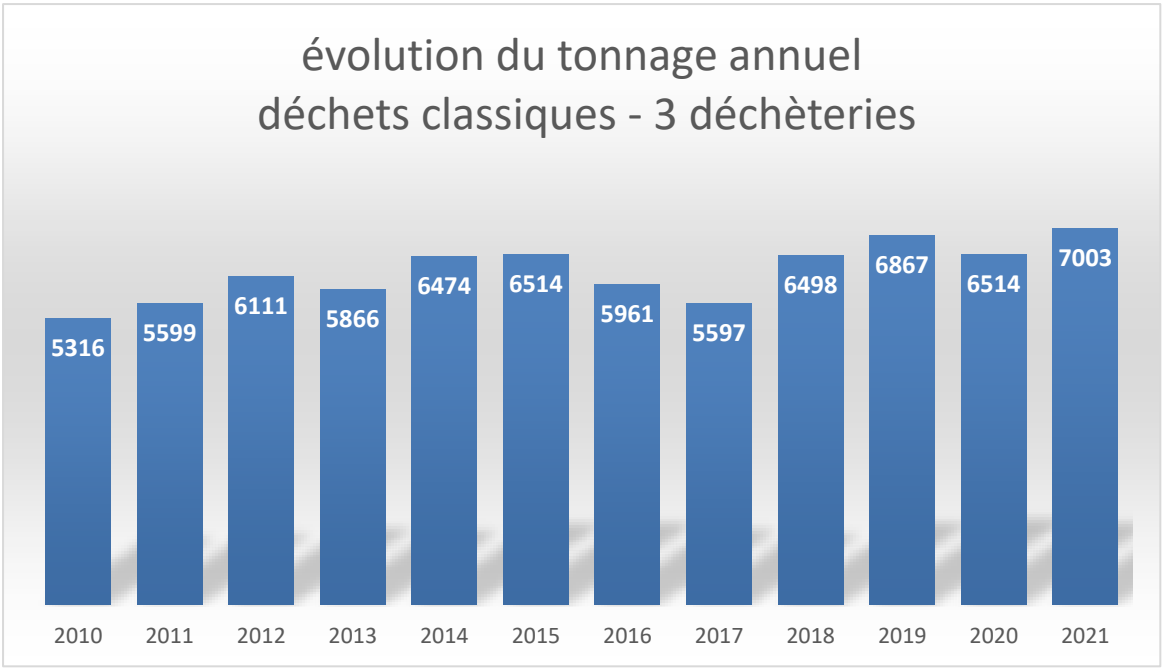
DESIGNATION	QUANTITE	Payant/ Gratuit /Recette
Huiles de vidange	15 tonnes	P
Batteries	17 tonnes	G+R
Huiles végétales / de friture	3.4 tonnes	G
DDS (déchets spéciaux : peintures, solvants, produits phytosanitaires…)	20 tonnes	G
DDS hors filière	7.63	P
D3E	349 tonnes	G + R
Tubes et lampes	1.4 tonne	G
Piles	2.6 tonnes	G
Déchets d'activités de soins à risque infectieux (réservé aux particuliers) DASRI	117 kg	G
Mobilier	692 tonnes	G + R
Pneus (filière Aliapur)	19.8 tonnes soit plus de 2 580 unités	G
Pneus hors filière	NC	P



- **Devenir des déchets collectés en déchèterie (bennes classiques)**

Type de déchets	Destination
Carton	ECOTRI (Millau) : conditionnement puis envoi en papeterie
Papier	ECOTRI (Millau) : conditionnement puis envoi en papeterie
Gravats	Carrière SEVIGNE (Aguessac)
Ferraille	Plate-forme SMN puis envoi chez un ferrailleur
Bois	Plate-forme SMN puis broyage-valorisation
Encombrants/Tout venant	Centre de conditionnement SMN puis enfouissement (DRIMM – Montech 82)
Déchets verts	Plateforme de compostage des déchets verts ECOTRI (Millau) : production de compost

- **Évolution du tonnage collecté 2010-2021**



Un record de tonnage annuel avait été atteint en 2019, avec une progression de 6% par rapport à 2018. En 2020, la crise sanitaire fait chuter le tonnage pris en charge vers les niveaux constatés en 2014-2015. En 2021, le cap des 7 000 tonnes est franchi.

Sur la période 2011-2021, le tonnage pris en charge dans les déchèteries communautaires a augmenté de 25%, soit + 1 404 tonnes annuelles. Malgré la mise en service de la déchèterie intercommunale d'Aguessac en avril 2014, la fréquentation du site millavois reste très importante, en particulier pendant la première heure d'ouverture quotidienne.

Au niveau national, les quantités collectées sur la période 2007-2019 n'ont cessé d'augmenter, passant d'un peu moins de 11 millions de tonnes à 14.8 millions de tonnes, soit +35%. Le ratio est de 253 kg/an/habitant.

1.3.7 Bilan et perspectives d'évolution

En termes d'**organisation**, les conséquences de la crise sanitaire de 2020 se sont avérées très positives et sont pour la plupart pérennisées, en particulier à Millau : élargissement des horaires et suppression de l'ouverture du dimanche matin, modification du sens de circulation, réorganisation du site…

Comme en 2020, on constate une augmentation significative de comportements agressifs, de personnes refusant de trier, de refus de port du masque, de dépôts aux abords du site ou non conformes et une présence trop nombreuse de professionnels profitant de ce service réservé et financé par les particuliers.

Enfin, la mise en place d'une **bennes Eco-mobilier** en novembre 2020 dans les déchèteries de Saint-Georges-de-Luzençon et d'Aguessac est un pas de plus vers une meilleure valorisation des déchets.

La pose d'une barrière automatique sur le site de Millau a permis un **filtrage plus efficace et un meilleur confort de travail pour les gardiens**, en particulier lorsqu'un seul est présent sur le site. La possibilité d'une ouverture supplémentaire d'une demi-journée par semaine est à l'étude sur la déchèterie d'Aguessac.

De plus, **l'étude départementale de la compétence déchèteries sera engagée par le SYDOM Aveyron dès le premier trimestre 2022**. En effet le Rapport de la Cour Régionale des Comptes demande au SYDOM d'exercer la totalité de la compétence traitement conformément au Code Général des Collectivités et de clarifier les statuts sur le partage des opérations de transport avec ses adhérents. 3 scenarii seront à l'étude.

1.4 Campagnes de promotion du compostage domestique

Au cours des trois premières campagnes de promotion du compostage domestique, échelonnées de 1999 à 2013, près de 3 000 composteurs classiques ont été remis aux habitants, auxquels il faut ajouter 142 lombricomposteurs (période 2010-2013). A leur issue, le taux d'équipement était alors de 23% des foyers.

Une nouvelle campagne a été lancée sur la période 2014-2021 afin de continuer à encourager la démarche, en particulier auprès des nouveaux arrivants et des personnes s'étant installées en maison individuelle.

- **Modalités**

Les habitants des communes-membres qui le souhaitent peuvent se procurer, sur réservation, un composteur individuel en bois ou en plastique d'un volume de 400 litres pour la somme de 20 € (soit environ 1/3 du prix de revient). Celui-ci est accompagné d'une notice de montage, d'un fascicule relatif au compostage et d'un bioseau de 10 litres.

Pour les personnes ne disposant pas d'espace vert extérieur, le kit de lombricompostage proposé à 30 € comprend un lombricomposteur (modèle éco-worm de fabrication française), une souche de 500 g de vers et une mini-formation d'une heure pour se familiariser avec cette technique.

- **Données chiffrées**

L'opération était jusqu'alors financée à hauteur de 55% par l'ADEME Occitanie et le Conseil départemental de l'Aveyron. A présent, seules les opérations de promotion du compostage collectif peuvent bénéficier d'un financement de l'ADEME.

Année	Composteurs plastique	Composteurs bois	Lombricomposteurs	*Total annuel*
2014	28	52	20	*100*
2015	30	70	15	*115*
2016	20	70	10	*100*
2017	20	41	15	*76*
2018	26	75	7	*108*
2019	29	88	22	*139*
2020	33	71	8	*112*
2021	24	94	5	*123*
TOTAL	**210**	**561**	**102**	
	771			
	873			

Concernant les composteurs classiques, il est à noter que dans 88% des cas, il s'agit d'un équipement initial, contre 12% de renouvellement. Cette donnée prouve l'intérêt de maintenir cette opération pour favoriser le développement de la pratique de gestion in-situ des déchets verts et biodéchets.

Une seule session de formation au lombricompostage a pu être organisée cette année (18éme session).

- **Modes de communication**

Afin d'assurer une large diffusion de l'information, divers supports sont diffusés, en particulier auprès des communes-membres, dans les lieux publics et lieux d'accueil de la Communauté, sur les stands ou lors de diverses animations, dans les établissements scolaires et lieux d'animation des quartiers.

Types de supports : Affiches génériques « compostage », affiche spécifique « consignes de compostage », panneau « consignes de compostage » à apposer sur des sites de compostage collectif, panneau « point compostage » pour les cimetières communaux, dépliants d'information « compostage domestique », fascicule « utiliser ses déchets verts et de cuisine au jardin », « réduire ses déchets et bien les jeter » édités par l'ADEME...

Par ailleurs, de nombreuses informations pratiques et une réservation en ligne de composteur sont disponibles sur le site www.cc-millaugrandscausses.fr

Un spot vidéo spécifique au tri et à la réduction des déchets est régulièrement diffusé dans les salles de cinéma de Millau incluant un message sur l'intérêt du compostage. Enfin, des stands d'information permettent de sensibiliser au plus près les habitants du territoire, tout au long de l'année lorsque la situation sanitaire le permet.

- **Opérations pilotes et/ou collectives**

Diverses initiatives se multiplient afin de favoriser le compostage sous une forme individuelle ou collective. Le déploiement de nouveaux sites de compostage collectif a été plus limité que prévu, en raison de la crise sanitaire. L'année 2021 en a vu la concrétisation.

- Le poulailler collectif porté par la Jeune Chambre Economique (JCE) de Millau a été mis en service à l'été 2021, suivi de l'inauguration en septembre. Un point compostage collectif complémentaire du poulailler est actif depuis novembre 2020.

- Trois communes ont déployé leurs composteurs collectifs de quartier.

    - Place du Souleirol à Saint-Georges-de-Luzençon (inauguration le 2/06/21, en lien avec le conseil municipal des jeunes)





- à Millau sur les quais du Tarn (3 points) et au niveau du square Saint-Martin. Un RDV Tri-Compost a été proposé aux riverains et utilisateurs le 27/11 afin de rappeler les consignes d'utilisation et d'équiper les foyers participants en bioseaux. Par ailleurs, un groupe de bénévoles souhaite s'investir dans le suivi des sites et se former en tant que référents.

- Commune du Rozier (3 points publics et un point dans le camping municipal). A l'occasion de la Journée citoyenne un stand d'information avec remise des bioseaux a été proposé le13/02.

• Incidences sur la production de déchets

L'objectif initial de ces opérations successives est de **réduire la production des ordures ménagères résiduelles (OMr)**, ainsi que les **dépôts de déchets verts en déchèterie**. Comme en 2020, le ratio d'OMr est de **225 kg/an/habitant**, contre 232 en 2018 et 220 en 2019. Par rapport à l'année de référence (2010), le tonnage d'OMr a diminué de 2.8% et le ratio de 6.1%

Concernant les apports de déchets verts en déchèteries, une croissance quasi continue des tonnages était observée depuis 2010. Depuis, des fluctuations sont enregistrées. En 2017, on a noté une baisse de 213 tonnes, soit -13,7%. Pour 2018, la hausse reprend avec +20.3% (soit +272 tonnes). En 2019, la baisse constatée est de 5.9%. En 2020, 1 523 tonnes ont été réceptionnées soit +0.4%. Il s'agit du seul flux ayant progressé en déchèterie alors que le tonnage total annuel a baissé de 5.1%. En 2021, les déchets verts diminuent de 2.5%. Avec les encombrants (-6.8%), il s'agit des 2 seuls flux en diminution, alors que le tonnage total progresse de 7.5%.

Outre la promotion du compostage, la priorité est de favoriser la gestion in-situ des déchets verts afin d'éviter des trajets inutiles vers les déchèteries et une saturation des sites. Ainsi la promotion du broyage, du paillage et du mulching sont à développer à l'avenir.

• Perspectives

La campagne de compostage individuel se poursuit sans discontinuité et des projets de compostage collectif sont portés par certaines communes ou structures. Le suivi des sites démarré en novembre 2020 devra s'intensifier en 2022. Plus que jamais, la nécessité de suivi des sites par des référents apparait. Plusieurs bénévoles se mobilisent, notamment sur les communes de Millau et Mostuéjouls. La Communauté va prendre en charge leur formation de référent de site en janvier 2022. L'objectif de création d'un réseau local de référents est grandissant et l'engouement de la population pour cette pratique ne se dément pas. La question de l'apport de matière structurante devra être approfondie et la formation de guides-composteurs devrait garantir la pérennité de l'opération. Enfin, suite à une demande de report pour cause de crise sanitaire, un rapport d'activités final devra être transmis à l'ADEME Occitanie en juillet 2022, dans le cadre du financement des opérations de compostage collectif.

2. Le traitement des déchets ménagers

Depuis le **16 mai 2010, les ordures ménagères résiduelles sont dirigées vers le bioréacteur de Labessière-Candeil (81)** près de Graulhet, géré par TRIFYL (Syndicat Départemental des ordures ménagères du Tarn).

2.1 Aspect quantitatif et financier

En 2021, la Communauté a collecté **6 656.32 tonnes d'ordures ménagères et 1 981.53 tonnes d'emballages ménagers à recycler.**

Les tarifs appliqués pour l'année 2021 prennent en compte la politique tarifaire votée lors du Comité Syndical du SYDOM Aveyron du 7 novembre 2018. En effet, lors de ce Comité, il a été validé le principe d'une péréquation totale sur la base d'une facturation à la tonne pour les ordures ménagères et pour la collecte sélective

- ✓ Le prix de **traitement des ordures ménagères** (transfert, transport, élimination et TGAP inclus) est de **154.44 € TTC la tonne**. **Le montant annuel est de 1 028 150.5 € TTC**.

- ✓ Le prix de **traitement des emballages** (transfert, transport, prestation de tri) est de **73.74 € TTC la tonne** (tarif au 11/03/2021). **Le montant annuel est de 170 502.33 € TTC**.

La poursuite de la sensibilisation et l'information des usagers restent d'actualité afin de diminuer les coûts engendrés par les refus : diffusion du mémo tri, sites internet, présence sur stands, mobilisation des publics-relais, etc…

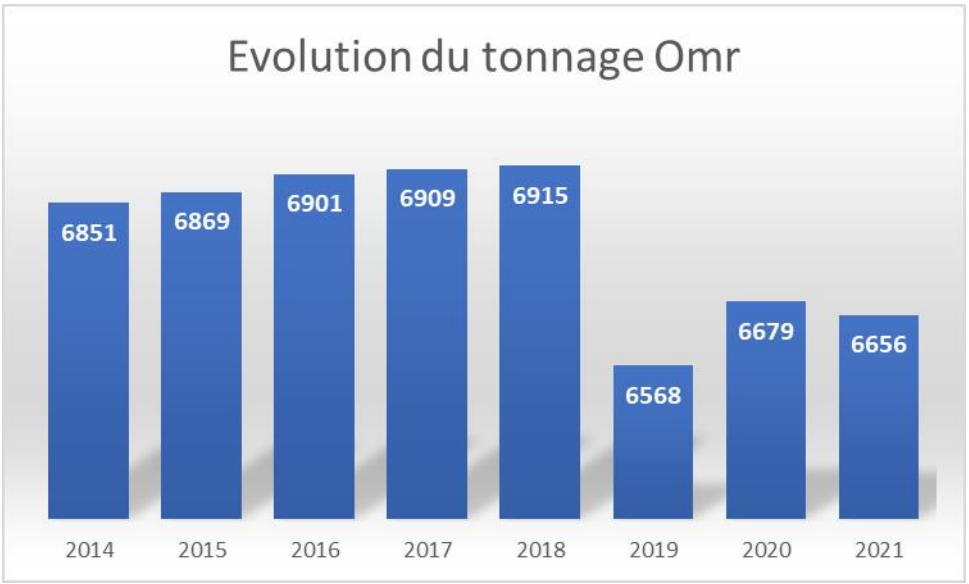
2.1.1 Les ordures ménagères résiduelles (OMr)

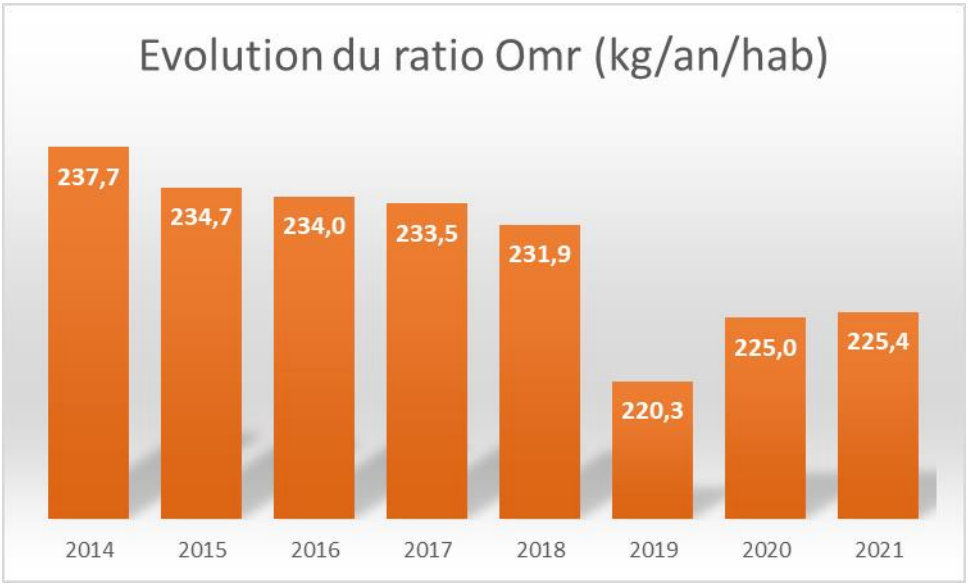
Tonnage 2021	Variation n/n-1	Ratio MGC	Variation n/n-1
6 656 tonnes	- 0,4% (- 26.6 tonnes)	225 kg/an/habitant	+ 0.2%

Eléments de comparaison des ratios :

- ✓ Moyenne nationale : 254 kg/an/hab (source SINOE ADEME 2020).
- ✓ Moyenne départementale2021 : 223.5 kg/hab/an (source SYDOM Aveyron)

Au niveau national, les collectes d'ordures ménagères résiduelles ont diminué de 15% entre 2005 et 2017, au profit des collectes séparées d'emballages et papiers des ménages (+11%) ainsi que des apports en déchèterie + 34% (source : Chiffres-clés déchets 2020 – ADEME). Toutefois nous jetons encore 48% de nos déchets dans les poubelles noires dites résiduelles.





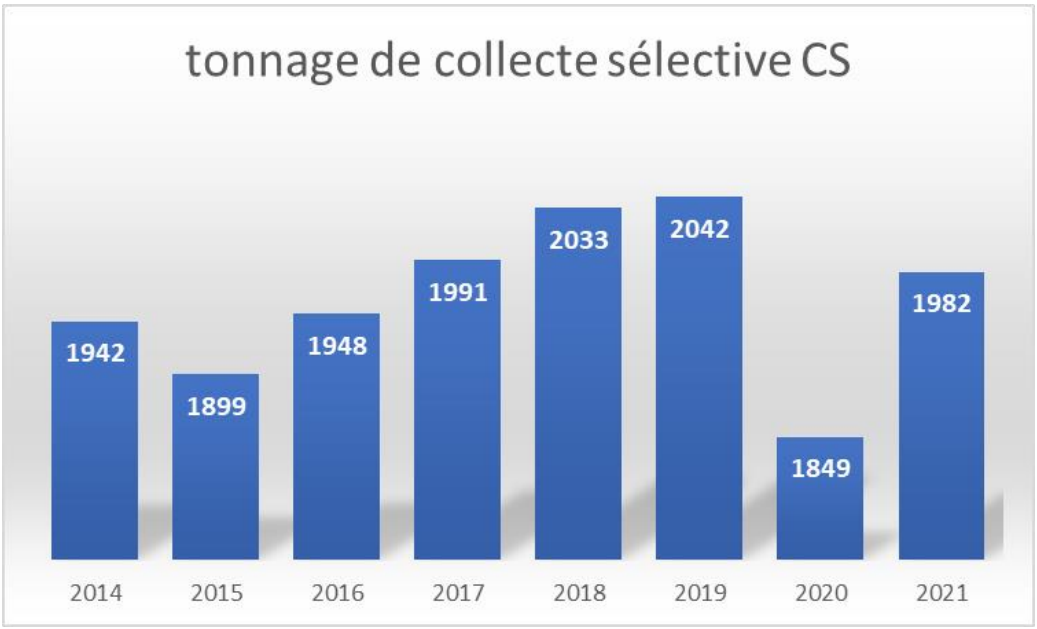
2.1.2 La collecte sélective (CS)

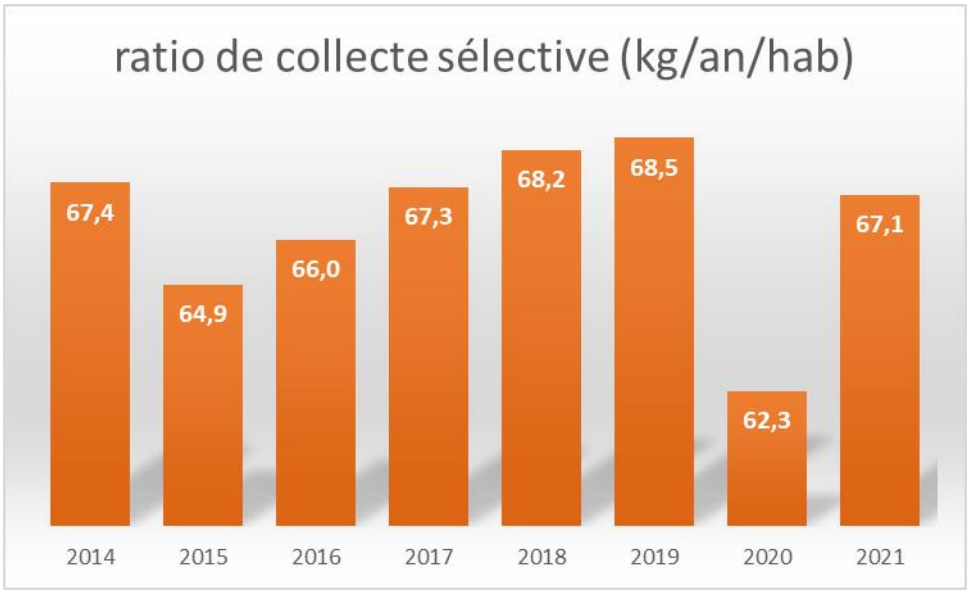
Tonnage 2021	Variation n/n-1	Ratio MGC	Variation n/n-1
1 981 tonnes	+ 7.2 %	67 kg/an/habitant	+ 7.7 %

Eléments de comparaison des ratios :

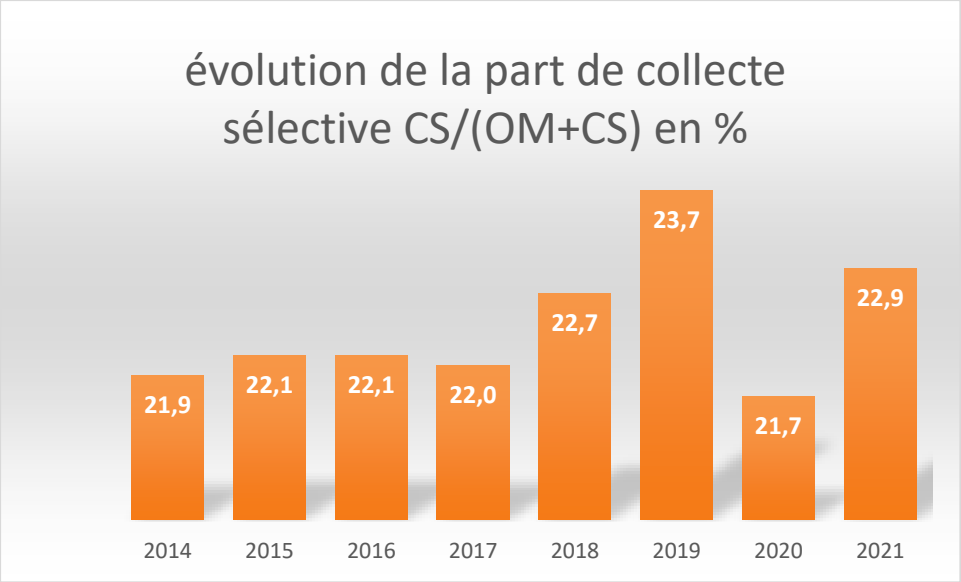
- ✓ Performance de tri nationale des emballages 2020 **: 51.5 kg/an/habitant** (données nationales CITEO) dont 18.2 kg d'emballages et 33.3 kg de verre.
- ✓ Performance de tri nationale des papiers graphiques 2020 **: 18 kg/an/habitant** (données nationales CITEO).
- ✓ Performance globale Département de l'Aveyron : **59.6 kg/habitant/an** soit une hausse de 13.5 % par rapport à 2020 (source SYDOM Aveyron).

L'année 2020 a vu une très nette baisse du tonnage collecté en raison de la crise sanitaire. En 2021, on constate le retour à la normale.





En Aveyron, la collecte sélective représente en moyenne 59.65 kg/an/habitant en 2021**.** Avec **67.1 kg/an/habitan**t, **notre ratio reste supérieur de 18.7% au ratio départemental.**



Après un optimum atteint en 2019, la part du tri sélectif dans la production totale a très largement baissé en 2020 en raison de la crise sanitaire (inférieure au niveau de 2014). Cette part approche des 23% en 2021, signe d'un retour à la normale.

- ## Taux de valorisation

Sur le territoire aveyronnais, **91.3% des emballages ménagers** (emballages, papier et verre) **ont été recyclés** et valorisés en 2020 (données 2021 non connues). Le taux de recyclage matière fixé au niveau national à 75% par le Grenelle de l'Environnement, est donc largement dépassé au niveau départemental.

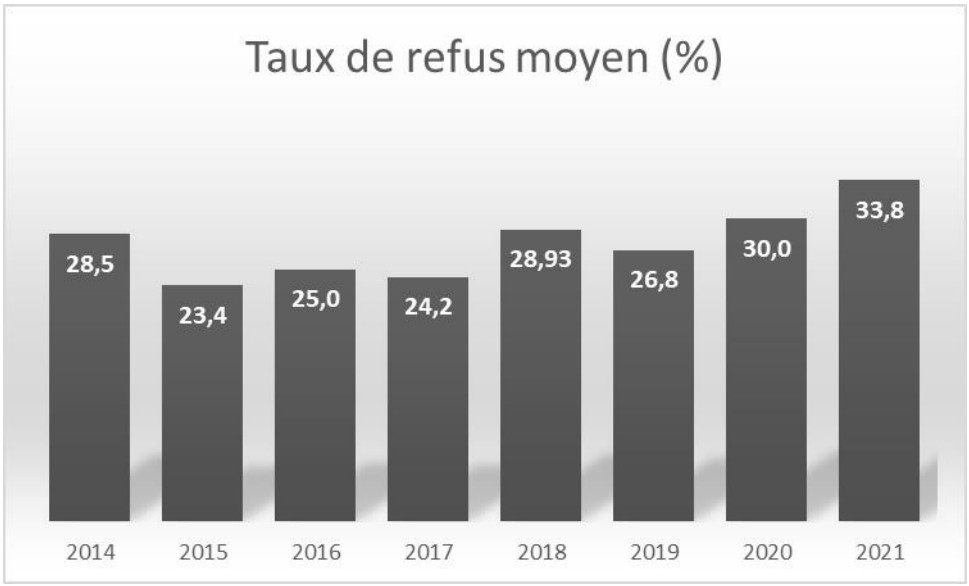
Toutefois, la campagne de caractérisation des ordures ménagères résiduelles menée par le SYDOM Aveyron courant 2019 a permis de mieux connaitre les gisements évitables ou détournables pour alléger les poubelles noires.

Ainsi, **concernant Millau Grands Causses, il reste 19.7% d'emballages qui devraient être déposés dans le tri sélectif, soit 45.7 kg/an/habitant**. Il s'agit essentiellement d'emballages plastiques, métalliques et en verre. Le passage à **l'extension des consignes de tri** au 1er novembre 2021 va également permettre **d'extraire potentiellement 15.3 kg supplémentaires** de la poubelle résiduelle (cf illustration ci-contre).



- **Analyse qualitative du tri sélectif**

Les caractérisations mensuelles en centre de tri sur 12 échantillons permettent de déterminer un taux de refus moyen de la collectivité, présenté dans le tableau ci-dessous :



Après deux années record de mauvaise qualité du tri en 2014 et 2020, **le taux de refus a atteint un niveau inédit en 2021 (33.8%), soit une hausse de 12.7%**. Ce taux est supérieur de 21 % à la moyenne départementale.

Pour notre collectivité, cela représente **22.7 kg/an/habitant** qui ne devraient pas se trouver dans les sacs jaunes.

La moyenne constatée en 2020 par le SYDOM Aveyron pour l'ensemble de la collecte sélective du département est de 24.1% représentant 12,7 kg/hab/an en légère baisse de 0.2 kg/hab par rapport à 2019 (données 2021 non connues).

Ces dernières années voient une nette dégradation de la qualité du tri sélectif de notre collectivité. Celle-ci pourrait être liée à la généralisation de l'implantation des conteneurs enterrés et semi-enterrés qui ont comme inconvénient de déresponsabiliser les usagers et de limiter les possibilités d'identification des « mauvais trieurs ».

- **Nature des refus (avant passage à l'extension des consignes de tri au 1/11/21)** :

✓ **Les indésirables :**

Barquettes en plastique et en polystyrène, paquets de café, paquets de chips, pots de fleurs, gobelets, blisters-coques rigides en plastique, pots de yaourt ou de crème fraîche, jouets en plastique…

✓ **Les erreurs à corriger absolument :**

Ordures ménagères, restes alimentaires, couches-culottes, verre, textiles-chaussures, cagettes bois, végétaux-déchets verts, chiffons, petit électroménager (sèche-cheveux, rallonge électrique, téléphone, aspirateur…), tuyaux, litière, pneus…

Ces déchets ont un fort impact sur le taux de refus en centre de tri, donc des conséquences financières importantes.

Toutefois, au 1er novembre 2021, l'extention des consignes de tri (ECT) aura permis d'élargir les catégories d'emballages à recycler. Une large communication sur les nouvelles consignes de tri a été menée par le SYDOM Aveyron et relayée par les collectivités. Celle-ci se poursuit en 2022.

De plus, les points-propreté sont régulièrement pris pour des mini-déchèteries, ce qui n'est pas du tout leur vocation. Ces dépôts d'encombrants nuisent à l'image des collectivités, ont un impact financier important et sont passibles d'amende.

- **Le recyclage des matériaux**

Le tableau ci-dessous présente les économies de matières premières et l'équivalent en produits recyclés, à partir du tonnage trié et valorisé issu de notre territoire.

Matériaux	Tonnage	Économies	Equivalent en produits recyclés
Acier (3.7%)	73	140 t de minerai fer + 46 t de coke	950 lave-vaisselle
Aluminium (0.7%)	14	34 t de bauxite	8 204 cadres de trottinette
Bouteilles et flacons en plastique (8.3%)	164	94 t de pétrole brut	85 280 couettes synthétiques
Briques alimentaires (1.7%)	34	67 t de bois	261 528 rouleaux de papier toilette
Papier / carton (46.4%)	919	1 292 t de bois	3.5 millions de boîtes à chaussures
Sacs et films en plastique (5.9%)	117	71 t de pétrole brut	7.8 millions de films entourant les packs d'eau minérale

Au final, les économies générées sont les suivantes :

- 1 800 tonnes de matières premières
- 45 357 m3 d'eau (soit la consommation moyenne de 825 habitants)
- 12 826 MWH d'énergie (soit la consommation moyenne de 1 245 habitants)
- 858 tonnes équivalant CO2

2.1.3 Production globale d'Ordures Ménagères et Assimilés (OMA)

Il s'agit du cumul des tonnages d'ordures ménagères résiduelles (OMr), des collectes sélectives d'emballages et de verre ainsi que de la collecte des cartons pris en charge par le service public d'élimination des déchets.

Tonnage 2021	Variation n/n-1	Ratio 2021	Variation n/n-1
10 003 tonnes	+1.8 %	338.7 kg/an/habitant	+2.6%

Eléments de comparaison des ratios (enquête nationale ADEME 2019) :

- ✓ Ratio départemental : 316 kg/hab/an
- ✓ Ratio régional Occitanie : 355 kg/hab/an.

Sur notre territoire, parmi les OMA, les OMr (-0.4%) et les cartons des professionnels (-6.9%) sont à la baisse tandis que la collecte sélective des emballages (+6.7°) et du verre (+5.6%) sont à la hausse.

2.1.4 Synthèse de la production totale de déchets : données 2021 et évolution/2020

Le tableau ci-dessous présente une synthèse de l'ensemble des flux pris en charge par la collectivité ainsi que des modes de traitement.

Ainsi, le stockage en bioréacteur a baissé de 0.3%, alors que celui des inertes a augmenté de 21.3%. La valorisation matière progresse de 6.4% et concerne 30.4% des tonnages. La valorisation organique baisse de 2.6%. **Le taux de valorisation (hors inertes) est de 44.6%, soit +3% par rapport à 2020.**

Au niveau national, seulement 30% des déchets ménagers et assimilés sont orientés vers le recyclage. Pour atteindre un recyclage maximal, il est fondamental d'améliorer les collectes séparées. La tendance observée depuis 10 ans se maintient toutefois : progrès des valorisations matière et organique, au détriment du stockage. (source : ADEME – déchets chiffres clefs 2020). Cette analyse ne prend pas en compte la période COVID.

Production totale 2021

18 233 tonnes (+4.7%)

Ordures ménagères et assimilés (OMa)

10 003 (+1.8%)

- Ordures ménagères résiduelles : 6 656 (-0.4%)
- Collecte cartons professionnels Millau : 153 (+3.6%)
- Collecte sélective EMr : 1 981 (+7.2%)
  - Part valorisable : 1 311 (+2.1%)
  - Refus de tri : 670 (+18.8%)
- Verre (y compris DIC) : 1 212 (+5.9%)

Déchèteries (DIC), bennes itinérantes encombrants, PAV textiles

8 230 (+8.4%)

- Bennes classiques : 7 695 (+8.6%)
  - valorisables bois, papier, carton, ferraille, pneus) : 1 661 (+6.5%)
  - encombrants non valorisables : 1 386 (-6.8%)
  - Déchets verts : 1 485 (-2.5%)
  - Gravats : 2 471 (+27.1 %)
  - Mobilier : 692 (+21.3%)
  - déchets valorisables (D3E, piles, batteries, huiles) : 388 (+6.1%)
  - DDS : 20 (+7.2%)
- DMS et déchets divers DIC : 409 (+6.1%)
- bennes itinérantes encombrants : 0 (+-%)
- PAV textiles (y compris DIC) : 126 (+10.6%)

MODES DE TRAITEMENT tonnage, *évolution (2021/2020) et* part relative (%)

- STOCKAGE BIOREACTEUR/INCINERATION : 8 732 *(-0.3%)* 47.9%
- STOCKAGE INERTES : 2 471 *(+21.3%)* 13.6
- VALORISATION MATIERE : 5 545 *(+6.4%)* 30.4%
- VALORISATION ORGANIQUE : 1 485 *(-2.6 %)* 8.1%

Taux de valorisation 2021 (et évolution/2020)

- Hors inertes : 44.6 % (+3%)
- Y compris inertes : 38.6 % (+0.1%)

3. Communication

- **Mise en service des conteneurs enterrés et semi-enterrés**

  Pas de mise en service cette année.

- **Suivis qualité**

Présence lors de certaines caractérisations mensuelles des déchets déposés par la Communauté au Centre de valorisation de Millau-Viaduc et courrier éventuel aux « mauvais trieurs » identifiés.

- **Opérations coup de poing**

Plusieurs sessions de contrôle des sacs poubelles déposés hors consigne ont eu lieu en centre-ville de Millau en lien avec la Ville et la Police municipale, dont certaines sont été médiatisées. Lorsque le contrevenant est identifié, il encourt une amende de 75 €uros. En parallèle, tout au long de l'année, un sticker est apposé sur les sacs poubelles afin d'informer de la nécessité de respecter les consignes de dépôt et des possibilités de sanctions.

- **Visites du Centre de Valorisation des déchets de Millau-Viaduc (ECOTRI)**

Les visites ont été interrompues dès le premier confinement et n'ont pas repris en raison du début des travaux de modernisation. Celles-ci devraient reprendre en janvier 2023.

- **Communiqués de presse et relations-presse :**
  - Rédaction et diffusion de communiqués sur les thèmes suivants : Modalités de collecte pour les jours fériés et pour les fêtes de fin d'année, fermeture des déchèteries les jours fériés, rappel des consignes de tri des emballages ménagers à recycler…
  - Contribution à la rédaction des brèves « déchets » du bulletin MGC.

- **Communication vers les usagers et les publics-relais :**
  - Gestion des demandes de renseignements et des réclamations,
  - Communication en direction des communes-membres (rédaction et diffusion de brèves pour les bulletins municipaux en juin et novembre de chaque année),
  - Communication en direction des professionnels et institutionnels.
  - Stratégie de communication déchets : réunions préparatoires, participation à 2 ateliers, restitution et travail sur le plan de communication 2022.

- **Extension des consignes de tri (SYDOM Aveyron) :**
  - Formation des ambassadeurs de tri (28/09/21).
  - Formation des publics relais de MGC et des collectivités voisines (30/09/21).
  - Adhésivage de tous les contenants de précollecte (adhésif rond « nouvelles consignes de tri »).
  - Présence lors de l'inauguration du nouveau centre de tri de Millau-Viaduc (22/11/21).
  - Relais de l'information auprès des habitants, communes-membres, partenaires…
  - Venue du camion TRITOUR du SYDOM : Lycée Jean Vigo (19/11), Centre Hospitalier de Millau (29/11), marché hebdomadaire de Millau (22/12)
  - RDV TRICompost quais du Tarn en commun avec le SYDOM Aveyron (27/11 ; Millau)





- **Partenariat « Eco-événements»**

Afin de favoriser une bonne gestion des déchets et la mise en place du tri sélectif lors des événementiels, la Communauté de communes accompagne les organisateurs, remet des supports de communication et des outils de tri (sacs poubelles et supports de sacs).

La plupart de ces événementiels n'ayant pas eu lieu en 2021, l'accompagnement s'est limité à des réunions préparatoires ou à des questions techniques.

- **Déploiement du Kit « Les écogestes de mes vacances » by Style Millau ! auprès des hébergeurs touristiques :**

Fruit d'un partenariat avec l'office de Tourisme de Millau Grands Causses, il est proposé gratuitement aux 250 structures d'hébergement du territoire.

  - Contenu du kit : Un livret reprenant les écogestes du quotidien, en balade, à la maison, au marché (disponible en 4 langues), des étiquettes sur les gestes autour de la consommation

d'eau, des poignées de porte sur les économies d'énergie, un cabas pour le tri du verre, un cabas pour le tri des emballages recyclables, traduits en 4 langues.
Il est disponible auprès des Offices de Tourisme locaux.

- Opération lancée avant la saison estivale 2019, elle se poursuit en 2020 et 2021.

• Distributions annuelles des sacs poubelles dans les communes

- Fin de la diffusion de tracts dans les boîtes à lettres au profit de l'envoi de 3 000 SMS annonçant les dates et horaires à Millau (à partir de la base de données mise à jour en 2020), affichage dans toutes les communes au niveau des conteneurs enterrés ou semi-enterrés, communication média, affichage lieux publics.
- Présence d'agents de la collectivité dans huit communes lors des distributions pour la saisie informatique et la communication. En 2021, comme en 2020, en raison de la crise sanitaire aucun quizz n'a été proposé.

• Site Internet de la Communauté de communes

Mise à jour des pages consacrées aux déchets (tri sélectif, collecte des déchets, déchèteries, bonnes idées, situation COVID…), rédaction des brèves à insérer dans les actualités (inaugurations, points presse, partenariats, résultats de certaines filières…). Participation active à la transmission des données relatives à la gestion des déchets pour le nouveau site internet (mise en service : septembre 2021).

• Stands d'information, communication terrain et présence sur événementiels (tri sélectif, compostage domestique, prévention des déchets)

- Séance de sensibilisation du personnel de la Maison du Peuple et mise en service d'un composteur (Millau, 26/01, 10 personnes)
- Journée citoyenne du Rozier : stand d'information et remise de bioseaux pour les composteurs collectifs (13/02 ; Le Rozier)
- Sensibilisation des équipes du Jardin du Chayran (19/02 ; 20 personnes)
- Séance de sensibilisation du personnel du Musée de Millau (2/03 ; 10 personnes)
- Biocoop de Creissels : remise documentation dans le cadre semaine jardinage-compostage (11/03)
- Sensibilisation des enfants et du personnel de l'Hôpital de jour de Millau (7/05 ; 10 personnes)
- Association Myriade : visite guidée de la déchèterie de Millau (2/02 ; 12 personnes)
- Inauguration des composteurs collectifs à St Georges de Luzençon - place du Souleirol (2/06)
- Sensibilisation des participants du Chantier Jeunes de la Ville de Millau (8/07 , 12 personnes)
- Stand de sensibilisation lors de la Fête de la Nature des Centres sociaux de Millau et participation à l'opération nettoyage du quartier Beauregard (10/07)
- Nettoyage du quartier Malhourtet (centre social Causses) : opération nettoyage du quartier, stand de jeux et infos déchets (15/07, Millau)
- Inauguration du poulailler collectif Ecocotte du Parc de la Victoire (4/09 ; Millau)
- World Clean Up day: stand place de la Capelle (18/09 ; Millau)
- Sensibilisation du personnel de la SPIE : 3 ateliers de 12 personnes (27/09, Millau)
- RDV TRICompost quais du Tarn en commun avec le SYDOM Aveyron (27/11 ; Millau)

- **Edition et diffusion de supports de communication :**
  - Spot Pub « mini déchets Maxi tri » : diffusion dans les salles de cinéma.
  - Réédition de dépliants à la demande.
  - Mise à niveau de l'affichage sur les contenants de précollecte.
  - Diffusion de multiples supports dans les lieux publics, les communes-membres, les établissements scolaires ou touristiques…
  - Affichage abribus Millau (février et décembre 21)



- Edition d'un autocollant STOPPUB pour diffusion lors des distributions annuelles de sacs poubelles en janvier-février 2022.





- Edition et diffusion de supports de communication afin de rappeler les règles de sortie des sacs poubelles dans le Centre-ville de Millau (5 550 flyers, 950 affiches pour halls d'immeubles).

- **Sensibilisation des établissements scolaires et périscolaires :**
  - Projet pédagogique pluriannuel « Mini-déchets-Maxi-tri » à destination des élèves de CE2 (animations confiées au CPIE du Rouergue) : 10 demi-journées d'intervention en classe durant l'année scolaire 2020-2021 soit 170 élèves concernés. Le module est proposé par courrier via l'IEN (Inspection de l'éducation nationale) à tous les directeurs d'établissements à chaque début d'année scolaire. Dans la plupart des cas, il s'en suit une visite du Centre de valorisation des déchets de Millau-Viaduc, sauf période actuelle de travaux ou de pandémie.
  - Poursuite de l'accompagnement du projet d'Education au Développement Durable du Lycée Jean VIGO : participation à des réunions préparatoires en vue du déploiement des actions en 2021. Prestation confiée au CPIE du Rouergue. Séance de sensibilisation au tri sélectif de tous les éco délégués et mise en place du tri dans toutes les classes, peinture du message « ici commence le Tarn » à l'aide de pochoirs, construction d'une spirale d'aromatiques et mise en service d'un composteur destiné au restaurant d'application, …

4. Réduction des déchets à la source : Objectifs nationaux et déclinaisons locales

• Les programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA).

Dans la continuité du Programme Local de Prévention des déchets 2011-2016, une série d'actions de réduction des déchets à la source se poursuit dans les domaines suivants : résidus de cuisine et de jardin, éco-tourisme et éco-festivités, consommation et comportement éco-responsables, éco-exemplarité des structures.

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTEPCV) a renforcé la **priorité donnée à la prévention de la production de déchets** dans les actions à mener pour favoriser la transition vers une économie circulaire et non plus « linéaire ». Le programme national de prévention des déchets (PNPD) 2014-2020 définit les orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et les actions de production et de consommation durables à mettre en œuvre pour y parvenir. Il fixe des objectifs quantifiés visant à découpler la production de déchets de la croissance économique :

- Réduction de 10% des déchets ménagers et assimilés (DMA) produits par habitant en 2019 (par rapport à 2010)
- Réduction de la production de déchets d'activités économiques (DAE), notamment du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), en 2019 (par rapport à 2010).

L'élaboration de Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) est obligatoire depuis le 1er janvier 2012, conformément à l'article L. 541-15-1 du code de l'Environnement.

Un PLPDMA consiste en la mise en œuvre, par les acteurs d'un territoire donné, d'un ensemble d'actions coordonnées visant à atteindre les objectifs définis à l'issue du diagnostic du territoire, notamment en matière de réduction des déchets ménagers et assimilés (DMA).

Les PLPDMA permettent ainsi de :

- Territorialiser et préciser des objectifs opérationnels de prévention des déchets ;
- Définir les actions à mettre en œuvre pour les atteindre.

De plus, les PLPDMA doivent répondre à l'exigence de compatibilité avec les dispositions des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) s'appliquant aux territoires.

Enfin, il est nécessaire d'avoir adopté un PLPDM (ou d'avoir un PLPDMA en cours d'élaboration) pour prétendre au financement d'études ou de projets (compostage collectif, tarification incitative, modernisation des déchèteries,…).

L'année 2022 devrait permettre de se mettre en conformité avec ces exigences règlementaires, de structurer et poursuivre les actions déjà engagées à travers l'adoption d'un un PLPDMA.

• Vers la généralisation du tri à la source des biodéchets.

Le tri à la source des biodéchets, c'est-à-dire au plus près du lieu de production chez les ménages comme chez les entreprises, est nécessaire pour détourner ce flux de déchets de l'élimination classique, et permettre un retour au sol de qualité par une valorisation agronomique de cette fraction biodégradable.

En France, la généralisation du tri à la source est prévue d'ici 2025 pour tous les producteurs de déchets. En effet, la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTEPCV) a sensiblement renforcé les objectifs relatifs aux biodéchets, en prévoyant « […] le développement du tri à la source des déchets organiques, jusqu'à sa généralisation pour tous les producteurs de déchets avant 2025, **pour que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles, afin que ceux-ci ne soient plus éliminés, mais valorisés**. **La collectivité territoriale définit des solutions techniques de compostage de proximité ou de collecte séparée des biodéchets et un rythme de déploiement adaptés à son territoire** […] ».

Ces solutions peuvent être, de manière complémentaire, le déploiement de la gestion de proximité des biodéchets, par le développement du compostage domestique (déploiement de composteurs individuels) ou du compostage partagé (déploiement de composteurs de pieds d'immeuble, de quartiers, ou encore en établissement) et le déploiement de la collecte séparée des biodéchets via une collecte supplémentaire à mettre en œuvre.

Le SYDOM Aveyron a lancé courant 2019 une **étude préalable à la mise en place du tri à la source des biodéchets**. Après une phase de recueil des données et d'évaluation de l'existant (gisement, moyens mis en place, projets portés par les collectivités ou les privés…), le bureau d'études a travaillé à la construction de scénarios à adapter selon les territoires. Les collectivités adhérentes ont souhaité approfondir en 2020 le scénario reposant à la fois sur une collecte bi-flux des biodéchets et des OMr en sacs de couleur distincte et sur la promotion du compostage. 14 000 tonnes de biodéchets seront ainsi potentiellement valorisées par voie de méthanisation sur le futur site KEREA. Une première expérimentation devrait voir le jour au premier semestre 2022 sur des secteurs tests.

5. Les anciens centres d'enfouissement réhabilités

Les deux **centres d'enfouissement techniques** du Roubelier (commune de Millau) et de Fontaneilles (commune de Rivière-sur-Tarn) sont régulièrement suivis depuis leur réhabilitation, en particulier au niveau des jus de lixiviats, des piézomètres et inclinomètres.

En 2020, la Communauté de communes a lancé un marché avec l'aide d'un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) qui comprend la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance de l'unité de traitement des lixiviats du site. Sa durée sera de 11 mois d'études et de travaux et de 5 ans fermes d'exploitation. Il est tacitement reconductible pour une période de 1 an dans la limite de 7 ans supplémentaires.

Deux candidats ont été retenus et admis à remettre une deuxième offre en octobre 2020.

Il s'en est suivie une phase d'analyse et de négociation qui s'est poursuivie en juin 2021, avec une pause entre février et mai 2021, dans l'attente du résultat des traçages hydrogéologiques entrepris par la Communauté et le Parc Naturel Régional des Grands Causses afin de bien définir le point de rejet.

En juin 2021, le conseil de Communauté a entériné le choix de la société OVIVE pour installer et exploiter une unité de traitement biologique des lixiviats du Roubelier. En résumé, cette méthode consiste en :

- un traitement biologique en cuves (nitrification/dénitrification),
- une ultrafiltration pour séparer les boues,
- une finition des perméats sur filtre à charbon actif(Pollution carbonée),
- une capacité de l'installation pour 6500m3/an.

Le coût des travaux est de 643 000 € HT auxquels il faut rajouter les études complémentaires d'un montant de 112 000 € HT. Ces derniers ont débuté le 29 novembre 2021 pour une durée de 9 mois. Durant cette phase travaux, l'entreprise a en charge le traitement des lixiviats du site. 3 511 m3 ont été traités sur les 11 premiers de l'année 2021, avant le début des travaux.

Comme prévu, des travaux d'étanchéité de la descente centrale ainsi que du fossé bas périphérique ont été effectués dans le premier trimestre 2021 afin d'avoir l'assurance que des résurgences de lixiviats ne viennent contaminer les ERI et remettent en question leur qualité avant rejet dans le milieu naturel. Le montant de ces travaux a été de 87 787 € HT.

6. Le financement du service

6.1 Taux de TEOM applicable en 2021

Les taux de TEOM sont définis selon huit zones de perception en fonction des valeurs locatives applicables par communes ; ils restent inchangés pour 2021.

SECTEUR	TAUX 2021
SECTEUR 1	
Millau	9.51%
SECTEUR 2	
Creissels	9.21%
SECTEUR 3	
Aguessac	10.60 %
Saint-Georges de Luzençon	10.60%
SECTEUR 4	
Rivière sur Tarn	11.30%
SECTEUR 5	
Compeyre	13.31 %
Mostuéjouls	13.31 %
Peyreleau	13.31 %
SECTEUR 6	
La Cresse	13.71 %
Paulhe	13.71 %
SECTEUR 7	
Comprégnac	14.70 %
Saint-André de Vézines	14.70 %
Veyreau	14.70 %
La Roque Sainte Marguerite	14.70 %
SECTEUR 8	
Le Rozier	8.00 %

Le produit de TEOM s'est élevé à 3 756 946 € en 2021 (soit + 0.88 % par rapport à 2020).

6.2 Redevance spéciale

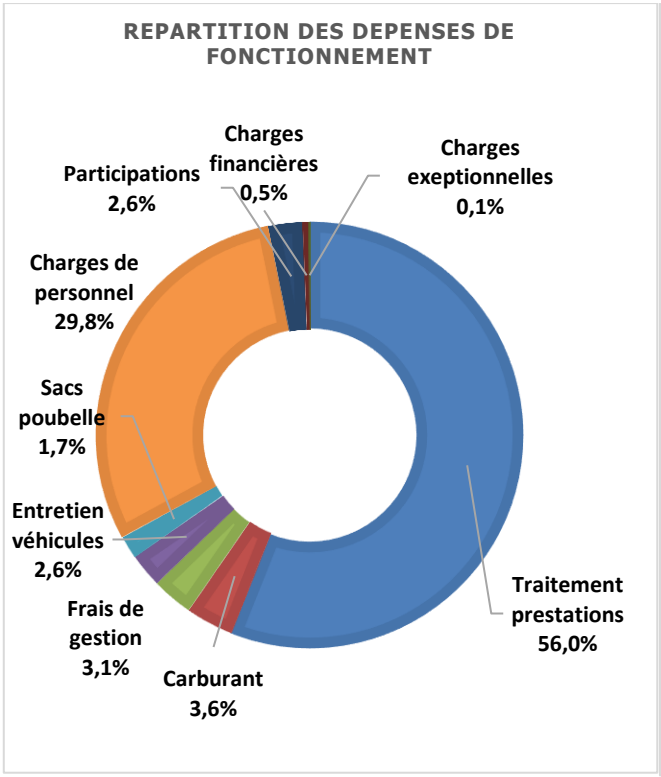
La Communauté de communes, conformément à la loi du 13 janvier 1992 a institué sur son territoire une redevance spéciale pour les déchets qui ne sont pas issus des ménages mais collectés par le service. Elle concerne donc les professionnels, entreprises et établissements, et fait l'objet d'un conventionnement spécial. Son tarif reste fixe pour 2021 à **1.95 € net/litre**. **Le produit de la redevance perçue en 2021 a été de 273 546.16 € contre 224 806.46 en 2020 soit une augmentation de 21.7 %.**

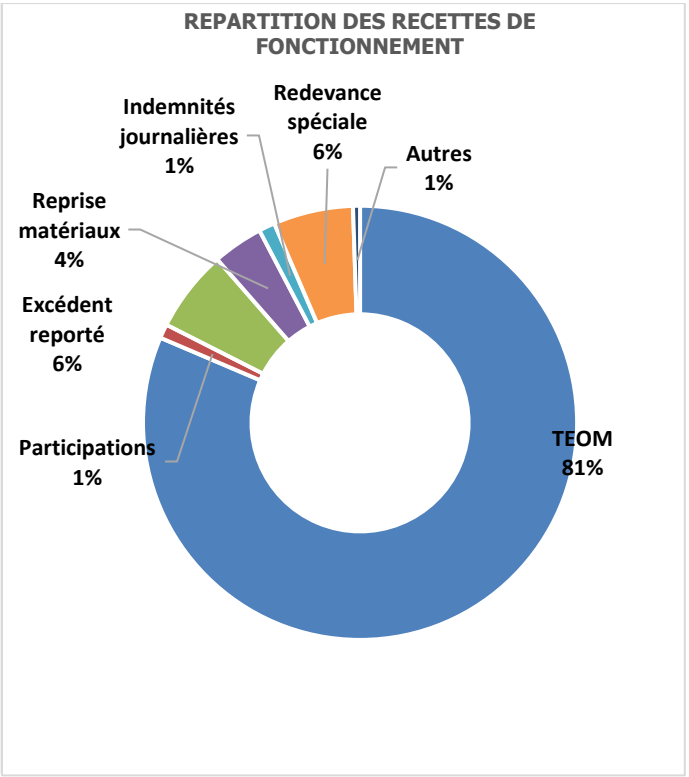
Une remise à niveau de cette redevance a été lancée en 2015 avec comme objectifs une harmonisation des conditions d'application, l'élargissement de l'assiette et une réduction des quantités produites par le développement du tri sélectif et du compostage. La visite des usagers se poursuit en 2022 et cette remise à niveau devrait permettre l'augmentation de son produit.

6.3 Coût du service

Les graphiques suivants présentent le compte administratif 2021 du service collecte et traitement des déchets (ce service fait l'objet d'un budget annexe).

Les dépenses se sont élevées à **3 826 645.75 €** + **188 960.75 €** de prélèvements pour financer les investissements ; les recettes à **4 614 858.55.55 €.** Il en découle un excédent de **599 246.20 €.** Cet excédent résiduel permettra de financer des dépenses d'investissements inscrites au budget primitif 2022**.**





7. Bilan et perspectives

7.1 La collecte des déchets ménagers

- **Au cours de l'année 2021, il n'y a pas eu de nouvelle mise en service de conteneurs semi-enterrés**. A Rivière-Sur-Tarn, un point de collecte supplémentaire est prévu courant 2022 afin d'équiper le nouveau lotissement et le nouvel EPHAD. A Aguessac, un nouveau point sera implanté aux abords du nouveau lotissement et du groupe scolaire à la sortie Nord du village. **Un programme pluriannuel définissant les secteurs à équiper en priorité est en cours d'élaboration.** La commune de Peyreleau reste la seule commune hors Millau à ne pas être desservie par les conteneurs semi-enterrés. Courant 2022 ce cap pourrait être franchi afin de rationaliser les trajets des véhicules de collecte. Sur Millau, le renforcement du dispositif est en cours : la rue du printemps et de ses abords ainsi qu'un nouveau secteur sont à l'étude pour une implantation en 2022.

- La Communauté a collecté **6 656 tonnes d'ordures ménagères (-0.4%)** et **1 981 tonnes d'emballages ménagers à recycler (+7.2%).**

- En 2021, avec **1 212 tonnes, le tonnage de verre collecté a augmenté de 5.9%.** Le ratio de collecte atteint **41.1 kg/an/hab** soit 37% de plus que la moyenne nationale (30 kg/an/hab) et 12.63% de plus que la moyenne départementale (36.49 kg/hab/an- Rapport d'activités SYDOM 2021).

- La Communauté constate également une **hausse de 7.5% des quantités de déchets collectées en déchèterie en bennes classiques et de 6.1 % sur les déchets spéciaux et divers**. Elle continue d'offrir de plus en plus de filières de réemploi et de valorisation, notamment via les bennes Eco-mobilier mises en service à Aguessac et Saint-Georges de Luzençon en novembre 2020. Quatre nouvelles filières devraient être proposées courant 2022.

- La **promotion du compostage** s'est poursuivie en 2021 avec l'équipement de 123 foyers (composteurs et lombricomposteurs) et la mise en service de 9 points de compostage collectif. En lien avec les communes et divers partenaires, plusieurs projets de compostage collectif devraient voir le jour courant 2022.

- En 2021, **quatre opérations de type « coup de poing » ont été menées en cœur de Ville à Millau**. Il s'agit de sensibiliser les riverains (particuliers et professionnels) en lien avec le service Ville propre. Lorsque c'est nécessaire, une verbalisation est effectuée par la Police municipale afin d'infléchir les dépôts de sacs et autres encombrants, en dehors des créneaux de collecte ou hors des contenants.

- En 2022, le service déchets prévoit de mener des réflexions sur les points suivants :

    - Suppression des sacs jaunes de tri sélectif dans les secteurs desservis par les conteneurs semi-enterrés afin de les remplacer par des sacs cabas réutilisables,
    - Optimisation des circuits de collecte grâce à la mise en place des GPS ; des modifications sur les tournées sont à l'étude pour une mise en place effective au 1er avril 2022,
    - Modification des horaires de la déchèterie intercommunale d'Aguessac dès le 1er semestre 2022 (ouverture d'une demi-journée supplémentaire),
    - Suppression des bennes tout-venant dans les trois communes concernées, en lien avec les évolutions règlementaires
    - Mise en place dans les cimetières de la Communauté du tri des déchets en séparant les déchets verts des autres déchets.
    - Formation du personnel technique au remplissage de la matrice d'analyse des couts du service, en vue du remplissage des données 2020 sur Comptacout, présentation des données à la direction et aux élus du Comité Exécutif (1er trimestre 2022), travail sur les

pistes d'optimisation. La matrice 2021 devra être finalisée à l'été 2022. Une présentation détaillée sera intégrée au prochain Rapport d'activités.

- **Le SYDOM Aveyron** a confié au 1er juillet 2020 la conception, la construction et l'exploitation du futur centre aveyronnais de valorisation et de traitement des ordures ménagères au groupement SECHE ENVIRONNEMENT/SEVIGTNE/SOLENA, dans le cadre d'une délégation de service public. L'investissement se chiffre à 57.6 M d'€. Le cout complet de traitement des déchets sur les 25 ans de délégation devrait être de 135.80 € HT/t, y compris TGAP.

Pour préparer au mieux le passage à l'extension des consignes de tri (ECT) en novembre 2021, les travaux de modernisation du centre Ecotri ont été engagés. La nouvelle plate-forme de compostage des déchets verts peut accueillir jusqu'à 2 700 tonnes/an. D'un cout de 23 M d'€ HT, les travaux s'échelonnent de septembre 2020 à décembre 2022. Unique centre de tri du département, il pourra accueillir jusqu'à 25 000 tonnes par an grâce à un outil industriel à la pointe des dernières technologies.

7.2 Le traitement des déchets ménagers

- **La production globale des ordures ménagères et assimilées OMA** (ordures ménagères + collecte sélective + verre) est de **10 003 tonnes** pour l'année 2021 (+1.8%). Le ratio par habitant et par an s'élève à **339 kg** (moyenne régionale : 355 kg).

- **Le taux de refus sur l'année 2021 a augmenté de près de 13%. Celui-ci atteint le chiffre record de 33.8%,** soit un ratio de **22.7 kg/an/habitant qui ne devraient pas se trouver dans les sacs jaunes. Au niveau départemental, ce taux est de 24.1%.**

La poursuite de la sensibilisation, l'information des usagers et les nouvelles extensions des consignes de tri restent donc d'actualité afin de diminuer les coûts engendrés par ces refus.

7.3 La sensibilisation au tri et à la réduction des déchets

La Communauté a poursuivi ses actions de communication à destination de tous les publics, en particulier :

- **Extension des consignes de tri au 1er novembre 2021 (SYDOM Aveyron) :**
  - Formation du personnel et des publics-relais, adhésivage de tous les contenants de pré collecte, relais de l'information auprès des habitants, communes-membres, partenaires…
  - Venue du camion TRITOUR du SYDOM : Lycée Jean Vigo (19/11), Centre Hospitalier de Millau (29/11), marché hebdomadaire de Millau (22/12)

- **Stands d'information, communication terrain et présence sur événementiels (tri sélectif, compostage domestique, prévention des déchets) :**
  - Séance de sensibilisation des structures professionnelles et des groupes constitués : personnel de la Maison du Peuple, personnel du Musée de Millau, enfants et du personnel de l'Hôpital de jour de Millau, équipes du Jardin du Chayran, Chantier Jeunes de la Ville de Millau, Association Myriade, entreprise SPIE…
  - Stands d'information : Journée citoyenne du Rozier, inauguration des composteurs collectifs à St Georges de Luzençon, Fête de la Nature des Centres sociaux de Millau, nettoyage du quartier Malhourtet (centre social Causses), World Clean Up day: stand place de la Capelle (18/09 ; Millau), RDV TRICompost quais du Tarn en commun avec le SYDOM Aveyron (27/11 ; Millau)

- Les **animations en milieu scolaire** dans les classes de CE2 sont confiées au CPIE du Rouergue via le projet pédagogique « Mini déchets Maxi tri ». Elles ont été suivies par 10 classes en 2020-2021, soit 170 élèves.

- Le projet **d'Education au Développement Durable du Lycée Jean Vigo** est soutenu financièrement et se traduit par un accompagnement méthodologique confié au CPIE du Rouergue durant l'année scolaire 2020-2021.

- La **communication lors des distributions annuelles de sacs poubelles s'est poursuivie dans 8 communes. En 2022 l'accent sera mis sur le compostage et la diffusion des autocollants STOPPUB**.

7.4 Les anciens centres d'enfouissement

Ceux-ci font l'objet d'un suivi régulier. Suite aux travaux effectués en 2017, **les quantités de lixiviats à traiter sont désormais beaucoup plus importantes et le système actuellement en place atteint sa limite de capacité**. Dans ce contexte, la Communauté de Communes a lancé en 2020, un marché avec l'aide d'un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) qui comprend la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance de l'unité de traitement des lixiviats du site. Sa durée sera de 11 mois d'études et de travaux et de 5 ans fermes d'exploitation et tacitement reconductible pour une période de 1 an dans la limite de 7 ans supplémentaires. Les travaux ont débuté en décembre 2021 pour se terminer en avril 2022. La mise en place industrielle s'effectuera de mai à aout 2022 pour un début d'exploitation du site en septembre 2022.

7.5 Le financement du service en 2021

Les dépenses se sont élevées à **3 826 645.75 €** + **188 960.75 €** de prélèvements pour financer les investissements ; les recettes à **4 614 858.55.55 €.** Il en découle un excédent de **599 246.20 €.**
Cet excédent résiduel permettra de financer les déficit d'investissement à hauteur de **442 289 €.**

La **maîtrise des coûts** et **l'équilibre financier** du service sont atteints avec la poursuite de la remise à niveau de la redevance spéciale et le maintien de l'effort fiscal via la TEOM.

Millau, le
Pour la Présidente,
Le Vice-Président délégué,

8. Annexes financières - Compte administratif 2021 du service

DECHETERIES

DEPENSES

COMPTES	PREVU	REALISE 2021	OBSERVATIONS
011 - Charges à caractère général	**862 950,00 €**	**844 985,74 €**	
60611 - Eau et assainissement	300,00 €	354,76 €	
60612 - Electricité	1 500,00 €	1 667,27 €	
60631 - Fournitures d'entretien	0,00 €	104,40 €	
60632 - Fournitures petit équipement	500,00 €	1 764,41 €	
60636 - Vêtements de travail	400,00 €	142,20 €	
6064 - Fournitures administratives	0,00 €	71,80 €	
611 - Sous-traitance générale	851 000,00 €	831 511,97 €	
6132 - Location immobilères	6 000,00 €	6 000,00 €	
61521 - Terrains	250,00 €	0,00 €	
6156 - Maintenance	0,00 €	753,14 €	
6161 - Multirisques	100,00 €	0,00 €	
6236 - Catalogues et imprimés	1 000,00 €	1 435,92 €	
6237 - Publications	500,00 €	0,00 €	
6262 - Frais de télécommunications	1 400,00 €	1 179,87 €	
012 - Charges de personnel	**142 100,00 €**	**153 932,44 €**	
65 - Autres charges de gestion courante	**800,00 €**	**388,45 €**	
6574 - Subventions	800,00 €	388,45 €	
023 - Virement section investissement	**11 024,97 €**	**0,00 €**	
042 - Dotations aux amortissements	**2 538,03 €**	**2 538,03 €**	
TOTAL	**1 019 413,00 €**	**1 001 844,66 €**	

RECETTES

COMPTES	PREVU	REALISE 2021	OBSERVATIONS
013 - Remboursement frais personnel	2 900,00 €	6 173,82 €	
7013 - Vente de produits	80 000,00 €	87 357,75 €	
7331 - Taxe enlèvement des ordures ménagères	633 821,00 €	883 175,44 €	
74758 - Dotations	20 592,00 €	20 592,00 €	
7788 - Produits exceptionnels divers	2 700,00 €	4 045,85 €	
TOTAL	**740 013,00 €**	**1 001 344,86 €**	

TRAITEMENT COLLECTE

DEPENSES

COMPTES	PREVU	REALISE 2021	OBSERVATIONS
011 - Charges à caractère général	**1 718 512,00 €**	**1 721 243,42 €**	
60611 - Eau et assainissement	0,00 €	1 336,07 €	
60612 - Electricité	15 000,00 €	13 830,88 €	
60622 - Carburants	142 000,00 €	137 811,98 €	
60623 - Alimentation	200,00 €	0,00 €	
60628 - Autres fournitures	65 010,00 €	66 138,53 €	
60631 - Fournitures d'entretien	1 900,00 €	1 347,79 €	
60632 - Fournitures petit équipement	10 000,00 €	9 925,84 €	
60636 - Vêtements de travail	7 000,00 €	7 920,33 €	
6064 - Fournitures administratives	200,00 €	302,40 €	
6068 - Autres matières et fournitures	1 000,00 €	922,33 €	
611 - Sous-traitance générale	1 344 492,00 €	1 312 439,64 €	
6132 - Location immobilères	0,00 €	240,00 €	
61521 - Terrains	0,00 €	984,00 €	
615221 - Bâtiments publics	5 000,00 €	870,13 €	
61551 - Matériel Roulannt	80 000,00 €	98 924,97 €	
61558 - Autres bien mobiliers	0,00 €	10 769,21 €	
6156 - Maintenance	4 100,00 €	4 767,72 €	
6161 - Multirisques	13 000,00 €	14 209,95 €	
6168 - Autres	6 300,00 €	6 312,15 €	
6182 - Documentation générale et technique	0,00 €	847,00 €	
6184 - Versements à des organismes de formation	700,00 €	2 634,00 €	
6236 - Catalogues et imprimés	4 000,00 €	5 268,43 €	
6237 - Publications	8 000,00 €	8 222,35 €	
6251 - Voyages et déplacements	500,00 €	547,70 €	
6261 - Frais d'affranchissement	2 700,00 €	0,00 €	
6262 - Frais de télécommunications	0,00 €	2 872,45 €	
6281 - Cotisation	800,00 €	761,00 €	
6283 - Frais de nettoyage des locaux	2 000,00 €	7 610,52 €	
62875 - Remboursement frais aux communes membres GFP	1 410,00 €	0,00 €	
6288 - Autres services extérieurs	1 000,00 €	1 226,05 €	
6355 - Taxes et impôts sur les véhicules	2 200,00 €	2 200,00 €	
012 - Charges de personnel	**1 119 500,00 €**	**985 414,01 €**	
65 - Autres charges de gestion courante	**98 618,00 €**	**98 348,97 €**	
6522 - Reversement excédent au budget principal	0,00 €	0,00 €	
653 - Indemnités et cotisations	9 600,00 €	10 008,00 €	
6542 - Créances éteintes	3 408,00 €	2 423,34 €	
65548 - Autres contributions	77 100,00 €	77 091,34 €	
6558 - Autres contributions obligatoires	0,00 €	1 796,94 €	
6574 - Subventions	8 510,00 €	7 027,01 €	
65888 - Autres	0,00 €	2,34 €	
66 - Charges financières	**21 400,00 €**	**18 409,16 €**	
67 - Charges exceptionnelles	**5 000,00 €**	**3 923,56 €**	
023 - Virement section investissement	**320 959,30 €**		
042 - Dotations aux amortissements	**183 928,57 €**	**186 428,57 €**	
TOTAL	**3 467 917,87 €**	**3 013 767,69 €**	

RECETTES

COMPTES	PREVU	REALISE 2021	OBSERVATIONS
002 - Excédent reporté	281 691,12 €	281 691,12 €	
013 - Remboursement frais personnel	41 000,00 €	49 368,93 €	
7013 - Vente de produits	33 000,00 €	86 071,46 €	
70612 - Redevance spéciale	250 000,00 €	274 384,19 €	
7078 - Autres marchandises	0,00 €	13 196,07 €	
70845 - Mise à dispo de personnel aux communes membres GFP	0,00 €	1 525,23 €	
7331 - Taxe enlèvement des ordures ménagères	3 108 626,75 €	2 873 770,56 €	
74 - Dotations et participations	18 000,00 €	28 244,93 €	
75 - Autres produits gestion courante	14 000,00 €	1 632,49 €	
77 - Produits exceptionnels	1 000,00 €	3 628,71 €	
TOTAL	**3 747 317,87 €**	**3 613 513,69 €**	

GESTION DES DECHETS

DEPENSES

COMPTES	PREVU	REALISE 2021	OBSERVATIONS
011 - Charges à caractère général	**2 581 462,00 €**	**2 566 229,16 €**	
60611 - Eau et assainissement	300,00 €	1 690,83 €	
60612 - Electricité	16 500,00 €	15 498,15 €	
60622 - Carburants	142 000,00 €	137 811,98 €	
60623 - Alimentation	200,00 €	0,00 €	
60628 - Fourniture d'entretien	65 010,00 €	66 138,53 €	
60631 - Fourniture d'entretien	1 900,00 €	1 452,19 €	
60632 - Fournitures petit équipement	10 500,00 €	11 690,25 €	
60636 - Vêtements de travail	7 400,00 €	8 062,53 €	
6064 - Fournitures administratives	200,00 €	374,20 €	
6068 - Autres matières et fournitures	1 000,00 €	922,33 €	
611 - Sous-traitance générale	2 195 492,00 €	2 143 951,61 €	
6132 - Location immobilères	6 000,00 €	6 240,00 €	
61521 - Terrains	250,00 €	984,00 €	
615221 - Bâtiments publics	5 000,00 €	870,13 €	
61551 - Matériel Roulant	80 000,00 €	98 924,97 €	
61558 - Autres bien mobiliers	0,00 €	10 769,21 €	
6156 - Maintenance	4 100,00 €	5 520,86 €	
6161 - Multirisques	13 100,00 €	14 209,95 €	
6168 - Autres	6 300,00 €	6 312,15 €	
6182 - Documentation générale et technique	0,00 €	847,00 €	
6184 - Versements à des organismes de formation	700,00 €	2 634,00 €	
6236 - Catalogues et imprimés	5 000,00 €	6 704,35 €	
6237 - Publications	8 500,00 €	8 222,35 €	
6251 - Voyages et déplacements	500,00 €	547,70 €	
6261 - Frais d'affranchissement	2 700,00 €	0,00 €	
6262 - Frais de télécommunications	1 400,00 €	4 052,32 €	
6281 - Concours divers (cotisations...)	800,00 €	761,00 €	
6283 - Frais de nettoyage de locaux	2 000,00 €	7 610,52 €	
62875 - Remboursement frais aux communes membres	1 410,00 €	0,00 €	
6288 - Autres services extérieurs	1 000,00 €	1 226,05 €	
6355 - Taxes et impôts sur les véhicules	2 200,00 €	2 200,00 €	
012 - Charges de personnel	**1 261 600,00 €**	**1 139 346,45 €**	
65 - Autres charges de gestion courante	**99 418,00 €**	**98 737,42 €**	
6522 - Reversement excédent au budget principal	0,00 €	0,00 €	
653 - Indemnités et cotisations	9 600,00 €	10 008,00 €	
6542 - Créances éteintes	3 408,00 €	2 423,34 €	
65548 - Autres contributions	77 100,00 €	77 091,34 €	
6558 - Autres contributions obligatoires	0,00 €	1 796,94 €	
6574 - Subventions	9 310,00 €	7 415,46 €	
65888 - Autres	0,00 €	2,34 €	
66 - Charges financières	**21 400,00 €**	**18 409,16 €**	
67 - Charges exceptionnelles	**5 000,00 €**	**3 923,56 €**	
023 - Virement à la section d'investissement	**331 984,27 €**	**0,00 €**	
042 - Dotations aux amortissements	**186 466,60 €**	**188 966,60 €**	
TOTAL	**4 487 330,87 €**	**4 015 612,35 €**	

RECETTES

COMPTES	PREVU	REALISE 2021	OBSERVATIONS
002 - Excédent reporté	281 691,12 €	281 691,12 €	
013 - Remboursement frais personnel	43 900,00 €	55 542,75 €	
7013 - Vente de produits	113 000,00 €	173 429,21 €	
70612 - Redevance spéciale	250 000,00 €	274 384,19 €	
7078 - Autres marchandises	0,00 €	13 196,07 €	
70845 - Mise à dispo de personnel aux communes memb	0,00 €	1 525,23 €	
7331 - Taxe enlèvement des ordures ménagères	3 742 447,75 €	3 756 946,00 €	
74 - Dotations et participations	38 592,00 €	48 836,93 €	
75 - Autres produits gestion courante	14 000,00 €	1 632,49 €	
77 - Produits exceptionnels	3 700,00 €	7 674,56 €	
TOTAL	**4 487 330,87 €**	**4 614 858,55 €**	

GESTION DES DECHETS

DEPENSES

NATURE	PREVU	REALISE 2021	RESTES A REALISER	OBSERVATIONS
001 - Déficit reporté	476 045,92 €	476 045,92 €		
15 - Travaux déchetterie	49 695,24 €	9 936,93 €	7 991,52 €	
21 - Acquisition benne à ordure ménagère	179 453,45 €	178 800,00 €		
22 - Mise en place de containets enterrés	45 000,00 €	0,00 €	33 972,00 €	
23 - Gros entretien sites de traitement	860 493,52 €	325 990,56 €	236 651,48 €	
24 - Locaux techniques centralisés	29 589,60 €	1 138,01 €		
26 - Acquisition GPS	25 000,00 €	23 190,00 €	300,00 €	
1641 - Remboursement des emprunts	87 700,00 €	87 680,19 €		
TOTAL	**1 752 977,73 €**	**1 102 781,61 €**	**278 915,00 €**	

RECETTES

NATURE	PREVU	REALISE 2021	RESTES A REALISER	OBSERVATIONS
021 - Prélèvement pour financer l'investissement	331 984,27 €			
040 - Amortissement	186 466,60 €	188 966,60 €		
1068 - Excédent de fonctionnement capitalisé	524 686,90 €	524 686,90 €		
10222 - FCTVA	268 636,80 €	55 524,73 €	166 000,00 €	
19 - Composteurs	29 278,81 €	0,00 €		Subvention
20 -Réhabilitation décharges	84 069,00 €	0,00 €		Emprunt
22 - Mise en place de containets enterrés	74 663,35 €	0,00 €		
Subvention	*54 383,00 €*	*0,00 €*		
Emprunt	*20 280,35 €*	*0,00 €*		
23 - Gros entretien sites de traitement	213 782,00 €	4 228,50 €		
Avance	*0,00 €*	*4 228,50 €*		Remboursement avance versée titualaire marché
Emprunt	*213 782,00 €*	*0,00 €*		
24 - Locaux techniques centralisés	39 410,00 €	0,00 €		Emprunt
TOTAL	**1 752 977,73 €**	**773 406,73 €**	**166 000,00 €**	

2022 03 DEL 002

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Convention de prestation de services avec la commune de Veyreau pour la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables du hameau du Maynial.
PJ : Projet de convention.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Jacques COMMAYRAS.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu le Code de la commande publique, en particulier son article L.2511-6, relatif aux contrats de coopération public ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier son article L.5214-16-1 ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n° 2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relatives à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de gestion des déchets ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL002-DE
Reçu le 22/06/2022

La Communauté de Communes Millau Grands Causses, compétente en matière de gestion des déchets, assure la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables sur l'ensemble de son territoire.

Compte tenu des voies d'accès, la Communauté de communes rencontre une impossibilité technique pour procéder à la collecte des déchets du hameau du Maynial (commune de Veyreau) avec les véhicules de collecte utilisés par ses services.

Afin de maintenir le service de collecte, la commune de Veyreau assurera une prestation de services pour la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables des habitants du hameau du Maynial.

La Communauté de communes Millau Grands Causses s'engage à rembourser cette prestation à hauteur de 20 € net de l'heure pour les frais de personnel sur une base de 1h30 par intervention et à hauteur de 0.575 € net/km (tarif 2022 applicable aux automobiles) sur une base de 15 kms aller/retour par intervention.
Le coût de cette prestation est alors estimé à 1158,75 € par an. Cela représente 22 collectes de septembre à juin et de 8 entre juillet et août pour un coût unitaire de 38,625€.

La convention prendrait effet le 13 juin 2022 pour une période initiale d'un an soit jusqu'au 14 juin 2023. Elle sera ensuite reconduite par période successive d'un an, sans que sa durée globale ne puisse excéder 6 ans soit jusqu'au 12 juin 2028.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :
1 - approuve les termes de la convention de prestation de services ci-annexée entre la Communauté de communes Millau Grands Causses et la commune de Veyreau pour la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables des habitants du hameau du Maynial,
2 - autorise Madame la Présidente ou son représentant délégué à signer la convention définissant les modalités techniques et financières de cette prestation ainsi que ses éventuels avenants sous réserve des crédits inscrits au budget,
3 - autorise Madame la Présidente ou son représentant habilité à accomplir l'ensemble des formalités afférentes à la bonne exécution du dossier.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

COLLECTE DES DECHETS
CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES
AVEC LA COMMUNE DE VEYREAU
N° 2022 CONV 056

Entre les soussignés,

La **Communauté de Communes de Millau Grands Causses**, dont le siège social est 1 place du Beffroi – 12100 Millau, représentée par Madame Emmanuelle GAZEL, agissant pour le compte de celle-ci et dûment habilitée pour ce faire en vertu d'une délibération n° en date du …,

Ci-après dénommée « la Communauté », d'une part,

Et

La **Commune de Veyreau,** dont le siège social est Mairie Le Bourg, 12720 Veyreau, représentée par Monsieur Régis CARTAYRADE agissant pour le compte de celle-ci et dûment habilité pour ce faire en vertu d'une *délibération n°* en date du …,

Ci-après dénommé « la Commune », d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes de Millau Grands Causses approuvés par arrêté préfectoral du 5 août 2020 précisant les compétences de la Communauté de communes notamment en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés,

Considérant la nécessité de procéder à la collecte des ordures ménagères et déchets recyclables du hameau du Maynial, commune de Veyreau,

Considérant l'impossibilité technique, compte tenu des voies d'accès, de collecter ce hameau avec les véhicules de collecte utilisés par la Communauté de communes de Millau Grands Causses,

Considérant la possibilité pour la Commune de Veyreau d'effectuer la collecte des déchets ménagers du hameau du Maynial pour le compte de la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Considérant qu'il convient à cet effet de passer une convention de prestations de services entre la Communauté de communes et le Commune de Veyreau,

PROJET DE CONVENTION

Article 1er : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collecte des déchets du hameau du Maynial (Commune de Veyreau) par les services de la Commune.

Article 2 : Prestations réalisées par la commune de Veyreau

La Commune assurera la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables produits par les habitants du hameau du Maynial (commune de Veyreau).

La collecte sera effectuée par les services de la Commune à raison d'une collecte tous les 15 jours de septembre à juin et d'une collecte hebdomadaire en juillet et août, le mardi à partir de 15 heures.

Les ordures ménagères et les déchets recyclables seront collectés en même temps mais de manière séparative dans le véhicule.

Les sacs seront collectés devant les logements et devront être soigneusement fermés.

Article 3 : Modalités de rémunération

Les frais seront remboursés à la Commune par la Communauté selon les modalités suivantes.

Les frais de personnel pour cette collecte seront de 20 € net par heure d'intervention ; l'intervention étant estimée à 1 heure 30 minutes ; soit 30 € net par intervention.

Les frais kilométriques seront remboursés à hauteur de 0.575 € net / km (tarif applicable aux automobiles pour les impôts 2022). Cette rémunération sera révisée annuellement en application du barème kilométrique des impôts en vigueur. L'estimation kilométrique est de 15 km aller/retour par intervention soit un coût par intervention de 8.625 € net par intervention.

Une facture annuelle sera établie par la Commune à l'échéance annuelle de la convention et adressée à la Communauté qui procèdera à son paiement selon les procédures de comptabilité publique en vigueur.

Article 4 : Assurances

La Commune assumera la responsabilité et les charges liés à l'assurance du personnel et du (des) véhicule(s) affectés à cette prestation.
Pour cela, la Commune a l'obligation de contracter les assurances nécessaires garantissant, pendant la durée de la présente convention, tous risques vis-à-vis des tiers du fait des prestations accomplies dans le cadre des présentes.

La Commune renonce à exercer son droit de recours éventuel contre la Communauté et s'engage à prévenir la compagnie d'assurance de cette renonciation.

Article 5 : Durée

La présente convention prendra effet à compter du 13 juin 2022 jusqu'au 12 juin 2023.

Elle sera ensuite reconduite par période successive de un (1) an, sans que la durée globale de la présente convention ne puisse excéder 6 ans soit jusqu'au 12 juin 2028.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'une des parties au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de chaque période.

PROJET DE CONVENTION

Article 6 : Modification de la convention

Toute demande de modification de la présente convention par l'une des parties s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans les deux mois qui suivent l'envoi de cette demande, l'autre partie pourra y faire droit et la présente convention sera modifiée uniquement par avenant.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 7 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Au cours de cette période, les deux parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles. Le délai court à compter de la notification de la mise en demeure expédiée en recommandé avec avis de réception postal. Celle-ci doit être dûment motivée.

Article 8 : Litiges et recours

Conformément à l'article R 421-5 du code de justice administrative, la présente convention pourra être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

En cas de litige susceptible de naître à l'occasion de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher prioritairement un règlement amiable, à défaut, il sera porté devant le Tribunal Administratif du lieu de l'exécution de l'opération à savoir le Tribunal Administratif de Toulouse.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Millau, en deux exemplaires
Le

Pour la Communauté de Communes
de Millau Grands Causses
La Présidente
Emmanuelle GAZEL

Pour la Commune de Veyreau

Le Maire
Régis CARTAYRADE

PROJET DE CONVENTION

2022 03 DEL 003

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : : Filière cuir & Savoir Faire d'Excellence – Association Millau Art & Savoir Faire : convention de partenariat 2022 et participation financière 2022.
PJ : Projet de convention.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Thierry PEREZ.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, en particulier son article 9-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.5211-36 et L. 2311-7 relatifs aux modalités d'attribution des subventions ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de développement économique ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL003-DE
Reçu le 29/06/2022

Vu la délibération du conseil de la Communauté n° 2022 01 DEL 002 du 10 février 2022 approuvant le budget primitif 2022 ;

Vu le rapport d'activités 2021 de l'association et projet de convention ci-annexés ;

Depuis 2008, la Communauté de Communes, la Ville de Millau et l'Office de Tourisme se sont concertés pour assurer ensemble la valorisation des métiers d'art du territoire Millau Grands Causses en aidant l'association « Millau Art & Savoir Faire » à mettre en œuvre son programme d'actions.

Riche de son passé de gantier, la Ville de Millau a été labellisée, en 2000, « Ville et Métiers d'Art ». Pour animer ce label, l'association « Millau Art & Savoir Faire » a été créée. Elle regroupe à ce jour 21 adhérents et sa vocation vise à assurer :

- la promotion et la communication des métiers d'art locaux : expositions, salons professionnels, site internet,
- l'accueil dans « l'Espace Métiers d'art », situé au cœur du centre historique, au 10 rue de la Capelle à Millau,
- le développement d'actions pédagogiques, d'actions renforçant l'attractivité touristique et économique du territoire Millau Grands Causses.

Les aspects économiques de cette action, auxquels s'ajoutent les dimensions touristiques, culturelles et éducatives ont donc amené dès 2008, la Ville, la Communauté de Communes, l'Office de Tourisme de Millau à se concerter pour mener ensemble la valorisation des métiers d'Art, en aidant l'association à mettre en œuvre son plan d'action pluriannuel.

Ainsi, en 2021, l'association « Millau Art & Savoir Faire » a engagé les opérations suivantes :

- février/mars : ouverture de l'espace et mise en avant des nouveaux adhérents (Mimeya créations – maroquinerie), (Sophie' fil – tisserande), (Chez Laurette – créatrice chambre à air), (Jules Hérail – créateur tourneur bois), (Claude Bouviala – création céramique) ;
- juillet/août : coin invité – démonstration d'artisans les mercredis à l'espace des métiers d'art ;
- décembre : exposition sur le thème de la couleur avec 3 invités.

Afin de pérenniser les actions développées par les artisans d'art du territoire, la Ville de Millau, la Communauté de Communes et l'Office de Tourisme de Millau conviennent de poursuivre leur partenariat engagé avec l'association « Millau Art & Savoir Faire » pour l'année 2022.

Une nouvelle convention, dont le projet est joint au présent rapport, préciserait les engagements réciproques des quatre partenaires.

Pour 2022, l'association « Millau Art & Savoir Faire » souhaite :

- poursuivre le travail engagé sur la visibilité de l'association,
- accueillir de nouveaux adhérents 2022 (3),
- organiser la journée Européenne des Métiers d'art (mars/avril),
- organiser l'exposition « le coin des invités » (été)
- prévoir des animations de la rue de la Capelle avec démonstrations et conférences des savoir-faire, (été),
- organiser des expositions thématiques (Noël).

Dans la continuité des engagements précédents et compte-tenu des crédits inscrits au budget 2022, la participation financière de la Communauté de Communes pourrait être de 10 000 € pour permettre à l'association de mettre en œuvre son programme d'actions 2022.

La Ville de Millau attribuerait également une subvention de 12 000 €.

L'Office du Tourisme de Millau, s'engagerait quant à lui à valoriser l'association par le biais d'une borne multimédia consacrée aux savoir-faire et aux écrans d'affichage dynamique.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - approuve le partenariat avec l'association « Millau Art & Savoir Faire » pour la mise en place de son programme d'actions pour l'année 2022 ainsi que la participation financière de la Communauté de communes d'un montant maximum de 10 000 € pour l'exercice budgétaire 2022 correspondant ;
2 - approuve en conséquence les termes de la convention ci-annexée ;
3 - autorise Madame la Présidente ou son représentant délégué à accomplir les formalités nécessaires à la bonne exécution du dossier, en ce compris la signature de la convention ci-annexée et toutes autres pièces afférentes.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT 2022
2022 CONV .....
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MILLAU GRANDS CAUSSES / VILLE DE MILLAU / OFFICE DE TOURISME DE MILLAU GRANDS CAUSSES/ ASSOCIATION MILLAU ART ET SAVOIR FAIRE

Entre :
La Communauté de Communes de Millau Grands Causses représentée par le Vice-Président délégué au développement économique, Monsieur Thierry PEREZ, domiciliée 1 place du Beffroi à Millau, agissant en vertu d'une délibération du 8 juin 2022,

Ci-après dénommée « **la Communauté** »

Et :
La Ville de Millau, dont le siège social est 17, avenue de la République – 12100 Millau représentée par sa Maire en exercice, Madame Emmanuelle GAZEL, dûment habilitée en vertu de la délibération n°2021/238 en date du 20 décembre 2021 ;

Ci-après dénommée **« la Ville »,**

Et :

L'Office de Tourisme Millau Grands Causses, dont le siège social est 1, place du Beffroi – 12100 Millau, représenté par son Président, Monsieur Christian FORIR, dûment habilité par délibération du Comité de Direction du xxxxxxxxxxxxxxxx,

Ci-après dénommé **« l'Office de Tourisme »,**

Et :

L'association Millau Art et Savoir Faire, dont le siège social est 10, rue de la Capelle – 12100 Millau, représentée par Michaël LADET en tant que membre de la collégiale Millau Art et Savoir-Faire, ci-après dénommée « L'Association ».

N° SIRET : 43230223000037

Ci-après dénommée « **l'Association**

PREAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.5211-36 et L. 2311-7 relatifs aux modalités d'attribution des subventions ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de développement économique ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté n° 2022 01 DEL 002 du 10 février 2022 approuvant le budget primitif 2022 ;

Vu la demande de subvention de l'association « Millau Art et Savoir Faire » pour l'année 2022,

Vu les montants des crédits inscrits aux budgets de la Communauté de communes de Millau Grands Causses et de la Ville de Millau pour 2022,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté de communes du 8 juin 2022,

Vu la délibération n°2021/238 de la Ville de Millau en date du 20 décembre 2021,

Vu l'avis favorable du Comité de Direction de l'Office de Tourisme

Considérant que riche de son passé de gantier, la Ville de Millau a été labellisée, en 2000, « Ville et Métiers d'Art ». Pour animer ce label, l'association « Millau Art & Savoir Faire » a été créée. Elle regroupe à ce jour une vingtaine d'adhérents et sa vocation vise à assurer :

- la promotion et la communication des métiers d'art locaux : expositions, salons professionnels, site internet,
- l'accueil dans « l'Espace Métiers d'art », situé au cœur du centre historique, au 10 rue de la Capelle à Millau,
- le développement d'actions pédagogiques, d'actions renforçant l'attractivité touristique et économique du territoire Millau Grands Causses.

Considérant le bilan des actions menées par l'association depuis sa création,

Considérant que le programme d'actions initié et conçu par l'association au titre de l'année 2022 est conforme à son objet statutaire,

Considérant l'intérêt de l'opération visant à promouvoir la filière cuir & métiers d'art ainsi que le territoire Millau Grands Causses,

Considérant la complémentarité des actions développées par l'association « Millau Art & Savoir Faire » et les compétences de la Communauté de communes notamment en matière de développement économique et la Ville de Millau labélisée « Ville et métiers d'art »,

Considérant le plan d'actions 2022 visant à promouvoir les actions structurant l'économie de son territoire et à valoriser les savoir-faire locaux, notamment ceux en lien avec la filière des métiers d'art,

Considérant la démarche d'attractivité globale du territoire et la volonté de créer une dynamique interterritoriale,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule le programme d'actions 2022 détaillé à l'article 2.

Ainsi, afin de pérenniser les actions développées par les artisans d'art du territoire, la Ville, la Communauté et l'Office de Tourisme conviennent de poursuivre leur partenariat engagé avec l'Association pour l'année 2022.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

2.1 – Programme 2022 :

Pour 2022, l'Association s'engage à réaliser le programme ci-dessous :

- Poursuite du travail engagé sur la visibilité de l'association,
- Accueil des nouveaux adhérents 2022 (3),
- Journée Européenne des Métiers d'art (mars/avril)
- Exposition le coin des invités (été)
- Animations de la rue de la Capelle avec démonstrations et conférences des savoir-faire, (été),
- Expositions thématiques (Noel)

Le budget global de fonctionnement est estimé à près de 37 600 €.

2.2 – Obligations administratives et financières :

L'Association devra déposer, au plus tard le 30 septembre de chaque année auprès de la Mairie et de la Communauté de Communes, une demande de subvention, accompagnée des documents administratifs et budgétaires justificatifs, selon les formes définies par la collectivité.

L'association devra en outre transmettre à la Ville et à la Communauté, avant le 31 mars de l'année N+1

- les documents comptables et les comptes définitifs certifiés de l'exercice écoulé (compte de résultat et bilan comptable), dès leur approbation par l'Assemblée Générale de l'Association
- le compte rendu financier : ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments définis d'un commun accord entre la Communauté, la Ville, l'Office de Tourisme et l'Association tels que décrits à l'article 1 des présentes.
- le rapport d'activité de l'année écoulée

Ces documents seront signés par le Président de l'Association ou toute personne dûment habilitée.

Ces documents permettront d'apprécier la situation financière de l'Association, la régularité et la sincérité des comptes.

Le manquement à l'une de ces obligations entraînera l'ajournement de fait de l'inscription de la subvention de l'année suivante.

L'Association s'oblige à accepter le contrôle financier portant sur l'utilisation des aides allouées prévu à l'article 7.2 des présentes et qui pourra être réalisé par toute personne dûment mandatée par la Présidente de la Communauté et/ou la Maire.

L'Association s'engage à informer sans délai la Communauté, la Ville et l'Office de Tourisme de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA (Registre National des Associations) et à lui fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'Association s'engage à informer régulièrement la Communauté, la Ville et l'Office de Tourisme de l'état d'avancement des actions mises en œuvre.
Pour cela, une rencontre avec les représentants de la Communauté, la Ville, l'Office de Tourisme et l'Association devra être organisée au minimum une fois par an et une évaluation sera réalisée à la fin de chaque année budgétaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'Association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Communauté, la Ville et l'Office de Tourisme sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

2.3 – Assurances :

Les activités liées au fonctionnement de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive. A ce titre, elle devra produire une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle du fait de ses activités couvrant les dommages causés aux tiers et ceux causés à la Communauté et à la Ville et l'Office de Tourisme (comportant mention expresse d'une extension de responsabilité aux bien confiés) pour la période considérée. Cette police d'assurance devra expressément comporter une clause de renonciation de l'assureur à tous recours contre la Communauté, la Ville et Office de Tourisme et ses préposés.

2.4 –Dispositions diverses :

L'Association s'engage à faire mention de la participation de la Communauté, la Ville et l'Office de Tourisme sur tous supports de communication et rapports avec les médias selon les chartes visuelles de chacune des entités partenaires.

L'Association s'engage à convier la Présidente de la Communauté ou son représentant, la Maire et/ou ses représentants ainsi que le Président de l'Office de Tourisme ou son représentant aux réunions de l'Association (assemblée générale, conseil d'administration, ...).

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE

La Communauté s'engage pour la durée de la convention à accompagner l'Association dans la mise en œuvre de son programme d'actions 2022 en lien avec les compétences de la Communauté tel que décrit à l'article 1 des présentes.

La Communauté s'engage, pour la durée de la convention et sous la condition expresse que l'Association remplisse ses obligations contractuelles, à verser une aide annuelle d'un montant de 10 000 € (dix mille euros).

Le versement de la contribution financière de la Communauté sera effectué selon les modalités suivantes :

- une avance à la notification de la présente convention dans la limite de 50 % du montant de la contribution annuelle ;
- le solde sur présentation d'un compte-rendu final d'exécution accompagné des pièces justificatives des dépenses engagées pour la réalisation de l'opération conformes aux caractéristiques visées par la présente, au plus tard au 31 décembre de chaque année civile.

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 - Dispositions financières de la Ville :

La Ville s'engage pour la durée de la convention à accompagner l'Association dans la mise en œuvre de son programme d'actions 2022 en lien avec sa compétence tel que décrit à l'article 1 des présentes.

La Ville s'engage, pour la durée de la convention et sous la condition expresse que l'Association remplisse ses obligations contractuelles, à verser une subvention annuelle d'un montant de 12 000 € (douze mille euros).

Le versement de la subvention de la Ville sera effectué selon les modalités suivantes :

- 1er versement de 6 000 € à la signature de la convention
- Versement du solde de 6 000 € en septembre 2022, sur présentation des comptes de l'association

4.2 - Communication :

En complément, la participation de la Ville comprendra :

- l'insertion du logo de l'association sur le site internet de la Ville
- l'indication, dans la limite des possibilités techniques, de l'Espace des Métiers sis au 10 rue de la Capelle à Millau dans la signalétique piétonnière,
- l'utilisation de l'espace d'affichage sur les panneaux de la Ville pour faire connaître l'Association.

Les prestations et moyens supplémentaires non prévus à la présente convention seront à la charge de l'Association.

La Ville s'engage à assurer la promotion des actions, dès que le programme aura été définitivement fixé par l'Association, par le biais du journal municipal et autres publications culturelles, dans la limite des disponibilités.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'OFFICE

Dans le cadre de l'office de tourisme, une valorisation de l'Association sera proposée sur :

- un espace dédié à l'exposition d'œuvres réalisées par les artisans d'art,
- la valorisation des animations et expositions sur les supports de communication digitaux de la destination Millau Grands Causses et Aveyron,
- une borne multimédia consacrée aux savoir-faire,
- les écrans d'affichage dynamique,

ARTICLE 7 : EVALUATION ET CONTROLE

7.1 - Evaluation

L'Association s'engage à fournir, au moins deux mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions.

La Communauté, la Ville et l'Office de Tourisme procèdent, conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elles ont apporté leurs concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 2, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local.

7.2 - Contrôle

La Communauté et la Ville contrôlent annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre de l'action.
Aussi, l'association s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Communauté et /ou de la Ville tous les documents comptables et administratifs nécessaires à la réalisation du contrôle financier, et d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.
La Communauté et/ou la Ville peut(vent) exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Communauté et/ou la Ville, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 5 ou dans le cadre du contrôle financier annuel.

L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT DES CONTRIBUTIONS

Conformément aux dispositions prévues à l'article 9 des présentes relatives à la résiliation de la convention, la Communauté et/ou la Ville peut(vent) exiger le reversement de tout ou partie des sommes perçues s'il apparaît au terme des opérations de contrôle telles que prévues à l'article 5.2, qu'elles ont été partiellement utilisées, ou utilisées à des fins non conformes à l'objet des présentes.

Le reversement est opéré par simple émission d'un titre de recettes.

Préalablement à l'émission du titre cité, la Communauté et/ou la Ville notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception les conclusions du contrôle de l'utilisation des aides allouées avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

La lettre de notification visée à l'alinéa précédent, indique le délai dont dispose l'Association pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par le Président de la Communauté et/ou le Maire de Millau, au vu des observations écrites ou en l'absence de tout document transmis par l'Association avant l'expiration du délai cité.

ARTICLE 9 : DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature.
A l'exception des obligations résultant des dispositions relatives au contrôle qui perdurent après le terme, la convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 10 : MODIFICATION

Toute demande de modification de la présente convention émanant de l'Association s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.
Dans les deux mois qui suivent l'envoi de cette demande, les autres parties pourront y faire droit et la présente convention sera modifiée uniquement par avenant signé par la Communauté, la Ville, l'Office de Tourisme et l'Association.
Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 11 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation et du contrôle prévus à l'article 7.

ARTICLE 12 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par les autres parties, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.
Au cours de cette période, les parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles. Le délai court à compter de la notification de la mise en demeure expédiée en recommandé avec avis de réception postal. Celle-ci doit être dûment motivée.

La résiliation ainsi prévue ne donne droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 13 : LITIGES - RECOURS

Conformément à l'article R 421-5 du code de justice administrative, la présente convention pourra être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

En cas de litige susceptible de naître à l'occasion de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher prioritairement un règlement amiable, à défaut, il sera porté devant le Tribunal Administratif du lieu de l'exécution de l'opération à savoir le Tribunal Administratif de Toulouse.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Millau en quatre exemplaires
Le ……..

Pour la Communauté de Communes
de Millau Grands Causses

Thierry PEREZ
Vice-Président au développement économique

Pour la Ville de Millau

Emmanuelle GAZEL
Maire

Pour l'Office de Tourisme
Millau Grands Causses

Christian FORIR
Président

Pour l'Association
Millau Art & Savoir Faire

2022 03 DEL 004

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Aide à l'immobilier « entreprises » : attribution d'une aide à l'entreprise Menu Electricité.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Thierry PEREZ.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur,

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de développement économique ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL004-DE
Reçu le 29/06/2022

Vu la délibération de la Communauté de Communes Millau Grands Causses n° 2021-05-DEL-01 en date du 23 juin 2021 approuvant la création d'un dispositif d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sur son territoire et son règlement d'intervention correspondant,

Vu la délibération de la Communauté de communes n° 2021-01-BUR-001 du 19 octobre 2021, approuvant la convention type d'attribution de l'aide à l'immobilier d'entreprise ;

Vu la demande d'aide déposée par l'entreprise « MENU ELECTRICITE » auprès de la Communauté de communes en date du 20 octobre 2021 ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté n° 2022 01 DEL 002 du 10 février 2022 approuvant le budget primitif 2022 ;

Vu les avis favorables du comité technique d'aide à l'immobilier d'entreprises en date des 21 mars 2022 et de la commission de développement économique du 2 juin 2022 ;

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté de communes a établi un règlement d'intervention pour les aides à l'immobilier d'entreprise.

La finalité de ce dispositif est d'accompagner les entreprises dans leurs efforts de développement et de modernisation. Celui-ci vise à favoriser l'installation durable d'entreprises en les accompagnant dans leur investissement immobilier.

Il convient de rappeler que l'aide de la Communauté de communes permet à ce jour de mobiliser en complément une aide de la Région.

Par délibérations du 23 juin 2021 et du 19 octobre 2021 susvisées, le conseil et le bureau de la Communauté ont adopté le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprise et le modèle type de convention. Dans ce contexte, après instruction du dossier et avis du comité technique dédié ainsi que celui de la commission Développement économique, il conviendrait maintenant de se prononcer sur l'attribution d'une aide pour une entreprise ayant déposé un dossier au mois d'octobre 2021.

Michaël MENU – MENU ELECTRICITE :

Projet : Acquisition d'un ensemble immobilier situé avenue Jean Monnet à Creissels et réalisation de travaux permettant de réunir le showroom, les bureaux et dépôt sur un même lieu.
Montant du projet immobilier : 262 139 € HT.

Proposition du comité d'agrément : **aide à hauteur de 10 % de l'assiette éligible de 26 214 €.**

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - approuve le versement d'une aide à l'immobilier d'entreprise au profit du projet de l'entreprise porté par Michaël MENU pour un montant de 26 214 €,

2 - autorise Madame la Présidente ou son représentant délégué à accomplir l'ensemble des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier, en ce compris la signature de la convention d'attribution pour la mise en place d'une aide à l'immobilier d'entreprise ainsi que toutes autres pièces administratives y afférentes.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2022 03 DEL 005

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Dispositif d'aide à la rénovation des vitrines commerciales : attribution d'aides.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Thierry PEREZ.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur,

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de développement économique ;

Vu la délibération de la Communauté de Communes Millau Grands Causses n° 2021-05-DEL-002bis en date du 23 juin 2021 approuvant la création d'un règlement d'aide à la rénovation des vitrines commerciales,

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL005-DE
Reçu le 29/06/2022

Vu la délibération de la Bureau de la Communauté n° 2021-01-BUR-002 du 19 octobre 2021, approuvant la convention type d'attribution pour la mise en œuvre du dispositif rénovation des vitrines commerciales,

Vu la demande d'aide déposée par les entreprises « L'INA SHOES », « AXA », « LANGUEDOC ISOLATION », « LE CHIEN A LA FENETRE », « JULIEN DORCEL », « BIJOUTERIE LANDES » » auprès de la Communauté de communes,

Vu la délibération du conseil de la Communauté n° 2022 01 DEL 002 du 10 février 2022 approuvant le budget primitif 2022 ;

Vu les avis favorables du comité technique d'aide à l'immobilier d'entreprises en date des 21 mars 2022 et de la commission de développement économique du 2 juin 2022 ;

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté de communes a ainsi établi un règlement d'intervention pour les aides à la rénovation des vitrines commerciales.

La finalité de ce dispositif est d'accompagner la vitalité commerciale de notre territoire, notamment en visant le maintien ou la création d'emploi, la lutte contre la vacance commerciale sur l'ensemble de la Communauté de communes. Il s'agit également de renforcer la diversification de l'offre commerciale et l'embellissement du cœur de ville de Millau et des bourgs-centres.

Par délibérations du 23 juin 2021 et du 19 octobre 2021 susvisées, le conseil et le bureau de la Communauté ont adopté le règlement d'aide à la rénovation des vitrines commerciales et le modèle type de convention. Dans ce contexte, après instruction des dossiers reçus en communauté et avis du comité technique dédié ainsi que celui de la commission Développement économique, il conviendrait maintenant de se prononcer sur l'attribution d'une aide pour les entreprises suivantes :

Nom du demandeur	**Commerce**	**Projet**	**Montant du projet éligible (€ HT)**	**Pourcentage d'aide**	**Montant aide (€ HT)**
Jamila SICARD	L'Ina Shoes	Changement d'enseigne et mise en place d'une exposition derrière les vitrines.	1 500	20 %	300.00
Valérie SCHMITT	Languedoc Isolation	Nouvelle porte, pose de vitrines, parement bois et enseigne	20 575	17 %	3 497,75
Philippe DOMENGE	DPL Bijouterie Julien Dorcel	Changement du rideau extérieur, ravalement façade, installation d'un store	10 568,9	13 %	1 373,96
Philippe GAUTHIER	Le Chien à la Fenêtre	Remplacement porte	3 216	13 %	418,08
Danielle LANDES	Bijouterie Guilde des Orfèvres	Rénovation enseigne, store et rideau	2 297	13 %	298,61
Christine FOULON	Agence Axa Foulon	Rénovation façade et vitrine	1 594,18	13 %	207,24
				TOTAL	**6 095,64**

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - approuve le versement d'une aide à l'immobilier d'entreprise au profit des entreprises susnommées pour un montant total de 6 095,64 €,

2 - autorise Madame la Présidente ou son représentant délégué à accomplir l'ensemble des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier, en ce compris la signature des conventions d'attribution pour la mise en place d'aides à la rénovation des vitrines commerciales ainsi que toutes autres pièces administratives y afférentes.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2022 03 DEL 006

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Dispositif d'aide au dernier commerce en milieu rural : attribution d'une aide à l'entreprise Epicerie des 3 Causses au Rozier.
PJ : Projet de convention.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Thierry PEREZ.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur,

Vu le Code Général des collectivités territoriales, en particulier les articles L. 5214-16 I et L.1511-3 relatifs à la compétence des établissements publics de coopération intercommunales en matière d'aides sur leur territoire à l'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL006-DE
Reçu le 29/06/2022

Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de développement économique ;

Vu la délibération de la Communauté de communes n° 2022-02-DEL-004 du 13 avril 2022, approuvant le Règlement d'aide à l'immobilier « dernier commerce en milieu rural » et son Règlement d'intervention correspondant ;

Vu les avis favorables du comité technique d'aides à l'immobilier commerces en date des 21 mars 2022 et de la commission de développement économique du 2 juin 2022 ;

Vu la demande d'aide déposée par l'entreprise « EPICERIE DES 3 CAUSSES » auprès de la Communauté de communes en date du 9 Mai 2022.

Vu la délibération du conseil de la Communauté n° 2022 01 DEL 002 du 10 février 2022 approuvant le budget primitif 2022 ;

Depuis la Loi NOTRe du 7 août 2015 le rôle des Communautés de communes en matière de développement économique a été renforcé : transfert obligatoire de la totalité des zones d'activités, politique locale du commerce et action de soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire. Les communes et EPCI à fiscalité propre sont seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises (article L.1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Dans ce contexte, par délibération susvisée, la Communauté de communes a approuvé la définition de l'intérêt communautaire attachée à l'exercice de ses compétences et notamment celle de la politique locale du commerce et ses critères d'interventions.

Par la suite, par délibération du 13 avril 2022 susvisée, le conseil de la Communauté a adopté le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprise « dernier commerce en milieu rural ».

La finalité de ce dispositif est de favoriser le maintien, la création ou le développement d'activités de commerce de proximité qui répondent à des besoins de première nécessité de la population locale de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses.

Il convient de rappeler que l'aide de la Communauté de communes permet à ce jour de mobiliser en complément une aide de la Région.

Dans ce contexte, après instruction et avis du comité technique dédié ainsi que celui de la commission Développement économique, il conviendrait maintenant de se prononcer sur l'attribution d'une aide pour une entreprise ayant déposé un dossier au mois de mai 2022 ainsi que le projet de convention d'attribution, ci-joint annexé au présent rapport.

EPICERIE DES 3 CAUSSES :
Projet : reprise de l'Epicerie des 3 Causses située au Rozier. Travaux de réalisation de faux plafonds, sanitaires, rénovation de l'installation électrique, reprise des murs et plafonds.
Montant du projet immobilier : 36 923,4 € HT.

Proposition du comité technique : **attribution d'une aide à hauteur de 30 % du montant du projet plafonnée à 10 000€.**

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :
1 - approuve le versement d'une aide à l'immobilier d'entreprise au profit du projet de l'entreprise porté par l'Epicerie des trois causses, ou toute autre personne physique ou morale s'y substituant, pour un montant de 10 000 €,
2 - autorise Madame la Présidente ou son représentant délégué à accomplir l'ensemble des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier, en ce compris la signature de la convention d'attribution avec la bénéficiaire de l'aide ainsi que toutes autres pièces administratives y afférentes.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2022 CONV …

AIDE A L'IMMOBILIER ENTREPRISE

CONVENTION TYPE D'ATTRIBUTION
D'UNE AIDE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
N°……
CCMGC / XXXXX

Entre :
La Communauté de Communes de Millau Grands Causses représentée par sa Présidente, Madame Emmanuelle GAZEL, domiciliée 1 place du Beffroi à Millau, agissant en vertu d'une délibération du 8 Juin 2022

Ci-après dénommée « **la Communauté** »

Et :
Le commerce « Epicerie des 3 Causses » situé Route de Meyrueis, 48150 Le Rozier, identifiée au SIREN sous le numéro 794 866 889 000 64 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Mende (48), représenté(e) par Céline WEISS, agissant en sa qualité de Gérante,

Ci-après dénommée « **le commerce** »

PREAMBULE

Vu le Code Général des collectivités territoriales, en particulier les articles L. 5214-16 I et L.1511-3 relatifs à la compétence des établissements publics de coopération intercommunales en matière d'aides sur leur territoire à l'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de développement économique ;

Vu la délibération de la Communauté de communes n° 2022-02-DEL-004 du 13 Avril 2022, approuvant le Règlement d'aide à l'immobilier « dernier commerce en milieu rural » et son Règlement d'intervention en résultant ;

Vu la délibération n°…DEL …. de la Communauté de Communes Millau Grands Causses en date du 8 Juin 2022 portant attribution d'une aide à le commerce « Epicerie des 3 Causses » … ;

IL A ETE CONVENU ET EXPOSE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les objectifs et modalités selon lesquels la Communauté soutient le projet d'investissement immobilier porté par le commerce « Epicerie des 3 Causses », N° SIRET 50412232600011, localisée au Rozier pour le projet de développement immobilier dans le cadre du dernier commerce en milieu rural.

L'objectif étant de favoriser le maintien, la création ou le développement d'activités de commerce de proximité qui répondent à des besoins de première nécessité de la population locale de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU PROJET

Le représentant du commerce a sollicité une aide de la Communauté pour conduire le projet de développement immobilier de l'entreprise qui consiste à la remise à neuf d'un local commercial.

Ce commerce, repris en février 2022 par Madame Weiss, est implanté sur la commune du Rozier (48). Il s'agit d'une épicerie de type multi-service (épicerie, dépôt de pain et presse, point Poste).

Description du projet :

- Réalisation faux plafonds
- Travaux de sanitaires
- Rénovation complète installation électrique
- Démolition, placo, faillent, peinture, plafond, parement pierre

Ce projet prévoit un investissement à hauteur de 36 923,4 € HT

ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE

L'aide de la Communauté est calculée de la façon suivante :

- ✓ 30 % maximum de l'assiette éligible
- ✓ le montant de l'aide est plafonné à 10 000 €,
- ✓ le montant minimal des dépenses éligibles doit être de 1000 € pour être éligible.

Elle est cumulable avec d'autres aides financières, notamment celles la Région Occitanie ou d'autres intervenants publics, sous réserve du respect des règles nationales et européennes.

La Communauté reconnaît l'intérêt de l'opération projetée et décide de la soutenir financièrement conformément au règlement d'aide à au dernier commerce en milieu rural voté en conseil communautaire le 8 juin 2022.

Dans ce contexte,

La subvention octroyée par la Communauté sera d'un montant de 10 000 € correspondant au plafond d'aide pour un montant d'investissement éligible de 36 923,4€

ARTICLE 4 : CONDITIONS ET MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

Le versement de la subvention interviendra à la demande du dirigeant en un seul versement sur présentation des factures acquittées.

La Communauté de Communes se réserve le droit en cas de non-respect des clauses de la présente convention et, a fortiori, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de mettre fin à l'aide et d'exiger le reversement total ou partiel de la somme versée.
L'aide ainsi accordée ne pourra, en aucun cas, être réévaluée à la hausse pour quelque motif que ce soit.

Au contraire, si le montant définitif des dépenses relatives à l'assiette éligible s'avère inférieur à l'estimation initiale, la subvention sera réduite au prorata de son coût réel HT. Cette réduction interviendra sur la base du décompte définitif certifié des travaux.
Si le montant de l'investissement éligible venait à être inférieur à 1 000 € HT, aucune aide ne serait versée.

La subvention deviendra caduque si le commerçant n'a pas adressé à la Communauté les documents justifiant de l'achèvement de l'opération subventionnée dans un délai de 1 ans à compter de la notification de l'aide.

ARTICLE 5 : CONDITION DE MAINTIEN DE L'AIDE DE LA COMMUNAUTE

La Communauté de Communes jugera de l'opportunité de la demande en fonction de l'impact emploi, de l'impact du projet sur l'économie locale en termes d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux, des crédits budgétaires disponibles, de l'effet levier de l'aide, du plan de financement, mais aussi de l'éco-conditionnalité du projet.

ARTICLE 6 : PROMOTION - COMMUNICATION :

Le bénéficiaire de l'aide à l'investissement immobilier des entreprises de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses s'engage à mentionner sur un support visible du public, la participation financière qui lui a été attribuée par la mention suivante « Projet réalisé avec le concours financier de la Communauté de communes de Millau Grands Causses ».

Une communication appropriée et concertée devra être mise en place, par le commerce, en lien avec le service communication de Communauté de Communes dans le cadre d'une mise en lumière, inauguration du projet.

Le bénéficiaire de l'aide à l'investissement immobilier des entreprises autorise la Communauté de Communes de Millau Grands Causses à communiquer, sur tous supports (papier, électronique, autres) de l'octroi de l'aide à son intention.

ARTICLE 7 : LITIGES - RECOURS

Conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative, la présente convention pourra être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

En cas de litige susceptible de naître à l'occasion de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher prioritairement un règlement amiable, à défaut, il sera porté devant le Tribunal Administratif du lieu de l'exécution de l'opération à savoir le Tribunal Administratif de Toulouse.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Millau en deux exemplaires
Le ……..

Communauté de Communes
de Millau Grands Causses

Emmanuelle GAZEL
Président

Le Commerce
xxxx

2022 03 DEL 007

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Association Vivre Millau : convention de partenariat et participation financière de la Communauté pour l'animation estivale 2022 « Millau en Fête ».
PJ : Projet de Convention.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Thierry PEREZ.

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.5211-36 et
L. 2311-7 relatifs aux modalités d'attribution des subventions ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, en particulier son article 9-1

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n° 2020 04 1 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la dernière version en vigueur de la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL007-DE
Reçu le 29/06/2022

les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence relative au développement économique ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté n° 2022 01 DEL 002 du 10 février 2022 approuvant le budget primitif 2022 ;

Vu le projet de convention ci-annexé ;

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et commerce, la Communauté de communes a souhaité accompagner les acteurs économiques dans le cadre de la relance à la suite de la crise sanitaire de la Covid-19.

Les adhérents de l'Association Vivre Millau ont créé en 2005 le Club Fidélité « Millau j'y gagne » et la carte fidélité qui y est rattachée. Le club fidélité "Millau j'y Gagne" a pour objectif de fédérer des commerçants de la ville de Millau et de dynamiser l'activité commerciale de ses adhérents. La carte "Millau j'y Gagne" propose à ses clients de cumuler des points sur une carte de fidélité collective, regroupant 53 Commerçants.

Pour le lancement de la période estivale 2022, "Millau J'y Gagne" propose de lancer une animation exceptionnelle en soutien au commerce local, , qui s'inscrit pleinement dans le plan d'action global mis en place par la Communauté de Communes de Millau Grands Causses.

Cette animation qui aura lieu du 10 au 26 juin 2022 et dont le nom est « Millau en Fête » a pour objectif de dynamiser l'activité dans les commerces du réseau et de donner du pouvoir d'achat aux consommateurs titulaires de la carte Millau j'y gagne. L'opération consiste à de nombreuses animations dans le centre-ville de Millau, des bons d'achat offerts, un jeu-concours donnant lieu à des lots, ainsi qu'une borne jackpot.

Ainsi, la Communauté de communes pourrait accompagner l'association « Millau J'y Gagne » pour la mise en œuvre de cette opération.

Dans ce contexte, une convention de partenariat, dont le projet est joint au présent rapport, serait passée avec l'Association et de la Communauté de communes. L'aide financière de la Communauté pour accompagner l'association dans la mise en œuvre de cette opération pourrait être de 2 500 € sur un budget prévisionnel de 52 000 €.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - approuve le principe de l'opération et la participation de la Communauté de communes par le versement d'une subvention à hauteur de 2 500 € au profit de l'association Vivre Millau dans le cadre de son dispositif « Millau J'y Gagne »,

2 - approuve en conséquence les termes de la convention de partenariat à conclure avec ladite association ci-annexée,

3 - autorise Madame la Présidente ou son représentant habilité à accomplir l'ensemble des formalités relatives à l'accomplissement de ce dossier, en ce compris signer la convention et ses éventuels avenants n'entraînant pas d'augmentation de la dépense pour la Communauté.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2022 CONV …

CONVENTION DE PARTENARIAT N°…….

CCMGC / ASSOCIATION VIVRE MILLAU

Entre :
La Communauté de Communes de Millau Grands Causses représentée par sa Présidente, Madame Emmanuelle GAZEL, domiciliée 1 place du Beffroi à Millau, agissant en vertu d'une délibération du 8 juin 2022,

Ci-après dénommée « **la Communauté** »

Et :
L'Association « Vivre Millau » , représenté par un des co-présidents, Béatrice CURIE, Boutique JEFF DE BRUGES, domiciliée à la CCI AVEYRON, 38 bd de l'Ayrolle - 12100 MILLAU N° SIRET : **24120056700063**

Ci-après dénommée « **Vivre Millau** »

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

VU le code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.5211-36 et L. 2311-7 relatifs aux modalités d'attribution des subventions ;

VU, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 1 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la dernière version en vigueur de la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence relative au développement économique ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté n° 2022 01 DEL 002 du 10 février 2022 approuvant le budget primitif 2022 ;
VU la délibération du conseil de la Communauté n° xxxxxxxx du 8 Juin 2022 approuvant une subvention à l'association Vivre Millau;

Considérant que le projet initié et conçu par l'association va créer une animation exceptionnelle en Juin 2022 est conforme à son objet statutaire,

Considérant que pour accompagner les acteurs économiques, confrontés à des difficultés sans précédent liées à la crise Covid-19, la Communauté de communes a déployé un plan de soutien à l'économie locale avec la mise en place de mesures immédiates et inédites ;

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté par l'Association participe de cette politique ; que l'animation exceptionnelle proposée par les commerçants du réseau "Vivre Millau" est une initiative de soutien au commerce local qui s'inscrit pleinement dans cette action globale mise en place par la Communauté de Communes de Millau Grands Causses ;

Considérant que l'association « Vivre Millau » a pour objectif de fédérer des commerçants de la ville de Millau et de dynamiser l'activité commerciale de ses adhérents ; que le réseau fidélité "Millau j'y Gagne" est à ce jour un réseau de 53 commerçants qui propose à ses clients de cumuler des points sur une carte de fidélité collective ;

Ceci étant préalablement exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, l'opération décrite à l'article 2.2.
Dans ce cadre, la Communauté contribue financièrement et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

2.1. Obligations de la Communauté

La Communauté de communes s'engage, sous la condition expresse que l'Association remplisse ses obligations contractuelles, à lui verser une aide d'un montant de 2 500 € *(deux mille cinq cent euros)* pour 2022 sur l'exercice 2022 à l'effet de soutenir l'évènement détaillé à l'article 2.2 dont le budget prévisionnel est de 52 000€

La Communauté s'engage à assurer la promotion des actions mises en œuvre par l'Association sur ses supports de communication.

2.2. Obligations de l'Association

L'Association s'engage à réaliser l'opération décrite ci-dessous :

- BONS D'ACHAT : 10 000 € de bons d'achat offerts

DOING et UNDERKULT ont développé cet outil numérique pour Millau j'y Gagne.
Les porteurs de carte de fidélité devront se connecter au site de Millau j'y Gagne pour acheter leurs bons d'achat de 20 €. millau-jy-gagne.fr

1 bon d'achat de 20 € acheté = 1 bon d'achat de 20 € offert
Dans la limite de 2 bons achetés par compteur fidélité.

- REMISE X2

Tous les points fidélité seront doublés lors des achats réalisés entre le 10 et 26 juin 2022.

- LES VELOS ELECTRIQUES

3 vélos électriques à gagner.
Ce jeu s'articulera autour d'un QUIZ qui revêt une dimension ludique et interactive mais surtout pédagogique.
Le quiz permettra de mesurer la connaissance des clients sur la carte de fidélité MILLAU J'Y GAGNE, sa création, ses évolutions et les chiffres clés.

Ce quiz aidera les millavois à mieux connaitre la carte et à prendre conscience de son rayonnement.
Des flyers seront distribués chez les commerçants durant l'opération.
2 urnes seront positionnées devant la PATISSERIE ST JACQUES et devant la GUILDE DES ORFEVRES.

- BORNE JACKPOT :

Mise en place d'une borne à cadeaux positionnée sur la place du Mandarous.

Les porteurs de carte de fidélité pourront venir tenter leur chance à la borne en scannant la carte de fidélité Millau j'y gagne.

1500 € de cartes KDO sont mises en jeu.

- LES FESTIVITES :

Les animations se concentreront sur les 2 premiers samedis de l'opération et sur le boulevard Sadi Carnot pour celles qui ne sont pas déambulatoires :

Le samedi 11 juin :
- Maquillage pour les enfants et borne à photo de 15h à 18h ;
- Jeux gonflables Pirates de 14h à 18h ;
- Animation de rue : venez en ville à la rencontre de vos héros ou héroïnes de dessins animés préférés en triporter ! Animation d'Alexandre NEDIC.

Le samedi 18 juin :
- Robots géants LUMYLIGHT - samedi après -midi
- Sculpteurs de ballons de 14h à 18h
- mini ferme en ville
- Animation Triporteur

- La COMMUNICATION de l'évènement :

- 2ème cahier du journal de Millau qui est un complément de 8 pages,
- Conception de l'affiche et tous les supports de communication (affiches, sucettes, 8 pages JDM, déclinaison presse, numérique, borne, impression des bulletins de jeu, 10 oriflammes, etc …)
- Radio,
- Sucettes
- Sms - courriels
- 3 000 Sacs cabas

- Vidéo - CONCOURS VIDEO - organisé avec SEIZE 9
Un atelier scénario et tournage aura lieu le 21 mai de 10h à 13h à la CCI.
12 inscriptions maximum !
Les vidéos seront mises en ligne. Un vote lié au nombre de "vu" et de "j'aime" permettra de déterminer les 3 gagnants.

L'Association s'engage à informer régulièrement la Communauté de l'état d'avancement des actions mises en œuvre.
Pour cela, une rencontre avec les représentants de la Communauté et l'Association devra être organisée au minimum une fois avant le lancement de l'opération et suivant sa mise en œuvre.
En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Communauté sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Association s'engage à faire mention de la participation de la Communauté sur tous supports de communication et rapports avec les médias.

L'Association s'engage à convier la Présidente ou son représentant aux réunions de l'association portant en tout ou partie sur l'opération prévue par la présente convention (assemblée générale, conseil d'administration, ...).

L'Association s'engage à présenter à la Communauté un bilan annuel qualitatif et quantitatif circonstancié de l'opération conformément aux articles 5 et 6 des présentes.

L'Association s'oblige à accepter le contrôle financier portant sur l'utilisation de l'aide allouée prévue à l'article 6.2 des présentes et qui pourra être réalisé par toute personne dûment mandatée par le Président de la Communauté de communes.

A ce titre, l'Association s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Communauté tous les documents comptables et administratifs nécessaires à la réalisation du contrôle financier, et d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

L'Association s'engage à informer sans délai la Communauté de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA (Registre National des Associations) et à lui fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

De plus, les activités liées au fonctionnement de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive. A ce titre, elle devra produire, sur demande de la Communauté, une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle du fait de ses activités.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à sa signature.

A l'exception des obligations résultant des dispositions relatives à l'évaluation et au contrôle, qui perdurent après le terme contractuel la convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le versement de la contribution financière de la Communauté sera effectué selon les modalités suivantes :

- Suivant la présentation d'un rapport d'activités de l'opération (bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions)

ARTICLE 5 : EVALUATION

La Communauté procède, conjointement avec l'Association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif sur la base du rapport cité à l'article 4

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'opération mentionnée à l'article 2.2 et sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local.

ARTICLE 6 : JUSTIFICATIFS ET CONTROLES

6.1. Justificatifs

L'Association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice concerné par la présente convention les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier : ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments définis d'un commun accord entre la Communauté et l'Association. Ces documents sont signés par le Président de l'Association ou toute personne dûment habilitée ;
- Les comptes annuels et le cas échéant le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce et/ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activités.

6.2. Contrôle de la Communauté

La Communauté contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre de l'action.
Aussi, l'association s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Communauté tous les documents comptables et administratifs nécessaires à la réalisation du contrôle financier, et d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.
La Communauté peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Communauté, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 5 ou dans le cadre du contrôle financier annuel.

L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 7 : REVERSEMENT DES CONTRIBUTIONS

Conformément aux dispositions prévues à l'article 10 des présentes relatives à la résiliation de la convention, la Communauté peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes perçues s'il apparaît au terme des opérations de contrôle telles que prévues à l'article 6, qu'elles ont été partiellement utilisées ou utilisées à des fins non conformes à l'objet des présentes.

Le reversement est opéré par simple émission d'un titre de recettes.

Préalablement à l'émission du titre cité, la Communauté notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception les conclusions du contrôle de l'utilisation des aides allouées avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

La lettre de notification visée à l'alinéa précédent, indique le délai dont dispose l'Association pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par le Président de la Communauté, au vu des observations écrites ou en l'absence de tout document transmis par l'Association avant l'expiration du délai cité.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute demande de modification de la présente convention émanant de l'Association s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte.
Dans les deux mois qui suivent l'envoi de cette demande, l'autre partie pourra y faire droit et la présente convention sera modifiée uniquement par avenant signé par la Communauté et l'association. Ces avenants seront soumis pour approbation au Conseil de la Communauté de communes de Millau Grands Causses.
Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 5 et du contrôle de l'article 6.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.
Au cours de cette période, les deux parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles. Le délai court à compter de la notification de la mise en demeure expédiée en recommandé avec avis de réception postal. Celle-ci doit être dûment motivée.

ARTICLE 11 : LITIGES - RECOURS

Conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative, la signature de la présente convention pourra être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

En cas de litige susceptible de naître à l'occasion de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher prioritairement un règlement amiable, à défaut, il sera porté devant le Tribunal Administratif du lieu de l'exécution de l'opération à savoir le Tribunal Administratif de Toulouse.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Millau en deux exemplaires
Le ……..

Communauté de Communes de Millau Grands Causses	L'Association XXX
Emmanuelle GAZEL **Présidente**	**XXXX** **Président(e)**

2022 03 DEL 008

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Convention de partenariat 2022 avec « EDF une rivière, un territoire ».
PJ : Projet de convention.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Thierry PEREZ.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur,

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de développement économique ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté n° 2022 01 DEL 002 du 10 février 2022 approuvant le budget primitif 2022 ;

Vu le projet de convention ci-annexé ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL008-DE
Reçu le 29/06/2022

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté de communes participe activement au développement économique de son territoire en favorisant, la création, le développement des entreprises, de l'emploi.
Ceci se traduit notamment par l'accompagnement de porteurs de projets de création, ainsi que par l'organisation d'animations sur la thématique de développement économique.

L'Agence EDF « une rivière, un territoire - DEVELOPPEMENT » est dédiée au développement économique des territoires de manière durable dans les domaines de l'eau, l'énergie et l'environnement. Celle-ci témoigne de l'engagement durable d'EDF aux côtés des acteurs locaux et de son ambition à contribuer activement à la création de valeur, d'emplois et à l'innovation dans les vallées gérées par EDF producteur hydroélectrique.

Deux conventions ont déjà été signées avec l'Agence EDF « une rivière, un territoire – Développement » en 2018, 2019 et 2021.

Il serait donc opportun que la Communauté de communes et « EDF une rivière, un territoire » renouvellent leur partenariat pour l'année 2022, afin d'autoriser l'Agence EDF à apporter son appui financier, mais également son ingénierie auprès des porteurs de projets et entreprises du territoire.
L'Agence EDF pourrait ainsi intervenir lors de manifestations ou faire bénéficier de son réseau et de son appui technique les porteurs de projets, toujours en lien avec les thématiques de l'eau, l'énergie et l'environnement.

A cet effet, L'agence EDF « Une rivière, un territoire – DEVELOPPEMENT » verserait la somme forfaitaire de 2 500 € HT destinés à accompagner les projets d'entreprises détectés par la Communauté de communes de Millau Grands Causses s'inscrivant dans le champ d'intervention de l'Agence, et de valoriser les initiatives de la Communauté de communes de Millau Grands Causses au titre du développement économique.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :
1 - approuve le principe de partenariat avec EDF une rivière, un territoire, au titre de l'année 2022,
2 - approuve le versement de 2 500 € HT par l'Agence EDF « une rivière, un territoire – DEVELOPPEMENT » à la Communauté de communes,
3 - approuve en conséquence les termes de la convention de partenariat ci-annexée ;
4 - autorise Madame la Présidente ou son représentant délégué à accomplir l'ensemble des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier, en ce compris la signature de la convention en découlant et toutes autres pièces utiles.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT

EDF Agence Une Rivière, Un Territoire – Développement - RODEZ

et

Communauté de Communes Millau Grands Causses

Pour

Soutien au Pôle Economique - 2022

La présente convention de partenariat est établie entre les soussignés :

ELECTRICITE DE FRANCE, Société Anonyme au capital social de 1 619 338 374 € dont le siège social est à Paris dans le 8ème arrondissement, 22-33 Avenue de Wagram, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro 552 081 317,

- Représentée par M. Alain PICASSO, agissant en qualité de Directeur de l'Agence une rivière, un territoire – DEVELOPPEMENT Massif Central,

Dénommé ci-après « EDF »,

D'une part,

Et

La Communauté de Communes Millau Grands Causses, dont le siège est situé : Hôtel de la Communauté, 1 place du Beffroi 12104 Millau Cedex. N° Siret : 241 200 567 00063.

- Représentée par Mme Emmanuelle GAZEL, agissant en sa qualité de Présidente,

Dénommé ci-après « Com Com Millau Grands Causses », dûment habilité.

D'autre part,

Dénommées ci-après ensemble « les Parties »,

Préambule

La **Com Com Millau Grands Causses** dans le cadre de sa démarche d'attractivité, porte des actions visant à développer et promouvoir l'entreprenariat sur son territoire.
Elle anime différents dispositifs d'accompagnement qui ont pour but de favoriser le repérage et l'émergence d'entreprises et d'augmenter le nombre de projets se concrétisant et se pérennisant sur son territoire.
La communauté de communes dispose d'outils tels que le fablab, l'espace de coworking, l'incubateur ou encore la pépinière d'entreprise « La Maison des Entreprises » qui permettent un accompagnement aux porteurs de projets, ou aux entreprises quel que soit l'avancement de son projet.

Dédiée au développement économique des territoires de manière durable dans les domaines de l'eau, l'énergie et l'environnement, l'Agence une rivière, un territoire – DEVELOPPEMENT témoigne de l'engagement durable d'EDF aux côtés des acteurs locaux et de son ambition à contribuer activement à la création de valeur, d'emplois et à l'innovation dans les vallées gérées par EDF producteur hydroélectrique.

L'Agence EDF Massif Central contribue au développement de projets notamment par la mobilisation de moyens financiers d'expertise et de mise en réseau.

Au vu de l'intérêt des dynamiques économiques portées par la Communauté de Communes Millau Grands Causses qui s'inscrit plus largement dans un enjeu de renforcement de l'attractivité du territoire, de promotion de l'entrepreneuriat et d'expérimentation de solutions innovantes pour un développement du territoire, EDF a souhaité accompagner cette initiative à travers cette convention de partenariat.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions de partenariat entre EDF et la Com Com Millau Grands Causses autour du Pôle Economique implanté à Millau.

Article 2 - Durée

La présente convention est conclue au titre de l'année 2022.
Elle peut conduire à d'autres formes de collaboration que celles prévues, les principes généraux n'étant pas modifiés. Leurs aménagements éventuels proposés par l'une ou l'autre des parties contractantes, et arrêtés d'un commun accord, font l'objet d'un avenant ou d'une nouvelle convention.

Article 3 - Obligations de la Com Com Millau Grands Causses

La Com Com Millau Grands Causses s'engage à :

- Assurer l'animation du Pôle Economique, objet de la présente convention,
- Inviter EDF aux différentes réunions de suivi ou de bilan concernant les activités de ce Pôle,
- Organiser, tout au long de l'année, différentes manifestations, destinées aux entreprises, auxquelles EDF sera convié :
    - Conférences économiques,
    - « Petits Déjeuners Création » thématiques - mensuels,
    - Rencontres entrepreneuriales « Ramène ton mug » - mensuelles,
    - Journées Multi Conseil,
- Inviter EDF à participer au comité d'agrément de la pépinière en tant que membre (1 à 2 comités par an)
- Communiquer à EDF les documents écrits en lien avec le fonctionnement du Pôle (Compte rendus, bilan…)
- Mentionner le nom et le logo d'EDF à l'occasion de communications tant auprès du public que des médias (communiqués de presse, plaquettes et brochures, panneaux d'affichage, site internet, flyers...), ainsi que pour les différentes manifestations organisées,
- Autoriser EDF à valoriser son partenariat avec la Com Com Millau Grands Causses et mentionner le nom et le logo d'EDF à l'occasion de communications tant auprès du public que des médias (communiqués de presse, plaquettes et brochures, panneaux d'affichage, site internet, flyers...),
- Mettre à disposition d'EDF de manières ponctuelle la salle de réunion du Pôle Economique

Il est à noter que d'autres partenaires peuvent apporter leur aide financière à la réalisation de ce travail. Toutefois, il est convenu que le choix des autres partenaires de la Com Com Millau Grands Causses, pour cette action, sous quelque forme que ce soit se portera vers des entreprises dont l'activité industrielle n'est pas concurrentielle avec celle d'EDF et ne relève pas du secteur énergétique.

Article 4 - Obligations d'EDF

En contrepartie des engagements de la Com Com Millau Grands Causses stipulés article 3 de la présente, EDF s'engage à :

- Verser la somme forfaitaire de 2500€ HTR (deux mille euros Hors Taxes Récupérables)
- Participer en tant « qu'experts » (Eau, Energies, Environnement…) lors des conférences économiques,
- Participer aux comités d'agrément de la pépinière,
- Apporter une aide technique aux différents projets hébergés au sein du Pôle Economique en fonction du domaine d'activité du projet en question : accès à l'ingénierie et aux services de R&D du Groupe EDF, mise en relation avec des prescripteurs interne EDF ou externes (collectivités, entreprises…).
- Participer aux réunions organisées par la Com Com Millau Grands Causses.
- Autoriser la Com Com Millau Grands Causses à valoriser son partenariat avec EDF et mentionner le nom et le logo de la Com Com Millau Grands Causses à l'occasion de communications tant auprès du public que des médias (communiqués de presse, plaquettes et brochures, panneaux d'affichage, site internet, flyers...),

Article 5 – Participation financière et conditions de règlement

Dans le cadre de la présente convention, EDF s'engage à verser à la Com Com Millau Grands Causses la somme de 2500€HTR (deux mille cinq cents euros hors taxe récupérable), au titre de sa participation au financement des actions présentées article 3.

IMPORTANT : le règlement de cette contribution s'effectue aux conditions suivantes :

- À l'issue de la réalisation des engagements, une facture conforme ou un titre exécutoire de paiement doit être adressée au service comptable d'EDF :

    - Soit sous format électronique (à privilégier) :
      Pour mettre en œuvre cette solution, le partenaire doit adresser un message électronique à : projet-defacto@edf.fr (attention cette adresse n'est pas une adresse de facturation). Les instructions lui seront ensuite communiquées et il pourra ensuite déposer la(les) facture(s) conforme(s), au format informatique, sur la plateforme dédiée.

    - Soit par voie postale, à « l'adresse de facturation » suivante :
      EDF SA
      FR03552081317
      TSA 50008
      45123 Chalette Sur Loing Cedex

- La facture devra faire apparaitre le numéro de commande qui sera communiqué après signature de la présente convention.

Le paiement s'effectue par virement bancaire à 60 jours date d'émission de la facture.

Article 6 – Assurance, responsabilité

La Com Com Millau Grands Causses s'engage à être titulaire de contrats d'assurances en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages de toute natures causés à EDF, à ses biens ou à ses personnels. La Com Com Millau Grands Causses s'engage à produire à toute demande d'EDF une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée des garanties. La Com Com Millau Grands Causses certifie le paiement des primes associées aux contrats d'assurances. Au cas où l'inobservation de l'une quelconque de ses obligations par la Com Com Millau Grands Causses engagerait la responsabilité d'EDF, la Com Com Millau Grands Causses s'engage à la garantir contre tout recours.

La Com Com Millau Grands Causses renonce expressément à toute mise en cause de la responsabilité d'EDF, en cas de sinistre lié à l'exécution de la présente convention, et s'engage à garantir EDF en cas de recours de tiers.

Article 7 – Exécution de la convention

- Le représentant d'EDF pour l'exécution de la convention est :
  Monsieur Jérôme CHAUCHARD
  EDF – Agence Une Rivière, Un Territoire - Développement
  Station A – Rue Eugène LOUP – 12000 RODEZ
  06.15.82.82.56 jerome.chauchard@edf.fr

- Le représentant de la Com Com Millau Grands Causses pour l'exécution de la convention est :
  Monsieur Clément GREGOIRE
  Communauté de Communes Millau Grands Causses
  Maison des Entreprises – 4, Rue de la Mégisserie 12100 MILLAU,
  06.72.11.09.94 c.gregoire@cc-millaugrandscausses.fr

Article 8 – Droit d'usage

EDF et la Com Com Millau Grands Causses acceptent de s'autoriser mutuellement l'utilisation à leurs fins propres de communication, des dossiers de presse, photos, films vidéo réalisés au cours du partenariat.

Article 9 - Droits de propriété

Le travail mené par le Pôle Economique reste propriété de la Com Com Millau Grands Causses. Cependant, la Com Com Millau Grands Causses autorise EDF à utiliser, reproduire, copier, traduire et représenter, sous toutes formes, pour tout type de besoins, tant interne qu'externe, le résultat du travail de la Com Com Millau Grands Causses en citant nommément la Com Com Millau Grands Causses, avec le logo chaque fois que cela est possible.

Il est rappelé qu'EDF et la Com Com Millau Grands Causses sont et restent titulaires de l'ensemble des droits de propriété industrielle, des droits de propriété littéraire et artistique, des droits de communication et droits à l'image respectifs.
Il est précisé que la présente convention ne confère à chaque partie qu'un droit d'usage des signes distinctifs et des appellations de l'autre partie dans les strictes limites prévues à la présente convention.

Article 10 - Résiliation et résolution

Toute inobservation par l'une ou l'autre des parties de ses obligations au titre de la présente convention peut justifier sa résiliation, après mise en demeure signifiée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant quinze jours à compter de sa réception.
En cas d'inexécution de ses obligations par la Com Com Millau Grands Causses, la résiliation de la convention entraînera le remboursement à EDF de l'intégralité des sommes versées au titre de l'article 4 de la présente convention, et sous réserve de tous dommages et intérêts auxquels pourrait prétendre EDF.

Article 11 - Loi applicable – Attribution de juridiction

La présente convention est régie et interprétée conformément à la loi française.

A défaut d'accord amiable entre les parties pour tout différend relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution ou la rupture de la présente convention, il est fait expressément attribution de juridiction près des tribunaux compétents de Limoges, nonobstant pluralité de défenseurs ou appel en garantie.

Fait à Rodez, en 2 exemplaires originaux, le / /2022

Pour EDF **Le Directeur de l'Agence Une Rivière, Un Territoire – Développement**	Pour la Communauté de Communes Millau Grands Causses **La Présidente**
Alain PICASSO	Mme Emmanuelle GAZEL

2022 03 DEL 009

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : : Vote du Compte Administratif 2021 – Budget général et budgets annexes.
PJ : Feuille de signatures.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier ses articles L.1612-12, L 1612-13 et L 1612-20 ;

Vu le même code, en particulier son L. 2121-31 applicable aux établissements publics de coopération intercommunale par renvoi des articles L.5211-36 et R. 5211-13 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009-DE
Reçu le 22/06/2022

Vu la délibération n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le budget primitif de la Communauté de communes Millau Grands Causses ;

Vu, ensemble, les décisions modificatives n° 1/2021, 2/2021, 3/2021, 4/2021, 5/2021, 6/2021 ;

Vu le compte de gestion 2021 transmis par la trésorière ;

Considérant que le compte administratif 2021 de la Communauté de Communes Millau Grands Causses retrace l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021, sur le budget principal et les budgets annexes ;

Considérant que le comptable tient la comptabilité de l'ordonnateur selon le principe de la partie double et établit le Compte de Gestion ;

Considérant que le compte administratif de la Communauté de Communes Millau Grands Causses est établi en conformité et en concordance avec le compte de gestion du Responsable Comptable du SGC de Saint-Affrique ;

Considérant que la structure du compte administratif d'une collectivité territoriale peut se résumer ainsi :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL						
Résultats reportés 2020	1 969 726,55 €*			2 406 376,13 €	1 969 726,55 €	2 406 376,13 €
Opérations ex. 2021	10 971 971,70 €	14 100 750,02 €	12 929 034,25 €	13 488 920,33 €	23 901 005,95 €	27 589 670,35 €
TOTAUX	**12 941 698,25 €**	**14 100 750,02 €**	**12 929 034,25 €**	**15 895 296,46 €**	**25 870 732,50 €**	**29 996 046,48 €**
Résultats de clôture		**1 159 051,77 €**		**2 966 262,21 €**	0,00 €	**4 125 313,98 €**
Restes à réaliser	10 520 333,18 €	7 590 688,70 €			10 520 333,18 €	7 590 688,70 €
TOTAUX CUMULES	**10 520 333,18 €**	**8 749 740,47 €**		**2 966 262,21 €**	**10 520 333,18 €**	**11 716 002,68 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**1 770 592,71 €**			**2 966 262,21 €**		**1 195 669,50 €**

*Le déficit reporté est supérieur aux prévisions suite à une information erronée de la Trésorerie pour la reprise des résultats du SIAH Cernon Soulzon

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LA PEPINIERE D'ENTREPRISES						
Résultats reportés 2020		282 948,71 €		15,53 €	0,00 €	282 964,24 €
Opérations ex. 2021	150 844,73 €	160 235,96 €	460 468,84 €	460 307,23 €	611 313,57 €	620 543,19 €
TOTAUX	**150 844,73 €**	**443 184,67 €**	**460 468,84 €**	**460 322,76 €**	**611 313,57 €**	**903 507,43 €**
Résultats de clôture		**292 339,94 €**	**146,08 €**		146,08 €	**292 339,94 €**
Restes à réaliser	41 188,90 €				41 188,90 €	0,00 €

TOTAUX CUMULES	**41 188,90 €**	**292 339,94 €**	**146,08 €**	**0,00 €**	**41 334,98 €**	**292 339,94 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**251 151,04 €**	**146,08 €**			**251 004,96 €**

LIBELLES	**SECTION D'INVESTISSEMENT**		**SECTION DE FONCTIONNEMENT**		**ENSEMBLE**	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LES TRANSPORTS						
Résultats reportés 2020		20 998,65 €		1 540,17 €	0,00 €	22 538,82 €
Opérations ex. 2021	45 194,40 €	83 604,45 €	1 487 060,52 €	1 489 070,10 €	1 532 254,92 €	1 572 674,55 €
TOTAUX	**45 194,40 €**	**104 603,10 €**	**1 487 060,52 €**	**1 490 610,27 €**	**1 532 254,92 €**	**1 595 213,37 €**
Résultats de clôture		**59 408,70 €**		**3 549,75 €**	0,00 €	**62 958,45 €**
Restes à réaliser	170 118,00 €	120 704,00 €	0,00 €	0,00 €	170 118,00 €	120 704,00 €
TOTAUX CUMULES	**170 118,00 €**	**180 112,70 €**	**0,00 €**	**3 549,75 €**	**170 118,00 €**	**183 662,45 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**9 994,70 €**		**3 549,75 €**		**13 544,45 €**

LIBELLES	**SECTION D'INVESTISSEMENT**		**SECTION DE FONCTIONNEMENT**		**ENSEMBLE**	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LA GESTION DES DECHETS						
Résultats reportés 2020	476 045,92 €		0,00 €	281 691,12 €	476 045.92 €	281 691,12 €
Opérations ex. 2021	626 735,69 €	773 406,73 €	4 015 612,35 €	4 333 167,43 €	4 642 348,04 €	5 106 574,16 €
TOTAUX	**1 102 781,61 €**	**773 406,73 €**	**4 015 612,35 €**	**4 614 858,55 €**	**5 118 393.96 €**	**5 388 265,28 €**
Résultats de clôture	**329 374,88 €**			**599 246,20 €**	329 374,88 €	**599 246,20 €**
Restes à réaliser	278 915,00 €	166 000,00 €			278 915,00 €	166 000,00 €
TOTAUX CUMULES	**608 289,88 €**	**166 000,00 €**		**599 246,20 €**	**608 289,88 €**	**765 246,20 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**442 289,88 €**			**599 246,20 €**		**156 956,32 €**

LIBELLES	**SECTION D'INVESTISSEMENT**		**SECTION DE FONCTIONNEMENT**		**ENSEMBLE**	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR L'ATELIER RELAIS ROUTAGE SERVICE						
Résultats reportés 2020	53 736,68 €			9 922,15 €	53 736,68 €	9 922,15 €
Opérations ex. 2021	1 267 276,55 €	1 285 471,19 €	1 248 175,43 €	1 298 555,03 €	2 515 451,98 €	2 584 026,22 €
TOTAUX	**1 321 013,23 €**	**1 285 471,19 €**	**1 248 175,43 €**	**1 308 477,18 €**	**2 569 188,66 €**	**2 593 948,37 €**
Résultats de clôture	**35 542,04 €**			**60 301,75 €**	**35 542,04 €**	**60 301,75 €**
Restes à réaliser					0,00 €	0,00 €
TOTAUX CUMULES	**35 542,04 €**	**0,00 €**		**60 301,75 €**	**35 542,04 €**	**60 301,75 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**35 542,04 €**			**60 301,75 €**		**24 759,71 €**

LIBELLES	**SECTION D'INVESTISSEMENT**		**SECTION DE FONCTIONNEMENT**		**ENSEMBLE**	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents

COMPTE ANNEXE POUR LE PARC D'ACTIVITES DE MILLAU LEVEZOU						
Résultats reportés 2020	534 978,35 €				534 978,35 €	0,00 €
Opérations ex. 2021	543 648,35 €	363 576,76 €	315 669,17 €	315 669,17 €	859 317,52 €	679 245,93 €
TOTAUX	**1 078 626,70 €**	**363 576,76 €**	**315 669,17 €**	**315 669,17 €**	**1 394 295,87 €**	**679 245,93 €**
Résultats de clôture	**715 049,94 €**			**0,00 €**	715 049,94 €	**0,00 €**
Restes à réaliser	455 883,19 €	468 000,00 €			455 883,19 €	468 000,00 €
TOTAUX CUMULES	**1 170 933,13 €**	**468 000,00 €**		**0,00 €**	**1 170 933,13 €**	**468 000,00 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**702 933,13 €**			**0,00 €**	**702 933,13 €**	

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LA BLANCHISSERIE						
Résultats reportés 2020		363 415,00 €		40,59 €	0,00 €	363 455,59 €
Opérations ex. 2021	217 630,71 €	210 095,79 €	317 618,61 €	360 236,16 €	535 249,32 €	570 331,95 €
TOTAUX	**217 630,71 €**	**573 510,79 €**	**317 618,61 €**	**360 276,75 €**	**535 249,32 €**	**933 787,54 €**
Résultats de clôture		**355 880,08 €**		**42 658,14 €**	0,00 €	**398 538,22 €**
Restes à réaliser					0,00 €	0,00 €
TOTAUX CUMULES	**0,00 €**	**355 880,08 €**		**42 658,14 €**	**0,00 €**	**398 538,22 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**355 880,08 €**		**42 658,14 €**		**398 538,22 €**

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LE COMPTOIR PAYSAN						
Résultats reportés 2020		47 795,78 €			0,00 €	47 795,78 €
Opérations ex. 2021	55 753,98 €	62 921,06 €	78 694,45 €	91 333,55 €	134 448,43 €	154 254,61 €
TOTAUX	**55 753,98 €**	**110 716,84 €**	**78 694,45 €**	**91 333,55 €**	**134 448,43 €**	**202 050,39 €**
Résultats de clôture		**54 962,86 €**		**12 639,10 €**	0,00 €	**67 601,96 €**
Restes à réaliser					0,00 €	0,00 €
TOTAUX CUMULES	**0,00 €**	**54 962,86 €**		**12 639,10 €**	**0,00 €**	**67 601,96 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**54 962,86 €**		**12 639,10 €**		**67 601,96 €**

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LE PARC D'ACTIVITES DE MILLAU OUEST						
Résultats reportés 2020	215 435,02 €			43 236,94 €	215 435,02 €	43 236,94 €
Opérations ex. 2021	115 498,27 €	159 000,00 €	237 153,88 €	193 916,94 €	352 652,15 €	352 916,94 €
TOTAUX	**330 933,29 €**	**159 000,00 €**	**237 153,88 €**	**237 153,88 €**	**568 087,17 €**	**396 153,88 €**
Résultats de clôture	**171 933,29 €**			**0,00 €**	171 933,29 €	**0,00 €**
Restes à réaliser					0,00 €	0,00 €
TOTAUX CUMULES	**171 933,29 €**	**0,00 €**		**0,00 €**	**171 933,29 €**	**0,00 €**

RESULTATS DEFINITIFS	**171 933,29 €**	**0,00 €**		**0,00 €**	**171 933,29 €**	**0,00 €**

LIBELLES	**SECTION D'INVESTISSEMENT**		**SECTION DE FONCTIONNEMENT**		**ENSEMBLE**	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR L'ATELIER RELAIS BLEU DE CHAUFFE						
Résultats reportés 2020		131 639,93 €		45,80 €	0,00 €	131 685,73 €
Opérations ex. 2021	46 354,09 €	45 966,20 €	43 063,99 €	52 078,55 €	89 418,08 €	98 044,75 €
TOTAUX	**46 354,09 €**	**177 606,13 €**	**43 063,99 €**	**52 124,35 €**	**89 418,08 €**	**229 730,48 €**
Résultats de clôture		**131 252,04 €**		**9 060,36 €**	0,00 €	**140 312,40 €**
Restes à réaliser					0,00 €	0,00 €
TOTAUX CUMULES	**0,00 €**	**131 252,04 €**		**9 060,36 €**	**0,00 €**	**140 312,40 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**0,00 €**	**131 252,04 €**		**9 060,36 €**	**0,00 €**	**140 312,40 €**

LIBELLES	**SECTION D'INVESTISSEMENT**		**SECTION DE FONCTIONNEMENT**		**ENSEMBLE**	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR L'ATELIER RELAIS ATELIER DE JULIEN						
Résultats reportés 2020		132 949,95 €		45,80 €	0,00 €	132 995,75 €
Opérations ex. 2021	46 354,09 €	45 966,20 €	42 969,99 €	52 078,55 €	89 324,08 €	98 044,75 €
TOTAUX	**46 354,09 €**	**178 916,15 €**	**42 969,99 €**	**52 124,35 €**	**89 324,08 €**	**231 040,50 €**
Résultats de clôture		**132 562,06 €**		**9 154,36 €**	0,00 €	**141 716,42 €**
Restes à réaliser					0,00 €	0,00 €
TOTAUX CUMULES	**0,00 €**	**132 562,06 €**		**9 154,36 €**	**0,00 €**	**141 716,42 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**0,00 €**	**132 562,06 €**		**9 154,36 €**	**0,00 €**	**141 716,42 €**

Ouï cet exposé,

Après en avoir délibéré,

Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents (Emmanuelle GAZEL quitte la salle au moment du vote) :

1 - adopte le compte administratif 2021 du budget principal [et des 10 budgets annexes] de la Communauté de communes Millau Grands Causses ; ce compte administratif 2021 étant conforme au compte de gestion 2021 transmis par la Responsable Comptable du SGC de Saint-Affrique,

2 - invite Madame la Présidente à accomplir l'ensemble des formalités de publicité afférentes à cette affaire.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

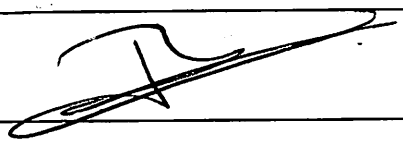
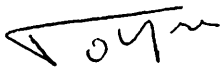
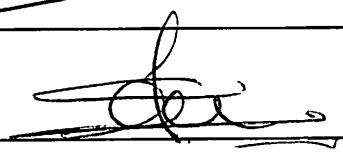
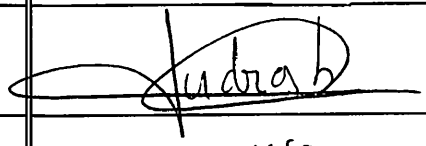
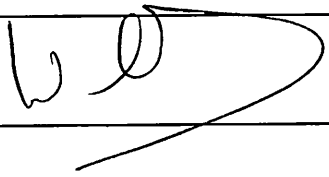
La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Millau Grands Causses

COMPTE ADMINISTRATIF 2021
Conseil de la Communauté du 8/06/22

Prénom	Nom	Signatures
Valentin	ARTAL	
Claude	ASSIER	
Martine	BACHELET	
Yvon	BEAUMONT	
Christine	BEDEL	Visio
Christian	BOUDES	
Didier	CADAUX	
Jean-Louis	CALVET	
Didier	CARRIERE	
Régis	CARTAYRADE	
Esther	CHUREAU	
Jacques	COMMAYRAS	
Corinne	COMPAN	pouvoir
Arnaud	CURVELIER	
Daniel	DIAZ	

Yannick	DOULS	Visio
Michel	DURAND	
Bouchra	EL MEROUANI	
Aurélie	ESON	pouvoir
Joël	ESPINASSE	
Gilbert	FAUCHER	
Christian	FORIR	
Emmanuelle	GAZEL	Sort au moment du vote
Bernard	GREGOIRE	Visio
Vincent	HERAN	
Catherine	JOUVE	
Olivier	JULIEN	
Philippe	LEPETIT	
Martine	MABILDE	
Jean-Pierre	MAS	
Dominique	MAURY	Visio
Corine	MORA	pouvoir
Karine	ORCEL	pouvoir
Thierry	PEREZ	Visio

Patrick	PES	Pouvoir
Séverine	PEYRETOUT	
Patricia	PITOT	Vifio
Annie	POLYCARPE	
Philippe	RAMONDENC	
Hélène	RIVIERE	
Christophe	SAINT-PIERRE	Pouvoir
Christelle	SUDRES BALTRONS	
Danièle	VERGONNIER	Vifio
Nicolas	WOHREL	

2022 03 DEL 009a

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Approbation Compte de Gestion 2021 : budget principal et budgets annexes.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

VU le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.1612-12 et L. 2121-31 applicable aux EPCI par renvoi de l'article L.5211-1 ;

VU les comptes de gestion 2021 transmis par la Trésorière pour les budgets suivants :

- Budget principal,
- Budget annexe Gestion des déchets,
- Budget annexe Transports,
- Budget annexe Pépinière et Village d'entreprises,
- Budget annexe Atelier Relais Routage Service
- Budget annexe Parc d'Activités Millau Lévézou (Viaduc)
- Budget Annexe Parc d'Activités Millau Ouest

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009a-DE
Reçu le 22/06/2022

- Budget Annexe Blanchisserie
- Budget Annexe Comptoir Paysan
- Budget Annexe Atelier Relais Atelier de Julien
- Budget Annexe Atelier Relais Bleu de Chauffe

Après s'être assuré que la Responsable Comptable du SGC de Saint-Affrique a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant l'exactitude, la sincérité et la régularité des comptes de la communauté de communes, statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires, statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice par la Responsable Comptable du SGC de Saint-Affrique, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Considérant que ces comptes de gestion sont conformes aux comptes administratifs 2021 issus de la comptabilité de l'ordonnateur,

Considérant qu'il est proposé d'approuver les comptes de gestion 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes de la Communauté de Communes Millau Grands Causses transmis par la Responsable Comptable du SGC de Saint-Affrique, ceux-ci étant conformes aux comptes administratifs 2021 de l'ordonnateur,

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - approuve les comptes de gestion 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes de la Communauté de communes Millau Grands Causses transmis par la Responsable Comptable du SGC de Saint-Affrique, ceux-ci étant conformes aux comptes administratifs 2021 de l'ordonnateur,
2 - autorise Madame la Présidente à signer les comptes de gestion 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes de la Communauté de communes Millau Grands Causses transmis par la Responsable Comptable du SGC de Saint-Affrique.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – budget général.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants applicables aux EPCI par le jeu des articles L5211-36 et R.5211-11 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le vote du budget primitif 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022 03 DEL 009 du 8 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009b-DE
Reçu le 22/06/2022

Considérant que les résultats de l'exercice 2021, sont conformes aux résultats du compte de gestion du comptable public,

Considérant que le compte administratif de 2021 du budget principal de la Communauté de Communes Millau Grands Causses fait apparaître les résultats suivants :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL				
Résultats reportés 2020	1 969 726,55 €			2 406 376,13 €
Opérations de l'exercice 2021	10 971 971,70 €	14 100 750,02 €	12 929 034,25 €	13 488 920,33 €
TOTAUX	**12 941 698,25 €**	**14 100 750,02 €**	**12 929 034,25 €**	**15 895 296,46 €**
Résultats de clôture		**1 159 051,77 €**		**2 966 262,21 €**
Restes à réaliser	10 520 333,18 €	7 590 688,70 €		
TOTAUX CUMULES	**10 520 333,18 €**	**8 749 740,47 €**		**2 966 262,21 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**1 770 592,71 €**			**2 966 262,21 €**

Il est proposé au conseil de la Communauté d'affecter le résultat de fonctionnement de la manière suivante :

EXCEDENT AU 31/12/2021	**2 966 262,21 €**
Affectation à la section d'investissement au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé)	1 770 592,71 €
Affectation à la section de fonctionnement compte 002 (excédent reporté)	1 195 669,50 €

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents décide :

1 - d'affecter au compte de réserve 1068 le besoin de financement de la section d'investissement d'un montant de 1 770 592.71 € ;
2 - de reprendre le montant du solde de fonctionnement excédentaire qui s'élève à 1 195 669.50 € au chapitre 002 du budget 2022 ;
3 - de reprendre l'excédent d'investissement d'un montant de 1 159 051.77 € au chapitre 001 du budget 2022 ;
4 - de procéder aux ajustements budgétaires nécessaires en découlant au sein de la décision budgétaire modificative n°1 du budget principal de la Communauté de Communes.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Acte dématérialisé

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – budget annexe Atelier Relais Blanchisserie.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants applicables aux EPCI par le jeu des articles L5211-36 et R.5211-11 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le vote du budget primitif 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022 03 DEL 009 du 8 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009c-DE
Reçu le 22/06/2022

Considérant que les résultats de l'exercice 2021, sont conformes aux résultats du compte de gestion du comptable public ;

Considérant que le compte administratif de 2021 du budget annexe Atelier Relais Blanchisserie fait apparaître les résultats suivants :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LA BLANCHISSERIE				
Résultats reportés 2020		363 415,00 €		40,59 €
Opérations de l'exercice 2021	217 630,71 €	210 095,79 €	317 618,61 €	360 236,16 €
TOTAUX	**217 630,71 €**	**573 510,79 €**	**317 618,61 €**	**360 276,75 €**
Résultats de clôture		**355 880,08 €**		**42 658,14 €**
Restes à réaliser				
TOTAUX CUMULES	**0,00 €**	**355 880,08 €**		**42 658,14 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**355 880,08 €**		**42 658,14 €**

Il est proposé au conseil de la Communauté d'affecter le résultat de fonctionnement de la manière suivante :

EXCEDENT AU 31/12/2021	**42 658,14 €**
Affectation à la section d'investissement au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé)	0,00 €
Affectation à la section de fonctionnement compte 002 (excédent reporté)	42 658,14 €

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents décide :

1 - de reprendre l'excédent de fonctionnement qui s'élève à 42 658.14 € au chapitre 002 du budget 2022,

2 - de reprendre l'excédent d'investissement d'un montant de 355 880.08 € au chapitre 001 du budget 2022.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – budget annexe Atelier Relais Bleu de Chauffe.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants applicables aux EPCI par le jeu des articles L5211-36 et R.5211-11 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le vote du budget primitif 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022 03 DEL 009 du 8 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009d-DE
Reçu le 22/06/2022

Considérant que les résultats de l'exercice 2021, sont conformes aux résultats du compte de gestion du comptable public,

Considérant que le compte administratif de 2021 du budget annexe Atelier Relais Bleu de Chauffe fait apparaître les résultats suivants :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR L'ATELIER RELAIS BLEU DE CHAUFFE				
Résultats reportés 2020		131 639,93 €		45,80 €
Opérations de l'exercice 2021	46 354,09 €	45 966,20 €	43 063,99 €	52 078,55 €
TOTAUX	**46 354,09 €**	**177 606,13 €**	**43 063,99 €**	**52 124,35 €**
Résultats de clôture		**131 252,04 €**		**9 060,36 €**
Restes à réaliser				
TOTAUX CUMULES	**0,00 €**	**131 252,04 €**		**9 060,36 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**0,00 €**	**131 252,04 €**		**9 060,36 €**

Il est proposé au conseil de la Communauté d'affecter le résultat de fonctionnement de la manière suivante :

EXCEDENT AU 31/12/2021	**9 060,36 €**
Affectation à la section d'investissement au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé)	- €
Affectation à la section de fonctionnement compte 002 (excédent reporté)	9 060,36 €

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents décide :
1 - de reprendre l'excédent de fonctionnement qui s'élève à 9 060.36 € au chapitre 002 du budget 2022,
2 - de reprendre l'excédent d'investissement d'un montant de 131 252.04 € au chapitre 001 du budget 2022.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2022 03 DEL 009e

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – budget annexe Atelier Comptoir Paysan.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants applicables aux EPCI par le jeu des articles L5211-36 et R.5211-11 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le vote du budget primitif 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022 03 DEL 009 du 8 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220609-202203DEL009e-DE
Reçu le 22/06/2022

Considérant que les résultats de l'exercice 2021, sont conformes aux résultats du compte de gestion du comptable public,

Considérant que le compte administratif de 2021 du budget annexe Atelier Relais Comptoir Paysan fait apparaître les résultats suivants :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LE COMPTOIR PAYSAN				
Résultats reportés 2020		47 795,78 €		
Opérations de l'exercice 2021	55 753,98 €	62 921,06 €	78 694,45 €	91 333,55 €
TOTAUX	**55 753,98 €**	**110 716,84 €**	**78 694,45 €**	**91 333,55 €**
Résultats de clôture		**54 962,86 €**		**12 639,10 €**
Restes à réaliser				
TOTAUX CUMULES	**0,00 €**	**54 962,86 €**		**12 639,10 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**54 962,86 €**		**12 639,10 €**

Il est proposé au conseil de la Communauté d'affecter le résultat de fonctionnement de la manière suivante :

EXCEDENT AU 31/12/2021	**12 639,10 €**
Affectation à la section d'investissement au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé)	0,00 €
Affectation à la section de fonctionnement compte 002 (excédent reporté)	12 639,10 €

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents décide :
1 - de reprendre l'excédent de fonctionnement qui s'élève à 12 639.10 € au chapitre 002 du budget 2022,
2 - de reprendre l'excédent d'investissement d'un montant de 54 962.86 € au chapitre 001 du budget 2022.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – budget annexe Gestion des Déchets.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants applicables aux EPCI par le jeu des articles L5211-36 et R.5211-11 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le vote du budget primitif 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022 03 DEL 009 du 8 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009f-DE
Reçu le 22/06/2022

Considérant que les résultats de l'exercice 2021, sont conformes aux résultats du compte de gestion du comptable public,

Considérant que le compte administratif de 2021 du budget annexe Gestion des Déchets fait apparaître les résultats suivants :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LA GESTION DES DECHETS				
Résultats reportés 2020	476 045,92 €		0,00 €	281 691,12 €
Opérations de l'exercice 2021	626 735,69 €	773 406,73 €	4 015 612,35 €	4 333 167,43 €
TOTAUX	**1 102 781,61 €**	**773 406,73 €**	**4 015 612,35 €**	**4 614 858,55 €**
Résultats de clôture	**329 374,88 €**			**599 246,20 €**
Restes à réaliser	278 915,00 €	166 000,00 €		
TOTAUX CUMULES	**608 289,88 €**	**166 000,00 €**		**599 246,20 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**442 289,88 €**			**599 246,20 €**

Il est proposé au conseil de la Communauté d'affecter le résultat de fonctionnement de la manière suivante :

EXCEDENT AU 31/12/2021	**599 246,20 €**
Affectation à la section d'investissement au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé)	442 289,88 €
Affectation à la section de fonctionnement compte 002 (excédent reporté)	156 956,32 €

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents décide :

1 - d'affecter au compte de réserve 1068 le besoin de financement de la section d'investissement d'un montant de 442 289.88 € ;
2 - de reprendre le montant du solde de fonctionnement excédentaire qui s'élève à 156 956.32 € au chapitre 002 du budget 2022 ;
3 - de reprendre le déficit d'investissement d'un montant de 329 374.88 € au chapitre 001 du budget 2022 ;
4 - de procéder aux ajustements budgétaires nécessaires en découlant au sein de la décision budgétaire modificative n° 1 du budget annexe Gestion des déchets.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – budget annexe Atelier Relais Atelier de Julien.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants applicables aux EPCI par le jeu des articles L5211-36 et R.5211-11 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le vote du budget primitif 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022 03 DEL 009 du 8 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009g-DE
Reçu le 22/06/2022

Considérant que les résultats de l'exercice 2021, sont conformes aux résultats du compte de gestion du comptable public ;

Considérant que le compte administratif de 2021 du budget annexe Atelier Relais Atelier de Julien fait apparaître les résultats suivants :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR L'ATELIER RELAIS ATELIER DE JULIEN				
Résultats reportés 2020		132 949,95 €		45,80 €
Opérations de l'exercice 2021	46 354,09 €	45 966,20 €	42 969,99 €	52 078,55 €
TOTAUX	**46 354,09 €**	**178 916,15 €**	**42 969,99 €**	**52 124,35 €**
Résultats de clôture		**132 562,06 €**		**9 154,36 €**
Restes à réaliser				
TOTAUX CUMULES	**0,00 €**	**132 562,06 €**		**9 154,36 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**0,00 €**	**132 562,06 €**		**9 154,36 €**

Il est proposé au conseil de la Communauté d'affecter le résultat de fonctionnement de la manière suivante :

EXCEDENT AU 31/12/2021	**9 154,36 €**
Affectation à la section d'investissement au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé)	- €
Affectation à la section de fonctionnement compte 002 (excédent reporté)	9 154,36 €

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents décide :
1 - de reprendre l'excédent de fonctionnement qui s'élève à 9 154.36 € au chapitre 002 du budget 2022,
2 - de reprendre l'excédent d'investissement d'un montant de 132 562.06 € au chapitre 001 du budget 2022.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2022 03 DEL 009h

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – budget annexe Parc d'Activités Millau Lévézou (Viaduc).

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants applicables aux EPCI par le jeu des articles L5211-36 et R.5211-11 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le vote du budget primitif 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022 03 DEL 009 du 8 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009h-DE
Reçu le 22/06/2022

Considérant que les résultats de l'exercice 2021, sont conformes aux résultats du compte de gestion du comptable public,

Considérant que le compte administratif de 2021 du budget annexe Parc d'Activités Millau Lévézou (Viaduc) fait apparaître les résultats suivants :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LE PARC D'ACTIVITES DE MILLAU LEVEZOU				
Résultats reportés 2020	534 978,35 €			
Opérations de l'exercice 2021	543 648,35 €	363 576,76 €	315 669,17 €	315 669,17 €
TOTAUX	**1 078 626,70 €**	**363 576,76 €**	**315 669,17 €**	**315 669,17 €**
Résultats de clôture	**715 049,94 €**			**0,00 €**
Restes à réaliser	455 883,19 €	468 000,00 €		
TOTAUX CUMULES	**1 170 933,13 €**	**468 000,00 €**		**0,00 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**702 933,13 €**			**0,00 €**

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents décide :
1 - de reprendre le déficit d'investissement d'un montant de 715 049.94 € au chapitre 001 du budget 2022.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – budget annexe Parc d'Activités Millau Ouest.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants applicables aux EPCI par le jeu des articles L5211-36 et R.5211-11 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le vote du budget primitif 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022 03 DEL 009 du 8 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009i-DE
Reçu le 22/06/2022

Considérant que les résultats de l'exercice 2021, sont conformes aux résultats du compte de gestion du comptable public,

Considérant que le compte administratif de 2021 du budget annexe Parc d'Activités Millau Ouest fait apparaître les résultats suivants :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LE PARC D'ACTIVITES DE MILLAU OUEST				
Résultats reportés 2020	215 435,02 €			43 236,94 €
Opérations de l'exercice 2021	115 498,27 €	159 000,00 €	237 153,88 €	193 916,94 €
TOTAUX	**330 933,29 €**	**159 000,00 €**	**237 153,88 €**	**237 153,88 €**
Résultats de clôture	**171 933,29 €**			**0,00 €**
Restes à réaliser				
TOTAUX CUMULES	**171 933,29 €**	**0,00 €**		**0,00 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**171 933,29 €**	**0,00 €**		**0,00 €**

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents décide :
1 - de reprendre le déficit d'investissement d'un montant de 171 933.29 € au chapitre 001 du budget 2022.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2022 03 DEL 009jbis

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – budget annexe Pépinière et Village d'Entreprises.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants applicables aux EPCI par le jeu des articles L5211-36 et R.5211-11 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le vote du budget primitif 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022 03 DEL 009 du 8 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009jbi-DE
Reçu le 01/07/2022

Considérant que les résultats de l'exercice 2021, sont conformes aux résultats du compte de gestion du comptable public,

Considérant que le compte administratif de 2021 du budget annexe Pépinière et Village d'Entreprises fait apparaître les résultats suivants :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LA PEPINIERE D'ENTREPRISES				
Résultats reportés 2020		282 948,71 €		15,53 €
Opérations de l'exercice 2021	150 844,73 €	160 235,96 €	460 468,84 €	460 307,23 €
TOTAUX	**150 844,73 €**	**443 184,67 €**	**460 468,84 €**	**460 322,76 €**
Résultats de clôture		**292 339,94 €**	**146,08 €**	
Restes à réaliser	41 188,90 €			
TOTAUX CUMULES	**41 188,90 €**	**292 339,94 €**	**146,08 €**	**0,00 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**251 151,04 €**	**146,08 €**	

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents décide :

1 - de reprendre le déficit de fonctionnement qui s'élève à 146.08 € au chapitre 002 du budget 2022,

2 - de reprendre l'excédent d'investissement d'un montant de 292 339.94 € au chapitre 001 du budget 2022,

3 - de procéder aux ajustements budgétaires nécessaires en découlant au sein de la décision budgétaire modificative n°1 du budget annexe Pépinière et Village d'entreprises.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Acte dématérialisé

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – budget annexe Atelier Relais Routage Service.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants applicables aux EPCI par le jeu des articles L5211-36 et R.5211-11 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le vote du budget primitif 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022 03 DEL 009 du 8 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009kbi-DE
Reçu le 01/07/2022

Considérant que les résultats de l'exercice 2021, sont conformes aux résultats du compte de gestion du comptable public,

Considérant que le compte administratif de 2021 du budget annexe Atelier Relais Routage Service fait apparaître les résultats suivants :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR L'ATELIER RELAIS ROUTAGE SERVICE				
Résultats reportés 2020	53 736,68 €			9 922,15 €
Opérations de l'exercice 2021	1 267 276,55 €	1 285 471,19 €	1 248 175,43 €	1 298 555,03 €
TOTAUX	**1 321 013,23 €**	**1 285 471,19 €**	**1 248 175,43 €**	**1 308 477,18 €**
Résultats de clôture	**35 542,04 €**			**60 301,75 €**
Restes à réaliser				
TOTAUX CUMULES	**35 542,04 €**	**0,00 €**	**- €**	**60 301,75 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**35 542,04 €**			**60 301,75 €**

Il est proposé au conseil de la Communauté d'affecter le résultat de fonctionnement de la manière suivante :

EXCEDENT AU 31/12/2021	**60 301,75 €**
Affectation à la section d'investissement au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé)	35 542,04 €
Affectation à la section de fonctionnement compte 002 (excédent reporté)	24 759,71 €

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents décide :

1 - d'affecter au compte de réserve 1068 le besoin de financement de la section d'investissement d'un montant de 35 542.04 € ;
2 - de reprendre le montant du solde de fonctionnement excédentaire qui s'élève à 24 759.71 € au chapitre 002 du budget 2022 ;
3 - de reprendre le déficit d'investissement d'un montant de 35 542.04 € au chapitre 001 du budget 2022 ;
4 - de procéder aux ajustements budgétaires nécessaires en découlant au sein de la décision budgétaire modificative n°1 du budget annexe Atelier Relais Routage Service.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – budget annexe Transports.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants applicables aux EPCI par le jeu des articles L5211-36 et R.5211-11 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021 02 DEL 001 du 16 février 2021 approuvant le vote du budget primitif 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022 03 DEL 009 du 8 juin 2022 approuvant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal et des 10 budgets annexes ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL009l-DE
Reçu le 22/06/2022

Considérant que les résultats de l'exercice 2021, sont conformes aux résultats du compte de gestion du comptable public,

Considérant que le compte administratif de 2021 du budget annexe Transports fait apparaître les résultats suivants :

LIBELLES	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
COMPTE ANNEXE POUR LES TRANSPORTS				
Résultats reportés 2020		20 998,65 €		1 540,17 €
Opérations de l'exercice 2021	45 194,40 €	83 604,45 €	1 487 060,52 €	1 489 070,10 €
TOTAUX	**45 194,40 €**	**104 603,10 €**	**1 487 060,52 €**	**1 490 610,27 €**
Résultats de clôture		**59 408,70 €**		**3 549,75 €**
Restes à réaliser	170 118,00 €	120 704,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAUX CUMULES	**170 118,00 €**	**180 112,70 €**	**0,00 €**	**3 549,75 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**9 994,70 €**		**3 549,75 €**

Il est proposé au conseil de la Communauté d'affecter le résultat de fonctionnement de la manière suivante :

EXCEDENT AU 31/12/2021	**3 549,75 €**
Affectation à la section d'investissement au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé)	0,00 €
Affectation à la section de fonctionnement compte 002 (excédent reporté)	3 549,75 €

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents décide :

1 - de reprendre l'excédent de fonctionnement qui s'élève à 3 549.75 € au chapitre 002 du budget 2022,
2 - de reprendre l'excédent d'investissement d'un montant de 59 408.70 € au chapitre 001 du budget 2022,
3 - de procéder aux ajustements budgétaires nécessaires en découlant au sein de la décision budgétaire modificative n°1 du budget annexe Transports.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2022 03 DEL 010

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Décision modificative n° 01/2022.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier son article L.1612-11 ;

Vu le même code, en particulier son L. 2313-1 applicable aux établissements publics de coopération intercommunale par renvoi des articles L.5211-36 et R. 5211-13 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL010-DE
Reçu le 20/06/2022

Vu la délibération n°2022 01 DEL 002 du 10 février 2022 approuvant le budget primitif de la Communauté de communes Millau Grands Causses ;

Considérant que la présente décision modificative mouvemente les sections d'investissement et de fonctionnement en dépenses et en recettes ;

Considérant que la décision modificative n° 1 de 2022 a pour principal objet de procéder à des ajustements suite à la régularisation des résultats 2021 et de la fiscalité, à l'indexation des prix liée au contexte de crise (notamment les énergies, le carburant et les fournitures), à la revalorisation du point d'indice des rémunérations, suite aux annonces gouvernementales ;

BUDGET GENERAL

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
020 C/60622 AG	Carburants	1 500,00 €	
90 C/60622 ADE	Carburants	500,00 €	
94 C/60623 ADE	Alimentation	140,00 €	
020 C/60623 AG	Alimentation	160,00 €	
90 C/61551 ADE	Entretien véhicules	500,00 €	
413 C/61551 C. AQUA	Entretien véhicules	800,00 €	
413 C/60631 C. AQUA	Fournitures d'entretien	840,00 €	
95 C/617 CST	Etudes et recherches	-10 000,00 €	Diagnostic filière sport de nature, porté par l'OT
020 C/60612 AG	Electricité	15 000,00 €	
020 C/60612 GDV	Electricité	5 000,00 €	
90 C/60612 ADE	Electricité	5 000,00 €	
23 C/60612 ENS SUP	Electricité	40 000,00 €	
413 C/60612 C. AQUA	Electricité	80 000,00 €	Centre aquatique
414 C/60611 C. AQUA	Eau et assainissement	30 000,00 €	
020 C/6232 AG	Fêtes et cérémonies	-1 500,00 €	Vœux de la Communauté annulés
012	Frais de personnel	20 000,00 €	Augmentation de la valeur du point des rémunérations compensée en partie par un décalage de certains recrutements.
020 C/6521 AG	Financement budgets annexes	148 579,94 €	Gestion des déchets
020 C/6521 AG	Financement budgets annexes	32 450,25 €	Transports scolaires
95 C/65737 CST	Subvention OT	-25 000,00 €	Financement aire de Brocuéjouls
23 C/6574 ENS SUP	Subventions, participations	-20 000,00 €	Provision frais d'études
020 C/6718 AG	Autres charges exceptionnelles	133 034,00 €	Redressement TVA atelier relais Causse Gantier
020 C/6712 AG	Amendes fiscales et pénales	2 421,00 €	
95 C/678 CST	Autres charges exceptionnelles	5 000,00 €	Indemnité éclairage de la Pouncho d'Agast
022	Dépenses imprévues	-382 000,00 €	
023	Virement à la section de fonctionnement	-309 693,42 €	
		-227 268,23 €	

RECETTES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
002	Résultat reporté	-132 866,23 €	Résultant intégrant la régularisation du SIAH Cernon Soulzon
01 C/7382 AG	Fraction de TVA	-86 818,00 €	
01 C/73112 AG	CVAE	14 748,00 €	
01 C/73111 AG	Impôts directs locaux	-104 096,00 €	
01 C/73113 AG	TASCOM	-31 903,00 €	
01 C/73114 AG	IFER	887,00 €	
01 C/74833 AG	Allocations compensatrices	48 659,00 €	
020 C/6419 AG	Remboursement sur rémunérations	15 000,00 €	
020 C/74124 AG	DGF	-21 179,00 €	
020 C/74741 ADS	Participations des communes	40 000,00 €	
23 C/7478 ENS SUP	Participations autres organismes	30 000,00 €	Refacturation augmentation du prix des énergie IFSI
90 C/7551 ADE	Reversement budget annexe Routage Service	300,00 €	
	TOTAL	**-227 268,23 €**	

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
90 C/2111 Opération 107	Acquisitions foncières d'opportunité	-15 000,00 €	
020 C/2135 Opération 190	Locaux Communauté	-11 389,00 €	
812 C/2151 Opération 207	Gros entretien sites touristiques	-5 000,00 €	
833 C/2128 Opération 209	Sentiers de randonnées d'intérêt communautaire	-20 000,00 €	
414 C2128 Opération 227	Requalification sites de pleine nature	-5 000,00 €	
020 C/2188 Opération 288	Acquisition logiciel gestion des ADS	-10 000,00 €	
95 C/2031 Opération 314	Etude stratégie tourisme	-7 000,00 €	
020 C/20422 Opération 326	OPAH RU	-80 000,00 €	
90 C/20422 Opération 328	Aides à l'immobilier d'entreprises	-100 000,00 €	
414 C/2181 Opération 336	Itinérance Gorges et Vallée du Tarn	-13 000,00 €	
020 C/2151 Opération 343	Piste cyclable pont de Cureplat	150 000,00 €	
822 C/4581358 Opération 358	Abords complexe sportif	250 000,00 €	2ème tranche
411 C/4581359 Opération 359	Réhabilitation gymnase Paul Tort	-600 000,00 €	
833 C/4581242 Opération 242	Mise en sécurité incendie secteur du Causse Noir	59 994,48 €	Régularisation opération sous-mandat

Acte dématérialisé

833 C/1321	Mise en sécurité incendie secteur du Causse Noir	52 760,06 €	Annulation titres passés à tort sur l'opération 242 et à basculer au C/4582242
833 C/4582242 Opération 242	Mise en sécurité incendie secteur du Causse Noir	20 395,56 €	Pour annuler titre Communauté
020 ONA	Dépenses imprévues	-147 174,86 €	
	TOTAL	**-480 413,76 €**	

RECETTES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
822 C/4582358	Abords complexe sportif	250 000,00 €	
411 C/4582359	Réhabilitation Gymnase Paul Tort	-600 000,00 €	
833 C/2117	Mise en sécurité incendie secteur du Causse Noir	59 994,48 €	Annulation mandats passés à tort sur opération 242
833 C/4582242 Opération 242	Mise en sécurité incendie secteur du Causse Noir	80 390,04 €	
020 C/2041413 ONA	Financement opérations sous mandat	20 395,56 €	Annulation mandat Communauté régularisation secteur du Causse Noir
414 C/1322 Opération 305	Subvention Région parcours pêche	4 216,52 €	Solde FEDER
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	134 260,23 €	
021	Virement de la section de fonctionnement	-309 693,42 €	
001	Résultat reporté	-134 260,23 €	
C/261	Titres et participations	14 283,06 €	Liquidation SEM Abattage et découpe
		-480 413,76 €	

BUDGET ANNEXE « GESTION DES DECHETS »

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
812 C/60612 DECHETTERIE	ENERGIE - ELECTRICITE	4 000,00 €	
812 C/60612 TRAITCOLL	ENERGIE - ELECTRICITE	6 000,00 €	
812 C/60631 DECHETTERIE	FOURNITURES D'ENTRETIEN	1 500,00 €	
812 C/60631 TRAITCOLL	FOURNITURES D'ENTRETIEN	2 500,00 €	
812 C/60636 DECHETTERIE	VETEMENTS DE TRAVAIL	1 000,00 €	
812 C/60636 TRAITCOLL	VETEMENTS DE TRAVAIL	1 000,00 €	
812 C/6068 TRAITCOLL	AUTRES FOURNITURES	2 000,00 €	
812 C/60622 TRAITCOLL	CARBURANTS	68 000,00 €	
812 C/611 DECHETTERIE	PRESTATIONS DE SERVICE	8 000,00 €	Répercussion prix des carburants
812 C/611 TRAITCOLL	PRESTATIONS DE SERVICE (SYDOM)	35 000,00 €	Répercussion prix des carburants
812 C/61551 TRAITCOLL	ENTRETIEN MATERIEL ROULANT	21 000,00 €	
012	FRAIS DE PERSONNEL	41 000,00 €	Majoration point d'indice des rémunérations
	TOTAL	**191 000,00 €**	

RECETTES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
002	RESULTAT REPORTE	-3 438,94 €	
812 C/7552	FINANCEMENT BUDGET GENERAL	148 579,94 €	
812 C/7013	VENTE DE PRODUITS	5 000,00 €	VERRE
812 C/7588	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	15 000,00 €	Régularisation baisse du taux de TVA (marché NICOLLIN)
01 C/7331	TEOM	25 859,00 €	
	TOTAL	**191 000,00 €**	

BUDGET ANNEXE «PEPINIERE ET VILLAGE D'ENTREPRISES»

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
002	RESULTAT REPORTE	146,08 €	
90 C/60612	ENERGIE - ELECTRICITE	22 000,00 €	
90 C/6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATION	-1 300,00 €	
90 C/6512	DROITS D'UTILISATION	1 300,00 €	
	TOTAL	**22 146,08 €**	

RECETTES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
90 C/7588	AUTRES PRODUITS DIVERS	22 146,08 €	Répercussion évolution des charges locataires
	TOTAL	**22 146,08 €**	

BUDGET ANNEXE «TRANSPORTS»

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
C/611	PRESTATION SERVICE	36 000,00 €	Transports scolaires, répercussion prix des carburants
	TOTAL	**36 000,00 €**	

RECETTES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
002	RESULTAT REPORTE	3 549,75 €	
C/774	FINANCEMENT BUDGET GENERAL	32 450,25 €	
	TOTAL	**36 000,00 €**	

BUDGET ANNEXE «ROUTAGE»

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
6522	REVERSEMENT EXCEDENT AU BUDGET GENERAL	300,00 €	
	TOTAL	**300,00 €**	

RECETTES			
Nature	**Libellé**	**MONTANT**	**OBSERVATIONS**
002	RESULTAT REPORTE	300,00 €	
	TOTAL	**300,00 €**	

POUR RAPPEL - BUDGET GENERAL CUMULE PAR CHAPITRES

Section de fonctionnement

N°	LIBELLE	POUR MEMOIRE BP + DM	DM 1	
			PROPOSITIONS NOUVELLES DE LA PRESIDENTE	VOTE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
	DEPENSES	**15 754 788,13 €**	**-227 268,23 €**	**-227 268,23 €**
O11	Charges à caractère général	1 713 220,00 €	167 940,00 €	167 940,00 €
O12	Charges de personnel	3 348 114,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
O14	Atténuation de produits	3 457 904,00 €		
O22	Dépenses imprévues	382 000,00 €	-382 000,00 €	-382 000,00 €
O23	Virement à la section d'investissement	1 141 332,65 €	-309 693,42 €	-309 693,42 €
O42	Op. d'ordre de transferts entre sections	1 248 658,48 €		
65	Autres charges de gestion courante	4 205 766,00 €	136 030,19 €	136 030,19 €
66	Charges financières	245 793,00 €		
67	Charges exceptionnelles	12 000,00 €	140 455,00 €	140 455,00 €
	RECETTES	**15 754 788,13 €**	**-227 268,23 €**	**-227 268,23 €**
O13	Atténuations de charges	31 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
O42	Op. d'ordre de transferts entre sections			
70	Ventes de produits	787 700,00 €		
73	Impôts et taxes	10 267 153,59 €	-207 182,00 €	-207 182,00 €
74	Dotations, subventions et participations	2 922 669,10 €	97 480,00 €	97 480,00 €
75	Autres produits de gestion courante	409 129,71 €	300,00 €	300,00 €
76	Produits financiers	6 600,00 €		
77	Produits exceptionnels	2 000,00 €		
002	**EXCEDENT REPORTE**	1 328 535,73 €	-132 866,23 €	-132 866,23 €

Acte dématérialisé

Section d'investissement

N°	LIBELLE	POUR MEMOIRE BP +REPORTS+DM	DM 1	
			PROPOSITIONS NOUVELLES DE LA PRESIDENTE	VOTE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
	DEPENSES	**29 339 434,92 €**	**-480 413,76 €**	**-480 413,76 €**
13	Subventions d'investissement		52 760,06 €	52 760,06 €
20	Immobilisations incorporelles			
204	Subventions d'équipement versées	853 000,00 €		
21	Immobilisation corporelles			
23	Immobilisations en cours			
27	Autres immobilisations financières			
	Opérations d'équipement	**21 250 224,30 €**	**-116 389.00 €**	**-116 389.00 €**
458	opérations sous mandats	6 519 035,76 €	-269 609,96 €	-269 609,96 €
45	**Op. pour Compte de Tiers**			
16	Emprunts et dettes assimilées	570 000,00 €		
020	Dépenses imprévues	147 174,86 €	-147 174,86 €	-147 174,86 €
	RECETTES	**29 339 434,92 €**	**-480 413,76 €**	**-480 413,76 €**
	Recettes d'Equipement Non Affectées			
13	Subventions d'investissement	6 160 913,40 €	4 216,52 €	4 216,52 €
16	Emprunts et dettes assimilées	6 023 266,00 €		
204	Subventions d'équipement versées		20 395,56 €	20 395,56 €
21	Immobilisations corporelles		59 994,48 €	59 994,48 €
23	Immobilisations en cours			
26	Participations et créances		14 283,06 €	14 283,06 €
	Recettes des Opérations d'Equipement			
45	**Op. pour Compte de Tiers**	**8 182 886,96 €**	**-269 609,96 €**	**-269 609,96 €**
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 222 732,95 €		
1068	Excédent de fonctionnement capitalisés	1 636 332,48 €	134 260,23 €	134 260,23 €
O21	Virement de la section de fonctionnement	1 141 332,65 €	-309 693,42 €	-309 693,42 €
O24	Produits des cessions	400 000,00 €		
O40	op. d'ordre de transferts entre sections	1 248 658,48 €		
27	Autres immobilisations financières	30 000,00 €		
OO1	**RESULTAT REPORTE**	1 293 312,00 €	-134 260,23 €	-134 260,23 €

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents, approuve la décision modificative n° 01/2022.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

2022 03 DEL 011

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Attribution des fonds de concours 2022 aux communes.
PJ. : Recensement des demandes.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier son article L. 5214-16 V relatif aux conditions de versement des fonds de concours entre un établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres ;

Vu le même code, en particulier ses articles L.5211-36 et L. 2311-7 relatifs aux modalités d'attribution des subventions ;

Vu la délibération n° 2022 01 DEL 002 du conseil de la Communauté du 10 février 2022 approuvant le budget primitif de la Communauté de communes Millau Grands Causses ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL011bis-DE
Reçu le 20/06/2022

Vu la délibération n°2021 04 DEL 011 du conseil de la Communauté du 29 avril 2021 portant sur la dernière version en vigueur du règlement d'intervention en matière de fonds de concours ;

Par délibérations du 27 février 2019 et du 29 avril 2021, le conseil de la Communauté a modifié son règlement d'attribution des fonds de concours aux projets publics portés par les communes, conformément aux orientations du pacte financier et fiscal, dans le cadre d'une approche territoriale.

Le montant des enveloppes des fonds de concours attribués hors opérations sous mandat se décompose comme suit :

- logements sociaux : **35 000 €,**
- autre enveloppe : **160 000 €**.

Le comité d'agrément composé notamment des membres de la commission des finances réunie le 21 avril 2022, a examiné les dossiers transmis par les communes, recensés dans le tableau joint en annexe.

Elle s'est prononcée favorablement pour attribuer les fonds de concours suivants au titre de l'exercice 2022, dans le cadre de l'enveloppe de 160 000 € (aucune demande n'est parvenue sur l'enveloppe concernant les logements sociaux) :

Communes	Projets	Fonds de concours
LE ROZIER	Rénovation 2eme bloc sanitaire du camping municipal	7 439 €
PEYRELEAU	Sécurisation-mise en place de rambardes et de gardes corps	3 694 €
	Sécurisation-réhabilitation du rocher de la plateforme de la Tour	5 000 €
RIVIERE SUR TARN	Chapelle Saint Christophe : Sécurisation des vestiges et accès visiteurs	2 757 €
AGUESSAC	Aménagement de l'espace public –place de l'Ormeau Aire de jeux des Liquières – Réaménagement de l'espace	35 663 €
LA CRESSE	Création d'un jardin partagé	1 593 €
CREISSELS	Réhabilitation du café restaurant Ganache	45 000 €
VEYREAU	Aménagements des abords de la Maison des Activités	11 840 €

L'enveloppe n'est pas totalement affectée. Aussi, les nouvelles demandes qui pourraient être déposées ultérieurement feront l'objet d'un nouvel examen par le comité d'agrément.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :
1 - approuve l'attribution des fonds de concours tels que présentés ci-dessus,
2 - autorise Madame la Présidente ou son représentant habilité à accomplir l'ensemble des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier, en ce compris signer les conventions portant attribution des fonds de concours susvisés.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

RECENSEMENT DES DEMANDES DE FONDS DE CONCOURS 2022

Enveloppe annuelle : 160 000 €

Communes	Projets	Axes stratégiques	Coût HT	Taux de subventions	Taux de desendettement	Calendrier réalisation	Montant Fonds de concours		
							Sollicité	théorique maximum	
LE ROZIER	Rénovation 2eme bloc sanitaire du camping municipal	conforter l'offre de service à la population	**96 682,09 €**	70%	inférieur à 7 ans	2022	9 668,21 €	**7 439,00 €**	-5% +50 subv -10% endt inf à 7 ans
RIVIERE SUR TARN	Chapelle Saint Christophe - tranche 2022 :Sécurisation des vestiges et acces visiteurs	embellissement valorisation des espaces publics et du patrimoine	**30 708,00 €**	65%	inférieur à 7 ans	2022	4 606,20 €	**2 757,00 €**	-5% +50 subv -10% endt inf à 7 ans
PEYRELEAU	Sécurisation-mise en place de rembrades et de gardes corps	embellissement valorisation des espaces publics et du patrimoine	**32 725,00 €**	56%	inférieur à 7 ans	2022	5 000,00 €	**3 694,00 €**	-5% +50 subv -10% endt inf à 7 ans
	Sécurisation-réhabilitation du rocher de la plate forme de la Tour et mise en place de rembrades et de gardes corps	embellissement valorisation des espaces publics et du patrimoine	**150 000,00 €**	77%		2022	5 000,00 €	**5 000,00 €**	-5% +50 subv -10% endt inf à 7 ans
AGUESSAC	Aménagement de l'espace public -place de l'Ormeau Aire de jeux des Liquieres - Réamenagement de l'espace	embellissement valorisation des espaces publics et du patrimoine	**308 968,50 €**	55%	inférieur à 7 ans	2022	45 000,00 €	**35 663,00 €**	-5% +50 subv -10% endt inf à 7 ans
LA CRESSE	Création d'un jardin partagé	conforter l'offre de service à la population	**5 310,00 €**	0%		2022	1 593,00 €	**1 593,00 €**	-10% endt inf à 7 ans
CREISSELS	Réhabilitation du café restaurant Ganache	conforter l'offre de service à la population	**259 830,25 €**	30%	inférieur à 7 ans	2022	45 000,00 €	**45 000,00 €**	-10% endt inf à 7 ans limité à 45000€
VEYREAU	Amenagement des abors de la Maison de Valérie	embellissement valorisation des espaces publics et du patrimoine	**115 400,00 €**	60%	inférieur à 7 ans	2022	20 000,00 €	**11 840,00 €**	-5% +50 subv -10% endt inf à 7 ans

2022 03 DEL 012

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Animation à caractère social au centre aquatique.
PJ : Projet de convention.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de la gestion du complexe sportif ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté n°2021 04 DEL 008 du 29 avril 2021 approuvant les tarifs du centre aquatique ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL012-DE
Reçu le 22/06/2022

Depuis mars 2020, les différents protocoles sanitaires imposés par la crise sanitaire de la Covid 19, interdisant l'accès à la piscine pour les groupes scolaires, ont fait émerger de grandes disparités entre les élèves :

- ceux pour lesquels la pratique de la natation se fait aussi au sein de la famille,
- et ceux qui ont seulement l'occasion de pratiquer en milieu scolaire.

Les résultats 2021 du **« savoir nager en sécurité »** (test passé au cours du CM2) sont pratiquement dans toutes les écoles de la Communauté de communes, 20 à 30% moins bons que l'année 2018.
Cet écart est encore plus important dans les écoles des quartiers les plus populaires des communes.

Le retard de planning des travaux de réhabilitation du complexe sportif oblige, pour l'été 2022, à accueillir le public **uniquement dans les bassins couverts tout au long de la saison estivale**. La possibilité de fréquentation est donc très limitée.

C'est pourquoi l'équipe des Maitres-nageurs du centre aquatique, consciente qu'il est nécessaire d'agir pour réduire ces inégalités et rendre l'espace aquatique plus attractif malgré le contexte, propose de cibler les publics le plus éloignés de la pratique aquatique pour participer à des séances de natation dans un cadre sécurisé et convivial. Elles se dérouleront le mardi et le jeudi de 15h30 à 16h45 du 29 juin au 31 août 2022.

Ces publics seront les adhérents, employés et bénéficiaires d'une structure/association à caractère social du territoire, à savoir : Centres sociaux Millau Grands Causses, association Myriade, Tremplin pour l'emploi, Accueil Millau Ségur, les jardins du Chayran. La Communauté de Communes s'autorise le droit de signer avec d'autres partenaires en fonction de la capacité d'accueil dans le créneau dédié.

Le tarif d'entrée pour le public bénéficiaire et capté par les associations sera de 2.30 € par séance ou de 17,40 € pour toute la durée du dispositif. Ce tarif correspond au tarif préférentiel « enfant » de la grille tarifaire approuvée par délibération du conseil de la Communauté le 29 avril 2021.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :
1 - se prononce favorablement sur la mise en place de ce dispositif à caractère social au centre aquatique pour la période comprise entre le 29 juin 2022 et le 31 août 2022 ;
2 - approuve en conséquence les termes de la convention type de partenariat annexée à conclure entre la Communauté de communes et lesdites structures/associations qui précisera les objectifs de partenariat selon des critères définis en amont et en concertation ;
3 - autorise Madame la Présidente ou son représentant à signer les conventions, et éventuels avenants, avec chacun des partenaires identifiés ;

4 – dit que le tarif applicable au public bénéficiaire de ce dispositif est le tarif préférentiel « enfant » de la grille tarifaire approuvée par délibération du conseil de la Communauté le 29 avril 2021 ;
5 - autorise Madame la Présidente ou son représentant habilité à accomplir toutes les démarches afférentes à ce dossier.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT ÉTÉ 2022
N°2022 CONV XXX

ENTRE :

La Communauté de Communes de Millau Grands Causses, domiciliée 1 place du Beffroi – 12100 Millau, représentée par sa présidente Madame Emmanuelle GAZEL agissant en vertu de la délibération n° 2022 DEL XXX,

Ci-après dénommée « Communauté de communes »

d'une part,

Et

_____, domicilié_____– 12100 Millau, représenté par son Président(e), MR

Ci-après dénommée «Le Partenaire»

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les statuts de la Communauté de communes de Millau Grands Causses approuvés par arrêté préfectoral du 05 août 2020 précisant les compétences de la Communauté de communes notamment en matière de gestion du centre aquatique,

Vu la délibération du Conseil communautaire, en date du 08 juin 2022, autorisant la signature de la convention « Partenariat ETE 2022 »,

Vu le retard des travaux de rénovation du complexe sportif, obligeant l'accueil du public dans les bassins intérieurs durant toute la période estivale,

Vu la baisse de fréquentation due à ce contexte,

Vu le règlement intérieur du centre aquatique qui stipule la possibilité d'accueillir des associations,

Vu le constat fait dans les écoles primaires de la baisse significative des résultats du savoir nager depuis la pandémie de la COVID 19,

Considérant que dans le cadre du « développement du savoir nager » initié dans les établissements scolaires du territoire il a été constaté des écarts importants entre les élèves qui pratiquent la natation au sein de la famille et ceux qui ont seulement l'occasion de pratiquer en milieu scolaire.

Considérant que la Communauté de communes de Millau Grands Causses compétente pour la gestion du centre aquatique, peut proposer à ces familles éloignées de la pratique de la natation une animation qui leur serait réservée.

Considérant que des contacts ont été établis pour solliciter les associations à caractère social dans le but d'inciter ce public à venir faire l'expérience de la pratique de la natation.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Communauté de communes et le partenaire définissent conjointement leurs engagements réciproques pour le déploiement d'activités nautiques au centre aquatique.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. Engagements de la Communauté de communes

La Communauté de communes s'engage à :

- Accueillir les familles, enfants, adultes en lien avec le partenaire au centre aquatique en toute sécurité,
- Animer et organiser des séances de natation avec des personnes attestant du diplôme de Maitre-nageur ou en cours de formation,
- Assurer les inscriptions et la réception des recettes imputées à cette action,
- Faire un suivi pédagogique pour les enfants,
- Faire un bilan quantitatif et qualitatif du dispositif,
- Assurer la bonne relation entre les différents partenaires.

2.2. Engagements du partenaire

Le partenaire s'engage à :

- Désigner une ou plusieurs personnes de leur structure, interlocuteurs de la Communauté de communes, pour ce dispositif afin d'assurer un suivi de l'action,
- S'assurer de l'éligibilité des personnes accueillies au centre aquatique au vu des critères définis,
- Communiquer auprès des personnes susceptibles de bénéficier de ce dispositif afin de sensibiliser à la nécessité d'apprendre à nager à tout âge pour augmenter son niveau de sécurité,
- Proposer aux personnes intéressées de venir participer à une séance de découverte le 29 juin de 14h00 à 15h30,
- Etablir un bilan quantitatif et qualitatif du dispositif à l'aide de tableau de suivi et d'un questionnaire de satisfaction.

ARTICLE 3 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Les créneaux d'accueil seront tous les mardi et jeudi de 15h30 à 16h45. Le mercredi 29 juin sera une séance de découverte.
La capacité d'accueil par créneau est limitée au taux d'encadrement légal afin d'assurer la sécurité des nageurs.
Le paiement est à la charge de chaque bénéficiaire au tarif de 2,30€ par séance ou 17,40€ pour toute la durée du dispositif.

ARTICLE 4 : MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION

Les partenaires de la présente convention conviennent d'organiser une « réunion bilan » qui sera fixée en concertation.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 29 juin 2022 et prendra fin au 31 Aout 2022, sauf résiliation anticipée telle que prévu à l'article 6 des présentes.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.
Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Compte tenu de son caractère spécifique, il pourra être mis fin à cette convention à tout moment, par l'une ou l'autre des parties et par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de quinze jours.
De plus, en cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Au cours de cette période de quinze jours, les deux parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles. Le délai court à compter de la notification de la mise en demeure expédiée en recommandé avec avis de réception postal. Celle-ci doit être dûment motivée.

ARTICLE 8 : LITIGES - RECOURS

Conformément à l'article R 421-5 du code de justice administrative, la présente convention pourra être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

En cas de litige susceptible de naître à l'occasion de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher prioritairement un règlement amiable, à défaut, il sera porté devant le Tribunal Administratif du lieu de l'exécution de l'opération à savoir le Tribunal Administratif de Toulouse.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Millau en deux exemplaires
Le ……..

La Présidente de
la Communauté de Communes
de Millau Grands Causses

Le Président de
l'association ……..

2022 03 DEL 013

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Modification de la composition des commissions intercommunales par suite de démissions.
PJ : Tableau.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Emmanuelle GAZEL.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L. 2121-22, applicable aux EPCI par renvoi de l'article L 5211-1, et L5211-40-1 ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu la délibération n°2020 10 DEL 008 du conseil de la Communauté du 18 novembre 2020, relative à la création des commissions intercommunales,

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL013-DE
Reçu le 07/07/2022

Vu la délibération n° 2020 11 DEL 010 du conseil de la Communauté du 16 décembre 2020, relative à l'élection des membres des commissions susvisées,

Vu les délibérations n° 2021 06 DEL 015 et n° 2022 02 DEL 015 du conseil de la Communauté des 28 septembre 2021 et 13 avril 2022, relatives à la modification des membres des commissions susvisées,

---

Madame Marie-Ange PRINTEMPS a démissionné du conseil municipal de Saint-André de Vézines, Messieurs DAURES et JALLAGEAS, Mesdames OKOME OSSOUKA LATORRE et MANANET ont quant à eux démissionné du conseil Municipal de la Ville de Millau.

Il convient dès lors de procéder aux remplacements nécessaires au sein des Commissions suivant les nouvelles désignations proposées par les communes.

Le conseil municipal de Saint-André de Vézines a procédé, lors de sa séance du 7 avril 2022, à l'installation de Francis GELY pour remplacer sa conseillère démissionnaire.

La Ville de Millau a procédé aux désignations suivantes, en remplacement des conseillers démissionnaires :

- Finances, Administration Générale : Valentin ARTAL,
- Aménagement, Habitat, Gens du Voyage : Sophie TARROUX, Martine BACHELET, Bouchra EL MEROUANI,
- Mobilités, Voirie : Corine MORA, Frédéric LAUR, Nadine TUFFERY,
- Ecologie, Gestion des déchets, Gestion de l'eau : Marie-Eve PANIS.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - prend acte de la désignation de **Francis GELY**, nouveau représentant de la commune de Saint-André de Vézines, au sein de la commission intercommunale Aménagement, Habitat, Gens du Voyage ;

2 - prend acte des désignations des nouveaux représentants de la Commune de Millau au sein des commissions intercommunales :

- Finances, Administration Générale : **Valentin ARTAL**,
- Aménagement, Habitat, Gens du Voyage : **Sophie TARROUX, Martine BACHELET, Bouchra EL MEROUANI,**
- Mobilités, Voirie : **Corine MORA, Frédéric LAUR, Nadine TUFFERY**,
- Ecologie, Gestion des déchets, Gestion de l'eau : **Marie-Eve PANIS**,

3 - adopte en conséquence la nouvelle composition des commissions intercommunales ;

4 - autorise la Présidente ou son représentant délégué à accomplir les formalités utiles à la bonne exécution de ce dossier.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Acte dématérialisé

COMPOSITION DES COMMISSIONS						
	Finances Administration Générale	**Aménagement Habitat Gens du voyage**	**Developpement économique Enseignement supérieur**	**Tourisme Sports de pleine nature et équipements**	**Mobilités Voirie**	**Ecologie Gestion des Déchets Gestion de l'Eau**
	Martine BACHELET	**Didier CADAUX Didier CARRIERE**	**Thierry PEREZ Séverine PEYRETOUT**	**Arnaud CURVELIER Christian FORIR**	**Yannick DOULS**	**Catherine JOUVE Jacques COMMAYRAS Gilbert FAUCHER**
Aguessac	Christian AGRINIER (T) Anne PAILHAS (S)	Annie BENEZECH (T) Anthony PACAUD (S)	Dominique MAURY (T) Christophe SALESSE (S)	Christophe SALESSE (T) Angélique ARJALLIEZ (S)	Frédéric AEBERHARD (T) Jacques MICHALET (S)	René CAREL (T) Claude TREMOLET (S)
Compeyre	Patricia PITOT (T) Thierry RAMONDENC (S)	Evelyne SAUSSOL (T) Pierre INGUIMBERTY (S)	Alain MONTROZIER (T) Anne DHERBECOURT (S)	Alain MONTROZIER (T) Véronique LOMBARD (S)	laurent LOUIS (T) Loic ALMERAS (S)	Loic ALMERAS (T) Jean BLANCHOT (S)
Comprégnac	Véronique MORENO (T) Duncan LAFON (S)	Muriel PEREZ-VERNHETTES (T) Mélanie ALVES (S)	Mathieu LAMBRECHT (T) Mélanie ALVES (S)	Bruno JALBERT (T) Duncan LAFON (S)	Anne GIRARD (T) Véronique MORENO (S)	Mathieu LAMBRECHT (T) Patrick LEPETIT (S)
Creissels	Jean-Louis CALVET (T) Julie PINTRE GALIERE (S)	François DIAZ (T) Véronique GANDOLFI (S)	Hélène RIVIERE (T) Kathia FAGES (S)	Vanessa TERRAL BOUDES (T) Franck LEMOUTON (S)	Vincent HERAN (T) Eric BOSSET (S)	Christophe COSTES (T) Catherine MONTROZIER (S)
La Cresse	Danièle VERGONNIER (T) Alexandre PIROTH (S)	Laurence VALETTE (T) Nadia LAFON (S)	Alexandre PIROTH (T) Etienne BOISSET (S)	Nadia LAFON (T) Blandine FAUST (S)	Christophe FROMENT (T) Alexandre BOUVIALA (S)	Etienne BOISSET (T) Philippe FRAYSSINHES (S)
La Roque Ste Marguerite	Florence DELORT (T) Titouan LEJEUNE (S)	Céline JOACHIM (T) Florence DELORT (S)	Marie-Françoise BLANC (T) Isabelle ROBERT (S)	Isabelle ROBERT (T) Marie-Françoise BLANC (S)	Philippe BANES (T) Titouan LEJEUNE (S)	Jean-Claude FOULQUIE (T) Titouan LEJEUNE (S)
Le Rozier	Sandrine SABATHIER (T) Arnaud CURVELIER (S)	Vincent BENARD (T) Christine MALZAC (S)	Pierrette ESPINASSE (T) Marc PASQUIER (S)	Angélique VAN DE PUT (T) Aude PINTOR (S)	Laurent BONICEL (T) Pierrette ESPINASSE (S)	Sylvie DUMAS (T) Arnaud CURVELIER (S)
Millau	Michel DURAND (T) Martine BACHELET (T) Patrick PES (T) Philippe RAMONDENC (T) Christelle SUDRES BALTRONS (T) Marie-Eve PANIS (S) Thierry PEREZ (S) Valentin ARTAL (S) Aurélie ESON (S) Daniel DIAZ (S)	Patrick PES (T) Corine MORA (T) Thierry PEREZ (T) Karine HAUMAITRE (T) Christophe SAINT-PIERRE (T) Sophie TARROUX (S) Bernard GREGOIRE (S) Martine BACHELET (S) Bouchra EL MEROUANI (S) Claude ASSIER (S)	Thierry PEREZ (T) Charlie MEDEIROS (T) Séverine PEYRETOUT (T) Karine HAUMAITRE (T) Daniel DIAZ (T) Aurélie ESON (S) Valentin ARTAL (S) Bouchra EL MEROUANI (S) Nicolas WOHREL (S) Christelle SUDRES BALTRONS (S)	Bouchra EL MEROUANI (T) Jean-Pierre MAS (T) Michel DURAND (T) Philippe RAMONDENC (T) Karine ORCEL (T) Marie-Eve PANIS (S) Nadine TUFFERY (S) Thierry PEREZ (S) Corinne COMPAN (S) Claude ASSIER (S)	Yannick DOULS (T) Bernard GREGOIRE (T) Corine MORA (T) Karine HAUMAITRE (T) Claude ASSIER (T) Frédéric LAUR (S) Jean-Pierre MAS (S) Nadine TUFFERY (S) Jean-Claude BENOIT (S) Karine ORCEL (S)	Catherine JOUVE (T) Patrick PES (T) Marie-Eve PANIS (T) Karine HAUMAITRE (T) Christophe SAINT-PIERRE (T) Bernard GREGOIRE (S) Corine MORA (S) Aurélie ESON (S) Sylvie MARTIN-DUMAZER (S) Karine ORCEL (S)
Mostuéjouls	Jean-François DUMAS (T) Christine BEDEL (S)	Pascale RIVIERE (T) Bernard GRAILLE (S)	Eric TRANNOIS (T) Jean-François DUMAS (S)	Véronique CHILLON (T) Marine PIERRE (S)	Bernard GRAILLE (T) Christophe BALAMYER (S)	Christian CHARRE (T) Christine BEDEL (S)
Paulhe	Isabelle CARTAILLAC (T) Myriam DOUZIECH (S)	Bernadette PAILHAS (T) Gilbert FAUCHER (S)	Myriam DOUZIECH (T) Patricia MOYROUD (S)	Souaâd MOUSTAMID LEDERLE (T) Bernadette PAILHAS (S)	Frédéric JULIEN (T) Marc LABORIE (S)	Alexandre GREFFIER (T) Sylvain COSTES (S)
Peyreleau	Jean LEYMARIE (T) Joël ESPINASSE (S)	Christian JULIEN (T) Alain ROUGET (S)	Jessie VALGALIER (T) Alain ROUGET (S)	Virginie PEIRS (T) Joël ESPINASSE (S)	Bernard PELLET (T) Virginie PEIRS (S)	Alain ROUGET (T) Christian JULIEN (S)
Rivière sur Tarn	Christophe CARRAT (T) Anaïs MALIRAT (S)	Bernard MAURY (T) Martine MABILDE (S)	Christophe CARRAT (T) Patrick SALSON (S)	Bernard POURQUIE (T) Marie-Noëlle MORIN (S)	Alain VAISSETTE (T) Pierrette PORTALIER (S)	Patrick SALSON (T) Françoise GRITTI (S)
St André de Vézines	Jacques LAFFITTE (T) Christian BOUDES (S)	Audrey ROQUES (T) Francis GELY (S)	Emeline LEBARON (T) Jacques LAFFITTE (S)	Francis GELY (T) Lucie ANDRE (S)	Jean-Michel QUET (T) Mathieu DUPORT (S)	Christian BOUDES (T) Francis GELY (S)
St Georges de Luzençon	Florian VICENTE (T) Christine FAGES (S)	Dominique FORT (T) Samuel GALTIER (S)	Esther CHUREAU (T) Philippe CARRIERE (S)	Philippe LEPETIT (T) Edith CARRIERE (S)	Rémi THOMAS (T) Frédéric EGEA (S)	Elisabeth MUYS (T) Jean Luc BERNARD (S)
Veyreau	Régis CARTAYRADE (T) Jacky AGRINIER (S)	Loïc MARLAS (T) Jacky AGRINIER (S)	Régis CARTAYRADE (T) Loïc MARLAS (S)	Loïc MARLAS (T) Nicolas AUSTRUY (S)	Régis CARTAYRADE (T) Philippe AMI (S)	Philippe BERNAD (T) Régis CARTAYRADE (S)

2022 03 DEL 014

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Modification des délégations du Conseil au Bureau de la Communauté.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Emmanuelle GAZEL.

Vu code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-10 ; L. 5211-2 et L. 2122-17 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-012 du 5 août 2020, portant statuts de la Communauté de Communes Millau Grands Causses, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2020 06 DEL 005 du 17 juillet 2020, portant élection de la Présidente de la Communauté ;

Vu la délibération n° 2021 04 DEL 005 du 29 avril 2021, approuvant le pacte de gouvernance où il a été décidé de réserver au Conseil communautaire l'examen des dossiers stratégiques, ceux qui impliquent un engagement politique et financier

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL014-DE
Reçu le 09/06/2022

important ou qui déterminent le cadre d'une intervention ou d'une participation de Millau Grands Causses ;

Vu la délibération n° 2021 04 DEL 006 du 29 avril 2021 portant délégation de pouvoirs du Conseil à la Présidente ;

Vu la délibération n° 2021 04 DEL 006 A du 29 avril 2021 portant délégation de pouvoirs du Conseil au Bureau de la Communauté ;

Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1 - du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
2 - de l'approbation du compte administratif,
3 - des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15,
4 - des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale,
5 - de l'adhésion de l'établissement à un établissement public,
6 - de la délégation de la gestion d'un service public,
7 - des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Considérant que dans un souci de lisibilité et d'amélioration du fonctionnement courant de la Communauté de communes, il est proposé de réajuster le contenu des délégations consenties au Bureau de la Communauté ;

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - décide d'abroger la délibération° 2021 04 DEL 006 A du 29 avril 2021 susvisée,

2 - délègue, pour la durée du mandat, au Bureau communautaire, les attributions suivantes :

1. autoriser au nom de la Communauté de communes, l'adhésion aux associations en lien avec ses compétences, dans la limite des crédits inscrits au budget
2. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers supérieure à 10 000 €,
3. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires,
4. classement ou déclassement dans le Domaine Public de Millau Grands Causses,
5. achat de foncier bâti ou non bâti dans le cadre du budget,
6. accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,

7. toutes les conventions (pour autant que leurs incidences financières éventuelles aient été prévues au budget) hors celles déléguées à la Présidente ou restant de la compétence du Conseil communautaire,
   Les conventions suivantes restent de la compétence du Conseil communautaire :
   - contrats de concessions de service public et leurs avenants,
   - conventions relatives aux compétences Habitat (OPAH, …),
   - conventions d'objectifs ou de partenariat relatives à l'attribution de subventions,
   - conventions relatives aux créations de services commun et aux mises à disposition de service.
8. délivrance de mandats spéciaux aux élus,
9. définir les modalités d'indemnisation des frais engagées par les élus, agents et assimilés au bénéfice de la collectivité,

3 - rappelle que, lors de chaque réunion du conseil communautaire, la Présidente devra rendre compte des attributions exercées par le Bureau, par délégation,

4 - autorise sa Présidente à procéder à toutes les formalités nécessaires afférentes à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

2022 03 DEL 015

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Délégation de pouvoirs du Conseil de Communauté à la Présidente.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Emmanuelle GAZEL.

Vu code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-10 ; L. 5211-2 et L. 2122-17 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-012 du 5 août 2020, portant statuts de la Communauté de Communes Millau Grands Causses, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2020 06 DEL 005 du 17 juillet 2020, portant élection de la Présidente de la Communauté ;

Vu la délibération n° 2021 04 DEL 005 du 29 avril 2021, approuvant le pacte de gouvernance où il a été décidé de réserver au Conseil communautaire l'examen des dossiers stratégiques,

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL015-DE
Reçu le 09/06/2022

ceux qui impliquent un engagement politique et financier important ou qui déterminent le cadre d'une intervention ou d'une participation de Millau Grands Causses ;

Vu la délibération n° 2021 04 DEL 006 du 29 avril 2021 portant délégation de pouvoirs du conseil de la Communauté à la Présidente ;

Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1. du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
2. de l'approbation du compte administratif,
3. des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15,
4. des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale,
5. de l'adhésion de l'établissement à un établissement public,
6. de la délégation de la gestion d'un service public,
7. des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Considérant que dans un souci de lisibilité et d'amélioration du fonctionnement courant de la Communauté de communes, il est proposé de réajuster le contenu des délégations consenties à la Présidente et au Bureau de la Communauté :

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - décide de charger la Présidente, jusqu'à la fin de son mandat, par délégation, d'effectuer l'ensemble des opérations suivantes :

1. passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes,
2. autoriser, au nom de la Communauté de communes, le renouvellement de l'adhésion aux associations en lien avec ses compétences, dans la limite des crédits inscrits au budget,
3. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules communautaires lorsque le montant du dommage en cause n'excède pas 25 000 €,
4. autoriser les ventes aux enchères de biens mobiliers et immobiliers,
5. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 10 000 €,
6. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ; c'est-à-dire négocier, conclure, réviser, mettre fin à tout contrat et avenant portant location ou mise à disposition de biens mobiliers et immobiliers; tant en qualité de bailleur que de preneur ; tant sur le domaine public que sur le domaine privé ;
7. fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines), le montant des offres de la communauté de communes, à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes,

8. prendre les conventions de servitude de passage avec les opérateurs de réseau de distribution d'énergie, de télécommunication, d'eau ou intervenant en matière d'assainissement;
9. procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires,
10. renégocier tout emprunt à court, moyen ou long terme ainsi que les contrats de remboursement anticipé,
11. réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1 000 000 € par année civile et passer à cet effet les actes nécessaires,
12. créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires,
13. demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions quel qu'en soit son objet et son montant si l'opération a été préalablement approuvée par l'organe délibérant,
14. procéder aux restitutions de Versements destinés au financement des services de mobilité conformes à la réglementation,
15. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils européens ainsi que toute décision concernant leurs avenants (procédures adaptées et procédures ne nécessitant pas au vu de leurs montants de mise en concurrence et de publicité préalable), lorsque les crédits sont prévus au budget,
16. Prendre toute décision concernant la préparation des concessions dites de « services » à l'exception de toute délégation portant sur la gestion d'un service public,
17. établir la liste des membres des jurys de concours, de marchés globaux de conception-réalisation et de marchés globaux de performance (personnalités extérieures à la collectivité),
18. fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts,
19. intenter au nom de la Communauté de communes les actions en justice et défendre la Communauté de Communes dans les actions intentées contre elle ou d'y mettre un terme. La délégation s'entend tant dans les actions intentées devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, y compris paritaires et pénaux, que de l'ordre administratif, qu'il s'agisse de recours pour excès de pouvoir, de contentieux de pleine juridiction, de référés ainsi que de toute autre procédure d'urgence, de sursis à exécution des jugements, du contentieux de l'interprétation et des interventions volontaires de la Communauté de communes,
20. exercer, au nom de la Communauté de communes, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la Communauté de communes en soit titulaire, directement ou par substitution, ou délégataire,
21. exercer au nom de la Communauté de Communes le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme,
22. autorisation de dépôts de demande d'autorisations d'urbanisme (permis de construire et de démolir, déclarations préalable, certificats d'urbanisme, …),
23. procéder aux négociations amiables et conclure des transactions dont la signature de protocoles d'accord avec des tiers dans la limite de 10 000 €,
24. présenter la candidature de la Communauté de communes au titre des appels à projets ou des appels à manifestation d'intérêt lancés par les organismes publics ou privé et signer tous documents afférents,

Les délégations relatives à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, consenties en application de la présente délégation prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement général des conseils municipaux et communautaires.

2 - précise que la présente délibération annule et remplace la délibération n° 2020 06 DEL 008 du 17 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil de la Communauté à la Présidente,

3 - prévoit qu'en cas d'empêchement de la Présidente, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la présente délégation d'attributions pourront être prises par le 1er ou le 2ème vice-président,

4 - rappelle que, lors de chaque réunion du conseil communautaire, la Présidente devra rendre compte des attributions exercées par elle-même,

5 - autorise sa Présidente à procéder à toutes les formalités nécessaires afférentes à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

2022 03 DEL 016

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Eclairage de la Pouncho d'Agast - Equipements sur les parcelles I 653, I 654 et I 655 : protocole d'accord transactionnel.
PJ : Projet de protocole.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur,

Vu le code civil pris notamment en ses articles 2044 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière création, aménagement et gestion d'équipements touristiques ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL016-DE
Reçu le 29/06/2022

Vu la constitution de servitude de juin 2000 entre la Communauté de Communes et Mademoiselle CAZOTTES ;

Vu l'acquisition par Monsieur Emilien ARAGON des parcelles I 653, I 654, I 655 ;

Vu le courrier du 4 octobre 2019 par lequel la Communauté de Communes indique à Monsieur ARAGON que le renouvellement de l'occupation des parcelles serait géré par la Ville ;

Un protocole d'accord transactionnel peut être défini comme un contrat par lequel les parties, par des concessions réciproques, terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

Par convention et servitude établies devant notaire, la Communauté de Communes s'est vue autorisée à implanter sur les parcelles I 653, I 654, I 655, en juin 2000, alors propriété de Madame CAZOTTES, une partie des équipements nécessaires à l'éclairage de la Pouncho d'Agast.

La Ville, à qui bénéficiaient ces équipements, est intervenue, à compter de cette date, pour la maintenance du matériel.

Par acte notarié, Monsieur Emilien ARAGON est devenu propriétaire des parcelles concernées et est devenu débiteur de la servitude, permettant l'implantation et la maintenance des équipements d'éclairage.

Cette servitude s'est achevée le 30 juin 2019.

Depuis lors la Ville, à qui la Communauté de Communes a passé la main pour ce qui est du renouvellement de l'occupation, a dans un premier temps, commencé des négociations, notamment sur le montant de la redevance, avec le propriétaire qui n'ont pas abouties. Dans un second temps, à la faveur du changement d'équipe municipale en juillet 2020, elle a décidé de cesser l'éclairage de la Pouncho.

Depuis le 1er juillet 2019 la convention d'occupation est arrivée à échéance et l'ensemble des équipements demeurent depuis lors sur la propriété de Monsieur ARAGON. Les parties se sont entendues pour que les matériels, après avoir été mis hors d'usage, soient laissés sur le terrain moyennant une indemnité forfaitaire définitive de 30 000 € versée pour moitié par la Communauté de Communes et pour l'autre par la Ville de Millau sur les exercices 2022 et 2023.

Il y a lieu de signer un protocole tripartite pour acter des conséquences de la fin de la servitude grevant les parcelles en cause et mettant ainsi un terme aux relations des collectivités avec ledit propriétaire.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents (Christian BOUDES ne prend pas part au vote) :
1 - approuve les termes du protocole ci-annexé entre la Communauté de Communes Millau Grands Causses, Monsieur Emilien ARAGON et la Ville de Millau pour acter des conséquences de la fin de la servitude grevant les parcelles I 653, I 654, I 655, ci-annexé,
2 - autorise Madame la Présidente ou son représentant habilité à signer ledit protocole et tout document se rapportant,
3 - autorise en conséquence le versement de l'indemnité transactionnelle forfaitaire et définitive de 15 000 € au profit du propriétaire des parcelles susvisées.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Eclairage de la Pouncho d'Agast
Equipements sur les parcelles I 653, I 654 et I 655

PROTOCOLE

Entre les Soussignés,

La Commune de Millau, représentée par l'Adjointe à la Qualité de Vie, Madame Corine MORA, domiciliée es qualité à l'Hôtel de Ville, 17, avenue de la République, 12100, Millau, habilitée par délibération n° … du Conseil municipal en date du ….. ,

Ci-après désignée « la Commune »

Et

La Communauté de Communes Millau Grands Causses, représentée par sa Présidente, Madame Emmanuelle GAZEL, domiciliée 1 place des Consuls, 12100 Millau, habilitée par délibération du ….. ,
Ci-après désignée "la Communauté de Communes"

Et

Monsieur Emilien ARAGON, domicilié…..
Ci-après désigné « le propriétaire »

PREAMBULE

Le présent protocole est établi par les parties ci-dessus identifiées dans la seule perspective d'organiser les conséquences de la fin de la servitude établie, devant notaire, en juin 2000, se terminant le 30 juin 2019, et ayant autorisé le déploiement par la Communauté de Communes Millau Grands Causses d'équipements nécessaires à l'éclairage de la Pouncho d'Agast sur les parcelles I 653, I 654 et I 65. Ces parcelles appartenant initialement à Madame CAZOTTES, objet de la convention de servitude, sont devenues propriété de Monsieur Emilien ARAGON par acte notarié.

EXPOSE

PROJET

Depuis le 1er juillet 2019, les équipements nécessaires à l'éclairage de la Pouncho (armoire électrique, liaison en souterrain des armoires électriques au portique, portique en bois, projecteurs) sont demeurées en place sur la propriété de Monsieur ARAGON, sans autorisation d'occupation.

Avant cette date la Communauté de Communes avait informé Monsieur ARAGON que la Ville serait son interlocutrice pour renouveler l'autorisation d'occupation, celle-ci étant l'entière bénéficiaire de cette occupation et ayant procédé depuis vingt ans à la maintenance de l'ensemble du matériel.

Dès l'issue de la servitude en 2019, des négociations sont intervenues entre la Ville et Monsieur ARAGON . Elles portaient principalement sur la redevance d'occupation en vue de renouveler la convention échue. Aucun accord n'a pu être finalisé avant le renouvellement du Conseil municipal.

Aussi, en juillet 2020, suite aux élections la nouvelle équipe a fait le choix de renoncer à l'éclairage de la Pouncho et à acter qu'il n'y avait plus lieu à occuper les parcelles de Monsieur ARAGON à cette fin.

Par ailleurs, la Communauté de Communes alors qu'elle y était tenue par la servitude n'avait pas encore procédé à l'enlèvement des éléments installés, dans l'attente d'une position.

Il convient donc par ce protocole de régulariser la situation entre les trois parties en fixant leurs engagements réciproques au titre des conséquences de la fin de la servitude et du renoncement de la Ville à occuper les parcelles en cause.

ENGAGEMENT DES PARTIES

Eu égard à ce qui précède, les parties se sont réunies et ont convenu des concessions réciproques qui suivent :

Article 1 – Engagements du propriétaire

Le propriétaire consent à la Ville, à compter du 1er juillet 2019, le maintien sur les parcelles I 653, I 654 et I 655, des équipements, qui y ont été installés en application de la servitude passée en l'Etude du Cailar – Calmels à Millau, en juin 2000 et ce sans qu'il soit question de durée.

Il renonce ainsi à l'enlèvement desdits équipements et à ce que la Communauté de Communes remette en état les terrains concernés.

En conséquence, tous les éléments installés par la Communauté de Communes et maintenus en état de bon fonctionnement depuis par la Commune deviennent propriété de Monsieur ARAGON, sous réserve des dispositions de mise hors service des équipements, à la date de signature du présent protocole. Il les prend en l'état ; la responsabilité des collectivités ne pourra alors plus être recherchée. Il pourra procéder à leur démontage et fera son affaire du matériel.

Pour la mise hors service, en tant que de besoin, il permettra à la Commune d'intervenir sur son terrain, moyennant une information écrite préalable dans les 15 jours précédents les travaux.

Article 2 – Engagements de la Commune et de la Communauté de Communes

La Commune fera le nécessaire pour mettre hors service (mise hors tension électrique), dans les meilleurs délais suite à la signature des présentes, les installations et récupérer les éléments détachables.

En contrepartie les deux collectivités s'engagent à verser au propriétaire une indemnité forfaitaire définitive et non révisable s'élevant à 30 000 (trente milles) euros.

PROJET

La répartition de la somme se fera comme suit :

- Part de Commune : 15 000€,
- Part de la Communauté de Communes : 15 000€.

Chaque collectivité mandatera la somme dont elle est débitrice

- dans le mois qui suit la signature du présent protocole en 2022 pour la Communauté de Communes,
- dans le mois qui suit le vote du budget en 2023 pour la Commune.

Article 3 – Quitus et renonciations réciproque à recours

Le propriétaire donne quitus à chaque collectivité dès que toutes les obligations du présent protocole seront remplies.
Chacune des Parties s'interdit, définitivement et irrévocablement, de remettre en cause les stipulations des présentes.
Les Parties coopéreront, le cas échéant, afin de signer tout acte postérieur ou réitératif relatif à l'exécution des présentes et plus généralement à accomplir avec diligence toutes les formalités et diligences éventuellement nécessaires à la mise en œuvre des stipulations du présent Protocole, au terme de leurs concessions réciproques.

En contrepartie de l'exécution de la présente transaction, les parties se déclarent entièrement satisfaites et remplient dans tous leurs droits, à raison de l'ensemble des litiges, objet du présent protocole, et renoncent expressément à toute action ultérieure, amiable ou judiciaire, du fait desdits litiges et de leurs conséquences à l'encontre des parties précitées.

Les parties s'engagent à exécuter de bonne foi le présent Protocole d'accord, conformément aux dispositions de l'article 1134 du Code Civil.

Article 4 – Inexécution du protocole

Chacune des parties reconnaît et accepte expressément qu'elle pourra recourir à une mesure d'injonction, d'astreinte fixée proportionnellement aux dommages ou frais occasionnés à l'une d'entre elles ou d'exécution forcée en cas de menace de manquement ou de manquement par l'une des parties, à l'une quelconque des obligations décrites ci-dessus.

Article 9 – Date d'effet

Le protocole entrera en vigueur à compter de la signature par les parties sous réserve de sa transmission préalable en préfecture.

Article 10 – Droit applicable - litige

Le présent protocole est régi par le droit français. Tout litige relatif à son existence, sa validité, son interprétation ou son exécution relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de Grande Instance de Rodez.

DISPOSITIONS FINALES

Chaque partie se déclarant pleinement informée de ses droits, le présent acte vaut transaction au sens et en application des articles 2044 et suivants du Code civil et notamment de l'article 2052 aux termes duquel les transactions ont entre les parties autorité de chose jugée en dernier ressort.

PROJET

Les signataires déclarent avoir fait une lecture attentive de tous les articles du présent protocole d'accord, en avoir compris le sens et en être pleinement satisfaits.

Le présent protocole est établi en trois exemplaires originaux, chacun des signataires en recevant un.

Le

A

Pour la Commune **La Maire**	**Pour la Communauté de Communes** **La Présidente**
Emmanuelle GAZEL	**Emmanuelle GAZEL**

Le propriétaire

Emilien ARAGON

PROJET

2022 03 DEL 017

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Festival des Templiers 2022-2026 : convention pluriannuelle d'objectifs entre la Communauté de Communes Millau Grands Causses, la Ville de Millau, l'Office de Tourisme et l'Association Templiers Events.
PJ : Projet de convention.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Christian FORIR.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, en particulier son article 10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.5211-36 et L. 2311 7 relatifs aux modalités d'attribution des subventions ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n°

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL017-DE
Reçu le 09/06/2022

12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier ses compétences en matière de développement économique et de promotion des activités sportives et de loisirs de pleine nature ;

Vu la délibération du conseil de la communauté n°2022 01 DEL 002 du 10 février 2022 approuvant le budget primitif 2022 ;

Vu le projet de convention ci-annexé ;

La 27e édition du « Festival des Templiers », organisée par l'association Templiers Events, aura lieu du 20 au 23 octobre 2022. Il s'agit d'une compétition internationale de trail, qui rassemblera 13 500 coureurs sur 14 épreuves différentes, et plus de 20 000 personnes en comptant leurs accompagnateurs, susceptibles de découvrir la région et d'y revenir ultérieurement. L'évènement accueille également le salon du Trail, qui regroupe les organisateurs des principales épreuves françaises ainsi que de nombreux équipementiers.

L'évènement contribue fortement à promouvoir la destination Millau Grands Causses, particulièrement ses équipements et ses sites naturels de pratique et induit des retombées économiques indéniables.

L'Association a sollicité la Communauté de communes, l'Office de Tourisme et la Ville de Millau afin de définir un partenariat pour l'organisation de l'évènement.
Celui-ci pourrait prendre la forme d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2026 afin d'accompagner l'association dans la réalisation de cet évènement structurant au titre de son rayonnement.

Ce partenariat pluriannuel fixe pour les éditions à venir le cadre d'intervention, les engagements des parties et détermine les conditions d'octroi des subventions.

Il se concrétise par :
- la détermination d'objectifs communs à réaliser,
- des moyens financiers et techniques alloués par les collectivités territoriales,
- la mise en place d'une évaluation annuelle commune des actions réalisées.

L'organisation et le calendrier de chaque édition font l'objet d'un cahier des charges annuel, celui pour l'année 2022 sera annexé à la convention, à l'instar des éditions suivantes par le biais d'avenants annuels.

La Communauté de Commune Millau Grands Causses versera à l'association une subvention de 60 000 € par an. Les modalités de paiement, seraient les suivantes :
- 50 % du montant total du partenariat (soit 30 000 €) sera versé à l'association à la signature de la présente convention.
- le solde (soit 30 000 €) après la réalisation de la manifestation et sur présentation du bilan de l'évènement.

La Communauté prendra également en charge les coûts liés à la gestion des déchets (location, déplacement du matériel, nettoyage et traitement des déchets), estimés à environ 2 800 €.

Pour sa part, la ville de Millau envisage de verser une subvention directe de 20 000 € et mettre à disposition ses moyens techniques et humains, valorisés à hauteur de 45 224 €.

Cette convention fera l'objet d'avenants d'objectifs et de moyens annuels et chaque session du festival des Templiers fera l'objet d'une évaluation annuelle visant à vérifier que la manifestation répond aux objectifs suivants :

- qualité de l'événement,
- augmentation de la notoriété du territoire,
- retombées économiques,
- retombées médiatiques,
- communication sur le partenariat et sur la marque de territoire,
- poursuite de la démarche « éco-manifestation » par l'organisateur,
- innovation et l'expérimentation.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - approuve les termes de la convention d'objectifs 2022-2026 entre la Ville de Millau, la Communauté de Communes Millau Grands Causses, l'Office de tourisme et l'association Templiers Events qui définit l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée,

2 - habilite Madame la Présidente ou son représentant délégué à réajuster le cas échéant les annexes ci-jointes à la convention d'objectifs visant à organiser les modalités techniques du partenariat envisagé,

3 - autorise Madame la Présidente ou son représentant délégué à signer la convention d'objectifs et ses annexes, ainsi que ses avenants à intervenir sous réserve des crédits inscrits au budget ainsi que toutes les pièces afférentes à cette opération et à accomplir toutes les démarches en découlant.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

CONVENTION QUADRIPARTITE

VILLE DE MILLAU
COMMUNAUTÉ DE COMMUNE MILLAU GRANDS CAUSSES
OFFICE DE TOURISME DE MILLAU GRANDS CAUSSES
ASSOCIATION TEMPLIERS EVENTS

Entre :

- **La Ville de Millau,** représentée par son Adjoint délégué aux Sports en exercice, Monsieur Jean-Pierre MAS, dûment habilité par délibération n°2022/ en date du 7 juin 2022
Ci-après dénommée « La Ville »,

Et :
- La Communauté de Communes Millau Grands Causses représentée par sa Présidente en exercice, Madame Emmanuelle GAZEL, dûment habilitée par délibération n°2022/ en date du 8 juin 2022,
Ci-après dénommée « La Communauté de Communes »

Et :
- L'Office du Tourisme Millau Grands Causses représenté par Monsieur Christian FORIR, en sa qualité de président, dûment habilité par en date du 2021,
Ci-après dénommé « L'Office du Tourisme »

Et :

- L'association Templiers Events, association loi 1901, déclarée en Sous-Préfecture de Millau, dont le siège social est situé au 68 rue de Malhourtet, représentée par son Président Monsieur Gilles BERTRAND
Ci-après dénommée « L'Association »,

Préambule

La Ville de Millau est engagée dans une action de politique sportive forte, visant à créer une synergie de tous les acteurs sportifs de pleine nature et en travaillant en étroite collaboration avec les associations.

La Communauté de Communes Millau Grand Causses et l'Office du Tourisme participent et soutiennent également les manifestations dynamisant plus largement leur territoire tant au point de vue sportif que touristique.

La 27e édition du « Festival des Templiers », organisée par l'association Templiers Events, aura lieu du 20 au 23 octobre 2022. Il s'agit d'une compétition internationale de trail, qui rassemblera 13 500 coureurs sur 14 épreuves différentes, et plus de 20 000 personnes en comptant leurs accompagnateurs, susceptibles de découvrir la région et d'y revenir ultérieurement. L'évènement accueille également le salon du Trail, qui regroupe les organisateurs des principales épreuves françaises ainsi que de nombreux équipementiers.

Les parcours exceptionnels allant de 7.2 à 106.5 km sur les Causses font du Festival des Templiers la plus importante épreuve française de trail. L'évènement contribue fortement à promouvoir la destination Millau Grands Causses, particulièrement ses équipements et ses sites naturels de pratique et induit des retombées économiques indéniables.

Depuis sa création en 1995, le Festival des Templiers n'a cessé d'évoluer et d'innover tout en conservant son authenticité, son ancrage dans le territoire et sa démarche éco-responsable. L'association Templiers Events s'appuie notamment sur un tissu associatif local motivé et engagé dans l'organisation de l'évènement et comptabilisera en 2022 plus de 1000 bénévoles.

PROJET

La Ville, la Communauté de Communes et l'Office du Tourisme ont fait le choix d'accompagner, au moyen de conventions adaptées, les associations qui, dans leur champ d'activités, montrent leur volonté de contribuer par leurs actions à l'animation et la promotion du territoire.

Pour ce faire, les collectivités territoriales proposent de mettre en œuvre une politique de partenariat avec l'association Templiers Events, en concluant une convention pluriannuelle d'objectifs afin d'accompagner l'association dans la réalisation de cet évènement structurant au titre de son rayonnement.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de partenariat entre la Ville, la Communauté de Communes, l'Office du Tourisme et l'Association au titre de l'organisation du Festival des Templiers, évènement structurant pour le territoire.

Ce partenariat pluriannuel conclu pour une période de cinq ans, de 2022 à 2026, se concrétise par :
- la détermination d'objectifs communs à réaliser ;
- la mise en place d'une évaluation annuelle commune des actions réalisées (annexe 1) ;
- des moyens financiers et techniques alloués par la Ville, la Communauté de Communes et l'Office du Tourisme suivant les règles fixées dans la présente convention (annexe 2 : Détail des moyens mis à disposition)
- le cahier des charges annuel de l'évènement (annexe 3).

L'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs définis dans la présente convention, ainsi qu'à réunir à cet effet tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Les soutiens financiers et techniques de la Ville, la Communauté de Communes, l'Office du Tourisme restent complémentaires aux autres partenariats, publics ou privés, que l'Association s'oblige à rechercher.

ARTICLE 2 – PRESENTATION DE L'EVENEMENT ET OBJECTIFS COMMUNS

2-1 – PRÉSENTATION DE L'ÉVÈNEMENT

Chaque année, en octobre, a lieu le Festival des Templiers à Millau. Il s'agit de la plus ancienne course française ayant donné naissance au trail.

Depuis 1995, le Festival des Templiers réunit des milliers de coureurs autour de parcours exceptionnels allant de 7.2 à 106.5 km ouvert sur les 4 Causses et 3 vallées du Sud-Aveyron : Causse Noir, Causse de Sauveterre, Causse Méjean, Causse du Larzac et Vallées de la Dourbie, de la Jonte et du Tarn.

Les courses sont ouvertes à tous, coureurs amateurs et professionnels.

Le Festival des templiers constitue un évènement majeur pour le Sud-Aveyron. Avec ses 13 500 participants, il constitue le premier évènement sportif de la Région. Il contribue largement à la promotion et l'attractivité du territoire du Sud- Aveyron sur le plan national et international, avec 38 nationalités représentées sur l'édition 2021.

La Salon du Trail regroupe plus de 120 exposants de la Communauté du trail running. Avec 35 000 entrées en 2021, le Salon est une composante forte du Festival et contribue largement à son succès.

Toutes les informations de l'évènement sont diffusées en direct sur les réseaux sociaux. Les organisateurs sont en relation étroite avec la presse spécialisée du running et du trail, ainsi que les médias TV.

2-2 – OBJECTIFS

Les signataires s'engagent à la réalisation des objectifs définis conjointement :

- Organiser un événement référence dans le domaine des sports de nature,
- Faire connaitre le territoire auprès des pratiquants de sport de nature,
- Faire connaitre le territoire auprès des entreprises,

PROJET

- Apporter de fortes retombées économiques pour le territoire,
- Apporter de fortes retombées médiatiques pour le territoire,
- Communiquer sur le partenariat avec la Communauté de Communes Millau Grands Causses, la Ville de Millau et l'Office de Tourisme,
- Poursuivre la démarche « éco manifestation » et sensibiliser le public à cette démarche ainsi qu'à la protection des espaces et sites de pratiques, y compris village et zone de concert
- Innover et expérimenter
- Associer le mouvement sportif local à l'organisation de la manifestation

Un tableau « évaluation » est proposé en annexe 1, comprenant les indicateurs de réalisations des objectifs.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS RESPECTIFS

3-1 - L'ASSOCIATION

3-1-1 - Concernant la programmation :

Chaque année, l'Association présente son projet de programmation pour l'année suivante à la Ville de Millau et à la Communauté de Communes lors du dépôt de la demande unique de subvention *(établie conformément à l'article 3-1-9 des présentes)* qui sera faite auprès de la Ville avant le 30 septembre de chaque année. La Ville se chargeant alors de faire le lien avec les autres signataires de la présente convention.

Le programme de l'édition, joint annexe 4, sera introduit dans l'avenant pour les éditions suivantes.

3-1-2 – Cahier des charges

Le détail des moyens mis à disposition par la Ville et la Communauté de Communes sont exposés en annexe 2. L'organisation et le calendrier de chaque édition font l'objet d'un cahier des charges annuel, le cahier des charges 2022 figure en annexe 3. Pour les éditions suivantes, le cahier des charges fera l'objet d'un avenant.

3-1-3 – Mise à disposition du site de Saint-Estève

L'Association s'engage à respecter le calendrier de mise à disposition du site de Saint-Estève détaillé en annexe 2 et 3.

Préalablement à la prise de possession du site par l'Association et les bénévoles, un état des lieux sera contradictoirement établi entre la Communauté et l'Association avec photos à l'appui.

Chaque partie s'oblige à envoyer les mêmes représentants lors des états des lieux de prise de possession et de retour.

3-1-4 Gestion des déchets

L'Association désignera un référent au sein de son organisation qui veillera à la bonne application des consignes communiquées par l'ambassadrice de tri. Notamment, elle sensibilisera les organisateurs, bénévoles, participants et le public de cette manifestation sur la propreté des sites de pratique, la limitation des déchets et la récupération des recyclables (verre, papiers, cartons, flaconnages en plastique, canettes, huiles de friture…) dans le cadre de la démarche « Eco-Manifestation ». Il sera fait mention de cette démarche dans la présentation du déroulement de cette manifestation et sur les documents édités.

Une information spécifique des restaurateurs sur site pourra être assurée par l'ambassadrice de tri de la Communauté afin d'assurer la meilleure gestion possible des déchets qu'ils génèrent.

La Communauté de Communes sensibilise l'Association sur le fait que les refus de tri lui sont facturés. Le cas échéant, ces sommes seront refacturées à l'Association. Des contrôles inopinés sur site pourront être réalisés par les services de la Communauté de Communes pour constater les faits.

PROJET

L'Association devra veiller à respecter les sites de pratiques utilisés, avec le souci constant de garder les différents sites où se déroulent les épreuves dans un bon état de propreté.

Les sites devront être remis dans leur état initial (balisage, déchets, etc.) sous 15 jours maximum après la fin de l'événement.

3-1-5 Respect du développement durable

L'Association s'engage à porter une attention particulière à la mise en œuvre des principes du développement durable tel que précisé dans la charte éco manifestation, et notamment à :

- Sensibiliser les organisateurs, bénévoles, exposants et le public de cette manifestation à la réduction des déchets dans le cadre de la démarche « Eco manifestation » ;
- Utiliser un balisage temporaire dans le respect des balisages permanents en évitant au maximum le marquage au sol. Si celui-ci s'avère indispensable, il sera effectué à l'aide de peinture biodégradable ;
- Réduire l'impact des déplacements pendant la manifestation (inciter au co-voiturage et à l'utilisation du transport collectif) ;
- Mettre en œuvre une communication éco-responsable (par exemple limiter les documents papier en taille et nombre, imprimer "vert", favoriser les supports numériques...) ;
- Adopter une politique d'achats, de choix des équipements et de prestations qui intègrent des critères environnementaux et sociaux ;
- Assurer la maîtrise des consommations d'énergie et d'eau par exemple par l'installation de toilettes sèches... ;

3-1-6 – Débits de boissons et restauration temporaire

Pour l'ouverture de débits de boissons, l'association devra compléter l'imprimé de demande d'autorisation d'ouverture de débit de boisson temporaire et le déposer au Guichet de la Vie Associative du Service Evénementiel un mois avant la date de la manifestation prévue ou avec le cahier des charges. Les boissons vendues appartiendront à la catégorie 1 et 2, voir 3 après autorisation du Maire par arrêté. La durée d'ouverture de débits de boisson temporaire ne pouvant excéder 48h, il conviendra d'établir deux autorisations de débit de boissons.

En cas de restauration temporaire, l'Association devra obtenir, préalablement, les autorisations nécessaires et respecter les dispositions réglementaires en la matière.

3-1-7 – Installation de tente, chapiteau, tribune et éléments de décoration

Concernant l'installation de tentes et chapiteaux, l'Association devra fournir l'attestation de solidité et le procès-verbal de contrôle de l'installation. Elle devra fournir l'extrait de registre de sécurité des tentes dûment rempli par l'Association ou, pour les petites structures, une attestation de classement M2 de la toile.

Le montage des tribunes et leur contrôle de sécurité sont à la charge de la Ville.

Les dessous des gradins doivent être rendus inaccessibles au public, ne pas servir de dépôts de matériel de stockage et doivent être maintenus en permanence en parfait état de propreté.

Concernant l'installation d'éléments de décoration, de matériaux, ou d'écrans géants, l'Association devra fournir le procès-verbal de classement au feu de ces équipements.

Toutes ces attestations devront parvenir à la Ville avant l'ouverture au public de la manifestation.

3-1-8 – Sécurité de la manifestation

L'Association devra apporter un soin particulier à la sécurité des pratiques, à la prévention des risques et à l'organisation des secours. Elle devra, en outre, veiller à ce que la manifestation soit accessible aux personnes à mobilité réduite. L'organisateur doit assurer la sécurité des personnes qui participent et qui assistent à la

PROJET

manifestation. L'obligation générale de sécurité qui pèse sur l'organisateur commande la prise de mesures spécifiques (dispositifs et consignes de sécurité, service d'ordre éventuellement).

Un dossier de sécurité doit être établi pour étude de la commission de sécurité d'arrondissement de Millau et déposé à la Ville. Ce dossier doit comporter l'effectif du public attendu, le tracé des dégagements et leur largeur, les mesures de sécurité envisagées, les matériaux utilisés pour la décoration et les aménagements, les caractéristiques des installations techniques (électricité, gaz).

La commission de sécurité doit être saisie, au plus tard, quatre mois avant l'ouverture au public. Si ce délai n'est pas respecté, le dossier est irrecevable. L'Association veillera à obtenir toutes les autorisations nécessaires, prendre toutes les précautions requises pour assurer la sécurité des participants.

La responsabilité de la Communauté de Communes et de la Ville ne saurait être engagée, ni recherchée, pour tout évènement, incident ou accident, survenant à l'occasion de ces rassemblements.

3-1-9 – Dossier unique de demande de subvention et justificatifs :

L'Association devra déposer au plus tard le 30 septembre de chaque année, auprès de la Ville, la demande unique de subvention, composée des documents suivants :

- CERFA n°12156*06 comprenant le budget prévisionnel de l'année n+1 avec le détail des subventions sollicitées auprès d'autres collectivités ;
- Annexe « Sports / Santé » du dossier de demande de subvention ;
- Le projet de programmation envisagée pour l'édition concernée ;

L'association devra en outre produire avant le 30 avril de l'année n+1 :

- les documents comptables et les comptes définitifs certifiés de l'exercice écoulé (compte de résultat et bilan comptable), dès leur approbation par l'Assemblée Générale de l'Association ;
- Le rapport d'activité de l'année écoulée ou le compte rendu de l'assemblé générale,
- Une analyse de l'évènement de l'année N-1 selon le tableau « évaluation » proposé en annexe 1, comprenant les indicateurs de réalisations des objectifs,

Ces documents permettront d'apprécier la situation financière de l'Association, la régularité et la sincérité des comptes.

Le manquement à l'une de ces obligations entraînera l'ajournement de fait de l'inscription de la subvention de l'année suivante.

Une demande de subvention sera déposée par l'Association auprès de chacune des collectivités suivantes : le Conseil Régional Occitanie et le Conseil Départemental de l'Aveyron. Les fédérations sportives des disciplines concernées apportent leur soutien.

3-1-10 - Assurances :

L'Association s'engage à contracter les assurances nécessaires afin de garantir sa responsabilité civile générale ainsi que les dommages aux biens et risques locatifs.

Elle devra faire parvenir, chaque année à la Ville, les attestations correspondantes.

3-1-11 - Communication :

L'association s'engage à promouvoir une image positive de la Ville de Millau et de la Communauté de Communes par :

- la référence de la Ville de Millau et de la Communauté de Communes comme partenaires institutionnels et financiers dans ses actions de communication auprès des médias (presse, radio, TV…)
- l'insertion des logos de la Ville et de la Communauté de Communes sur l'ensemble des supports promotionnels commandés directement par l'Association ou par ses autres partenaires pour afficher la volonté de l'organisateur de tenir son rôle d'ambassadeur du territoire :
  * affiche,
  * programme de la manifestation,
  * site internet et réseaux sociaux,

PROJET

* autres documents print.

- le placement des supports de communication fournis par la Ville et la Communauté de Communes selon le plan de répartition préalablement fournis par l'Association (départ, arrivée, entrée du salon, podium)
- associer le service communication de l'Office de Tourisme aux démarches effectuées en direction des journalistes (envoi de dossiers de presse, accueil de journalistes, etc.) ;
- implanter des oriflammes fournis par la Communauté en amont de la manifestation à des emplacements offrant une très bonne visibilité ;
- envoyer des informations sur la destination, sur la formation et l'emploie à ses contacts par l'intermédiaire de trois newsletters par an,

L'Association s'engage à faire bénéficier gratuitement la Ville, la Communauté de Communes et l'Office de Tourisme des droits pour 15 photos et 1 vidéo qui pourront être réutilisés à convenance ainsi que de la revue de presse de la manifestation.

L'Association devra inviter les représentants élus de Ville, la Communauté de Communes et l'Office de Tourisme aux principaux temps forts de la manifestation (Conférences de presse, réceptions avec partenaires, podiums, etc.).

3-1-12 - Nouveaux projets :

L'Association s'oblige à informer préalablement la Ville, la Communauté de Communes et l'Office de Tourisme de ses intentions concernant de nouveaux projets susceptibles d'engager et d'orienter différemment les financements prévus dans le cadre de la présente.

3-2 – LA VILLE

3-2-1 – Mise à disposition de la ville

Le service des sports de la ville met à disposition un minibus 9 places à l'Association durant la manifestation. Un chèque de caution de 1000 € sera à transmettre au service des sports accompagné de la photocopie du permis de conduire du conducteur. Une convention précisant les modalités de mise à disposition et de restitution du véhicule sera signée par les deux parties.

3-2-2 – Mise à disposition de matériel et interventions techniques

La ville met à disposition le matériel nécessaire à l'organisation de la manifestation, tel que décrit dans l'annexe 2 et selon les modalités définies par le cahier des charges annuel annexe 3.

Pour la mise en œuvre de la manifestation, la ville intervient sur différentes prestations (transport et main d'œuvre), électricité, bâtiment, voirie, serre municipale selon le calendrier mentionné dans le cahier des charges annuel. L'aide technique de la Ville est valorisée à hauteur de 42 212 €.

L'intervention de la police municipale est valorisée à hauteur de 1012 €.

La mise à disposition de supports publicitaires est valorisée à hauteur de 2000 €.

3-3 – LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

3-3-1 Mise à disposition de terrains

La Communauté met à disposition des terrains pour l'organisation des épreuves sportives, dont le détail est mentionné dans l'annexe 2 et 3 (site de Sant-Estève, ferme du Cade, parking Gauffres et Larribal).

3-3-2 Mise à disposition de matériels pour la gestion des déchets

Dans le cadre de sa compétence en matière d'élimination et de valorisation des déchets, la Communauté mettra à la disposition de l'organisateur l'ensemble des éléments pour assurer le tri et la collecte des déchets, à savoir :

PROJET

- Les conteneurs à « ordures ménagères », d'une capacité de 330 litres (14) et 770 litres (28), situés autour du village « départ » et « arrivée » ; d'autres conteneurs seront également disposés sur les points de ravitaillement ;
- Une benne, d'une capacité d'environ 15 m3 destinées à recevoir des cartons ;
- Une benne de 15 m3 destinées à recevoir des ordures ménagères ;
- Une benne de 15 m3 destinées à recevoir des déchets recyclables :
- Une benne de 12 m3 destinées à recevoir des ordures ménagères ;
- Une benne de 8 m3 destinées à recevoir des ordures ménagères ;
- Une dizaine de supports avec sacs poubelles, disposés au sein du village « départ ».

Un état des lieux sera effectué au moment de la mise à disposition, ainsi qu'au retour du matériel. En cas de détérioration, l'organisateur s'engage à procéder au remplacement des éléments.

Les bennes et les supports de sacs seront mis en place sur le site puis rapatriés après utilisation par les services de la Communauté. Les supports de sacs devront obligatoirement être disposés à l'intérieur des bâtiments ou chapiteaux. Chaque soir, l'Association s'engage à rassembler l'ensemble des bacs aux endroits prédéfinis pour effectuer les collectes. Il en sera de même à l'issue de la manifestation pour la récupération des bacs. Le vidage des déchets sera également effectué par les services compétents.

Le montant de ce service, comprenant la location et le déplacement du matériel, ainsi que le traitement des déchets, est estimé à 2 800 € TTC.

L'Association désignera un référent au sein de son organisation qui veillera à la bonne application des consignes communiquées par l'ambassadrice de tri. Il sensibilisera notamment les organisateurs, bénévoles, participants et le public de cette manifestation, sur la propreté des sites de pratique, la limitation des déchets et la récupération des recyclables (verre, papiers, cartons, flaconnages en plastique, canettes, huiles de friture…) dans le cadre de la démarche « Eco-Manifestation ». Il sera fait mention de cette démarche dans la présentation du déroulement de cette manifestation et sur les documents édités.

La Communauté sensibilise l'Association sur le fait que les refus de tri lui sont facturés. Le cas échéant, ces sommes seront refacturées à l'Association.

L'Association devra veiller à respecter les sites de pratiques utilisés, avec le souci constant de garder les différents sites où se déroulent les épreuves dans un bon état de propreté.

Les sites devront être remis dans leur état initial (balisage, déchets, etc.) sous 15 jours maximum après la fin de l'événement.

3-4 – L'OFFICE DE TOURISME

L'Office de Tourisme s'engage à communiquer autour de l'événement par la production de contenu dédié sur son site internet (www.millau-viaduc-tourisme.fr) et sur les réseaux sociaux dédiés (y compris en relais des post Templiers), et par la mise en avant de l'événement sur l'affichage dynamique de l'Office de Tourisme.

Par ailleurs, l'Office de Tourisme valorisera la destination et facilitera l'organisation des séjours des participants et compétiteurs notamment en suggérant des produits week-end de découverte de la destination.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La Ville et la Communauté de Communes apportent leur soutien financier à l'association selon le détail ci-dessous :

- Ville de Millau 20 000 € par an
- Communauté de Communes : 60 000 € par an

Pour 2022 :

PROJET

1 - la Ville versera la subvention en deux fois, selon le détail ci-dessous :
- 2022 : acompte de 50% de la subvention au mois de juillet soit 10 000 €
- le solde après la réalisation de la manifestation et sur présentation du bilan de l'évènement soit 10 000 €

2 – La Communauté de Communes versera la subvention en deux fois, selon le détail ci-dessous :
- 2022 : acompte de 50% de la subvention à la signature de la présente subvention soit 30 000 €
- le solde après la réalisation de la manifestation et sur présentation du bilan de l'évènement soit 30 000€.

Tenues par l'annualité budgétaire, la Ville et la Communauté de Communes examineront chaque année, dans le cadre de la préparation budgétaire le montant et la nature des concours dont elles pourront faire bénéficier l'Association au vu des éléments administratifs et comptables fournis par l'Association dans les conditions de l'article 3.1.9.

En conséquence, les participations financières de la Ville et de la Communauté de Communes feront l'objet d'un avenant annuel sous réserve des crédits inscrits aux budgets.

ARTICLE 5 – CLAUSE PARTICULIÈRE COVID 19

Au jour de la signature de la présente convention, l'épidémie du COVID 19 et ses conséquences imprévisibles sont susceptibles d'altérer significativement les engagements respectifs des signataires.

En cas de décrets, ou de tout autre texte faisant force de loi, en lien avec cette épidémie et contraignant l'association à annuler le Festival des Templiers, l'Association pourra adresser à la Ville, la Communauté de Communes et l'Office de Tourisme un bilan financier détaillé de la manifestation annulée, accompagné des justificatifs des dépenses non annulables et engagées (factures acquittées par exemple).

La Ville, la Communauté de Communes et l'Office de Tourisme examineront ce bilan financier afin de décider du maintien de tout ou partie des subventions initialement prévues en soutien à l'Association

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS DIVERSES

Les représentants de la Ville, de la Communauté de Communes et de l'Office du Tourisme de Millau seront invités aux réunions de l'Association.

Les représentants de l'Association pourront être entendus par la Commission Sport de la Ville, la Commission Tourisme de la Communauté de Communes et le Comité de Direction de l'Office de Tourisme de Millau pour toute question ayant trait à la programmation et à l'application de cette convention.

ARTICLE 7 – DURÉE – MODIFICATION - ÉVALUATION

La présente convention est signée pour une durée de 5 ans à compter du 15 juin 2022 et prendra fin le 31 décembre 2026.

Tenue par l'annualité de leur budget, la Ville de Millau, la Communauté de Communes et l'Office du Tourisme examineront chaque année, dans le cadre de leur préparation budgétaire, le montant et la nature de leur participation à l'Association au vu de la présentation de sa programmation et de sa demande unique de subvention pour l'année suivante.

Toute modification du contenu de la présente convention et du cahier des charges annuel, annexe 3, fera l'objet d'un avenant à celle-ci.

Dans le cadre de l'évaluation de la mise en œuvre de la convention, les signataires se réuniront chaque année et procèderont à l'évaluation.

L'évaluation porte notamment sur les indicateurs de réalisation mentionnés en annexe 1.

ARTICLE 8– RÉSILIATION - LITIGES

La présente convention pourra être résiliée par la Ville, la Communauté de Communes et l'Office du Tourisme pour manquement grave, sans délai, par courrier recommandé avec accusé de réception.

PROJET

Elle pourra également être résiliée pour des motifs d'intérêt général, moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Association pourra demander la résiliation de la convention, sous réserve de justifier sa décision et de souscrire aux obligations comptables prévues à l'article 3-1-9 ci-dessus.

En cas de litige, et si aucune solution amiable n'a pu aboutir, le Tribunal Administratif de Toulouse sera saisi pour l'interprétation de cette convention et de ses annexes.

Fait à Millau, en quatre exemplaires originaux, le ..... 2022.

Pour l'Association	**Pour la Ville**	**Pour la Communauté de Communes**	**Pour l'Office de Tourisme**
Gilles BERTRAND **Président**	**Jean-Pierre MAS** **Adjoint délégué aux sports**	**Emmanuelle GAZEL** **Présidente**	**Christian FORIR** **Président**

PROJET

ANNEXE 1 : EVALUATION

Evaluation de l'évènement : FESTIVAL DES TEMPLIERS

Objectifs	Indicateurs	Résultats
Organisation d'un événement référence	- nombre de participants, nombre de départements et nations représentés	
Faire connaitre le territoire : - **pratiquants** - **entreprises**	nombre et diversité de communications faites à destination des pratiquants et nombre de personnes touchées visibilité de la collectivité et de l'office de tourisme pendant l'événement - nombre de mise en relation dans le cadre de la prospection - nombre de rendez-vous qui ont suivi la mise en relation	
Retombées économiques	- taux de dépenses effectuées par l'organisateur sur le territoire - nombre et type de relais de l'événement en ville	
Retombées médiatiques	- nombre d'utilisateurs des réseaux sociaux touchés, nombre de vidéos vues en ligne - - revue de presse : • nombre de journalistes et nationalité • nombre d'association de l'Office de Tourisme aux démarches faites en direction des journalistes (envoi de dossiers de presse, accueil de journalistes, etc.) • nombre de pages de reportage et articles internet • nombre d'heures de diffusion TV	
Communication sur le partenariat et la marque de territoire	- nombre et types de supports sur lesquels a été apposé le logo Millau Grands Causses - nombre d'actions de communication menées en commun (ex : dossards à gagner mis en jeu par la Communauté)	
Poursuivre la démarche « éco manifestation »	- actions et produits éco-responsables introduits dans l'organisation - masse de déchets produite (en tonne) - taux de refus de tri	
Innovation et expérimentation	- type d'innovations / expérimentations	

PROJET

ANNEXE 2 : PJ
ANNEXE 3 : PJ
ANNEXE 4 : PJ

PROJET

ANNEXE 2 : DETAIL DES MOYENS MIS A DISPOSITION TEMPLIERS 2022

Date de référence JEUDI 20 OCTOBRE 2022

Mise à disposition de terrains et locaux

Objet	Dates
Site de Saint-Estève	J-17
Site du Cade	J-3
Parking site « Larribal »	J-1
Parking site « Gauffres »	J-1
Parking multi-activités (enlever blocs)	J-1
Ancienne école Massebiau (cour et local techniques) -> clés	J-7
Champ Massebiau (tonte et ouverture grillage)	J-3
Parking site « chasseurs après mini golf, gauche et droite » (faire entrée sortie et débroussailler)	J-7
Salle de la menuiserie (3 au 25 octobre)	J-17
Salle des fêtes (17 au 23 octobre)	J-3

VILLE

Matériel mis à disposition (par service municipal)

Evènementiel	
Objet	**Dates**
6 Oriflammes Ville	J-7
650 barrières de police	J-3
174 chaises pliantes	J-3
242 tables	J-7
10 plateaux samia	J-3
Scène bleue Belle de Millau (mandarous)	J+1
233 bancs	J-3
32 grilles de chantier avec plots béton	J-3
Gradins X2 (idem 2021)	J-20

0 Grilles expo	J-3
Potelets x 15	J-1
Mise en place de kakémonos	J-24

Serre	
Objet	**Dates**
56 plantes 4 massifs floraux 10 plantes au départ de la belle de Millau 2 plantes au chalet capelle Fleurs roses fontaine du Mandarous (03 oct)	J-1 J+1 J-24 J-17
nettoyage zone Privats	J-6
Nettoyage zone Cades (parking champ au-dessus chemin accès Cades)	J-3
Nettoyage tontes – La Salvage	J-6
Tonte Bas St Esteve (zone départ et zone atterrissage parapente)	J-20
Transport remorque double essieu avec cuves à eau	J0
Nettoyage piste cyclables et trottoirs	J-3

Voirie	
Objet	**Dates**
4 blocs	J-7
livraison demi bordures trottoirs **x 15**	J-3

Bâtiments	
Objet	**Dates**
… Installation points d'eau (environ 5 sur le salon)	J-18 et J-5
Mise en place 2 éviers sur St Esteve	J-18
Installation chalet Belle de Millau sur la Capelle (le 26/09)	J-24

Eclairage public	
Objet	**Dates**
16 coffrets électriques 1 coffret électrique au Mandarous (Belle de Millau)	J-17 (début) J+1
300 m câble (difficile d'évaluer)	J-17
… m rallonge	J-17
Réglage des projecteurs (sur mât et bloc / sur rembarde st Esteve)	J-4
Ouverture transfo ERDF (lundi 3 oct)	J-17

Communication	
Objet	**Dates**
Affichage urbain sucettes (du 10 au 24 octobre)	J-10
Affichage urbain sucettes Belle de Millau (du 10 au 24 oct)	J-10
Oriflammes villes x 6	J-2
Fourniture 6 oriflammes Communauté	J-2

Sport	
Objet	**Dates**
Minibus	J-0 à J+4

LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Mise à disposition de matériels pour la gestion des déchets

Objet	Dates
30 conteneurs noirs	J-7
20 conteneurs jaunes	J-7
0 conteneurs verres	J-7
….rouleaux sacs noirs (1 à 2 cartons)	J-1

….. rouleaux sacs jaunes (1 à2 cartons)	J-1
10 double collecteurs	J-1
9 bennes	A partir de J-6
Ramassage X 3 jours des conteneurs (et bennes spécifiques)	J0
Ramassage déchets samedi après-midi sur les Privats	J+2
Ramassage des déchets le dimanche sur mas de bru	J+3

Annexe 3 : Cahier des charges annuels de l'évènement

SERVICE	Qte	Objet/dénomination	Lieu d' exécution	Préconisations	Date limite	Dépose
Evenementiel	650	barrières police	voir détails (trop de choses)			
	174	chaises pliantes	voir détails (trop de choses)			
	242	tables	voir détails (trop de choses)			
	10	plateaux samia	Zone basse St-Esteve			17-oct
	1	scène bleue	Mandarous			21-oct
	232	bancs	voir détails (trop de choses)			
	32	grilles chantier avec plot sbéton	voir détails (trop de choses)			17-oct
	2	gradins (idem 2021)	zone basse St-Esteve	fin sept - début oct quand cela arrange l'équipe	07-oct	
	15	potelets				19-oct
		Mise en place de kakémonos	Ville			26-sept
Serre	2	Plantes	Chalet La Capelle			30-sept
		Nettoyage zonne basse St Esteve	Zone basse St-Esteve			30-sept
		Fleurs roses	Fonataine Mandarous			03-oct
		Nettoyage zone des Privats	Zone des Privats			14-oct
		Nettoyage zone La Salvage	La Salvage			14-oct
		Nettoyage piste cyclabe et trottoirs	Millau Plage			14-oct

		Nettoyage zone des Cades	Zone des Cades			17-oct
	56	Plantes	Zone haute et basse St-Estève			19-oct
	4	Massifs floraux	Scène arrivée St-Estève			20-oct
		Transport remorque et GE	Loxam, St Esteve, Cades			20-oct
Voirie	4	blocs béton + mâts	Zone basse et haute St Esteve			03-oct
	15	bordures trottoirs	Zone basse St Esteve			17-oct
Batiments		Installation chalet	La Capelle			26-sept
	5	Installation points d'eau	Salon - zone basse St-Esteve			3 oct et 14 oct
	2	Mise en place évier eau courante	Zone basse St-Esteve			14-oct
Eclair' Public		Ouverture coffret ERDF	Zone basse St-Esteve			03-oct
	16	Coffrets électriques (début chantier)	Zone basse et haute St Esteve			03-oct
	2	Mise en place projecteurs sur mâts	Zone haute et basse St-Estève			14-oct
		Réglagle projecteurs	Zone haute St-Estève			17-oct
		Réglagle éclairage public en forçage pour 20 au 23				17-oct
		astreinte 4 jours électricien qui a fait le chantier (JB Viarouge)				20 au 23 Oct
Comm		affichage sucettes	ville			10-oct
		affichage sucette Belle de Millau	Ville			10-oct
	6	oriflammes Millau	Zone basse St-Esteve			18-oct
	6	oriflammes CCMGC	Zone basse St-Esteve			18-oct
Sport						
	1	Minibus				17 oct au 24 oct



LES COURSES

JEUDI 20 OCTOBRE

1E JOURNÉE DE COURSE

SALON DU TRAIL®
> Ouvert de 12h à 19h

COURSE SPORT ADAPTÉ
> 150 jeunes en handicap mental

VENDREDI 21 OCTOBRE

2E JOURNÉE DE COURSE

SALON DU TRAIL®
> Ouvert de 12h à 19h

L'ENDURANCE TRAIL
> Limité à 1300 coureurs
> 106,5 km, 4820 m+
> Départ 4h

L'INTÉGRALE DES CAUSSES
> Limité à 700 coureurs
> 65,6 km, 2990 m+
> Départ 6h50

MARATHON DU LARZAC
> Limité à 600 coureurs
> 35,5 km, 1520 m+
> Départ 7h



LES COURSES

SAMEDI 22 OCTOBRE

3E JOURNÉE DE COURSE

SALON DU TRAIL®
> Ouvert de 9h à 19h

BOFFI FIFTY
> Limité à 700 coureurs
> 48,4 km, 2180 m+
> Départ 8h

MONNA LISA
> Limité à 800 coureurs
> 28,7km, 1091 m+
> Départ 9h30

MARATHON DES CAUSSES
> Limité à 1000 coureurs
> 35 km, 1580 m+
> Départ 12h10

KINDER TRAIL
> 500 enfants
> 1.5 km, 3 km
> Départ 13h

KD TRAIL
> Limité à 70 coureurs
> 7,2 km, 280 m+
> Départ 13h30

TRAIL DES TROUBADOURS
> Limité à 600 coureurs
> 11,2 km, 506 m+
> Départ 14h30

LA TEMPLIERE
> Limité à 300 coureuses
> 7,2 km, 280 m+
> Départ 15h30

VO2 TRAIL
> Limité à 1000 coureurs
> 19,2 km, 810 m+
> Départ 16h05

DIMANCHE 23 OCTOBRE

4E JOURNÉE DE COURSE

GRAND TRAIL DES TEMPLIERS
> Limité à 2700 coureurs
> 80,8 km, 3690 m+
> Départ 5h15

LA BELLE DE MILLAU
> 2500 Marcheurs
> 4.2 km, au profit de la Ligue contre le Cancer
> Départ 10h45

2022 03 DEL 018

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Opération de connaissance du patrimoine : convention Communauté de communes Millau Grands Causses / Ville de Millau / Région et mise à disposition d'agents de la ville de Millau après de la Communauté de commune Millau Grands Causses.
PJ : Projet de convention.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Christian FORIR.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur,

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.5211-36 et L. 2311-7 relatifs aux modalités d'attribution des subventions ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de tourisme patrimonial ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL018-DE
Reçu le 29/06/2022

Vu la délibération de la commission permanente de la Région Midi-Pyrénées n°15/04/04-01 du 2 avril 2015 approuvant les dispositifs de soutien régionaux simplifiés au secteur de la culture et notamment le dispositif de soutien à la connaissance du patrimoine culturel de Midi-Pyrénées ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional Occitanie n°2017/AP-DEC/02 du 20 décembre 2017, approuvant la nouvelle politique régionale culture et patrimoine ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional Occitanie n° CP/2020-DEC/04-02 du 11 décembre 2020 approuvant le dispositif de soutien à la connaissance et l'inventaire général des patrimoines ;

Vu la décision du Ministre de la Culture et de la Communication du 14 janvier 2010 attribuant le label Ville d'art et d'histoire ;

Vu la convention cadre ci-annexée entre la Région Occitanie, la Ville de Millau et la Communauté de communes Millau Grands Causses pour la connaissance du patrimoine ;

Depuis 2002, la Ville de Millau poursuit un travail fondamental d'inventaire du patrimoine de la commune en collaboration avec le Service de la Connaissance de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée (depuis 2004), auparavant avec le service de l'Inventaire de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Depuis 2011, suite à l'obtention du label Ville d'art et d'histoire, la Ville de Millau mène des actions de médiation du patrimoine (développement de la connaissance, conservation, publications, médiation, formation...) qui ont mené à la création d'un service du patrimoine et des archives, Ville d'art et d'histoire, dédié à la connaissance, à la conservation, à la valorisation et à la médiation du patrimoine.

La Ville et la Communauté de Communes Millau Grands Causses souhaitent mener une opération de connaissance du patrimoine, et porter un projet de demande d'extension du label Ville d'art et d'histoire en label Pays d'art et d'histoire à l'échelle de la Communauté de Communes. Présenté en comité des maires à la Communauté de Communes (05/10/2021) et en commission culture de la Ville (08/12/2021), ce projet a reçu un avis favorable.

La Ville de Millau et la Communauté de Communes Millau Grands Causses souhaitent donc établir une convention de partenariat avec la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée pour une opération de connaissance du patrimoine à l'échelle de la Communauté de Communes Millau Grands Causses, pour les années 2022-2024. Préalable à toute action de valorisation, cette opération de connaissance nourrira notamment le dossier de candidature au label Pays d'art et d'histoire de la Communauté de communes.

Pour réaliser cette nouvelle opération de connaissance du patrimoine, la directrice du service des archives et du patrimoine de la Ville de Millau sera mise à disposition à la Communauté de Communes sur la moitié de son temps de travail, pour une durée d'un an renouvelable.

Par ailleurs, un médiateur du patrimoine sera recruté par la Ville de Millau pour suppléer au temps de travail de la directrice des archives et du patrimoine pour la Ville en réalisant des missions de médiation dans le cadre du label Ville d'art et d'histoire et pour accompagner la constitution du dossier de candidature Pays d'art et d'histoire de la Communauté de Communes. Son temps de travail sera ainsi réparti à 50% Ville et 50% Communauté de Communes Millau Grands Causses.

La Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée s'engage à apporter son soutien financier et technique pour la conduite de l'opération de connaissance du patrimoine.

Le soutien financier de la Région pour la durée de la convention est estimé à 10.000 € / an soit un financement total de 30 000 € sur une dépense totale estimée à 62 500 €.

La Communauté de Communes souhaite, avec la Ville de Millau, conduire l'opération de connaissance du patrimoine et porter le projet de candidature à l'extension du label Pays d'art et d'histoire suivant les modalités de portage financier exposées ci-dessous :

Coûts annuels	**N-1 (2021)**	**Préfiguration (2022-2023)**		**Opérationnel (3 1ères années de la convention)**	
	Ville	**Ville (archives)**	**Com com (patrimoine)**	**Ville (archives)**	**Com com (patrimoine)**
Direction : Archives Connaissance Label	55 000 € 100 %	27 500 € 50 %	27 500 € 50%	27 500 € 50%	27 500 € 50%
Médiation VAH		17 500 € 50 %	17 500 € 50 %		35 000 € 100 %
TOTAL	**55 000 €**	**45 000 €**	**45 000 €**	**27 500 €**	**62 500 €**
Recettes	**18 500 € (DRAC + Région)**	**11 000 € (DRAC)**	**10 000 € (Région)**		**30 000 € (DRAC + Région)**
Coût net	**36 500 €**	**34 000 €**	**35 000 €**	**27 500 €**	**32 500 €**

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 **-** approuve la conduite de l'opération de connaissance du patrimoine à l'échelle de la Communauté de Communes Millau Grands Causses en partenariat avec la Ville de Millau et la Région,

2 **-** approuve le principe de la mise à disposition de la directrice du service des archives et du patrimoine de la Ville de Millau à 50 % de son temps à la Communauté de communes Millau Grands Causses pour la réalisation de l'opération de connaissance du patrimoine

3 **-** approuve le principe de la mise à disposition d'un médiateur du patrimoine de la Ville de Millau auprès de la Communauté de communes Millau Grands Causses,

4 **-** autorise Madame la Présidente ou son représentant habilité à signer les conventions afférentes à ce dossier, les avenants à intervenir et tout document afférent à la bonne exécution de cette opération.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

CONVENTION CADRE
entre la Région Occitanie, la Ville de Millau et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses

POUR LA CONNAISSANCE DU PATRIMOINE
de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses

VU l'article 95 de la loi du n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et ses décrets d'application n°2005-834 du 20 juillet 2005, n° 2005-835 du 20 juillet 2005 et n°2007-20 du 4 janvier 2007,

VU le soutien alloué sur la base du régime d'aide exempté n°SA42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine, pour la période 2014-2020, adopté sur la base du Règlement Général d'Exemption par catégorie (RGEC) n°651/2014 de la Commission Européenne, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 26 juin 2014,

VU le Règlement de Gestion des Financements Régionaux en vigueur,

VU la délibération du conseil régional Occitanie n°AP/2021-DEC/03 du 16 décembre 2021, approuvant la nouvelle stratégie culturelle, « 2022-2028, Stratégie Occitanie, pour une culture partout et pour tous »,

VU la délibération du conseil régional Occitanie n° CP/2020-DEC/04.02 du 11 décembre 2020 approuvant le dispositif de soutien à la connaissance et l'inventaire général des patrimoines,

VU la délibération du conseil régional Occitanie n° CP/2022-JUIL/05.XX du 13 juillet 2022 approuvant la présente convention,

VU le dossier présenté par la Ville de Millau et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses, enregistré sous le numéro 22002515,

Entre
La Région Occitanie, représentée par Madame Carole DELGA, Présidente de la Région Occitanie, ci-après désignée par la Région, d'une part,

Et
La Ville de Millau représentée par Madame Emmanuelle GAZEL, Maire, ci-après désignée par la Ville, d'autre part

Et
la Communauté de Communes de Millau Grands Causses représentée par Madame Emmanuelle GAZEL, Présidente, ci-après désignée par la Ville, d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

En vertu de l'article 95 II de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 précitée, la Région Occitanie confie « aux collectivités territoriales ou aux groupements de collectivités qui en font la

demande la conduite, dans leur ressort, des opérations d'Inventaire général. Ces collectivités ou ces groupements concluent à cet effet une convention avec la Région ».

La Région souhaite structurer son intervention patrimoniale autour des notions de développement durable et de la formation. Elle apporte son soutien à des projets, expertisés d'un point de vue qualitatif, générateurs d'emplois qualifiés et de développement.

La Ville de Millau et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses souhaitent engager des actions de connaissance et d'Inventaire général sur le territoire de la communauté de communes Millau Grands Causses territoire afin de pouvoir documenter les documents d'urbanisme et d'engager une campagne de valorisation du patrimoine.
Elle souhaite également s'engager dans une politique de médiation de son patrimoine par le biais du label Pays d'art et d'histoire.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Cette convention annule et remplace la convention votée par délibération du conseil régional Occitanie n° CP/2022-AVR/05.01 du 15 avril 2022.

La Région confie à la Ville de Millau et à la Communauté de Communes de Millau Grands Causses la conduite des opérations d'inventaire général sur le territoire de la Communauté de Communes selon le programme défini à l'article 2 de la présente convention et conformément à un cahier des clauses scientifiques et techniques (CCST) défini annuellement entre les parties.

ARTICLE 2 : Objectif de l'opération d'inventaire

L'objectif de cette opération vise au recensement et à l'étude du patrimoine immobilier et/ou mobilier sur le territoire de la Communauté de Communes, aboutissant à la production de dossiers informatisés respectant les normes de l'Inventaire général du patrimoine culturel définies par le ministère chargé de la culture. La documentation scientifique ainsi rassemblée constitue un outil d'aide à la gestion de l'espace du territoire et fait l'objet d'actions de valorisation et de sensibilisation.

Les actions projetées se déclinent en trois volets : Recenser, étudier, faire connaître :
- inventaire du patrimoine,
- numérisation et mise aux normes des données recueillies,
- sensibilisation du public.

ARTICLE 3 : Délai de réalisation
La conduite des opérations d'Inventaire général démarre au 1er janvier 2022 et prendra fin au plus tard le 31 décembre 2024.

Une prorogation peut éventuellement être accordée à la demande du bénéficiaire par la Région, en cas de nécessité justifiée par lui avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du programme ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le programme ne soit pas dénaturé.

ARTICLE 4 : Engagements des parties

La Région s'engage à :

- assurer le suivi scientifique de l'opération, le contrôle des données textuelles, graphiques et photographiques, leur mise en ligne sur le portail Internet patrimoine

de la Région et assurer le versement des données dans les bases nationales du ministère chargé de la culture ;
- mettre à disposition de la Ville et de la Communauté de Communes le logiciel de saisie RenablLP et assurer une assistance technique pour son utilisation pour toute la durée de la présente convention ;
- assurer le suivi technique et la validation scientifique aux côtés des services de la Ville et de la Communauté de Communes ;
- apporter son soutien technique à la conduite de l'opération d'inventaire confiée à la Ville et à la Communauté de Communes conformément au cahier des clauses scientifiques et techniques ;
- apporter son soutien financier au projet
- apposer sur tout document informatif relatif à l'opération subventionnée le logo de la ville et de la Communauté de Communes

La Ville s'engage à :

- conduire l'opération d'inventaire, objet de la présente convention, et à mettre en œuvre les moyens humains et techniques nécessaires à cette fin conformément au cahier des clauses scientifiques et techniques joint en annexe ;
- transmettre les données produites dans le cadre de l'opération d'inventaire à la Région conformément au Cahier des Clauses Scientifiques et Techniques (CCST) ;
- apposer sur tout document informatif relatif à l'opération subventionnée le logo de la Régioon et de la Communauté de Communes

La Communauté de Communes s'engage à :

- faciliter l'opération d'inventaire, objet de la présente convention, et à mettre en œuvre les moyens humains et techniques nécessaires à cette fin conformément au cahier des clauses scientifiques et techniques joint en annexe ;
- autoriser la transmission des données produites dans le cadre de l'opération d'inventaire à la Région conformément au Cahier des Clauses Scientifiques et Techniques (CCST) ;
- apposer sur tout document informatif relatif à l'opération subventionnée le logo de la ville et de la Région

ARTICLE 5 : Modalités financières

Le coût total de cette opération de connaissance du patrimoine, confiée par la Région à la Ville de Millau et à la Communauté de communes, est estimé à 60 000 € TTC pour la durée de l'opération.

L'aide de la Région pour la réalisation du projet triennal prendra la forme d'une subvention attribuée annuellement à la Ville de Millau, sous réserve de la disponibilité des crédits et du vote de l'assemblée délibérante, et sur la base d'une demande de subvention renouvelée chaque année par la Ville.

La Ville prendra en charge l'ensemble des dépenses liées à l'opération, sous réserve de la disponibilité des crédits annuels et du vote du budget par l'assemblée délibérante, et sous réserve de l'obtention du financement de la Région.

Une convention financière annuelle fixera les modalités de calcul et de versement de l'aide, ainsi que les dispositions relatives aux contrôles.

ARTICLE 6 : Évaluation de la collaboration

Une réunion de bilan sera diligentée par les parties chaque fin d'année. Cette rencontre permettra de juger de la qualité des opérations réalisées dans l'année et d'orienter les actions des années suivantes, dans le respect des engagements mutuels.

ARTICLE 7 : Durée de la convention

La présente convention prend fin au 31 décembre 2024 sans préjudice des délais nécessaires aux opérations liées au versement du solde de la subvention et aux opérations de contrôle consécutives aux conventions financières annuelles prises en application de la présente.

ARTICLE 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle- ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Toulouse, le
En deux exemplaires

La Présidente de la Région Occitanie

Carole DELGA

La maire de Millau

Emmanuelle GAZEL

La Présidente de la Communauté de Communes
Millau Grands-Causses

Emmanuelle GAZEL

CONVENTION FINANCIERE 2022
entre la Région Occitanie, la Ville de Millau et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses

POUR LA CONNAISSANCE DU PATRIMOINE
de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses

VU l'article 95 de la loi du n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et ses décrets d'application n°2005-834 du 20 juillet 2005, n° 2005-835 du 20 juillet 2005 et n°2007-20 du 4 janvier 2007,

VU le soutien alloué sur la base du régime d'aide exempté n°SA42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine, pour la période 2014-2020, adopté sur la base du Règlement Général d'Exemption par catégorie (RGEC) n°651/2014 de la Commission Européenne, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 26 juin 2014,

VU le Règlement de Gestion des Financements Régionaux en vigueur,

VU la délibération du conseil régional Occitanie n°AP/2021-DEC/03 du 16 décembre 2021, approuvant la nouvelle stratégie culturelle, « 2022-2028, Stratégie Occitanie, pour une culture partout et pour tous »,

VU la délibération du conseil régional Occitanie n° CP/2020-DEC/04.02 du 11 décembre 2020 approuvant le dispositif de soutien à la connaissance et l'inventaire général des patrimoines,

VU la délibération du conseil régional Occitanie n° CP/2022-JUIL/05.XX du 13 juillet 2022 approuvant la présente convention,

VU le dossier présenté par la Ville de Millau et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses, enregistré sous le numéro 22002515,

Entre
La Région Occitanie, représentée par Madame Carole DELGA, Présidente de la Région Occitanie, ci-après désignée par la Région, d'une part,

Et
La Ville de Millau représentée par Madame Emmanuelle GAZEL, Maire, ci-après désignée par la Ville, d'autre part

Et
la Communauté de Communes de Millau Grands Causses représentée par Madame Emmanuelle GAZEL, Présidente, ci-après désignée par la Ville, d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet
La Région apporte son soutien financier à la conduite par la Ville de Millau des opérations d'inventaire général sur le territoire de la Communauté de Communes selon le programme défini à l'article 2 de la convention cadre.
L'opération financée est décrite dans le cahier des clauses scientifiques et techniques 2022 (CCST) et l'annexe financière joints à la présente convention.

ARTICLE 2 : Caractéristiques de la subvention
La subvention régionale attribuée à la Ville de Millau pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à 10.000,00 € TTC.

ARTICLE 3 : Délai de réalisation
Le délai de réalisation de l'opération, correspondant à la période de réalisation effective de l'opération ainsi qu'aux dates de prise en compte des dépenses est fixé comme suit : l'opération subventionnée démarre le 1er janvier 2022 et prend fin le 31 décembre 2022

ARTICLE 4 : Engagements du bénéficiaire
La Ville de Millau s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée, à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'opération financée et à respecter les engagements suivants :

4-1 Information de la Région
Le bénéficiaire s'engage à tenir informée la Région, dans un délai d'un mois, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération financée.
Ainsi, il s'engage à informer la Région de tout changement dans sa situation juridique, notamment de toute modification de ses statuts, dissolution, fusion, toute procédure collective en cours et plus généralement de toute modification importante susceptible d'affecter le fonctionnement de la personne morale (ou physique).
Le bénéficiaire s'engage également à informer la Région de toute modification dans le déroulement de l'opération financée, notamment toute modification des données financières et techniques.

4-2 : Contrôle de l'utilisation de la subvention
Le bénéficiaire s'engage à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention attribuée.
Ce contrôle, sur pièces et/ou sur place, pourra être exercé, pendant la durée de réalisation de l'opération et dans un délai de trois ans suivant le paiement du solde, par toute personne dûment mandatée par la Région.
À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Région tout document comptable et administratif dont la production serait jugée utile pour la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

4-3 : Information sur la participation de Région
Le bénéficiaire s'engage à faire état de la participation de la Région selon les modalités suivantes :

Les supports de communication :
Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière de la Région sur tout support de communication mentionnant l'opération financée, notamment dans ses rapports avec les médias, par apposition du logo de la collectivité et ce, de manière parfaitement visible et identifiable. (Ce logo est directement téléchargeable sur le site internet de la Région).

Ce logo sera juxtaposé à celui de la Ville de Millau, de la Communauté de Communes et à celui de l'Inventaire général et ce, de manière parfaitement visible et identifiable.

La notion de support de communication mentionnée à l'alinéa précédent comprend notamment :
- Tous les supports papiers types plaquette, brochure ou carton d'invitation relatifs à l'opération financée,
- Toutes les parutions dans la presse relatives à l'opération financée,

- Toutes les annonces média notamment les annonces radio relatives à l'opération financée,
- La page d'accueil du site Internet du bénéficiaire

4-4 : Autres engagements

Le bénéficiaire s'engage à transmettre les données produites dans le cadre de l'opération d'inventaire à la Région conformément au Cahier des Clauses Scientifiques et Techniques (CCST) ;

ARTICLE 5 : Modalités de versement

5-1 : caractéristiques du versement

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire. Elle est incessible hors cession de créances intervenant dans le cadre des articles L.313-23 et suivants du code monétaire et financier. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Il s'agit d'une subvention à versement proportionnel ; c'est-à-dire que son montant varie en fonction du degré de réalisation de l'opération subventionnée, au prorata des dépenses éligibles justifiées.

Le financement ne pourra en aucun cas être réévalué, même si les dépenses éligibles justifiées dépassent le montant prévisionnel de l'opération.

Le montant du financement régional peut notamment être réduit si les écarts entre les postes de dépenses prévus et réalisés ne sont pas justifiés et fondés. Dans le cas où l'écart n'est pas justifié, le montant retenu ne peut excéder, par poste de dépenses, celui présenté dans le budget prévisionnel ou le plan de financement.

5-2 : rythmes de versement

La subvention donne lieu au versement :

- D'une avance représentant 50 % du montant de la subvention attribuée
- Du solde.

5-3 : Pièces justificatives à produire

La subvention est versée, selon le rythme de paiement défini à l'article précédent, au vu d'une demande de paiement, dûment complétée et signée par le bénéficiaire ou son représentant selon le modèle figurant en annexe, ainsi que des pièces justificatives suivantes, accompagnées d'un RIB complet :

- <u>Pour l'avance</u> :
  - le formulaire de demande de paiement annexé à la convention, dûment rempli et signé et attestant du démarrage de l'opération ;
  - un relevé d'identité bancaire obligatoire (RIB IBAN).

- <u>Pour le solde</u>
  - le formulaire de demande de paiement annexé à la convention, dûment rempli et signé ;
  - un relevé d'identité bancaire obligatoire (RIB IBAN)
  - un état récapitulatif de justificatifs de dépenses directement réalisées par le bénéficiaire, dûment signé par ce dernier ou son représentant (et par le comptable pour les organismes publics). Cet état devra faire apparaître un montant total des dépenses acquittées au moins égal au montant de la subvention votée ;
  - un bilan financier ;
  - un bilan qualitatif ;

- l'ensemble des justificatifs de dépenses (exemple : bulletins de salaire, et toutes autres pièces) obligatoires seulement pour les personnes de droit privé dont le montant du financement est supérieur à 23 000 euros.

Le versement interviendra sous réserve que la Région ait produit un avis de conformité scientifique des données recueillies.

Article 6 : Suspension

La Région se réserve le droit de suspendre le paiement dans le cadre d'un contrôle sur pièces et/ou sur place.

6-1 : Non-versement et reversement

La Région peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (soit dans son intégralité, soit à due proportion, correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas verser s'il apparaît, notamment au terme des opérations de contrôle prévues dans la présente convention **:**

- que celle-ci a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet présenté ;
- que l'opération n'a pas été réalisée ou a été partiellement réalisée et que la subvention a fait l'objet d'un trop perçu
- que les engagements auxquels est tenu le bénéficiaire n'ont pas été respectés, notamment ceux relatifs à l'information sur la participation de la Région.

6-1 : Non-versement et reversement

La Région peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (soit dans son intégralité, soit à due proportion, correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas verser s'il apparaît, notamment au terme des opérations de contrôle prévues dans la présente convention **:**

- que celle-ci a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet présenté ;
- que l'opération n'a pas été réalisée ou a été partiellement réalisée et que la subvention a fait l'objet d'un trop perçu
- que les engagements auxquels est tenu le bénéficiaire n'ont pas été respectés, notamment ceux relatifs à l'information sur la participation de la Région.

6-2 : procédure de reversement

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recettes.

Préalablement à l'émission du titre ou au refus de versement, la Région notifie par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

Cette lettre de notification indique le délai dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par la Présidente du Conseil régional si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Caducité

La subvention régionale devient caduque de plein droit :

- Si la première demande de versement n'intervient pas dans le délai de 2 ans à compter de la date de la délibération d'attribution du financement ;

- Si la dernière demande de versement n'intervient pas dans le délai de 2 ans à compter de la date de fin de réalisation ;
- Si le bénéficiaire a fait connaître par courrier son intention de ne pas réaliser l'opération subventionnée.

Sur demande circonstanciée du bénéficiaire, en cas de nécessité justifiée avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité de l'opération ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait, un report éventuel du délai de caducité ou du délai de réalisation peut être exceptionnellement accordé, à condition que l'opération ne soit pas dénaturée. La décision en ce sens de l'organe délibérant de la Région sera traduite par la passation d'un avenant.

ARTICLE 8 : Durée
La présente convention prend fin à l'issue des délais de contrôle tels que mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 9 : Pièces contractuelles
Les annexes jointes à la présente convention font partie intégrante de celle-ci.

Fait à Toulouse, le
En trois exemplaires

La Présidente de la Région Occitanie

Carole DELGA

La maire de Millau

Emmanuelle GAZEL

La Présidente de la Communauté de Communes
Millau Grands-Causses

Emmanuelle GAZEL

Cadre réservé à l'administration
N° de dossier : 22002515
Programme budg : P411O005
N° Tiers / intervenant : 22814
N° délibération : CP/2022-JUIL/05.
Montant de la Subvention : 10 000 €
Direction / Service : DCP - SCIP

DEMANDE DE PAIEMENT D'UNE SUBVENTION

Je soussigné(e), Nom Prénom,……., Représentant l'organisme *(préciser la raison sociale)* **:**
En qualité de *(préciser la fonction)* : ……..,
Sollicite par la présente le versement de ……. €
Au titre de : ☐ avance, ☐ acompte n°….., ☐ solde (si paiement.s déjà effectué.s), ☐ versement unique (si paiement en une seule fois)

❑ **avance,**
❑ J'atteste par la présente que l'opération a commencé *(A noter : dans ce cas la demande de paiement fait également office d'attestation de démarrage de l'opération)*
❑ Je joins un Relevé d'Identité Bancaire (RIB)

OU

❑ **acompte n°….. OU ❑ solde OU ❑ versement unique**
❑ Le montant cumulé des dépenses réalisées est de ……..€

Je joins
☐ **Un état récapitulatif des justificatifs de dépenses** dûment signé par le bénéficiaire ou son représentant, exigé par l'arrêté ou la convention pour le versement de la subvention
☐ **Un Relevé d'Identité Bancaire** (RIB)
☐ **Autres pièces exigées par l'arrêté ou la convention pour le versement de la subvention** *(justificatifs de dépenses, bilan financier des dépenses et des recettes pour le solde, rapport d'activité ou bilan qualitatif pour le solde, ...)*

Concernant la subvention *(préciser l'objet de la subvention)* :
……
Contact Organisme pour le suivi du dossier (si différent du représentant de l'organisme) :
Nom : *Fonction :*
Courriel : *Téléphone :*

☐ **J'atteste avoir respecté les obligations liées à l'attribution et au versement de la subvention et je certifie que les pièces justificatives produites correspondent bien à l'opération subventionnée ;**

☐ **En cas de demande d'acompte, de solde ou de versement unique, j'atteste que toutes les dépenses réalisées et justifiées dans le cadre de l'opération subventionnée ont été acquittées.**

Nom et tampon de l'organisme :

Date : Signature :

* Ce formulaire est à adresser au Site de Toulouse ou de Montpellier et doit être utilisé pour chaque demande de paiement (avance, acompte, solde, ou versement unique).

Région Occitanie
Service de la Connaissance du patrimoine

Communauté de communes
Millau Grands Causses

Ville de Millau
Service Patrimoine

Cahier des clauses scientifiques et techniques

pour un inventaire général du patrimoine culturel

de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses

2022

Préambule

Le présent cahier des clauses scientifiques et techniques complète les termes de la convention de connaissance du patrimoine liant la Région Occitanie et la Ville de Millau.
Il précise pour 2022 les actions projetées et encadre la conduite des opérations d'inventaire général du patrimoine confiées par la Région à la Ville de Millau sur le territoire de la communauté de communes de Millau Grand Causses.

Article 1 - L'inventaire du patrimoine

1.1 : Enjeux de l'opération

L'opération d'inventaire vise au recensement et à l'étude du patrimoine immobilier et/ou mobilier de la communauté de communes de Millau Grand Causses. Dans le cadre d'un objectif de contribution au développement durable, elle doit aboutir :

- à approfondir la connaissance scientifique sur l'aire d'étude définie à l'article 1-2 ;
- à la production de dossiers informatisés respectant les normes de l'Inventaire général du patrimoine culturel définies par le ministère chargé de la culture ;
- à la constitution d'une documentation scientifique ;
- à l'élaboration d'un outil d'aide à la gestion de l'espace communal, communautaire, départemental.
- à diffuser le plus largement possible la connaissance auprès du public.

1.2 : Délimitation de l'aire d'étude, définition du champ d'investigation et de la méthode

Les limites de l'aire d'étude sont celles du territoire de la commune à l'exception des dossiers liés à l'étude la maison médiévale.

Pour l'année 2022, en lien avec l'anniversaire de la fin de lutte contre l'extension du camp du Larzac (1971-1981), diverses opérations sont ainsi envisagées :
Actualisation des dossiers concernant les lieux emblématiques –et historiques- de la lutte (occupés ou non par l'armée, restaurés, construits) :

- Villages et hameaux de la Blaquière, de Saint-Martin du Larzac ;
- Des fermes et des bergeries (Les Truels, Hôpital du Larzac, …. les fermes prises dans le périmètre d'extension du camp)

Des opérations ponctuelles ou d'urgence pourront être menées, en fonction du plan de mandat. Un maximum d'un tiers du temps de travail pourra être consacré à ces opérations.

Le service de la connaissance du patrimoine de la Région apportera son aide particulière sur la thématique du patrimoine mémoriel, paysager et industriel chaque fois que de besoins. Il assurera la validation scientifique de la méthode et des données recueillies. Il facilitera la mise à disposition de la documentation dont il dispose à l'échelle du département pour qu'elle puisse alimenter la banque de données. L'article 3 précise les conditions d'exploitation et de diffusion des données.

Article 2 - Définition des moyens de restitution

2.1 : Restitutions publiques

Le ou la chargé(e) d'inventaire assurera des restitutions publiques pour faire état de l'avancée des enquêtes de terrain. La documentation réunie pourra alimenter les conférences, visites guidées ou audio-guidées mises en place dans le cadre du label Ville d'art et d'histoire.

2.2 : Transmission des données à partir de RenablLP
La communauté de communes de Millau Grand Causses s'engage à ce que les données recueillies soient enregistrées dans l'application de GED RenablLP mise à sa disposition par la Région. En fonction de l'avancée des enquêtes sur le terrain, il s'engage à transmettre les données produites au service de la connaissance du patrimoine de la Région afin qu'il vérifie et valide le contenu scientifique des données avant leur versement sur l'Internet. La communauté de communes de Millau Grand Causses autorise le prestataire désigné par la Région Occitanie à opérer la sauvegarde des données RenablLP sur DVD, disque externe ou tout autre support. La Région Occitanie garantit la compétence technique des intervenants désignés.

2.3 : mise en ligne des données
2.3 – A : sur les outils de diffusion de la Région
La Région Occitanie dispose actuellement d'un site web de diffusion de ses ressources patrimoniales (données architecture, mobilier, presse ancienne, documents iconographiques, documents littéraires, etc.) : Le site http://patrimoines.laregion.fr/ outil de ressources et de diffusion permettant à l'internaute d'accéder aux inventaires réalisés dans la région, de suivre l'actualité de la recherche et des publications en liaison avec le patrimoine. Ce portail permet également de visiter virtuellement la région, de découvrir son patrimoine.

2.3 – B : sur les bases nationales
La Région Occitanie verse une partie des données produites à l'échelle régionale sur les bases nationales afin de contribuer à l'enrichissement de la documentation mise à disposition du public http://pop.culture.gouv.fr/. La plate forme ouverte du patrimoine permet aux professionnels de constituer et de maintenir un réservoir d'informations certifiées par les services de l'État à travers des outils interopérables et simples d'utilisation. Il permet également la libre consultation de l'ensemble des ressources textuelles et photographiques ainsi que leur réutilisation par d'autres applications grâce à un partage, total ou partiel, en open data.

La communauté de communes de Millau Grand Causses autorise la publication électronique des données produites dans le cadre de la présente convention, sur le portail patrimoine de la Région et se réserve la possibilité d'utiliser les données sur son propre site.

2.4 : Publications et communication

Dans le cadre d'éventuelles publications à caractère scientifique portant sur les résultats des opérations d'inventaire conduites dans le cadre de la présente convention, le service de la connaissance du patrimoine de la Région sera associé au comité éditorial qui sera institué. Informé du rétro planning éditorial, le responsable du service de la connaissance du patrimoine devra avoir communication de tout manuscrit pour relecture. Il sera co-signataire du bon-à-tirer.

Il est convenu que tout concours financier de la Région devra être mentionné par son bénéficiaire au moyen de supports appropriés à la nature de l'objet subventionné.

La communauté de communes de Millau Grand Causses s'engage à développer la communication autour de ce projet en étroite concertation avec la Région, pour tout événement presse et opération ponctuelle. Il s'engage également à apposer, sur tout document informatif relatif à l'opération subventionnée, le logo de la Région et le logo de l'Inventaire général. La Région s'engage à associer la Ville à toute communication éventuelle concernant ce projet.

Article 3 - Propriété de la documentation

La Région et la communauté de communes de Millau Grand Causses conviennent de qualifier la réalisation de l'inventaire du patrimoine bâti et mobilier comme une œuvre collective selon la définition donnée par l'article L113-2 alinéa 3 du code de la propriété intellectuelle.

La documentation de l'inventaire produite dans le cadre de la présente convention sera sous la double propriété patrimoniale de la Région et de la Ville tant pour la documentation papier que numérique. Elle sera en consultation libre au centre de documentation du Patrimoine de la Région (DCP). Chacun des partenaires aura la libre utilisation de cette documentation sous la réserve de la mention systématique du copyright joint de la Région et de la Ville. Les clichés photographiques produits par le service de la connaissance du patrimoine porteront obligatoirement la mention suivante : photo : xxxx © Inventaire général Région Occitanie / ville de Millau. Les noms des auteurs de la documentation (chercheurs, photographes, cartographes) seront également précisés.

Il est convenu que si un prestataire extérieur était amené à produire de la documentation graphique ou photographique, il renoncerait aux droits patrimoniaux au profit de la Ville et de la Région. À cette fin, la Ville établira un contrat de cession de droits avec le prestataire extérieur considéré, dont la Région sera également signataire. Ce contrat mentionnera la cession des droits au bénéfice de la communauté de communes de Millau Grand Causses.

La Région et la communauté de communes de Millau Grand Causses se cèdent mutuellement les droits d'exploitation des données dans le cadre de la constitution de l'inventaire et de sa mise à disposition du public à titre gratuit.

La communauté de communes de Millau Grand Causses se réserve le droit de mettre à disposition de ses partenaires territoriaux cette documentation après en avoir informé la Région.

L'exploitation commerciale des données fera l'objet d'une consultation réciproque des deux parties et d'une convention spécifique si besoin.

Les données, synthèses, conclusions de l'inventaire ne pourront subir de modification ou d'adjonction sans accord entre les deux parties. La Région et la communauté de communes de Millau Grand Causses s'engagent à se fournir mutuellement les mises à jour ultérieures de l'inventaire.

Article 4 - Le calendrier prévisionnel

Au premier semestre 2022, les premiers dossiers seront actualisés et les données recueillies par la région sur le territoire seront mises en forme
Au second semestre 2022, divers projets de valorisation seront envisagés en particulier en lien avec le public scolaire.

À l'automne 2022, les données mises à jour et qui auront été validées seront mises en ligne sur les bases régionales.

Un comité de pilotage sera organisé dans le courant du dernier trimestre 2022 pour faire le point sur l'avancée des enquêtes.

Article 5 - Les moyens humains et techniques

5.1 : Moyens humains au service de l'inventaire

L'ensemble des actions définies dans le cahier des clauses scientifiques et techniques seront prises en charge par 1 personne missionnée à mi-temps (0.5 ETP) dont le grade ou la qualification devront être agréés par la Région :

Le service de la connaissance du patrimoine de la Région doit être consulté sur les moyens humains mis en œuvre pour la conduite de l'inventaire ainsi que sur les compétences techniques des personnels en charge de cette mission. Il assure la formation scientifique continue de l'équipe chargée de la mission d'inventaire sous forme de journées de formation régulières.

5.2 : Suivi et validation du service de la connaissance du patrimoine

Le personnel du service de la connaissance du patrimoine participe aux opérations selon les compétences nécessaires à leur bon déroulement : coordination générale de l'opération, formation du personnel, mise en œuvre d'une méthode de travail, suivi ou contribution directe aux études. Seront plus précisément mobilisés pour l'opération :

- **Conservateurs du patrimoine :**
  - Mise en forme et validation des dossiers de repérage établis par le parc naturel régional sur les communes voisines liées au projet du Larzac
  - Appui sur l'histoire de l'architecture entre 1850 et 1970
  - Contrôle, relecture et validation des dossiers électroniques
- **Chercheur spécialisé dans le patrimoine des jardins :**
  - Appui sur l'histoire et la constitution des jardins de certaines demeures
- **Chercheur spécialisé dans le patrimoine industriel :**
  - Vérification des données sur le peigne en corne et l'industrie textile
- **Documentalistes :**
  - Contribution aux recherches documentaires
- **Photographe :**
  - Réalisation des prises de vue commandées par les chercheurs,
  - Réalisation de prises de vues éditoriales en liaison avec la thématique,
  - Reproduction des documents d'archives
  - Enregistrement sur la base illustration

5.3 : Appui et accompagnement du Innovation et appui aux territoires

- **Cartographe :**
  - Contribution à la mise en œuvre d'une cartographie interactive sur le sujet
- **Chargée de mission médiation culture et patrimoine :**
  - Contribution à la rédaction de textes « grand public »
- **Chargée de conception numérique :**
  - Conception de produits numériques destinés à valoriser les résultats de la recherche.

Dans son ensemble, le chef de service de la connaissance du patrimoine de la direction de la culture de la Région assure la coordination des contributions régionales : le suivi scientifique de l'opération, le contrôle et la validation en continu des données textuelles, graphiques et photographiques, leur mise en ligne sur le portail Internet patrimoine de la Région et assure le versement des données dans les bases nationales du ministère chargé de la culture et de la communication.

5.4 : Mise à disposition et utilisation de RenablLP

La Région met à disposition de la communauté de communes de Millau Grand Causses l'outil de gestion de dossier électronique RenablLP. Elle assure directement ou délègue à un prestataire choisi par elle, la mise en place de l'application auprès de la communauté de communes de Millau Grand Causses. Elle désigne la direction de son service informatique comme référent technique et le service de la connaissance du patrimoine comme référent fonctionnel.

En contre-partie, la communauté de communes de Millau Grand Causses s'engage à désigner un référent fonctionnel (utilisateur) au sein de l'équipe d'inventaire, un référent technique au sein de son service informatique ou au sein de l'équipe d'inventaire. Elle s'engage également à être disponible et à travailler en collaboration avec les intervenants RenablLP et à fournir les informations nécessaires à l'installation, la maintenance ou la sauvegarde des données.

La communauté de communes de Millau Grand Causses assure enfin la configuration optimale des postes informatiques client et serveur sur lesquels sera installé RenablLP : à savoir au minimum pour les postes clients, un processeur double cœur 2.5Ghz, 2Go de Ram, un disque dur de 160 Go, un graveur DVD et pour la sauvegarde 2 disques durs externes. Un logiciel de traitement des images sera nécessaire. Il est également convenu qu'en cas de panne ou d'incident technique, les référents de la communauté de communes de Millau Grand Causses contacteront les référents de la Région. Il est convenu que la mise à disposition de RenablLP est en mode saisie pour la durée de la convention. Elle reste à disposition en mode consultation de la collectivité sans limite de date.

ARTICLE 6 : Bibliographie de référence

La documentation méthodologique de l'inventaire qui sera utilisée par tous les partenaires est téléchargeable sur le site du ministère chargé de la culture aux adresses suivantes :

http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/extranetIGPC/extranet_insitu.htm
http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/telechar/introl.pdf
http://www.culture.gouv.fr/culture/dp/inventaire/extranetIGPC/normes/sysdescARCHI/sysdesc_archi_sept1999.pdf
http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/telechar/sysdesc_archi-ex_sept1999.pdf
http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/telechar/thesau_archi.rtf
http://www.inventaire.culture.gouv.fr/telechar/thesaurus_architecture_2013.pdf
http://data.culture.fr/thesaurus/page/ark:/67717/T96
http://data.culture.fr/thesaurus/page/ark:/67717/T69
http://www.inventaire.culture.gouv.fr/telechar/thesaurus_objets_mobiliers_2014.pdf
http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/telechar/sysdesc_obj-patind_1998.pdf
http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/extranetIGPC/normes/sysdescILL/pdf/SDILL_2007.pdf

2022 03 DEL 019

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Création d'un Comité Social Territorial (CST) local.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Michel DURAND.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment les articles L. 251-5 à L. 251-10 ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL019-DE
Reçu le 20/06/2022

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique au 8 décembre 2022,

Vu l'avis du comité technique du 31 mai 2022 ;

Le Comité social territorial est l'instance du dialogue social au sein de la collectivité territoriale. Il remplacera le comité technique et le CHSCT à l'issue des prochaines élections professionnelles en décembre 2022. Composé de représentants de la collectivité et du personnel en nombre égal, il est compétent pour l'ensemble des agents quel que soit leur statut et sur toutes les questions collectives intéressant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des ressources humaines de la collectivité.

Un Comité Social Territorial doit être créé dans chaque collectivité ou établissement public employant au moins 50 agents.

L'effectif constaté au 1er janvier 2022 est compris entre 50 et 200 agents et totalise quatre-vingt-quinze agents au 1er janvier 2022.

L'effectif retenu pour déterminer la composition d'un CST ainsi que la part respective de femmes et d'hommes sont appréciés au 1er janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel. L'effectif et cette part sont déterminés au plus tard six mois avant la date du scrutin.

Hommes		Femmes		Total
45	47%	50	53%	95

Une réunion de consultation avec les organisations syndicales a eu lieu le 3 mai 2022, faisant l'objet d'un échange autour du protocole pré-électoral en vue des élections professionnelles du 8 décembre 2022.

Ce protocole précise la composition du Comité Social Territorial les modalités suivantes :
La répartition des sièges est composée de :

- Représentant du personnel : 3 titulaires et 3 suppléants
- Représentant de la collectivité : 3 titulaires et 3 suppléants.

Il est appliqué le principe du paritarisme.
L'ensemble des membres du CST (représentants du personnel et représentants de la collectivité) ont une voix délibérative.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - décide de créer un Comité Social Territorial local,
2 - décide de maintenir le paritarisme numérique du CST et de la FSSCT en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel,
3 - fixe le nombre de représentants du personnel titulaires au sein du CST local à 3,
4 - fixe le nombre de représentants de la collectivité titulaires au sein du CST local à 3,
5 - autorise le recueil de l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement public,
6 - autorise Madame la Présidente ou son représentant habilité à accomplir les démarches nécessaires à ce dossier.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

2022 03 DEL 020

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Modification du véhicule de fonction attribué au Directeur Général des Services.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Michel DURAND

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son L.5211-13-1,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment pris en son article L721-1 et suivants,

Vu le Code général des impôts, notamment son article 82,

Vu la loi n° 57-1424 du 31 décembre 1957 attribuant compétence aux tribunaux judiciaires pour statuer sur les actions en responsabilité des dommages causés par tout véhicule et dirigés contre une personne de droit public,

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL020-DE
Reçu le 21/06/2022

Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

Vu l'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale,

Vu la délibération n° 2020 10 DEL 012 du 18 novembre 2020 portant attribution d'un véhicule de fonction aux agents communautaires ou au directeur général des services,

---

Eléments de contexte :

Conformément au Code de la fonction publique, l'attribution d'un véhicule de fonction par nécessité absolue de service est autorisée ;

Ainsi, par délibération n° 2020 10 DEL 012 du 18 novembre 2020 le conseil de la Communauté a autorisé l'attribution d'un véhicule de fonction au Directeur Général des Services. L'emploi fonctionnel de directeur général des services d'un EPCI de plus de 20 000 habitants remplit de plein droit les conditions justifiant l'octroi d'un tel avantage au surplus du statut et des contraintes liées à ce poste. Il s'agissait d'une Peugeot 307 immatriculée 1168 PE 12, pour attribution permanente avec utilisation exclusive, même en dehors des heures, des jours de services et des besoins de son activité, tant au niveau de la Ville que de la Communauté.

La Communauté a dernièrement procédé à l'acquisition d'un nouveau véhicule, en remplacement d'un véhicule accidenté en 2019 pour une remise à niveau de son parc automobile.

Il est dès lors proposé d'affecter ce nouveau véhicule, Renault Clio Business E-Tech Hybrides, selon les mêmes conditions et modalités d'usage, au Directeur Général des Services à la place de la Peugeot 307 qui sera affectée à la flotte des véhicules de service.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - approuve les modifications ainsi décrites de la délibération n° 2020 10 DEL 012 susvisée relative à l'attribution du véhicule de fonction de la collectivité au Directeur Général des Services et arrêtant les modalités afférentes pour couvrir les déplacements inhérents à la Ville de Millau et à la Communauté de Communes Millau Grands Causses, dans le cadre du service commun, pour attribution permanente avec utilisation exclusive, même en dehors des heures, des jours de services et des besoins de son activité,

2 - autorise Madame la Présidente à signer le document administratif d'attribution individuelle du véhicule.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

2022 03 DEL 021

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Avenants aux conventions de mise à disposition de personnel entre la Comm de communes Millau Grands Causses et la Ville de Millau dans le cadre du transfer compétence de gestion du complexe sportif d'intérêt communautaire.
PJ : Projets d'avenants.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Michel DURAND.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu le Code général de la fonction publique notamment dans ses articles 512-6 et suivants portant sur la mise à disposition de fonctionnaires entre collectivités ou auprès de leurs établissements,

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relatives à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de gestion des équipements sportifs ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL021-DE
Reçu le 29/06/2022

Vu la délibération en date du 18 décembre 2019 de la Communauté de Communes Millau Grands Causses relative à la modification des statuts pour le transfert de la compétence de gestion du complexe sportif d'intérêt communautaire composé d'un centre aquatique, situé rue de la prise d'eau à Millau ainsi que d'une salle artificielle d'escalade,

Vu la délibération n°2020 07 DEL 010 en date du Conseil communautaire du 30 juillet 2020 portant mise à disposition de personnel dans le cadre du transfert de compétence de gestion du complexe sportif d'intérêt communautaire

Vu la délibération n°2021 05 DEL 020 en date du Conseil communautaire du 23 juin 2021 relative aux avenants n°1 de la convention de mise à disposition de personnel (de la directrice et de l'agent technique) entre la ville de Millau et la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu la délibération n°2021 08 DEL 012 en date du Conseil communautaire du 15 décembre 2021 relative à l'avenant n°2 de la convention de mise à disposition de personnel (de l'agent technique) entre la ville de Millau et la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu l'avis du comité technique du 31 mars 2022 de la Communauté de communes Millau Grands Causses et le comité technique du 25 mai 2022 de la ville de Millau,

---

Eléments de contexte :

Dans le cadre du transfert de compétence de gestion du complexe sportif d'intérêt communautaire, une convention de mise à disposition a été conclue pour l'agent maîtrise en plomberie et la directrice du centre aquatique de la Ville de Millau auprès de la communauté de communes Millau Grands Causses afin maintenir la gestion de l'établissement et assurer l'encadrement du personnel.

Concernant l'agent de maîtrise, la convention initiale a été modifiée par avenant n° 1, le 23 juin 2021, pour prolonger la durée de la convention initiale, et, par un second avenant, le 15 décembre 2021, pour modifier la quotité de travail de l'agent. Ainsi, la mise à disposition de l'agent de maitrise de la Ville de Millau, pour exercer la fonction de technicien en plomberie, était effectuée à temps non complet, à hauteur de 6h40 hebdomadaire, jusqu'au 31/08/2022.

Concernant la mise à disposition de la directrice du centre aquatique, éducateur des APS principal de 1ère classe de la ville de Millau, afin d'en assurer la gestion sur un poste à temps non complet (70 %) a été réalisée au profit de la Communauté de Communes Millau Grands Causses. Par avenant n° 1, la durée de la convention de mise à disposition a été prolongée jusqu'au 31/08/2022.

Une nouvelle prolongation de la durée de la mise à disposition est proposée jusqu'au 31/08/2023, les autres articles de la convention initiale demeuraient inchangés.
Les missions des agents relevant de la mise à disposition arriveront à échéance à l'issue de la fin des travaux sur les équipements du centre aquatique.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - approuve les avenants aux conventions de mise à disposition d'un agent de maîtrise à temps non complet (6h40 hebdomadaire) et éducateur des APS principal de 1ère classe à temps non complet (70 %) de la Ville de Millau auprès de la Communauté de Communes Millau Grands Causses à compter du 1er septembre 2022, jusqu'au 31 août 2023,

2 - autorise Madame la Présidente ou son représentant habilité à signer les avenants aux conventions de mise à disposition de personnel entre la Ville de Millau et la Communauté de Communes Millau Grands Causses et, le cas échéant, ses avenants éventuels à venir jusqu'à la mise en service complète du nouvel équipement,

3 - autorise Madame la Présidente ou son représentant habilité à accomplir toutes les démarches nécessaires sous réserve des crédits inscrits au budget.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

AVENANT N°3

A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE LA VILLE DE MILLAU ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MILLAU GRANDS CAUSSES DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE DE GESTION DU COMPLEXE SPORTIF D'INTERET COMMUNAUTAIRE

Entre
La **ville de Millau**,
Représentée par sa Maire, Madame Emmanuelle GAZEL, dument habilité par délibération n°2022/…… du Conseil municipal du 7 juin 2022,

Et
La Communauté de Commune Millau Grands Causses,
Représentée par son conseiller délégué aux ressources humaines, Monsieur Michel DURAND

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 :

L'article 1 de la convention initiale en date du 23 juillet 2020 est modifié comme suit :

Conformément aux dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales, la ville de Millau met à disposition de la Communauté de Communes Millau Grands Causses :

- un Agent de maîtrise pour exercer les fonctions d'agent technique en plomberie à temps non complet, 6h40 hebdomadaires soit 16.67%, correspondant aux temps d'intervention des weekends et des soirs auprès du centre aquatique de Millau.

Article 2 :

L'article 2 de la convention initiale en date du 23 juillet 2020 est modifié comme suit :

La mise à disposition de l'agent auprès de la Communauté de Communes Millau Grands Causses est conclue pour une durée de 8 mois à compter du 1er septembre 2022**,** soit jusqu'au 31 août 2023 inclus.

Article 3 :

Les autres articles restent inchangés.

Fait à.....,	Fait à.....,
Le …..,	Le …..,
Pour **la Ville de Millau,**	Pour **la Communauté de Communes Millau Grands Causses,**
La Maire, Emmanuelle GAZEL	Le Conseiller délégué aux ressources humaines, Michel DURAND

AVENANT N°2

A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE LA VILLE DE MILLAU ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MILLAU GRANDS CAUSSES DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE DE GESTION DU COMPLEXE SPORTIF D'INTERET COMMUNAUTAIRE

Entre
La **ville de Millau**,
Représentée par sa Maire, Madame Emmanuelle GAZEL, dument habilité par délibération n°2022/….. du Conseil municipal du 7 juin 2022,

Et
La Communauté de Commune Millau Grands Causses,
Représentée par son conseiller délégué aux ressources humaines, Monsieur Michel DURAND

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 :

L'article 1 de la convention initiale en date du 23 juillet 2020 est modifié comme suit :

Conformément aux dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales, la ville de Millau met à disposition de la Communauté de Communes Millau Grands Causses :

- un Educateur des APS principal de 1ère classe pour exercer la fonction de Directrice du centre aquatique et en assurer la gestion sur un poste à temps non complet (70%).

Article 2 :

L'article 2 de la convention initiale en date du 23 juillet 2020 est modifié comme suit :

La mise à disposition de l'agent auprès de la Communauté de Communes Millau Grands Causses est conclue pour une durée de 1 an à compter du 1er septembre 2022**,** soit jusqu'au 31 août 2023 inclus.

Article 3 :
Les autres articles restent inchangés.

Fait à.....,	Fait à.....,
Le …..,	Le …..,
Pour **la Ville de Millau,**	Pour **la Communauté de Communes Millau Grands Causses,**
La Maire, Emmanuelle GAZEL	Le conseiller délégué aux ressources humaines Michel DURAND

2022 03 DEL 022

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Création emploi permanent Directeur services techniques.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Michel DURAND.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu le code général de la fonction publique territoriale pris notamment en son article L 321-1 qui dispose que les emplois de chaque collectivité ou établissement mentionné à l'article L. 4 sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, Le livre III consacré au recrutement des agents publics, fonctionnaires ou contractuels, notamment les Articles L. 311-1 à L. 372-2 du code général de la fonction publique ;

Vu l'Article L332-8 « Par dérogation au principe énoncé à l'article L. 311-1 et sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 313-1, des emplois permanents peuvent être également occupés de manière permanente par des agents contractuels territoriaux dans les cas suivants, tiret 2, lorsque les

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL022-DE
Reçu le 29/06/2022

besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code ;

Vu l'avis du comité technique du 31 mai 2022 ;

Le Directeur général des services techniques a demandé une mutation qui prendra effet au 15/07/2022.

La volonté de la collectivité est de :
- pourvoir le poste rapidement,
- assurer une continuité du suivi des projets et services de la filière technique,
- répondre aux exigences statutaires,
- offrir la possibilité d'intégration aux différents candidats qui présenteraient les compétences requises.

Il sera en ce sens impossible de pourvoir l'emploi fonctionnel, la Communauté de communes Millau Grands Causses n'atteignant pas les seuils démographiques (40 000 habitants) permettant le recrutement d'un contractuel sur un emploi fonctionnel.

De fait, en cas d'impossibilité de recrutement d'un fonctionnaire sur un emploi de Directeur Général des Services techniques, et afin d'assurer la continuité du service conformément à l'article L311-1, il est proposé de créer un emploi de Directeur des services techniques, ouvert aux contractuels.

L'emploi permanent est créé sur la filière technique, poste de catégorie A dans le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux, à temps complet.

Le Directeur des services techniques assurera les missions suivantes :
1. assurer la veille sectorielle et l'assistance pour la définition des orientations stratégiques des collectivités et du territoire en matière de travaux, voiries, services collecte des déchets et équipements,
2. organiser et superviser les dispositifs et les projets de la collectivité sur les domaines suivants : Gestion du patrimoine bâti et de l'ensemble des infrastructures, la sécurité, la solidité et la sûreté dans les bâtiments, sur la voirie et dans les espaces publics de la collectivité, la gestion d'établissements ou d'infrastructures spécifiques (écoles, musée, équipements sportifs...), la gestion des déchets, les travaux eau et assainissement, la gestion des crues, la gestion du parc matériel de la collectivité, l'organisation logistique des fêtes et cérémonies, la sécurité des bâtiments (ERP),
3. le management stratégique de l'ensemble des services sous sa responsabilité,
4. la participation au comité de Direction,

Considérant que l'agent relevant de la catégorie A de la filière technique doit justifier d'un diplôme d'ingénieur et compétences particulières en management, ingénierie et champs de compétences techniques larges (patrimoine, voirie, construction, eaux, déchets …).

Considérant que sa rémunération est calculée par référence à la grille indiciaire du grade des ingénieurs territoriaux, ainsi qu'avec le régime indemnitaire afférent à la fonction relevant des directions de service

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - décide de créer, à compter du 1er juillet 2022, un emploi de directeur des services techniques, au tableau des emplois, poste à temps complet,
2 - décide de fixer les rémunérations par référence aux grilles indiciaires des grades de recrutement auxquelles s'ajoutent les suppléments et indemnités en vigueur,
3 - autorise Madame la Présidente ou son représentant délégué à accomplir toutes les démarches nécessaires au recrutement,
4 - décide d'imputer les crédits correspondants au budget 2022.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

COMMUNAUTE DE COMMUNES
MILLAU GRANDS CAUSSES

TABLEAU DES EMPLOIS

SERVICE	LIBELLE EMPLOI	GRADE	POSSIBILITE DE POURVOIR L'EMPLOI PAR CONTRACTUEL ART. 3-3	POSTE POURVU	POSTE VACANT	DUREE TEMPS DE TRAVAIL
DIRECTION	Directeur Général des Services	Attaché Principal détaché sur l'emploi de DGS		1		40H00
	Directeur Général Adjointe Fonctions support	Attaché détaché sur l'emploi de DGA		1		40H00
	Directeur Général des Services Techniques	**Ingénieur / ingénieur principal / ingénieur Hors classe détaché sur l'emploi de DGST**			**1**	**40H00**
	Directeur Général Adjointe en charge Développement	Attaché détachéE sur l'emploi de DGA		1		40H00
	Directeur Général Adjointe Population et Equipements	Attaché de conservation du pâtrimoine détaché sur l'emploi de DGA		1		40H00
Transition énergétique et écologique	Chargé de mission	Ingénieur Principal	NON	1		36H30
ADMINISTRATION GENERALE	Assistante	Adjoint administratif principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Hôtesse d'accueil	Adjoint administratif principal de 2ème classe	NON	1		36H30
	Hôtesse d'accueil	Adjoint administratif	NON	1		8H00
RESSOURCES HUMAINES	Responsable de service	Attaché	OUI	1 contractuel art 3.3.2.		36H30
	Responsable Paie/Carrière	Rédacteur principal de 2ème classe	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif	NON	1		16H00
FINANCES	Assistant	Rédacteur	NON	1		14H00
	Coordinatrice	Adjoint administratif	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif principal de 2ème classe	NON	1		36H30
COMMUNICATION	Directrice de la communication	Attaché	NON	1		40H00
	Chef de projet communication	Attaché	OUI	1 contractuel CDI		40H00
	Chargée de la communication digitale	Rédacteur	OUI	1		40H00
	Assistant de communication spé infographie	Adjoint technique / Adjoint technique principal	NON	1		20H00
	Assistante en communication	Adjoint administratif	NON	1		40H00
	Assistante	Adjoint administratif principal de 1ère classe	NON	1		40H00

AFFAIRES JURIDIQUES ET COMMANDE PUBLIQUE	Direction des affaires juridiques	Attaché territorial	NON	1		40H00
	Responsable de secteur conseils juridiques et contentieux	Attaché principal	NON	1		40H00
	Responsable secteur achats et commande publique	Attaché principal	oui	1		40H00
	Responsable secteur des assemblées et assurances	Rédacteur principal de 2ème classe	NON	1		40H00
	Référente marché	Rédacteur	NON	1		40H00
	Assistante	Adjoint administratif principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Assistante secteur des assemblées et assurances, affaires juridiques et contentieux	Adjoint administratif	NON	1		27H00
	Assistante	Adjoint administratif	NON	1		8H00
INFORMATIQUE	Responsable système d'information	Ingénieur/Ingénieur principal/Ingénieur hors classe	OUI		1	36H30
	Responsable	Technicien principal de 1ère classe	OUI		1 (disponibilité pour convenances personnelles)	36H30
	Technicien	Technicien	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif principal de 2ème classe	NON	1		18H00
AMENAGEMENT ET CADRE DE VIE	Responsable	Ingenieur principal	OUI	1		36H30
	Responsable transport gens du voyage	Technicien principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Responsable ADS	Technicien principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Insctructeur	Rédacteur principal de 2ème classe	Non	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif principal de 2ème classe	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif	NON	1		36H30
DEVELOPPEMENT	Responsable pôle	Attaché	OUI	art 3.3.2.	1	36H30
	Chargé de mission	Rédacteur	OUI	1 contractuel art 3.3.1.		36H30
	Chargé de commerce	Attaché	OUI	1 contractuel art 3.3.1.		36H30
	Chargé Formation Enseignement supérieur	Rédacteur	NON	1		36H30
	Tuteur campus connecté	Rédacteur	OUI	1 contractuel art 3.3.1.		35H00
	Assistante	Rédacteur	NON		1	36H30
	Assistante	Adjoint administratif principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif principal de 1ère classe	NON	1		18h15

	Responsable service tourisme	Attaché	oui	1 contractuel cumul activités		15H
	Responsable du développement	Technicien	NON	1		36H30
	Animateur tourisme	Adjoint technique	NON	1		36H30
	Animateur tourisme	Adjoint administratif territorial	NON	1		36H30
SERVICES TECHNIQUES	**Responsable des services techniques**	**Ingénieur / ingénieur principal / ingénieur hors classe**	**OUI**		**1**	**40H00**
TRAVAUX, EQUIPEMENT ET INFRASTRUCTURES	Responsable	Ingénieur principal	NON	1		36H30
	Technicien voirie	Ingénieur	NON		1	36H30
	Technicien voirie	Technicien principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Technicien	Technicien	OUI	1		36H30
	Technicien Bâtiment	Technicien	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif principal de 1ère classe	NON	1		18H15
GESTION DES DECHETS	Responsable	Technicien principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Ambassadrice de tri	Technicien principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Assistante	Adjoint administratif principal de 1ère classe	NON	1		36H30
	Responsable de site	Agent de maîtrise principal	NON	1		35H00
	Chauffeur/ripeur	Adjoint technique principal de 1ère classe	NON	4		35H00
	Chauffeur/ripeur	Adjoint technique principal de 2ème classe	NON	6		35H00
	Chauffeur/ripeur	Adjoint technique	NON	5	1	35H00
	Gardien de décheterie	Adjoint technique principal de 1ère classe	NON	1		35H00
	Gardien de décheterie	Adjoint technique principal de 2ème classe	NON	1		35H00
	Gardien de décheterie	Adjoint technique	NON	1		35H00
CENTRE NAUTIQUE	Responsable équipe	Agent de maîtrise principal	NON	1		40H00
	Responsable équipe entretien	Agent de maîtrise principal	NON	1		40H00
	Assistante	Adjoint administratif	NON	1		4H00
	Agent d'entretien	Adjoint technique	NON	1		23h30
	Agent d'entretien	Adjoint technique	NON	1		30h00
	Maître nageur	Educateur des APS	NON	1		40H00
	Maître nageur	Adjoint technique	NON	1		40H00

Article 3.3.1. Absence de cadre d'emplois susceptible d'assurer les fonctions correspondantes

Article 3.3.2. Emploi de toutes catégories lorsque les besoins ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté

2022 03 DEL 022A

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Modification du tableau des emplois.
PJ : Tableau des emplois

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Michel DURAND.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu le code général de la fonction publique territoriale pris notamment en son article L 321-1 qui dispose que les emplois de chaque collectivité ou établissement mentionné à l'article L. 4 sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Vu le Code général de la fonction publique pris notamment en ses articles L.343-1 et suivants,

Vu le décret n° 2020-257 du 13 mars 2020 modifie plusieurs dispositions relatives aux emplois de direction de la fonction publique territoriale en fixant les conditions d'emplois et de rémunération des agents recrutés par la voie du recrutement direct et détermine, pour certains emplois, les modalités de sélection des candidats permettant de garantir l'égal accès aux emplois publics,

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL022A-DE
Reçu le 29/06/2022

Vu la délibération n° 2022 02 DEL 021 du 13 avril 2022 2022 portant sur le dernier tableau des emplois en vigueur à la Communauté de communes,

Vu l'avis du comité technique du 31 mai 2022,

Contexte :

1 - le cadre des emplois fonctionnels
Les emplois fonctionnels rassemblent les emplois administratifs et techniques de direction et relèvent de dispositions réglementaires particulières. Ces emplois s'exercent en collaboration avec les organes de décision locaux et ne sont accessibles que :

- par voie de détachement de fonctionnaires de catégorie A,
- par voie de recrutement direct d'agents contractuels sous réserve de respecter les seuils démographiques, lesquels sont fixés par la loi et les règlements.

Les postes éligibles sur les emplois fonctionnels sont les suivants :

- directeur général des services (DGS),
- directeur général adjoint des services (DGAS),
- directeur général des services techniques (DGST) et le directeur des services techniques
  (DST) : « sont chargés de diriger l'ensemble des services techniques de la commune et d'en coordonner l'organisation sous l'autorité du directeur général des services ou d'un directeur général adjoint des services ».

2 - L'emploi vacant de Directeur Général des Services Techniques
Le Directeur général des services techniques, appartenant au cadre d'emploi des ingénieurs hors classe, a demandé une mutation qui prendra effet au 15/07/2022. La procédure de recrutement est en cours.

La proposition de recrutement :

La collectivité souhaite répondre aux objectifs suivants :

- pourvoir le poste rapidement,
- assurer une continuité du suivi des projets et services de la filière technique,
- répondre aux exigences statutaires,
- offrir la possibilité d'intégration aux différents candidats qui présenteraient les compétences requises.

Il est proposé de modifier le tableau des emplois afin d'envisager les 2 scénarios de recrutement possibles.

- **Scénario 1 : La possibilité de recrutement sur le poste par un fonctionnaire :**

En conséquence, il est nécessaire de modifier le tableau des emplois, de déclarer vacant le poste fonctionnel de Directeur Général des Services Techniques à compter du 15/07/2022 et d'intégrer un nouvel agent fonctionnaire sur le cadre d'emploi d'ingénieur.

- **Scénario 2 : En cas d'impossibilité de recruter un fonctionnaire sur l'emploi fonctionnel, la possibilité d'ouvrir le recrutement sur un poste de directeur des services techniques ouvert aux agents contractuels :**

Dans l'hypothèse d'une impossibilité à pourvoir l'emploi fonctionnel, la communauté de communes Millau Grands Causses n'atteignant pas les seuils démographiques (40 000 habitants) permettant le recrutement d'un contractuel sur un emploi fonctionnel et afin d'assurer la continuité du service, il est proposé de créer un emploi de Directeur des services techniques sur le cadre d'emploi des ingénieurs ouvert aux contractuels.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - décide de créer un emploi de Directeur des services techniques, qui sera pourvu seulement dans le cas où l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services Techniques ne peut être pourvu par un fonctionnaire,
2 - précise que l'emploi créé aura une mission identique, soit diriger l'ensemble des services techniques de la Ville de Millau et de la Communauté de Communes Millau Grands Causses et d'en coordonner l'organisation sous l'autorité du Directeur général des services,
3 - approuve les modifications suivantes du tableau des emplois :

Emploi	Cadre d'emploi ouvert / créer		Quot	Date d'effet	Possibilite de pourvoir l'emploi par contractuel art. 3-3	Cadre d'emploi remplace		Quot	Date d'effet
Modification de l'emploi fonctionnel actuel DGST déclaré vacant	1	DGST cadre d'emploi des ingénieurs, soit : Ingénieur territorial Ingénieur principal Ingénieur hors classe	TC 40 heures	15/07/22	Non	1	DGST grade d'ingénieur Hors classe	TC 40 heures	15/07/22
Création d'un emploi ouvert au contractuel *dans l'impossibilité de recruter un agent fonctionnaire sur le poste de DGST*	1	Ingénieur territorial Ingénieur principal Ingénieur hors classe	TC 40 heures	15/07/22	oui				

4 - approuve en conséquence le nouveau tableau des emplois de la Communauté tel qu'annexé au présent rapport,
5 - autorise Madame la Présidente ou son représentant délégué à accomplir toutes les démarches nécessaires,
6 - décide d'imputer les crédits correspondants au budget.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Acte dématérialisé

2022 03 DEL 023

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Information du Conseil communautaire sur les acquisitions déléguées ou faites par la Communauté par exercice du droit de préemption.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Didier CADAUX.

Agissant en vertu des dispositions de son règlement intérieur ;

Vu l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L210-1 et suivants et R211-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération de la Communauté de communes Millau Grands Causses n°2019-3-DEL-2 du 26 juin 2019 portant droit de préemption urbain renforcé : rétrocession et transfert aux communes ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté n°2021/04 DEL 006 en date du 29 avril 2021 portant délégation de pouvoirs du conseil de Communauté à la Présidente ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL023-DE
Reçu le 07/07/2022

Considérant qu'il y a lieu de retracer pour une parfaite information des conseillers communautaires l'ensemble des décisions de la Présidente prises en matière de droit de préemption depuis le dernier conseil communautaire :

N° de dossier	Date de réception	Situation et désignation du bien	Prix de vente	Vendeur	Acquéreur	Exercice du droit de préemption
IA1222522M5001	14/03/2022	Parcelle n° AC 1 ZA de Vergonhac 12100 SAINT GEORGES DE LUZENCON Bâtiment à usage mixte (habitation / parking / box garage)	190 000 €	12100 MILLAU	12640 RIVIERE/TARN	29/03/2022 Pas de préemption
IA1214522M5109	21/03/2022	Parcelles n° DC 54 et 129 (issue de la parcelle DC 53) 203 rue Calixtine Bac 12100 MILLAU Bâtiment à usage professionnel	51 800 €	12100 MILLAU	12100 MILLAU	05/04/2022 Pas de préemption
IA1214522M5110	24/03/2022	Parcelles n° AP 515 / AP 714 / AP 715 98 A rue Jean Cottereau Viala 12100 MILLAU Bâtiments à usage artisanal et commercial	90 000 €	12100 CREISSELS 12100 MILLAU 30570 ST ANDRE DE MAJENCOULES	12520 PAULHE	05/04/2022 Pas de préemption
IA01214522M5136	15/04/2022	CY 123 La Coste 12100 MILLAU	5 228 €	12100 MILLAU	12100 MILLAU	12/05/2022 Pas de préemption
IA01214522M5152	25/04/2022	CE 129 / CE 130 / CE 135 / CE 137 150 bd G. Brassens12100 MILLAU (lots copropriété GEANT CASINO et cour de service - Vente globale de deux actifs.	16 128 000 €	75001 PARIS	21000 DIJON	12/05/2022 Pas de préemption

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :
1 - prend acte de l'ensemble des décisions de la Présidente prises en matière de droit de préemption depuis le dernier conseil communautaire.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Acte dématérialisé

2022 03 DEL 024

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Prescription de la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) valant Programme Local de l'Habitat et Plan de Déplacement Urbain.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Didier CADAUX.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu le code général des collectivités territoriales, pris notamment en ses articles L 2131-1 et L 2131-2, applicables par renvoi de l'article L 5211-3 ;

Vu le code de l'urbanisme pris notamment en ses articles L 153-41, L 153-45 et suivants ;

Vu la délibération du 19 novembre 2014 approuvant le principe de modification des statuts de la Communauté de communes, en intégrant dans son groupe de compétences « l'élaboration, la révision et la modification de PLUi, de PLU, de POS et de cartes communales » ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL024-DE
Reçu le 24/06/2022

Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 mars 2015 validant cette extension de compétences communautaires ;

Vu la délibération 2019 3 DEL 1 du 26 juin 2019 approuvant le PLUI-HD ;

Vu la délibération n° 2021 06 DEL 023 du 23 juin 2021 lançant la Mise en compatibilité du PLUi-HD relative au lancement de la procédure de déclaration de projet sur le site des Cazalous ;

Vu la délibération n° 2021 08 DEL 016 du 15 décembre 2021 prescrivant la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) valant Programme Local de l'Habitat et Plan de Déplacement Urbain ;

Vu la délibération n° 2022 02 DEL 022 du 13 avril 2022 prescrivant la révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) valant Programme Local de l'Habitat et Plan de Déplacement Urbain ;

Par délibération du 1er juillet 2015, la Communauté de communes Millau Grands Causses s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat et Plan de Déplacement Urbain (PLUi-HD) sur l'ensemble des communes du territoire. Le document a été approuvé le 26 juin 2019 par le conseil communautaire.

1. **Le cadre réglementaire :**

L'article L 153-45 du code de l'Urbanisme prévoit qu'une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi-HD) valant Programme Local de l'Habitat et Plan de Déplacement Urbain peut être diligentée dans les cas suivants :

- dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L 153-41 (Il s'agit de la procédure de droit commun de modification d'un PLU qui est alors soumis à enquête publique prévue au code de l'environnement et qui s'applique lorsque la modification a pour effet « *Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ; Soit de diminuer ces possibilités de construire ; Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ; soit d'appliquer l'article L 131-9 du présent code ») ;*
- dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L 151-28 ;
- dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

De plus, conformément à l'article L 153-31 du code de l'Urbanisme, le projet de modification ne doit pas avoir pour objet de :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

2. Les objectifs poursuivis par la modification simplifiée envisagée :

L'intérêt d'engager une procédure d'évolution du PLUi-HD, rentrant dans le champ limité de la procédure de modification simplifiée est d'apporter plusieurs ajustements à ce document d'urbanisme afin de le rendre plus opérationnel et mieux adapté aux projets intercommunaux actuels. Pour ce faire, la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLUi-HD est destinée notamment à :

- rectifier une erreur matérielle de zonage (commune de Millau) ;
- permettre des évolutions mineures de zonage au sein de la zone U (notamment reclassement en zone Ut de la résidence de Vacances du Val Saint Georges et Saint Geniez de Bertrand (Commune de Saint Georges-de-Luzençon), actuellement en zone UE ;
- modifier ou supprimer certains emplacements réservés ou Servitudes de mixité sociale (Communes d'Aguessac, de Saint Georges-de-Luzençon) ;
- apporter quelques modification mineures du règlement écrit afin de clarifier la rédaction de certaines dispositions règlementaires.

Les quatre objectifs exposés ci-dessus ne rentrant pas dans les champs d'application des articles L153-31 et L153-41, il y a lieu de procéder à une modification simplifiée en vue d'intégrer ces évolutions mineures et correctives du document initial.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - décide de prescrire la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat et Plan de Déplacement Urbain (PLUi-HD) ;
2 - fixe les objectifs de la modification simplifiée tels qu'exposés ci-dessus ;
3 - dit que le projet de modification simplifiée, conformément aux articles L 132-7 et L 132-9 du code de l'urbanisme, sera notifié par simple courrier aux Personnes Publiques Associées (PPA) ; les services de l'Etat se réservant le droit au titre du code de l'Environnement de demander à la Communauté de Communes de les saisir au cas par cas ;
4 - dit que la présente délibération fera l'objet d'une information, par affichage dans toutes les mairies concernées par la modification envisagée, savoir Aguessac, Millau et Saint-Georges de Luzençon, ainsi qu'à la Communauté de Communes, durant un mois ;

5 - décide de mettre à disposition du public, conformément à l'article L 153-47 du code de l'urbanisme, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, les avis émis par les personnes publiques associées, pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations seront enregistrées et conservées dans un registre. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public en présente le bilan devant l'organe délibérant qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. Enfin, le projet de modification simplifié du PLUi-HD sera approuvé en Conseil communautaire ;
6 - autorise Madame la Présidente ou son représentant délégué à signer tous les documents et actes administratifs relatifs à cette procédure.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2022 03 DEL 025

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Aveyron Habitat : demande de garantie d'emprunt pour 20 logements Résidence du Gantier, 63 rue du Rajol à Millau.
PJ : Contrat de Prêt n° 132785 – Fiche descriptive du projet.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :
- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Martine BACHELET.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier ses articles L. 2252-1 à 5 et D.1511-30 à D. 1511-35 relatifs aux garanties d'emprunt accordées par les collectivités, applicable aux EPCI par renvoi des dispositions de l'article L.5111-4 du même code ;

Vu les articles L5214-1 et suivants du même code ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL025-DE
Reçu le 24/06/2022

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de politique du logement et du cadre de vie ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté n° 2019 04 DEL 018 du 2 octobre 2019 relative aux modalités d'intervention de la Communauté en matière de garanties d'emprunt pour « Millau Grands Causses Habitat » devenu depuis l'ESH Aveyron Habitat ;

Vu le contrat de Prêt n° 132785 en annexe signé entre Aveyron Habitat ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Le Conseil de la Communauté a approuvé par délibération du 2 octobre 2019 les modalités d'intervention de la Communauté en matière de garanties d'emprunt pour « Millau Grands Causses Habitat » devenu depuis Aveyron Habitat.

Ce dernier a saisi la Communauté pour solliciter l'octroi d'une garantie d'emprunt à hauteur de 25% d'un Prêt de la Caisse des dépôts et consignations.

L'octroi de ce Prêt (conditionné à une garantie totale de 100% des collectivités locales) est destiné au financement de la construction de 20 logements de la Résidence du Gantier, logements situés au 63, rue du Rajol à Millau (12100).

Le montant total du Prêt est de 726 800 €, souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de Prêt n° 132785 constitué de 6 Ligne(s).

Au vu de cette demande, il est proposé au Conseil de la Communauté de Millau Grands Causses d'accorder sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total 726 800 €, soit la somme de 181 700 €, augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt (ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération). Pour mémoire, la commune de Millau a été saisie de la même demande pour garantir également 25 % du prêt ; et le Département, 50 % du prêt.

En application des dispositions susvisées et de la délibération du conseil sus rappelée, cette garantie de 25% serait accordée pour la durée totale du prêt, jusqu'à complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes dues contractuellement par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Une provision budgétaire pourrait être constituée sur la durée du prêt. Une délibération spécifique sera prise en ce sens.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents (Claude ASSIER ne prend pas part au vote) :

1 - accorde la garantie d'emprunt de la Communauté de Communes à hauteur de 25 % pour le remboursement d'un prêt envisagé par Aveyron Habitat auprès de la Caisse des dépôts et des consignations d'un montant total de sept-cent-vingt-six mille huit-cents euros (726 800 €) pour la construction de 20 logements situés Résidence du Gantier à Millau, souscrit par l'emprunteur (Aveyron Habitat) auprès de la Banque des Territoires - Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132785 constitué de 6 Lignes du Prêt, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération, soit une garantie d'emprunt d'un montant de 181 700 euros, augmenté de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat susvisé ;

2 - approuve en conséquence les caractéristiques financières du Prêt telles que précisées dans le Contrat de Prêt n° 132785 en annexe ;

3 - précise que la garantie est portée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Banque des Territoires – Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;

4 - s'engage sur toute la durée du prêt à libérer, en cas de de besoin, les ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt ;

5 - autoriser Madame la Présidente ou son représentant habilité à accomplir l'ensemble des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier, en ce compris signer toutes les pièces administratives s'y rapportant et à intervenir au contrat de prêt, à conclure entre Aveyron Habitat et la Caisse des dépôts et des consignations.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

La Présidente,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Jean-Marc BOU
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 10/03/2022 18:36:48

JEROME LAROCHETTE
DIRECTEUR GENERAL
AVEYRON HABITAT
Signé électroniquement le 11/03/2022 08 56 :59

CONTRAT DE PRÊT

N° 132785

Entre

AVEYRON HABITAT - n° 000206509

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

AVEYRON HABITAT, SIREN n°: 271200016, sis(e) IMMEUBLE SAINTE CATHERINE 5 PLACE SAINTE CATHERINE CS 63211 12032 RODEZ CEDEX 9,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « AVEYRON HABITAT » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.16
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.18
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.18
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.19
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.23
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.24
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.27
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.28
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.28
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.28
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.29
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération RESIDENCE DU GANTIER A MILLAU, Parc social public, Construction de 20 logements situés esplanade François Mitterrand 12100 MILLAU.

Ce Contrat donne lieu à la mise en place d'un prêt long terme aux conditions avantageuses de montant et de taux proposées par la Banque européenne d'investissement (BEI), institution financière de l'Union Européenne créée en 1958 par le Traité de Rome et participant aux côtés des institutions financières telles que la Caisse des Dépôts au financement de programmes d'investissements s'inscrivant dans les objectifs économiques fixés par l'Union Européenne, dans la mesure où l'ensemble des critères d'éligibilité requis pour obtenir le financement sont remplis.

Dans le cadre de leur accompagnement du secteur du logement social, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien à l'investissement de la présente opération, via la mise en place d'un Prêt à taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-vingt-six mille huit-cents euros (726 800,00 euros) constitué de 6 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de vingt-neuf mille soixante-huit euros (29 068,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de quarante-cinq mille six-cent-quarante-deux euros (45 642,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-soixante-seize mille quatre-cent-huit euros (176 408,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-vingt-quinze mille six-cent-quatre-vingt-deux euros (95 682,00 euros) ;
- Prêt Booster BEI Taux fixe - Soutien à la production, d'un montant de trois-cent mille euros (300 000,00 euros) ;
- PHB 2.0 tranche 2018, d'un montant de quatre-vingts mille euros (80 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « Droit Environnemental » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Indemnité de Rupture du Taux Fixe » désigne, en relation avec tout montant devant être remboursé de manière anticipée ou tout montant devant être annulé, la somme correspondant à la valeur actualisée de l'éventuel excédent (à la date de calcul) :

(a) des intérêts calculés que le montant devant être remboursé de manière anticipée (ou le montant annulé) aurait produits pour la période entre la date de remboursement anticipé (ou la date d'annulation) et la date d'échéance finale si ce montant n'avait pas été remboursé de façon anticipée (ou annulé) ; sur

(b) les intérêts qui auraient été produits pour cette période s'ils avaient été calculés au Taux de Remploi diminué de 0,15% (15 points de base).

La valeur actualisée définie ci-dessus sera calculée à un taux d'actualisation égal au Taux de Remploi, appliqué à chaque Date d'Echéance à laquelle les remboursements auraient été effectués s'il n'y avait pas eu un remboursement anticipé (ou annulation).

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Perturbation de Marché » désigne l'un quelconque des événements suivants :

(a) il existe, de l'opinion raisonnable du Prêteur, des événements ou circonstances affectant défavorablement l'accès du Prêteur à ses sources de financement au vu des conditions actuelles de marché ;

(b) de l'opinion du Prêteur, les fonds ne sont pas disponibles auprès de ses sources habituelles de financement pour lui permettre de financer une Ligne du Prêt de manière suffisante pour la maturité demandée, et/ou pour le profil de remboursement demandé ;

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « Prêt Booster » est destiné à soutenir la production nouvelle de logements sociaux.

Le « Prêt Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération » (PHB2.0) est destiné à soutenir l'effort d'investissement des bailleurs dans leurs projets de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux. Ce Prêt bonifié concerne les projets de construction ayant bénéficié d'un agrément PLUS, PLAI, PLS. Ce Prêt PHB2.0 relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

La « Simple Révisabilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux Fixe » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « Taux de Remploi » désigne le taux d'intérêt annuel applicable le jour du calcul de l'indemnité pour un prêt à taux fixe qui aura les mêmes modalités de paiement des intérêts et le même profil de remboursement du principal que la Ligne du Prêt pour laquelle une indemnité est due. Ce taux correspond au coût d'obtention des fonds par le Prêteur auprès de ses sources de financement dans le cadre d'un prêt à taux fixe. Ce taux ne pourra pas avoir une valeur négative.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 31/03/2022 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article "Définitions" et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article "Notifications".

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie Collectivités territoriales

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5425315	5425316	5425313	5425314
Montant de la Ligne du Prêt	29 068 €	45 642 €	176 408 €	95 682 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt[2]	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	BEI Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5425317			
Montant de la Ligne du Prêt	300 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité de Rupture du Taux Fixe			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,57 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,57 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	1,57 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité de Rupture du Taux Fixe			
Modalité de révision	Sans objet			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 tranche 2018			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5425318			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	80 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,52 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,52 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

PR0090-PR0068 V3.29.1 page 14/29
Contrat de prêt n° 132785 Emprunteur n° 00206509

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 tranche 2018			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5425318			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	80 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,52 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,52 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	1,6 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne de Prêt sur ressource BEI, d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition. Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- assurer l'exécution de l'opération en conformité à toutes lois et réglementations, en ce compris celles relatives au droit environnemental, auxquelles l'Emprunteur ou l'opération sont soumis ;

- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;

- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :

- d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opérations, que le Prêteur jugerait utiles ;
- de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en oeuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;

- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;

- fournir, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
  Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

Par ailleurs l'Emprunteur s'engage à ce que le montant cumulé du financement bénéficiant d'un soutien de la BEI n'excède pas 50 % des coûts totaux de l'opération et à ce que le financement obtenu avec le soutien de la BEI et les autres ressources fournies par l'Union européenne n'excède pas 70 % des coûts totaux de l'opération.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE L'AVEYRON	50,00
Collectivités locales	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MILLAU GRANDS CAUSSES	25,00
Collectivités locales	COMMUNE DE MILLAU	25,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Durant la phase d'amortissement, pour chaque Ligne du Prêt sur ressource BEI, les remboursements anticipés volontaires donnent lieu à la perception par le Prêteur d'une indemnité actuarielle calculée sur les montants remboursés par anticipation égale à l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Quelle que soit la cause de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne de Prêt sur ressource BEI, l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

AVEYRON HABITAT
IMMEUBLE SAINTE CATHERINE
5 PLACE SAINTE CATHERINE
CS 63211
12032 RODEZ CEDEX 9

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U099425, AVEYRON HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 132785, Ligne du Prêt n° 5425318
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800800621186401 en vertu du mandat n° AADPH2019330000003 en date du 12 décembre 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

AVEYRON HABITAT
IMMEUBLE SAINTE CATHERINE
5 PLACE SAINTE CATHERINE
CS 63211
12032 RODEZ CEDEX 9

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U099425, AVEYRON HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 132785, Ligne du Prêt n° 5425315
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800800621186401 en vertu du mandat n° AADPH2019330000003 en date du 12 décembre 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

AVEYRON HABITAT
IMMEUBLE SAINTE CATHERINE
5 PLACE SAINTE CATHERINE
CS 63211
12032 RODEZ CEDEX 9

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U099425, AVEYRON HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 132785, Ligne du Prêt n° 5425316
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800800621186401 en vertu du mandat n° AADPH2019330000003 en date du 12 décembre 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

AVEYRON HABITAT
IMMEUBLE SAINTE CATHERINE
5 PLACE SAINTE CATHERINE
CS 63211
12032 RODEZ CEDEX 9

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U099425, AVEYRON HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 132785, Ligne du Prêt n° 5425313
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800800621186401 en vertu du mandat n° AADPH2019330000003 en date du 12 décembre 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

AVEYRON HABITAT
IMMEUBLE SAINTE CATHERINE
5 PLACE SAINTE CATHERINE
CS 63211
12032 RODEZ CEDEX 9

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U099425, AVEYRON HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 132785, Ligne du Prêt n° 5425314
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800800621186401 en vertu du mandat n° AADPH2019330000003 en date du 12 décembre 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

AVEYRON HABITAT
IMMEUBLE SAINTE CATHERINE
5 PLACE SAINTE CATHERINE
CS 63211
12032 RODEZ CEDEX 9

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
97 rue Riquet
BP 7209
31073 Toulouse cedex 7

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U099425, AVEYRON HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 132785, Ligne du Prêt n° 5425317
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP313/FR7613135000800800621186401 en vertu du mandat n° AADPH2019330000003 en date du 12 décembre 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

Emprunteur : 0206509 - AVEYRON HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 132785 / N° de la Ligne du Prêt : 5425318
Opération : Construction
Produit : PHB - 2.0 tranche 2018

Capital prêté : 80 000 €
Taux effectif global : 0,52 %
Taux théorique par période :
1ère Période : 0,00 %
2ème Période : 1,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/03/2023	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
2	01/03/2024	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
3	01/03/2025	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
4	01/03/2026	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
5	01/03/2027	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
6	01/03/2028	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
7	01/03/2029	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
8	01/03/2030	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	01/03/2031	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
10	01/03/2032	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
11	01/03/2033	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
12	01/03/2034	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
13	01/03/2035	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
14	01/03/2036	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
15	01/03/2037	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
16	01/03/2038	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
17	01/03/2039	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
18	01/03/2040	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
19	01/03/2041	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
20	01/03/2042	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
21	01/03/2043	1,60	5 280,00	4 000,00	1 280,00	0,00	76 000,00	0,00
22	01/03/2044	1,60	5 216,00	4 000,00	1 216,00	0,00	72 000,00	0,00
23	01/03/2045	1,60	5 152,00	4 000,00	1 152,00	0,00	68 000,00	0,00
24	01/03/2046	1,60	5 088,00	4 000,00	1 088,00	0,00	64 000,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	01/03/2047	1,60	5 024,00	4 000,00	1 024,00	0,00	60 000,00	0,00
26	01/03/2048	1,60	4 960,00	4 000,00	960,00	0,00	56 000,00	0,00
27	01/03/2049	1,60	4 896,00	4 000,00	896,00	0,00	52 000,00	0,00
28	01/03/2050	1,60	4 832,00	4 000,00	832,00	0,00	48 000,00	0,00
29	01/03/2051	1,60	4 768,00	4 000,00	768,00	0,00	44 000,00	0,00
30	01/03/2052	1,60	4 704,00	4 000,00	704,00	0,00	40 000,00	0,00
31	01/03/2053	1,60	4 640,00	4 000,00	640,00	0,00	36 000,00	0,00
32	01/03/2054	1,60	4 576,00	4 000,00	576,00	0,00	32 000,00	0,00
33	01/03/2055	1,60	4 512,00	4 000,00	512,00	0,00	28 000,00	0,00
34	01/03/2056	1,60	4 448,00	4 000,00	448,00	0,00	24 000,00	0,00
35	01/03/2057	1,60	4 384,00	4 000,00	384,00	0,00	20 000,00	0,00
36	01/03/2058	1,60	4 320,00	4 000,00	320,00	0,00	16 000,00	0,00
37	01/03/2059	1,60	4 256,00	4 000,00	256,00	0,00	12 000,00	0,00
38	01/03/2060	1,60	4 192,00	4 000,00	192,00	0,00	8 000,00	0,00
39	01/03/2061	1,60	4 128,00	4 000,00	128,00	0,00	4 000,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	01/03/2062	1,60	4 064,00	4 000,00	64,00	0,00	0,00	0,00
Total			93 440,00	80 000,00	13 440,00	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

BANQUE des TERRITOIRES

Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

Emprunteur : 0206509 - AVEYRON HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 132785 / N° de la Ligne du Prêt : 5425315
Opération : Construction
Produit : PLAI

Capital prêté : 29 068 €
Taux actuariel théorique : 0,80 %
Taux effectif global : 0,80 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/03/2023	0,80	232,54	0,00	232,54	0,00	29 068,00	0,00
2	01/03/2024	0,80	232,54	0,00	232,54	0,00	29 068,00	0,00
3	01/03/2025	0,80	890,13	657,59	232,54	0,00	28 410,41	0,00
4	01/03/2026	0,80	890,13	662,85	227,28	0,00	27 747,56	0,00
5	01/03/2027	0,80	890,13	668,15	221,98	0,00	27 079,41	0,00
6	01/03/2028	0,80	890,13	673,49	216,64	0,00	26 405,92	0,00
7	01/03/2029	0,80	890,13	678,88	211,25	0,00	25 727,04	0,00
8	01/03/2030	0,80	890,13	684,31	205,82	0,00	25 042,73	0,00
9	01/03/2031	0,80	890,13	689,79	200,34	0,00	24 352,94	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	01/03/2032	0,80	890,13	695,31	194,82	0,00	23 657,63	0,00
11	01/03/2033	0,80	890,13	700,87	189,26	0,00	22 956,76	0,00
12	01/03/2034	0,80	890,13	706,48	183,65	0,00	22 250,28	0,00
13	01/03/2035	0,80	890,13	712,13	178,00	0,00	21 538,15	0,00
14	01/03/2036	0,80	890,13	717,82	172,31	0,00	20 820,33	0,00
15	01/03/2037	0,80	890,13	723,57	166,56	0,00	20 096,76	0,00
16	01/03/2038	0,80	890,13	729,36	160,77	0,00	19 367,40	0,00
17	01/03/2039	0,80	890,13	735,19	154,94	0,00	18 632,21	0,00
18	01/03/2040	0,80	890,13	741,07	149,06	0,00	17 891,14	0,00
19	01/03/2041	0,80	890,13	747,00	143,13	0,00	17 144,14	0,00
20	01/03/2042	0,80	890,13	752,98	137,15	0,00	16 391,16	0,00
21	01/03/2043	0,80	890,13	759,00	131,13	0,00	15 632,16	0,00
22	01/03/2044	0,80	890,13	765,07	125,06	0,00	14 867,09	0,00
23	01/03/2045	0,80	890,13	771,19	118,94	0,00	14 095,90	0,00
24	01/03/2046	0,80	890,13	777,36	112,77	0,00	13 318,54	0,00
25	01/03/2047	0,80	890,13	783,58	106,55	0,00	12 534,96	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	01/03/2048	0,80	890,13	789,85	100,28	0,00	11 745,11	0,00
27	01/03/2049	0,80	890,13	796,17	93,96	0,00	10 948,94	0,00
28	01/03/2050	0,80	890,13	802,54	87,59	0,00	10 146,40	0,00
29	01/03/2051	0,80	890,13	808,96	81,17	0,00	9 337,44	0,00
30	01/03/2052	0,80	890,13	815,43	74,70	0,00	8 522,01	0,00
31	01/03/2053	0,80	890,13	821,95	68,18	0,00	7 700,06	0,00
32	01/03/2054	0,80	890,13	828,53	61,60	0,00	6 871,53	0,00
33	01/03/2055	0,80	890,13	835,16	54,97	0,00	6 036,37	0,00
34	01/03/2056	0,80	890,13	841,84	48,29	0,00	5 194,53	0,00
35	01/03/2057	0,80	890,13	848,57	41,56	0,00	4 345,96	0,00
36	01/03/2058	0,80	890,13	855,36	34,77	0,00	3 490,60	0,00
37	01/03/2059	0,80	890,13	862,21	27,92	0,00	2 628,39	0,00
38	01/03/2060	0,80	890,13	869,10	21,03	0,00	1 759,29	0,00
39	01/03/2061	0,80	890,13	876,06	14,07	0,00	883,23	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	01/03/2062	0,80	890,30	883,23	7,07	0,00	0,00	0,00
Total			34 290,19	29 068,00	5 222,19	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

Emprunteur : 0206509 - AVEYRON HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 132785 / N° de la Ligne du Prêt : 5425316
Opération : Construction
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 45 642 €
Taux actuariel théorique : 0,80 %
Taux effectif global : 0,80 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/03/2023	0,80	365,14	0,00	365,14	0,00	45 642,00	0,00
2	01/03/2024	0,80	365,14	0,00	365,14	0,00	45 642,00	0,00
3	01/03/2025	0,80	1 148,85	783,71	365,14	0,00	44 858,29	0,00
4	01/03/2026	0,80	1 148,85	789,98	358,87	0,00	44 068,31	0,00
5	01/03/2027	0,80	1 148,85	796,30	352,55	0,00	43 272,01	0,00
6	01/03/2028	0,80	1 148,85	802,67	346,18	0,00	42 469,34	0,00
7	01/03/2029	0,80	1 148,85	809,10	339,75	0,00	41 660,24	0,00
8	01/03/2030	0,80	1 148,85	815,57	333,28	0,00	40 844,67	0,00
9	01/03/2031	0,80	1 148,85	822,09	326,76	0,00	40 022,58	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	01/03/2032	0,80	1 148,85	828,67	320,18	0,00	39 193,91	0,00
11	01/03/2033	0,80	1 148,85	835,30	313,55	0,00	38 358,61	0,00
12	01/03/2034	0,80	1 148,85	841,98	306,87	0,00	37 516,63	0,00
13	01/03/2035	0,80	1 148,85	848,72	300,13	0,00	36 667,91	0,00
14	01/03/2036	0,80	1 148,85	855,51	293,34	0,00	35 812,40	0,00
15	01/03/2037	0,80	1 148,85	862,35	286,50	0,00	34 950,05	0,00
16	01/03/2038	0,80	1 148,85	869,25	279,60	0,00	34 080,80	0,00
17	01/03/2039	0,80	1 148,85	876,20	272,65	0,00	33 204,60	0,00
18	01/03/2040	0,80	1 148,85	883,21	265,64	0,00	32 321,39	0,00
19	01/03/2041	0,80	1 148,85	890,28	258,57	0,00	31 431,11	0,00
20	01/03/2042	0,80	1 148,85	897,40	251,45	0,00	30 533,71	0,00
21	01/03/2043	0,80	1 148,85	904,58	244,27	0,00	29 629,13	0,00
22	01/03/2044	0,80	1 148,85	911,82	237,03	0,00	28 717,31	0,00
23	01/03/2045	0,80	1 148,85	919,11	229,74	0,00	27 798,20	0,00
24	01/03/2046	0,80	1 148,85	926,46	222,39	0,00	26 871,74	0,00
25	01/03/2047	0,80	1 148,85	933,88	214,97	0,00	25 937,86	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	01/03/2048	0,80	1 148,85	941,35	207,50	0,00	24 996,51	0,00
27	01/03/2049	0,80	1 148,85	948,88	199,97	0,00	24 047,63	0,00
28	01/03/2050	0,80	1 148,85	956,47	192,38	0,00	23 091,16	0,00
29	01/03/2051	0,80	1 148,85	964,12	184,73	0,00	22 127,04	0,00
30	01/03/2052	0,80	1 148,85	971,83	177,02	0,00	21 155,21	0,00
31	01/03/2053	0,80	1 148,85	979,61	169,24	0,00	20 175,60	0,00
32	01/03/2054	0,80	1 148,85	987,45	161,40	0,00	19 188,15	0,00
33	01/03/2055	0,80	1 148,85	995,34	153,51	0,00	18 192,81	0,00
34	01/03/2056	0,80	1 148,85	1 003,31	145,54	0,00	17 189,50	0,00
35	01/03/2057	0,80	1 148,85	1 011,33	137,52	0,00	16 178,17	0,00
36	01/03/2058	0,80	1 148,85	1 019,42	129,43	0,00	15 158,75	0,00
37	01/03/2059	0,80	1 148,85	1 027,58	121,27	0,00	14 131,17	0,00
38	01/03/2060	0,80	1 148,85	1 035,80	113,05	0,00	13 095,37	0,00
39	01/03/2061	0,80	1 148,85	1 044,09	104,76	0,00	12 051,28	0,00
40	01/03/2062	0,80	1 148,85	1 052,44	96,41	0,00	10 998,84	0,00
41	01/03/2063	0,80	1 148,85	1 060,86	87,99	0,00	9 937,98	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	01/03/2064	0,80	1 148,85	1 069,35	79,50	0,00	8 868,63	0,00
43	01/03/2065	0,80	1 148,85	1 077,90	70,95	0,00	7 790,73	0,00
44	01/03/2066	0,80	1 148,85	1 086,52	62,33	0,00	6 704,21	0,00
45	01/03/2067	0,80	1 148,85	1 095,22	53,63	0,00	5 608,99	0,00
46	01/03/2068	0,80	1 148,85	1 103,98	44,87	0,00	4 505,01	0,00
47	01/03/2069	0,80	1 148,85	1 112,81	36,04	0,00	3 392,20	0,00
48	01/03/2070	0,80	1 148,85	1 121,71	27,14	0,00	2 270,49	0,00
49	01/03/2071	0,80	1 148,85	1 130,69	18,16	0,00	1 139,80	0,00
50	01/03/2072	0,80	1 148,92	1 139,80	9,12	0,00	0,00	0,00
Total			55 875,15	45 642,00	10 233,15	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

Emprunteur : 0206509 - AVEYRON HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 132785 / N° de la Ligne du Prêt : 5425313
Opération : Construction
Produit : PLUS

Capital prêté : 176 408 €
Taux actuariel théorique : 1,53 %
Taux effectif global : 1,53 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/03/2023	1,53	2 699,04	0,00	2 699,04	0,00	176 408,00	0,00
2	01/03/2024	1,53	2 699,04	0,00	2 699,04	0,00	176 408,00	0,00
3	01/03/2025	1,53	6 156,32	3 457,28	2 699,04	0,00	172 950,72	0,00
4	01/03/2026	1,53	6 156,32	3 510,17	2 646,15	0,00	169 440,55	0,00
5	01/03/2027	1,53	6 156,32	3 563,88	2 592,44	0,00	165 876,67	0,00
6	01/03/2028	1,53	6 156,32	3 618,41	2 537,91	0,00	162 258,26	0,00
7	01/03/2029	1,53	6 156,32	3 673,77	2 482,55	0,00	158 584,49	0,00
8	01/03/2030	1,53	6 156,32	3 729,98	2 426,34	0,00	154 854,51	0,00
9	01/03/2031	1,53	6 156,32	3 787,05	2 369,27	0,00	151 067,46	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	01/03/2032	1,53	6 156,32	3 844,99	2 311,33	0,00	147 222,47	0,00
11	01/03/2033	1,53	6 156,32	3 903,82	2 252,50	0,00	143 318,65	0,00
12	01/03/2034	1,53	6 156,32	3 963,54	2 192,78	0,00	139 355,11	0,00
13	01/03/2035	1,53	6 156,32	4 024,19	2 132,13	0,00	135 330,92	0,00
14	01/03/2036	1,53	6 156,32	4 085,76	2 070,56	0,00	131 245,16	0,00
15	01/03/2037	1,53	6 156,32	4 148,27	2 008,05	0,00	127 096,89	0,00
16	01/03/2038	1,53	6 156,32	4 211,74	1 944,58	0,00	122 885,15	0,00
17	01/03/2039	1,53	6 156,32	4 276,18	1 880,14	0,00	118 608,97	0,00
18	01/03/2040	1,53	6 156,32	4 341,60	1 814,72	0,00	114 267,37	0,00
19	01/03/2041	1,53	6 156,32	4 408,03	1 748,29	0,00	109 859,34	0,00
20	01/03/2042	1,53	6 156,32	4 475,47	1 680,85	0,00	105 383,87	0,00
21	01/03/2043	1,53	6 156,32	4 543,95	1 612,37	0,00	100 839,92	0,00
22	01/03/2044	1,53	6 156,32	4 613,47	1 542,85	0,00	96 226,45	0,00
23	01/03/2045	1,53	6 156,32	4 684,06	1 472,26	0,00	91 542,39	0,00
24	01/03/2046	1,53	6 156,32	4 755,72	1 400,60	0,00	86 786,67	0,00
25	01/03/2047	1,53	6 156,32	4 828,48	1 327,84	0,00	81 958,19	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	01/03/2048	1,53	6 156,32	4 902,36	1 253,96	0,00	77 055,83	0,00
27	01/03/2049	1,53	6 156,32	4 977,37	1 178,95	0,00	72 078,46	0,00
28	01/03/2050	1,53	6 156,32	5 053,52	1 102,80	0,00	67 024,94	0,00
29	01/03/2051	1,53	6 156,32	5 130,84	1 025,48	0,00	61 894,10	0,00
30	01/03/2052	1,53	6 156,32	5 209,34	946,98	0,00	56 684,76	0,00
31	01/03/2053	1,53	6 156,32	5 289,04	867,28	0,00	51 395,72	0,00
32	01/03/2054	1,53	6 156,32	5 369,97	786,35	0,00	46 025,75	0,00
33	01/03/2055	1,53	6 156,32	5 452,13	704,19	0,00	40 573,62	0,00
34	01/03/2056	1,53	6 156,32	5 535,54	620,78	0,00	35 038,08	0,00
35	01/03/2057	1,53	6 156,32	5 620,24	536,08	0,00	29 417,84	0,00
36	01/03/2058	1,53	6 156,32	5 706,23	450,09	0,00	23 711,61	0,00
37	01/03/2059	1,53	6 156,32	5 793,53	362,79	0,00	17 918,08	0,00
38	01/03/2060	1,53	6 156,32	5 882,17	274,15	0,00	12 035,91	0,00
39	01/03/2061	1,53	6 156,32	5 972,17	184,15	0,00	6 063,74	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	01/03/2062	1,53	6 156,52	6 063,74	92,78	0,00	0,00	0,00
Total			239 338,44	176 408,00	62 930,44	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

Emprunteur : 0206509 - AVEYRON HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 132785 / N° de la Ligne du Prêt : 5425314
Opération : Construction
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 95 682 €
Taux actuariel théorique : 1,53 %
Taux effectif global : 1,53 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/03/2023	1,53	1 463,93	0,00	1 463,93	0,00	95 682,00	0,00
2	01/03/2024	1,53	1 463,93	0,00	1 463,93	0,00	95 682,00	0,00
3	01/03/2025	1,53	2 828,69	1 364,76	1 463,93	0,00	94 317,24	0,00
4	01/03/2026	1,53	2 828,69	1 385,64	1 443,05	0,00	92 931,60	0,00
5	01/03/2027	1,53	2 828,69	1 406,84	1 421,85	0,00	91 524,76	0,00
6	01/03/2028	1,53	2 828,69	1 428,36	1 400,33	0,00	90 096,40	0,00
7	01/03/2029	1,53	2 828,69	1 450,22	1 378,47	0,00	88 646,18	0,00
8	01/03/2030	1,53	2 828,69	1 472,40	1 356,29	0,00	87 173,78	0,00
9	01/03/2031	1,53	2 828,69	1 494,93	1 333,76	0,00	85 678,85	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	01/03/2032	1,53	2 828,69	1 517,80	1 310,89	0,00	84 161,05	0,00
11	01/03/2033	1,53	2 828,69	1 541,03	1 287,66	0,00	82 620,02	0,00
12	01/03/2034	1,53	2 828,69	1 564,60	1 264,09	0,00	81 055,42	0,00
13	01/03/2035	1,53	2 828,69	1 588,54	1 240,15	0,00	79 466,88	0,00
14	01/03/2036	1,53	2 828,69	1 612,85	1 215,84	0,00	77 854,03	0,00
15	01/03/2037	1,53	2 828,69	1 637,52	1 191,17	0,00	76 216,51	0,00
16	01/03/2038	1,53	2 828,69	1 662,58	1 166,11	0,00	74 553,93	0,00
17	01/03/2039	1,53	2 828,69	1 688,01	1 140,68	0,00	72 865,92	0,00
18	01/03/2040	1,53	2 828,69	1 713,84	1 114,85	0,00	71 152,08	0,00
19	01/03/2041	1,53	2 828,69	1 740,06	1 088,63	0,00	69 412,02	0,00
20	01/03/2042	1,53	2 828,69	1 766,69	1 062,00	0,00	67 645,33	0,00
21	01/03/2043	1,53	2 828,69	1 793,72	1 034,97	0,00	65 851,61	0,00
22	01/03/2044	1,53	2 828,69	1 821,16	1 007,53	0,00	64 030,45	0,00
23	01/03/2045	1,53	2 828,69	1 849,02	979,67	0,00	62 181,43	0,00
24	01/03/2046	1,53	2 828,69	1 877,31	951,38	0,00	60 304,12	0,00
25	01/03/2047	1,53	2 828,69	1 906,04	922,65	0,00	58 398,08	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	01/03/2048	1,53	2 828,69	1 935,20	893,49	0,00	56 462,88	0,00
27	01/03/2049	1,53	2 828,69	1 964,81	863,88	0,00	54 498,07	0,00
28	01/03/2050	1,53	2 828,69	1 994,87	833,82	0,00	52 503,20	0,00
29	01/03/2051	1,53	2 828,69	2 025,39	803,30	0,00	50 477,81	0,00
30	01/03/2052	1,53	2 828,69	2 056,38	772,31	0,00	48 421,43	0,00
31	01/03/2053	1,53	2 828,69	2 087,84	740,85	0,00	46 333,59	0,00
32	01/03/2054	1,53	2 828,69	2 119,79	708,90	0,00	44 213,80	0,00
33	01/03/2055	1,53	2 828,69	2 152,22	676,47	0,00	42 061,58	0,00
34	01/03/2056	1,53	2 828,69	2 185,15	643,54	0,00	39 876,43	0,00
35	01/03/2057	1,53	2 828,69	2 218,58	610,11	0,00	37 657,85	0,00
36	01/03/2058	1,53	2 828,69	2 252,52	576,17	0,00	35 405,33	0,00
37	01/03/2059	1,53	2 828,69	2 286,99	541,70	0,00	33 118,34	0,00
38	01/03/2060	1,53	2 828,69	2 321,98	506,71	0,00	30 796,36	0,00
39	01/03/2061	1,53	2 828,69	2 357,51	471,18	0,00	28 438,85	0,00
40	01/03/2062	1,53	2 828,69	2 393,58	435,11	0,00	26 045,27	0,00
41	01/03/2063	1,53	2 828,69	2 430,20	398,49	0,00	23 615,07	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	01/03/2064	1,53	2 828,69	2 467,38	361,31	0,00	21 147,69	0,00
43	01/03/2065	1,53	2 828,69	2 505,13	323,56	0,00	18 642,56	0,00
44	01/03/2066	1,53	2 828,69	2 543,46	285,23	0,00	16 099,10	0,00
45	01/03/2067	1,53	2 828,69	2 582,37	246,32	0,00	13 516,73	0,00
46	01/03/2068	1,53	2 828,69	2 621,88	206,81	0,00	10 894,85	0,00
47	01/03/2069	1,53	2 828,69	2 662,00	166,69	0,00	8 232,85	0,00
48	01/03/2070	1,53	2 828,69	2 702,73	125,96	0,00	5 530,12	0,00
49	01/03/2071	1,53	2 828,69	2 744,08	84,61	0,00	2 786,04	0,00
50	01/03/2072	1,53	2 828,67	2 786,04	42,63	0,00	0,00	0,00
Total			138 704,96	95 682,00	43 022,96	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

Emprunteur : 0206509 - AVEYRON HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 132785 / N° de la Ligne du Prêt : 5425317
Opération : Construction
Produit : Prêt Booster - BEI Taux fixe - Soutien à la production

Capital prêté : 300 000 €
Taux actuariel théorique : 1,57 %
Taux effectif global : 1,57 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/03/2023	1,57	10 156,73	5 446,73	4 710,00	0,00	294 553,27	0,00
2	01/03/2024	1,57	10 156,73	5 532,24	4 624,49	0,00	289 021,03	0,00
3	01/03/2025	1,57	10 156,73	5 619,10	4 537,63	0,00	283 401,93	0,00
4	01/03/2026	1,57	10 156,73	5 707,32	4 449,41	0,00	277 694,61	0,00
5	01/03/2027	1,57	10 156,73	5 796,92	4 359,81	0,00	271 897,69	0,00
6	01/03/2028	1,57	10 156,73	5 887,94	4 268,79	0,00	266 009,75	0,00
7	01/03/2029	1,57	10 156,73	5 980,38	4 176,35	0,00	260 029,37	0,00
8	01/03/2030	1,57	10 156,73	6 074,27	4 082,46	0,00	253 955,10	0,00
9	01/03/2031	1,57	10 156,73	6 169,63	3 987,10	0,00	247 785,47	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	01/03/2032	1,57	10 156,73	6 266,50	3 890,23	0,00	241 518,97	0,00
11	01/03/2033	1,57	10 156,73	6 364,88	3 791,85	0,00	235 154,09	0,00
12	01/03/2034	1,57	10 156,73	6 464,81	3 691,92	0,00	228 689,28	0,00
13	01/03/2035	1,57	10 156,73	6 566,31	3 590,42	0,00	222 122,97	0,00
14	01/03/2036	1,57	10 156,73	6 669,40	3 487,33	0,00	215 453,57	0,00
15	01/03/2037	1,57	10 156,73	6 774,11	3 382,62	0,00	208 679,46	0,00
16	01/03/2038	1,57	10 156,73	6 880,46	3 276,27	0,00	201 799,00	0,00
17	01/03/2039	1,57	10 156,73	6 988,49	3 168,24	0,00	194 810,51	0,00
18	01/03/2040	1,57	10 156,73	7 098,20	3 058,53	0,00	187 712,31	0,00
19	01/03/2041	1,57	10 156,73	7 209,65	2 947,08	0,00	180 502,66	0,00
20	01/03/2042	1,57	10 156,73	7 322,84	2 833,89	0,00	173 179,82	0,00
21	01/03/2043	1,57	10 156,73	7 437,81	2 718,92	0,00	165 742,01	0,00
22	01/03/2044	1,57	10 156,73	7 554,58	2 602,15	0,00	158 187,43	0,00
23	01/03/2045	1,57	10 156,73	7 673,19	2 483,54	0,00	150 514,24	0,00
24	01/03/2046	1,57	10 156,73	7 793,66	2 363,07	0,00	142 720,58	0,00
25	01/03/2047	1,57	10 156,73	7 916,02	2 240,71	0,00	134 804,56	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE OCCITANIE
Délégation de TOULOUSE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 01/03/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	01/03/2048	1,57	10 156,73	8 040,30	2 116,43	0,00	126 764,26	0,00
27	01/03/2049	1,57	10 156,73	8 166,53	1 990,20	0,00	118 597,73	0,00
28	01/03/2050	1,57	10 156,73	8 294,75	1 861,98	0,00	110 302,98	0,00
29	01/03/2051	1,57	10 156,73	8 424,97	1 731,76	0,00	101 878,01	0,00
30	01/03/2052	1,57	10 156,73	8 557,25	1 599,48	0,00	93 320,76	0,00
31	01/03/2053	1,57	10 156,73	8 691,59	1 465,14	0,00	84 629,17	0,00
32	01/03/2054	1,57	10 156,73	8 828,05	1 328,68	0,00	75 801,12	0,00
33	01/03/2055	1,57	10 156,73	8 966,65	1 190,08	0,00	66 834,47	0,00
34	01/03/2056	1,57	10 156,73	9 107,43	1 049,30	0,00	57 727,04	0,00
35	01/03/2057	1,57	10 156,73	9 250,42	906,31	0,00	48 476,62	0,00
36	01/03/2058	1,57	10 156,73	9 395,65	761,08	0,00	39 080,97	0,00
37	01/03/2059	1,57	10 156,73	9 543,16	613,57	0,00	29 537,81	0,00
38	01/03/2060	1,57	10 156,73	9 692,99	463,74	0,00	19 844,82	0,00
39	01/03/2061	1,57	10 156,73	9 845,17	311,56	0,00	9 999,65	0,00
40	01/03/2062	1,57	10 156,64	9 999,65	156,99	0,00	0,00	0,00
Total			406 269,11	300 000,00	106 269,11	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 132785 Emprunteur n° 000206509

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

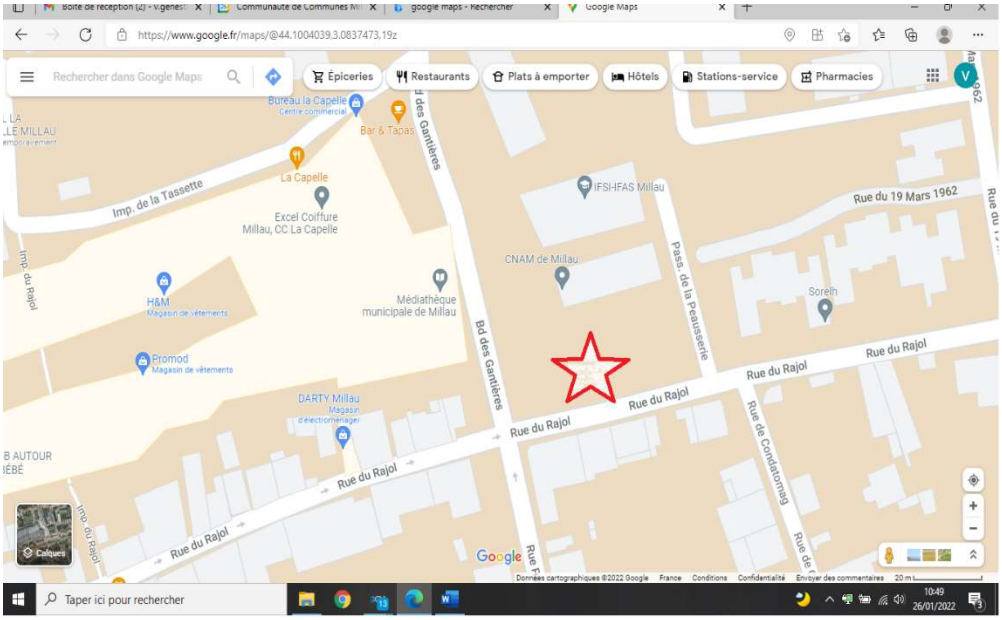
Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

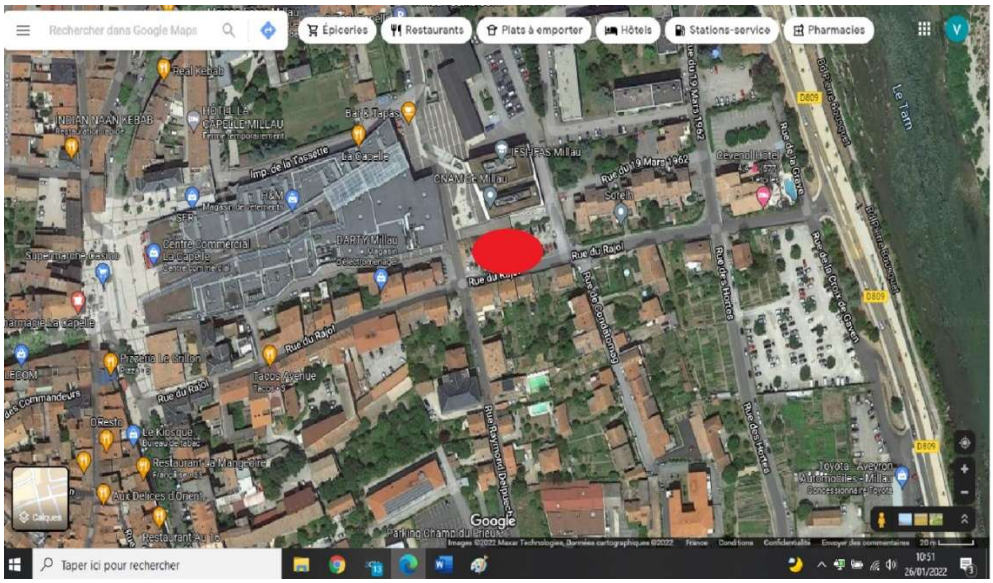
INFORMATION PORTEE AU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 JUIN 2022

Aveyron Habitat : demande de garantie d'emprunt à hauteur de 25% du Prêt n° 132785 pour la construction de 20 logements à la Résidence du Gantier – Esplanade François Mitterrand / Angle rue du Rajol – 12100 Millau.

Il s'agit d'une opération de 36 logements comprenant aussi un rez-de-chaussée aménagé pour accueillir des activités de santé. *Pour mémoire, le prêt pour la construction de 16 logements en location accession a fait l'objet d'une garantie d'emprunt lors du Conseil du 10 février 2022.*

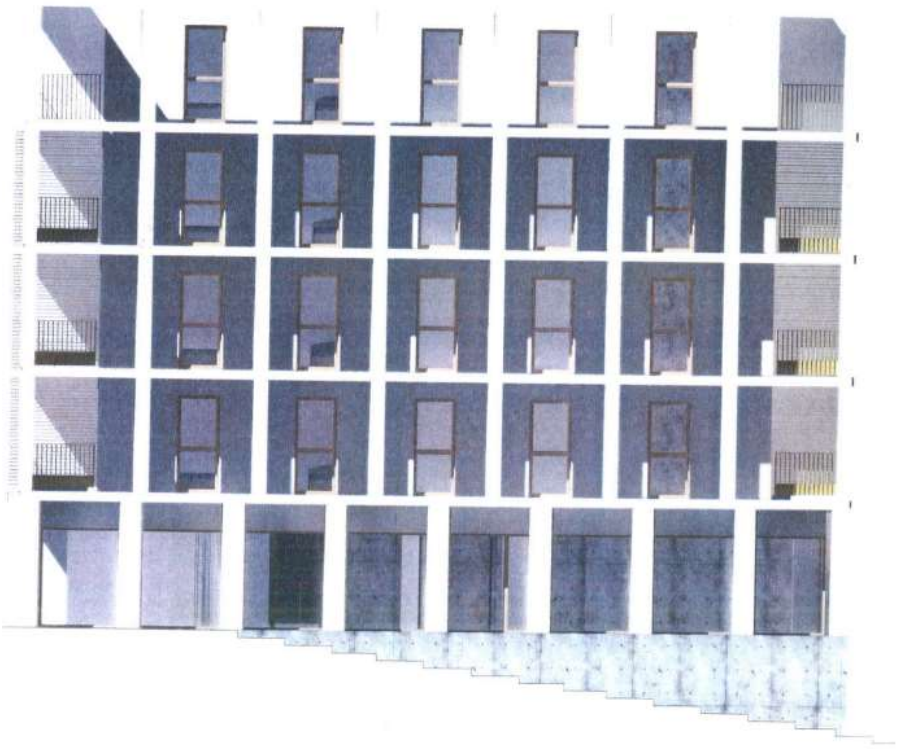
LOCALISATION





VISUEL DE L'OPERATION

FACADE DEVANT LA MEDIATHEQUE



FACADE LE LONG DE LA RUE DU RAJOL



2022 03 DEL 026

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin à 18h30, le Conseil de la Communauté s'est assemblé en session ordinaire mixte (en présentiel à la Halle Viaduc et en visioconférence), après convocation légale, sous la présidence de Madame Emmanuelle GAZEL.

Objet : Transports scolaires 2022-2029 : autorisation à signer et exécuter les marchés de prestations de services passés en appel d'offres ouvert – 11 lots.

Etaient présents : Valentin ARTAL, Claude ASSIER, Martine BACHELET, Yvon BEAUMONT, Christine BEDEL, Christian BOUDES, Didier CADAUX, Jean-Louis CALVET, Didier CARRIERE, Régis CARTAYRADE, Esther CHUREAU, Jacques COMMAYRAS, Yannick DOULS, Michel DURAND, Bouchra EL MEROUANI, Joël ESPINASSE, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Emmanuelle GAZEL, Bernard GREGOIRE, Vincent HERAN, Catherine JOUVE, Olivier JULIEN, Philippe LEPETIT, Martine MABILDE, Dominique MAURY, Thierry PEREZ, Séverine PEYRETOUT, Patricia PITOT, Annie POLYCARPE, Hélène RIVIERE, Christelle SUDRES BALTRONS, Danièle VERGONNIER, Nicolas WOHREL.

Etaient absents excusés : Corinne COMPAN, Arnaud CURVELIER, Daniel DIAZ, Aurélie ESON, Jean-Pierre MAS, Corine MORA, Karine ORCEL, Patrick PES, Philippe RAMONDENC, Christophe SAINT-PIERRE.

Les membres ci-après avaient respectivement délégué leurs mandats à :

- Corinne COMPAN à Bernard GREGOIRE
- Arnaud CURVELIER à Emmanuelle GAZEL
- Aurélie ESON à Michel DURAND
- Corine MORA à Catherine JOUVE
- Karine ORCEL à Esther CHUREAU
- Patrick PES à Bouchra EL MEROUANI
- Christophe SAINT-PIERRE à Christelle SUDRES BALTRONS

Secrétaire de séance : Monsieur Valentin ARTAL.

Secrétaire auxiliaire de séance : Monsieur Frédéric BILLAUD.

Rapporteur de séance : Yannick DOULS.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier ses articles L. 1414-1 à L. 1414-4 relatifs aux marchés publics ;

Acte dématérialisé
Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220608-202203DEL026-DE
Reçu le 09/06/2022

Vu le Code de la Commande Publique, en particulier ses articles L. 2124-1, L. 2124-2 et R.2124-2 relatifs aux marchés passés selon une procédure formalisée – appel d'offres ;

Vu le Code de la Commande Publique, en particulier ses articles L. 2124-1, L. 2124-3 et R.2124-3 6° relatifs aux marchés passés selon une procédure formalisée – procédure avec négociation ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 1 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la dernière version en vigueur de la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes de Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de transports.

La Communauté de communes de Millau Grands Causses, compétente depuis le 1er janvier 2018, assure l'exercice des services publics de transports scolaires à l'intérieur de son ressort territorial, couvrant les 15 communes membres.

La desserte des établissements scolaires de Millau Grands Causses, à l'intention des élèves résidant sur la Communauté de communes, fait l'objet de plusieurs marchés de services.

Ceux-ci concernent le transport à titre principal des scolaires au moyen d'autocars ou de véhicules de 8 places passagers. Onze des quinze marchés de services en cours d'exécution arrivent à expiration en juillet 2022.

Le montant total des prestations de services (secondaires et primaires) pour ces onze marchés est estimé en première approche à 2 800 000 € HT soit 400 000 € HT par an, avec une durée d'exécution des contrats de 7 ans.

A ce titre, une consultation a été lancée le 29 mars 2022 sous la forme d'une procédure formalisée (appel d'offres ouvert).
L'avis a fait l'objet d'une publication au Journal d'Officiel de l'Union Européenne (JOUE), au Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics (BOAMP), sur le site internet et le profil acheteur de la Communauté de communes (AWS-Achat).
Le date de remise des offres a été fixée au jeudi 5 mai 2022 à 17H00.

La consultation est décomposée en 11 lots de circuits qui en fonction des besoins en effectifs, se répartissent comme suit en terme de capacité minimale :

- 5 lots de véhicules (8 places passagers minimum) ;
- 6 lots regroupant 8 autocars (40 places passagers et plus) et 2 autocars (9 à 23 places passagers).

Ainsi, les prestations des 11 lots sont définies comme suit :

Lots	Désignation	Véhicules Capacité
1	MGC01L : circuit « Le Larzac EST » – secondaires en correspondance du circuit du lot 11 « Larzac Haut de côte vers Millau ».	1 véhicule 8 places passagers
2	MGC02SA : circuit « Saint-André-de-Vézines – école primaire de Veyreau ».	1 véhicule 8 places passagers
3	MGC03C : circuit « Comprégnac – Peyre – écoles primaires de Millau ».	1 véhicule 8 places passagers
4	MGC04P : circuit « Pierrefiche-du-Larzac – La Roque-Sainte- Marguerite » - secondaires en correspondance du circuit lot 7 vers Millau.	1 véhicule 8 places passagers
5	MGC05M : circuit « Le Bourg - Boyne » (secondaires vers correspondance du lot 9) + circuit « Mostuéjouls – école de Rivière-sur -Tarn (primaires) »	1 véhicule 8 places passagers
6	MGC06C : circuit secondaire « La Cresse – Paulhe – avenue de Millau Plage vers les établissements (collèges, lycées) de Millau ».	1 autocar 40 places passagers et plus
7	MGC07V : circuit secondaire « Veyreau – La Roque-Sainte-Marguerite – Le Monna – avenue de l'Aigoual Millau vers les établissements (collèges, lycées) de Millau ».	1 autocar 40 places passagers et plus
8	MGC08SG : circuit secondaires « Saint-Georges-de-Luzençon vers les établissements (collèges, lycées) de Millau »	2 autocars 40 places passagers et plus
9	MGC09P : circuits secondaires « Peyreleau – Mostuéjouls – Rivière-sur-Tarn – Compeyre - Aguessac vers les établissements (collèges, lycées) de Millau ».	4 autocars 40 places passagers et plus
10	MGC10SG : circuits « Saint Germain vers Millau (écoles primaires et établissements des secondaires - collèges et lycées)».	1 autocar 9 à 23 places passagers
11	MGC11L : circuit Secteur du « Larzac Haut de côte » - secondaires du Lot 1 vers les établissements (collèges, lycées) de Millau.	1 autocar 9 à 23 places passagers

Chaque lot fait l'objet d'un marché ordinaire et séparé, confié à un transporteur, en tant qu'entreprise unique ou groupement d'entreprises.

Les marchés seront conclus pour une durée de sept (7) ans, à compter de leur date de notification jusqu'à la veille de la rentrée scolaire 2029/2030.

Après analyse des offres et en application des critères de jugement suivants :

- lots 1 à 5 : Prix des prestations (60 %), valeur technique dont modalités d'exploitation, démarche environnementale et énergétique au vu de l'âge des véhicules, délais d'intervention (40 %) ;

- lots 6 à 11 : Prix des prestations (4 5%), valeur technique dont modalités d'exploitation, démarche environnementale et énergétique au vu de l'âge des véhicules, délais d'intervention (55 %).

La Commission d'Appel d'Offres (CAO) réunie le 31 mai 2022 et après délibéré, a décidé d'attribuer les marchés dont les offres ont été jugées économiquement les plus avantageuses comme suit :

Lots	Attributaire	Montant total HT sur la durée du marché (7 ans)
1	M.JEAN-MARC RAE (12100)	99 702,75 €
3	MILLAU CARS (12100) - Groupe Ruban Bleu	159 044,20 €
9	SARL Autocars CAUSSE (12100)	1 012 169,06 €

Concernant les offres des lots 2, 4, 5, 6, 7, 8 et 10, ces dernières ont été déclarées inacceptables par la commission d'appel d'offres car les prix proposés excèdent les crédits budgétaires alloués.

Aussi, ces lots sont déclarés infructueux et il est proposé de lancer une procédure avec négociation avec le ou les candidat(s) soumissionnaire(s), conformément à l'article L.2124-3 6° du Code de la Commande Publique.

Concernant le lot 11, celui-ci n'a pas été attribué à ce stade de la procédure, il sera présenté à une prochaine commission d'appel d'offres.

Ouï cet exposé,
Après en avoir délibéré,
Le conseil de la Communauté, à l'unanimité des membres présents :

1 - décide que les lots déclarés infructueux fassent l'objet d'une procédure avec négociation conformément aux articles L.2124-3 et R.2124-3 6° du Code de la Commande Publique ;
2 - autorise Madame la Présidente à signer et à exécuter les marchés pour chaque lot avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres ainsi que toutes pièces afférentes à cette opération sans qu'il soit nécessaire d'en délibérer spécifiquement notamment les avenants éventuels aux contrats sous réserve des crédits inscrits au budget ;
3 - autorise Madame la Présidente ou son représentant à procéder à l'ensemble des formalités nécessaires à l'accomplissement de cette opération.

Fait et délibéré à Millau,
Les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

Millau Grands Causses

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DECISIONS

N° 06 / JUIN 2022

N° 2022 04 D 001

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Avenant n° 2022 AV 073 à la convention d'adhésion n°2022 CONV 20 aux services de l'Hôtel d'Entreprises avec l'association « CIBC Aveyron ».

La Présidente de la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 2021 04 DEL 006 du Conseil de la Communauté de communes du 29 avril 2021 portant délégation de pouvoirs du conseil de Communauté à la Présidente,

Vu la délibération n° 2016 1 DEL 05 du Conseil de la Communauté de communes du 17 février 2016 par laquelle l'assemblée révise les tarifs de la Pépinière/Hôtel d'Entreprises,

Vu la délibération n° 2019 DEL 002 du Conseil de la Communauté de communes du 2 octobre 2019 par laquelle l'assemblée a actualisé les conventions d'adhésion aux services de la Pépinière et Hôtel d'entreprises,

Vu la convention d'adhésion aux services de l'Hôtel d'entreprises n° 2022 CONV 020 du 4 février 2022 dont le terme est le 31 décembre 2023,

Considérant que dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté de communes s'est dotée d'un outil de développement pour la création d'entreprises et d'emplois. Son rôle est de faciliter le démarrage et le développement des entreprises par une aide axée sur la mise à disposition :

- d'un immobilier adapté,
- de services généraux à coût partagé,
- d'une animation économique,

Considérant le souhait de la Communauté de communes de regrouper sur un même lieu tous les organismes liés à l'emploi ou à la formation d'aide à la création d'entreprises,

Considérant la disponibilité du Lot 3A-5 situé au 3ème étage, Aile A de la Maison des Entreprises.

D E C I D E

Article 1 :
Un avenant à la convention n° 2022 CONV 20 sera passé avec l'association « C.I.B.C. Aveyron », représentée par son Président Monsieur Jean Michel VERDU, à l'effet de repositionner l'entreprise dans un nouveau lot dépendant également du dispositif « Hôtel d'Entreprises » de la Maison des Entreprises.

Article 2 :

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220531-202204D001-AU
Reçu le 01/06/2022

Cet avenant actera ainsi le repositionnement de l'association dans les bureaux référencés comme suit :
- lot « 3A-5 » d'une surface de 36.20 m² comprenant deux bureaux de 18.70 m² et 17.50 m², situé au 3ème étage de l'Aile A de la Maison des Entreprises, en lieu et place du bureau référencé lot « 3B-22 » d'une surface de 26.70 m², situé au 3ème étage de l'aile B de la Maison des Entreprises.
L'avenant a une incidence sur le montant de la redevance. La redevance mensuelle hors taxe applicable au lot mis à disposition s'élève à 276.59 € (Barème n° 1/Tarif 3-Plateau Tertiaire et la participation au contrat La Poste). Ce montant sera appliqué à compter du 1er juin 2022.

Article 3 :
Les autres dispositions de la convention n°2022 CONV 020 demeurent inchangées.

Article 4 :
Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 5 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de communes de Millau Grands Causses, est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à l'intéressé, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Article 6 :
La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Fait en 1 exemplaire à Millau,
Le 31 août 2022
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL



N° 2022 04 D 002

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Prestation d'Etude de faisabilité rachat d'un immeuble à destination commerce et habitat (11 Bd de l'Ayrolle – 12 Millau) - Attribution du marché n° S09/2022L00
PJ : Devis n° N°9371-MIL-20220517

La Présidente de la Communauté de communes de Millau Grands Causses,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 29 avril 2021 par laquelle le Conseil de la Communauté de communes a autorisé sa Présidente à « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils européens ainsi que toute décision concernant leurs avenants (procédures adaptées et procédures ne nécessitant pas au vu de leurs montants de mise en concurrence et de publicité préalable), lorsque les crédits sont prévus au budget » ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L. 2122-1 et R. 2122-8 relatifs aux marchés passés sans publicité ni mise en concurrence préalables compte-tenu du montant des prestations ;

Vu la proposition technique et financière reçue le 17 mai 2022 de madame Mélanie MOR de la société SAS FOCCAL ;

Vu le courrier N° CSMGC210153 signé de la Présidente de la Communauté de Communes Millau Grands Causses signifiant la volonté de la Collectivité à s'inscrire dans le dispositif FOCCAL ;

Considérant que l'offre est jugée conforme à la Fiche de Faisabilité Foccal n° LRA/ACM02/06/2022 transmise par l'ARAC le 24 février 2022 ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget ;

DECIDE

Article 1 :
Il sera passé un contrat n° S09/2022L00, avec la société **SAS FOCCAL** représentée par Madame Mélanie MOR (117 Rue des Etats Généraux – 34000 Montpellier), pour un montant total de **6 250,00 € HT soit 7 500,00 € TTC** correspondant à la participation de la Communauté de Communes à l'Etude de faisabilité pour l'achat d'un immeuble sis 11 bd de l'Ayrolle - Millau, en vue de sa réhabilitation en commerce et habitat.

Article 2 :

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220601-202204D002-AU
Reçu le 02/06/2022

Ce contrat sera conclu à compter de sa notification, avec une mise en œuvre de l'exécution de la prestation dans un délai de 5 (cinq) mois à partir de la date de la signature du devis.

Il est établi en application de la règlementation des marchés publics et du Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) du 30 mars 2021.

Article 3 :
Conformément aux articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 4 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de communes de Millau Grands Causses est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à l'intéressé, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Fait en un exemplaire à Millau,
Le 1er juin 2022
La Présidente
Emmanuelle GAZEL



N° 2022 04 D 003

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Fourniture et livraison de prises d'escalade et de volumes pour la future salle artificielle d'escalade (SAE) de niveau national du complexe sportif de Millau (12100) – Attribution du marché F03/2022L00

La Présidente de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 2021 04 DEL 006 A du 29 avril 2021 par laquelle le Conseil de la Communauté de Communes a autorisé sa Présidente à « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils européens ainsi que toute décision concernant leurs avenants (procédures adaptées et procédures ne nécessitant pas au vu de leurs montants de mise en concurrence et de publicité préalable), lorsque les crédits sont prévus au budget »,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment son article L.2123-1 relatif aux marchés passés selon une procédure adaptée et ses articles R.2123-1 à R.2123-7 concernant les conditions de recours à une procédure adaptée,

Vu les résultats de la consultation lancée en procédure adaptée le 22 avril 2022 et l'analyse des offres réalisée par les services de la Communauté de Communes,

Considérant l'avis de la commission achat, réunie le 31 mai 2022, d'attribuer le marché relatif à la fourniture et à la livraison de prises d'escalade et de volumes pour la future salle artificielle d'escalade (SAE) de niveau national du complexe sportif de Millau (12100) au groupement conjoint, la SARL ART LINE HODS (mandataire) et la SAS SUN ROC (co-traitant) dont l'offre a été jugée conforme au cahier des charges et économiquement la plus avantageuse.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,

DECIDE

Article 1 :
Conformément aux documents de la consultation, le marché relatif à la fourniture et à la livraison de prises d'escalade et de volumes pour la future salle artificielle d'escalade (SAE) de niveau national du complexe sportif de Millau (12100) est attribué de la façon suivante :

Numéro de contrat	Montant HT	Candidat retenu
F03/2022L00	131 145,37 €	Groupement conjoint SARL ART LINE HOLDS (mandataire) 2 chemin du génie - 69200 Vénissieux SAS SUN ROC (co-traitant) 2655 Route De Prelaz 74800 Saint Pierre en Faucigny

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220610-202204D003-AU
Reçu le 13/06/2022

Article 2 :
Les délais de livraison des prises indiqués par le titulaire sont les suivants :
- PE (polyester) /PU (polyuréthane) : 3 mois
- Bois : 4 mois
- GRP (mélange de polyester et de polyuréthane) : 6 mois

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.
A titre indicatif, la commande des fournitures sera passée au plus tard à la mi-juin 2022.
Ce contrat est établi en application de la règlementation des marchés publics et du CCAG Fournitures Courantes et Services approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Article 3 :
La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Article 4 :
Conformément aux articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 5 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à l'intéressé, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Fait en un exemplaire à Millau,
Le 10 juin 2022
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

N° 2022 04 D 004

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Avenant n° 2022 AV 076 à la convention d'adhésion aux services de la Pépinière d'Entreprises n° 2021 CONV 070 avec Monsieur FUMEL Nicolas, entreprise « FUMEL 3D ».

La Présidente de la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération n° 2022 03 DEL 015 du Conseil de la Communauté de communes du 8 juin 2022 portant délégation de pouvoirs du conseil de Communauté à la Présidente,

Vu la délibération n° 2016 1 DEL 05 du Conseil de la Communauté de communes du 17 février 2016 par laquelle l'assemblée révise les tarifs de la Pépinière/Hôtel d'Entreprises,

Vu la délibération n° 2019 04 DEL 002 du Conseil de la Communauté de communes du 2 octobre 2019 par laquelle l'assemblée a actualisé les conventions d'adhésion aux services de la Pépinière et Hôtel d'entreprises,

Vu la délibération n° 2021 03 DEL 001 du 24 mars 2021 du Conseil de la Communauté de communes portant sur le concours à projets 2021 Création et Développement d'entreprises,

Vu le règlement du concours à projets 2021 et la liste des lauréats,

Vu la convention du 19 juillet 2021 n°2021 CONV 070 conclue avec Monsieur FUMEL Nicolas, entreprise « FUMEL 3D »

Considérant que dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté de communes s'est dotée d'un outil de développement pour la création d'entreprises et d'emplois. Son rôle est de faciliter le démarrage et le développement des entreprises par une aide axée sur la mise à disposition :

- d'un immobilier adapté,
- de services généraux à coût partagé,
- d'une animation économique,

Considérant que l'entreprise FUMEL 3D a remporté le prix « Emergence » du Concours à projets 2021 de la Communauté de communes et qu'à ce titre elle bénéficie d'une année d'hébergement gratuit et d'accompagnement dans le dispositif Pépinière d'entreprises,

Considérant la demande de l'entreprise « FUMEL 3D » de pouvoir disposer d'un atelier plus grand pour développer son activité,

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220610-202204D004-AU
Reçu le 13/06/2022

Considérant la disponibilité du Lot 1A-3 situé au 1er étage - Aile A, correspondant à son attente,

D E C I D E

Article 1 :
Un avenant n° 2022 AV 076 à la convention n° 2021 CONV 070 sera passé avec l'entreprise « FUMEL 3D », représentée par Monsieur Nicolas FUMEL, à l'effet de repositionner l'entreprise dans un nouveau lot et l'accompagner dans le cadre du dispositif Pépinière d'Entreprises de la Maison des Entreprises de Millau Grands Causses.

Article 2 :
Cet avenant actera ainsi le repositionnement de l'entreprise dans l'atelier référencé comme suit :
- lot 1A-3 d'une surface de 125 m² situé au 1er étage de l'Aile A de la Maison des Entreprises, en lieu et place du lot 1A-2 d'une surface de 65 m2, situé au 1er étage de l'aile A de la Maison des Entreprises.

Article 3 :
Les autres dispositions de la convention n°2021 CONV 070 demeurent inchangées, en ce compris les dispositions financières particulières liées à la qualité de lauréat du concours à projet 2021 et ouvrant droit à une année de gratuité.

Article 4 :
Conformément aux articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 5 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de communes de Millau Grands Causses, est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à l'intéressé, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Article 6 :
La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Fait en 1 exemplaire à Millau,
Le 10 juin 2022
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

N° 2022 04 D 005

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Convention de mise à disposition de terrains du GAEC de Lamayou au profit de la Communauté pour les quatre saisons de l'écologie.

La Présidente de la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu la délibération n° 2022 03 DEL 015 du Conseil de la Communauté de communes du 8 juin 2022 portant délégation de pouvoirs du conseil de Communauté à la Présidente,

Vu les statuts de la Communauté de communes de Millau Grands Causses approuvés par arrêté préfectoral du 05 août 2020 précisant les compétences de la Communauté de communes notamment en matière de protection de l'environnement,

Considérant que la communauté a sollicité le GAEC pour une à disposition de parcelles pour les quatre saisons de l'écologie le 18 juin prochain

D E C I D E

Article 1 : :
Il sera passé une convention n°2022 CONV 075 de mise à disposition de terrains appartenant au GAEC de LAMAYOU pour les quatre saisons de l'écologie, évènement organisé par la Communauté de communes Millau Grands causses.
La mise à disposition est consentie du 14 juin 2022 au 20 juin 2022, périodes de montage et de démontage comprises, la manifestation se déroulant le 18 juin 2022 de 16h à 24 h.

Article 2 :

Le GAEC s'engage pour la durée de la convention, à mettre à disposition du Bénéficiaire à titre les terrains suivants :

- Lamayou : commune de Millau parcelles cadastrées n ° 85 et 87 section OL

Article 3 :
Le GAEC ne reçoit aucune contrepartie, ni redevance, ni indemnité d'occupation.

Article 4 :
La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220610-202204D005-AU
Reçu le 13/06/2022

Article 5 :
Conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 6 :
Monsieur Fréderic BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de communes de Millau Grands Causses est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à l'intéressé et à Monsieur le Sous-préfet de Millau.

Fait en 1 exemplaire à Millau,
Le 10 juin 2022
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL



N° 2022 04 D 006

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Convention de mise à disposition de locaux situés au sein de la « Maison des Entreprises » auprès du MUC et de AQUA GRIME Millau Grands Causses pour le déploiement de formations.
PJ : projet de Convention n° 2022 CONV 077

La Présidente de la Communauté de communes de Millau Grands Causses,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 2022 03 DEL 015 du Conseil de la Communauté de communes du 8 juin 2022 portant délégation de pouvoirs du conseil de Communauté à la Présidente,

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de développement économique et d'enseignement – formation,

Vu la convention n° 2021 CONV 088 de mise à disposition de locaux auprès du MUC et de AQUA GRIMPE signée le 31 août 2021,

Considérant la demande du MUC et de AQUA GRIMPE de pouvoir bénéficier de ces locaux pour pouvoir assurer leurs formations dès la prochaine session 2022/2023,

Considérant la volonté de la Communauté de communes de soutenir le développement de nouvelles formations sur le territoire Millau Grands Causses,

Considérant la disponibilité des locaux au sein de la « Maison des Entreprises » située rue de la Mégisserie à Millau et en l'absence de tout projet de création d'entreprise,

Considérant que cette mise à disposition nécessite la passation d'une nouvelle convention entre les trois parties,

D E C I D E

Article 1 : Une convention n° 2022 CONV 077 sera signée avec le MUC et AQUA GRIMPE Millau Grands Causses pour une mise à disposition de locaux situés au 2e étage/Aile A de la Maison des Entreprises à Millau, représentant une surface totale de 175 m².

Article 2 : Cette convention précisera les modalités de mise à disposition de ces locaux ainsi que les engagements et responsabilités de chacune des parties.

Article 3 : Cette convention sera consentie et acceptée à titre précaire et révocable moyennant une participation aux charges d'un montant forfaitaire mensuel de 100 € net de taxe par bénéficiaire.
Elle sera conclue pour une période de 12 mois à compter du 1er septembre 2022 soit jusqu'au 31 août 2023. A son terme, elle pourra être renouvelée selon les modalités prévues à la convention.

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220614-202204D006-AU
Reçu le 15/06/2022

Article 4 : Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 5 : Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de communes de Millau Grands Causses, est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée aux intéressés, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Article 6 : La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Fait en 1 exemplaire à Millau,
Le 14 Juin 2022
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

Millau Grands Causses
Communauté de Communes

N° 2022 04 D 007

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Complexe sportif de Millau – Ajustement du plan de financement prévisionnel et demande de subventions (DETR).

La Présidente de la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier son l'article L5211-10 prévoyant la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer certaines de ses attributions au président de l'établissement public de coopération intercommunale,

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 bis du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence matière de création et de gestion d'équipement sportif d'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n° 2021 03 DEL 009B du Conseil de la Communauté de communes du 24 mars 2021 approuvant le nouveau plan et ses principes de financement de l'opération et autorisant sa Présidente à solliciter les subventions au plus haut taux possible et à faire le nécessaire, sur la base d'un coût global s'établissant à 19 660 000 € HT,

Vu la délibération n° 2022 01 DEL 002 du Conseil de la Communauté de communes du 10 février 2022 relative à l'approbation du budget primitif 2022,

Vu la délibération n° 2022 03 DEL 015 du Conseil de la Communauté de communes du 8 juin 2022 portant délégation de pouvoirs du conseil de Communauté à la Présidente, en particulier celui de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions quel qu'en soit son objet et son montant si l'opération a été préalablement approuvée par l'organe délibérant,

Considérant que le coût global de réalisation du complexe sportif a vocation à s'échelonner sur trois exercices budgétaires 2021 à 2023, en fonction de l'avancement des travaux sur les bases suivantes :
2021 : 8 380 000 € HT
2022 : 7 891 000 € HT
2023 : 3 389 000 € HT

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220615-202204D007-AU
Reçu le 16/06/2022

D E C I D E

Article 1 :
De solliciter dans le cadre de la réalisation du complexe sportif de Millau l'octroi d'une subvention DETR 2022 auprès de l'Etat de 710 446.28 €, au taux de 9.00325 % de l'assiette subventionnable de 7 891 000 €.

Article 2 :
D'arrêter en conséquence le plan de financement de l'opération pour l'année 2022 comme suit, sur la base d'un montant total de dépenses de 7 891 000 € HT :

ETAT (DETR 2022)	710 446.28 €
Région	1 200 000.00 €
Département	1 200 000.00 €
Ville de Millau	1 000 000.00 €
Autofinancement/Emprunt	3 780 553.72 €

Article 3 :
Conformément aux articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 4 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de communes de Millau Grands Causses est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée aux intéressés, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Fait en 1 exemplaire à Millau,
Le 15 Juin 2022
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

COMMUNAUTE DE COMMUNES MILLAU GRANDS CAUSSES
MILLAU
(Aveyron)

Acte rendu exécutoire par flux de télétransmission
A la Sous-Préfecture le :
Affiché le :
Notifié aux intéressés le :

Millau Grands Causses
Communauté de Communes

N° 2022 04 D 008

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Bâtiment associatif Saint Germain (commune de Millau) – Ajustement du plan de financement prévisionnel et demande de subvention Leader
PJ : Projet d'avenant n° 2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée

La Présidente de la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier son l'article L5211-10 prévoyant la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer certaines de ses attributions au président de l'établissement public de coopération intercommunale,

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n° 2020 04 DEL 003 bis du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence matière de maîtrise d'ouvrage déléguée,

Vu, ensemble, les délibération n° 2020 11 DEL 011 du 16 décembre 2020 et n°2021 07 DEL 007 du 17 novembre 2021 du Conseil de la Communauté de communes relatives à la réalisation en maîtrise d'ouvrage déléguée du bâtiment associatif de Germain pour le compte de la Ville de Millau,

Vu la délibération n° 2022 03 DEL 015 du Conseil de la Communauté de communes du 8 juin 2022 portant délégation de pouvoirs du conseil de Communauté à la Présidente, en particulier celui de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions quel qu'en soit son objet et son montant si l'opération a été préalablement approuvée par l'organe délibérant,

Vu la délibération n° 2022 01 DEL 002 du Conseil de la Communauté de communes du 10 février 2022 relative à l'approbation du budget primitif 2022,

Vu la convention n°2020 CONV 120 de maîtrise d'ouvrage déléguée, en ce compris ses avenants, signée le 1er mars 2021 entre la Ville de Millau et la Communauté, en particulier son article 3.3 au terme duquel la Communauté se charge des dossiers de demande de subventions,

Considérant les possibilités de financement offertes au titre du leader pour l'opération susvisée,

D E C I D E

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220615-202204D008-AU
Reçu le 16/06/2022

Article 1 :

D'arrêter le plan de financement prévisionnel de l'opération comme suit, sur la base d'un montant total de dépenses de 390 000 € HT :

Europe Leader (sur la partie travaux)	100 000 €
Communauté de communes (fonds de concours)	145 000 €
Commune de Millau (autofinancement)	145 000 €

Article 2 :
De solliciter, dans le cadre de la construction d'un bâtiment associatif à St Germain sur la Commune de Millau, la subvention Leader de 100 000 €.

De signer en conséquence l'avenant 2 n°2022 AV 84 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée réajustant la répartition de l'enveloppe financière de l'opération.

Article 3 :
Conformément aux articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 4 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de communes de Millau Grands Causses est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée aux intéressés, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Article 6 :
La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Fait en 1 exemplaire à Millau,
Le 15 Juin 2022
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL



Acte rendu exécutoire par flux de télétransmission
A la Sous-Préfecture le :
Affiché le :
Notifié aux intéressés le :

N° 2022 04 D 009

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Réalisation d'un emprunt auprès du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour l'ouverture d'une ligne de trésorerie. *Annule et remplace la décision n° 2022 03 D 019*

La Présidente de la Communauté de Commune de Millau Grands Causses,

Vu la délibération du conseil de Communauté en date du 29 Avril 2021 portant délégation de l'assemblée à la Présidente notamment pour réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1 000 000 € par année civile et passer à cet effet les actes nécessaires,

Vu la décision n° 2022 03 D 019 de la présidente en date du 18 mai portant sur la réalisation d'un emprunt auprès du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour l'ouverture d'une ligne de trésorerie,

Considérant que le contrat passé avec la Banque Postale pour la ligne de trésorerie du 31 mai 2021 va arriver à échéance le 30 mai 2022,

Considérant la consultation auprès des établissements bancaires et considérant que la proposition de prêt émanant du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est la plus intéressante,

Considérant l'erreur matérielle dans décision susvisée en ce qu'elle ne comprenait pas le détail des frais de dossier ; et qu'il y a lieu de les rajouter,

DECIDE

Article 1 :

Prêteur	Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées
Emprunteur	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MILLAU GRANDS CAUSSES
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie Utilisable par Tirages
Montant maximum	**1 000 000.00€**
Durée maximum	**12 mois**
Taux	**0,52%** **Taux variable indexé sur l'EURIBOR 3 mois instantané flooré + marge de 0,52%**
Périodicité	**Mensuelle** par la procédure du débit d'office
Frais de dossier	**1500€**
Modalités de tirage	**Mise à disposition** : par crédit d'office sous 48h ouvrés auprès de la trésorerie générale. **Tirage** : sur simple demande de l'emprunteur, sans frais, par mail à : coll.pub@ca-nmp.fr **Montant minimum des tirages** : 15 000 €
Modalités de remboursement	**Capital In Fine,** remboursable au plus tard à la date d'échéance de la Ligne de Trésorerie. Après remboursement anticipé, le plafond se reconstitue pour de nouvelles utilisations.

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220620-202204D009-AI
Reçu le 21/06/2022

Article 2 :
Conformément à l'article R421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 3 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses est chargée de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à l'intéressée, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Article 4 :
La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Fait en 1 exemplaire à Millau,
Le 20 juin 2022
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL



N° 2022 04 D 010

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Programme de travaux de voirie 2022 - Attribution du marché n° T01/2022L00

La Présidente de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 2021 04 DEL 006 A du 29 avril 2021 par laquelle le Conseil de la Communauté de Communes a autorisé sa Présidente à « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils européens ainsi que toute décision concernant leurs avenants (procédures adaptées et procédures ne nécessitant pas au vu de leurs montants de mise en concurrence et de publicité préalable), lorsque les crédits sont prévus au budget »,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment son article L.2123-1 relatif aux marchés passés selon une procédure adaptée et ses articles R.2123-1 à R.2123-7 concernant les conditions de recours à une procédure adaptée,

Vu les résultats de la consultation lancée en procédure adaptée le 10 mai 2022 et l'analyse des offres réalisée par les services de la Communauté de Communes,

Considérant l'avis de la commission achat, réunie le 14 juin 2022, d'attribuer le marché relatif au programme des travaux de voirie 2022 à la SAS SEVIGNE (12520 Aguessac) dont l'offre a été jugée conforme au cahier des charges et économiquement la plus avantageuse,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,

DECIDE

Article 1 :
Conformément aux documents de la consultation, le marché relatif au programme des travaux de voirie 2022 est attribué de la façon suivante :

Numéro de contrat	Montant HT	Candidat retenu
T01/2022L00	TF* : 66 534 € HT TO* : 17 459 € HT Toutes tranches confondues **83 993 € HT** *100 791.60 € TTC*	SAS SEVIGNE La Borie Sèche BP 6 12520 AGUESSAC CEDEX

**Rappel :*
- Tranche ferme : Les travaux de voirie seront réalisés sur : Bout de côte du Sonnac (Cne de La Cresse) - Voie de St Pal à Liaucous (Cne de Mostuéjouls) - Voie du Larzac Est, une portion entre RD 809 et carrefour des Cuns (Cne de Millau)
-Tranche optionnelle : Les travaux de voirie seront réalisés sur :
- Voie du Larzac Est, une portion entre RD 809 et carrefour des Cuns (Cne de Millau)

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220620-202204D010-AU
Reçu le 21/06/2022

Article 2 :
Les délais d'exécution indiqués par le titulaire sont les suivants :

- Tranche ferme : 5 semaines
- Tranche optionnelle : 2 semaines

Le délai d'exécution de la tranche ferme part à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage des travaux, hors période de préparation du chantier fixée à 4 semaines.
Ce contrat est établi en application de la règlementation des marchés publics en vigueur et du CCAG Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Article 3 :
La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Article 4 :
Conformément aux articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 5 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à l'intéressée, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Fait en un exemplaire à Millau,
Le 20 juin 2022
La Présidente
Emmanuelle GAZEL



N° 2022 04 D 011

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Accueil, animation et surveillance du centre aquatique intercommunal Roger Julian à Millau - Attribution du marché n° S07/2022L00.

La Présidente de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 2021 04 DEL 006 A du 29 avril 2021 par laquelle le Conseil de la Communauté de Communes a autorisé sa Présidente à « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils européens ainsi que toute décision concernant leurs avenants (procédures adaptées et procédures ne nécessitant pas au vu de leurs montants de mise en concurrence et de publicité préalable), lorsque les crédits sont prévus au budget »,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment son article L.2123-1 relatif aux marchés passés selon une procédure adaptée et ses articles R.2123-1 à R.2123-7 concernant les conditions de recours à une procédure adaptée,

Vu les résultats de la consultation lancée en procédure adaptée le 2 mai 2022 et l'analyse des offres réalisée par les services de la Communauté de Communes,

Considérant l'avis de la commission achat, réunie le 14 juin 2022, d'attribuer le marché relatif aux prestations d'accueil, d'animation et de surveillance du centre aquatique intercommunal Roger Julian à Millau à l'association AQUAGRIMPE MILLAU GRANDS CAUSSES dont l'offre a été jugée conforme au cahier des charges,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,

DECIDE

Article 1 :
Conformément aux documents de la consultation, le marché relatif aux prestations d'accueil, d'animation et de surveillance du centre aquatique intercommunal Roger Julian à Millau est attribué de la façon suivante :

Numéro de contrat	Montant TTC	Candidat retenu
S07/2022L00	Montant de la rémunération - part fixe : 87 000 € TTC	Aqua Grimpe Millau Grands Causses 12 rue de la prise d'eau 12100 MILLAU

Conformément à l'article 7.9.2 du CCP, le titulaire du contrat pourra recevoir à la fin de la période d'exécution, une rémunération variable calculée sur la fréquentation annuelle des créneaux d'ouverture au public. L'objectif fixé est de 24 000 entrées payantes (publics et animations). Une prime de 500 € TTC (cinq cents euros) sera attribuée par tranche de 500 entrées supplémentaires.

Article 2 :

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220620-202204D011-AU
Reçu le 21/06/2022

Le marché est conclu du 1er septembre 2022 au 11 juin 2023.
Toutefois, compte tenu de l'avancement des travaux lié à la rénovation du centre aquatique et la construction de la salle artificielle d'escalade (SAE) dans le cadre du marché global de performance, la réception des travaux pouvant évoluée de quelques mois sur le deuxième semestre 2023, un nouveau contrat pourra être conclu avec le titulaire du marché par le biais des prestations similaires prévus à l'article 1.3 du CCP.

La gestion de l'ouverture des créneaux au public pendant le temps des travaux sera effectuée en concertation avec la Communauté de communes de Millau Grands Causses (maître d'ouvrage) et l'entreprise en charge des travaux (SASU SOCOTRAP).

Ce contrat est établi en application de la règlementation des marchés publics en vigueur et du CCAG Fournitures courantes et services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Article 3 :
La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Article 4 :
Conformément aux articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 5 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à l'intéressée, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Fait en un exemplaire à Millau,
Le 20 juin 2022
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL



N° 2022 04 D 012

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DECISION DE LA PRESIDENTE

012Objet : Convention de mise à disposition de deux vélos électriques (VAE) à l'association Millau en Jazz du 18 au 25 juillet 2022 – 2022 CONV 078

La Présidente de la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu la délibération n°2022 03 DEL 015 du Conseil de la Communauté de communes du 8 juin 2022 portant délégation de pouvoirs du conseil de Communauté à la Présidente,

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n° 2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relative à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière en matière d'environnement,

Considérant la demande de l'association Millau en jazz sollicitant le prêt de vélos électriques pour leur festival du 18 au 25 juillet, afin de se déplacer sur les différents lieux de la manifestation en utilisant le moins possible la voiture,

Considérant que la Communauté de communes dispose de tels équipements,

Considérant l'implication de la Communauté de communes via son plan climat et son schéma directeur cyclable dans les mobilités douces,

D E C I D E

Article 1 :
Il sera passé une convention n°2022 CONV 78 de mise à disposition de deux vélos à assistance électrique (VAE) avec l'association Millau en jazz à l'occasion de leur festival du 18 au 25 juillet 2022.

Article 2 :
Cette convention précisera les modalités de cette mise à disposition à titre gracieux au profit de l'association.

Article 3 :
Cette convention sera conclue à titre précaire et révocable pour la durée de la manifestation.

Article 4 :

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220621-202204D012-AU
Reçu le 21/06/2022

Conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 5 :
Monsieur Fréderic BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de communes de Millau Grands Causses est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressé à l'intéressée et à Monsieur le Sous-préfet de Millau.

Article 6
La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Fait en un exemplaire,
A Millau, le 21 juin 2022
La Présidente
Emmanuelle GAZEL



N° 2022 04 D 013

Millau Grands Causses
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Complexe sportif : avenant n°1 à la convention n°2020 DE066 bis de gestion et mise à disposition de la salle d'escalade à l'association AQUAGRIMPE Millau Grands Causses – Avenant n°2022 AV 086.

La Présidente de la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté de communes du 08 juin 2022 portant délégation de pouvoirs du conseil de Communauté à la Présidente,

Vu les statuts de la Communauté de communes de Millau Grands Causses approuvés par arrêté préfectoral du 05 août 2020 précisant les compétences de la Communauté de communes notamment en matière de gestion du complexe sportif regroupant le centre aquatique et la salle artificielle d'escalade situés rue de la Prise d'Eau à Millau,

Vu la convention n° 2020 DE 066 BIS portant sur la mise à disposition et gestion de la salle d'escalade « Couleur caillou » passée entre l'association Couleur Caillou et Ville de Millau signée le 22 juin 2020 pour sa gestion,

Considérant la création de la nouvelle association « Aqua Grimpe Millau Grands Causses » suite à la fusion des clubs de natation et d'escalade à compter du 21 Juillet 2020,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de compléter la convention initiale afin de prendre en compte les modifications portant sur le calendrier de réalisation des travaux du futur complexe sportif et la livraison partielle de l'équipement à savoir la salle artificielle d'escalade,

D E C I D E

Article 1 :
Conformément à son article 5, il sera passé un avenant n° 1 à la convention n° 2020 DE 066 bis afin de modifier et compléter les modalités d'occupation et d'utilisation de la nouvelle salle artificielle d'escalade pendant la phase travaux du complexe sportif et jusqu'à la désignation du futur concessionnaire chargé d'assurer l'exploitation et la gestion de l'équipement.

Article 2 :
En vue d'assurer la continuité du développement et la promotion de l'escalade, la Communauté de communes met à disposition, à titre précaire et révocable, de l'association Aquagrimpe, la nouvelle salle artificielle d'escalade. Cet équipement représente une superficie de près 883 m². Un état des lieux sera réalisé en début et fin d'occupation.
La convention prendra fin dès la prise en main de l'équipement par le futur concessionnaire en charge de l'exploitation et la gestion du futur complexe sportif (centre aquatique et salle d'escalade).

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220621-202204D013a-AU
Reçu le 22/06/2022

L’association gestionnaire continuera à s’acquitter de l’ensemble des charges locatives afférentes au bien mis à disposition et à fournir trimestriellement un bilan de son activité liée à l’escalade.

Article 3 :
Les dispositions non modifiées de la convention n° 2020 DE 066 BIS demeurent inchangées.

Article 4 :
La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Article 5 :
Conformément aux articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de communes de Millau Grands Causses, est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à l’intéressée et à Monsieur le Sous-Préfet de Millau.

Fait en 1 exemplaire à Millau,
Le 21 juin 2022
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL



N° 2022 04 D 014

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Maison des services de Rivière-sur-Tarn – Avenant n° 2022 AV 074 de prolongation de la convention de mise à disposition de locaux communautaires au profit de la Commune de Rivière sur Tarn

PJ : Projet d'avenant.

La Présidente de la Communauté de communes de Millau Grands Causses

Vu l'Article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, en particulier ses articles L.2122-1 et suivants ;

Vu, ensemble, la délibération du conseil de la Communauté n°2020 04 DEL 003 du 2 juin 2020 relatives à la définition de l'intérêt communautaire et l'arrêté préfectoral n° 12-2020-08-05-12 du 5 août 2020 portant sur les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en particulier sa compétence en matière de développement touristique ;

Vu la délibération n°2021 04 DEL 006 du Conseil de la Communauté de communes du 29 Avril 2021 portant délégation de pouvoirs du conseil de Communauté à la Présidente,

Considérant la demande de la Commune de Rivière-sur-Tarn du 19 novembre 2019 par laquelle la commune sollicite la mise à disposition du local, antenne de l'Office de Tourisme et propriété de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses, pour améliorer la qualité de l'accueil et des services,

Considérant que ces locaux font l'objet d'une mise à disposition gratuite de l'Office de Tourisme par une convention d'objectifs du 23 décembre 2014,

Vu la délibération du 22 juin 2020 par laquelle le comité de direction de l'Office de Tourisme a approuvé la mise à disposition de ce local d'accueil de façon temporaire dans une phase de test du 1er juillet 2020 au 30 septembre 2020,

Vu la délibération du 22 septembre 2020, qui, à la suite de la phase test concluante sur la nouvelle organisation du bureau d'information, et dans le cadre de la réalisation d'une « Maison France Service » a autorisé par voie d'avenant le renouvellement de la mise à disposition des locaux,

Considérant qu'une pérennisation de la mise à disposition des locaux à compter du 1er janvier 2023 est en cours de réflexion par la Communauté de Communes,

Considérant le souhait de la Commune de Rivière-sur-Tarn de renouveler la convention de mise à disposition du local, antenne de l'Office de tourisme labellisée Maison France Service et propriété de la Communauté de Communes Millau Grands Causses, pour assurer la continuité de l'accueil et des services,

DECIDE

Article 1 :

D'émettre un avis favorable à la prolongation de la mise à disposition des locaux consentie à la Commune de Rivière sur Tarn pour l'année 2022 et de signer en conséquence l'avenant n° 2022 AV 074 tripartite en découlant.

Article 2 :

Les autres articles de la convention du 2021 CONV 113 non modifiés par l'avenant n° 2022 AV 074 à conclure demeureront inchangés (modalités de mise à disposition des locaux, à titre précaire, révocable et gracieux.)

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220623-202204D014-AU
Reçu le 27/06/2022

Article 3 :

La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Article 4 :

Conformément à l'article R421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 5 :

Monsieur Frédéric BILLAUD, directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée aux intéressées, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau.

Fait en un exemplaire,
A Millau, le 23 juin 2022
La Présidente
Emmanuelle GAZEL



N° 2022 04 D 015

DECISION DU PRESIDENT

Objet : Association Sportive des Grands Causses : Animation de l'Espace Trail Millau Grands Causses - convention de prestations de services – 2022 CONV 095.

La Présidente de la Communauté de communes de Millau Grands Causses

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 2022 03 DEL 015 du Conseil de la Communauté de communes du 8 juin 2022 portant délégation de pouvoirs du conseil de Communauté à la Présidente,

Vu le code de la commande publique et notamment l'article L.2122-1 et R2122-8,

Vu les statuts de la Communauté de communes de Millau Grands Causses approuvés par arrêté préfectoral du 5 août 2020 précisant les compétences de la Communauté de communes notamment en matière de développement touristique et de préservation de l'environnement,

Considérant que la Communauté a inauguré l'Espace Trail Millau Grands Causses le 21 avril 2013 et qu'il comprend à ce jour 19 circuits entièrement balisés, représentant plus de 400 kms de sentiers, routes et chemins,

Considérant la volonté de la Communauté d'animer et de communiquer sur cet équipement afin de positionner Millau Grands Causses comme une destination majeure du trail en France.

Considérant que l'Association Sportive des Grands Causses (ASGC) a réalisé, en partenariat avec la Communauté, une animation de l'espace trail Millau Grands Causses en 2019 et 2021,

Considérant que ces animations ont contribué au développement touristique et à la promotion du trail sur le territoire de la Communauté de Communes, par l'intermédiaire des challenges espace trail Millau Grands Causses,

Considérant l'opportunité de renouveler le partenariat pour l'année 2022,

Considérant la nécessité de passer une convention pour établir les modalités de mise en œuvre de ces actions d'animation et de promotion entre la Communauté de Communes et l'ASGC,

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220627-202204D015-AU
Reçu le 27/06/2022

DECIDE

Article 1 :
Il sera établi une convention de prestation de services n°2022 CONV 095 avec « l'Association Sportive des Grands Causses » afin définir les missions qui seront réalisées par l'Association pour l'animation du challenge Millau Espace Trail 2022.

Article 2 :
Les prestations assurées par l'Association seront rémunérées sur la base d'un forfait global de 1 000 € nets.

Article 3 :
La convention sera conclue à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 31 janvier 2023.

Article 4 :
Conformément à l'article R421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 5 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de communes de Millau Grands Causses est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à l'intéressée, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Fait en un exemplaire à Millau,
Le 27 juin 2022
La Présidente
Emmanuelle GAZEL



N° 2022 04 D 016

DECISION DE LA PRESIDENTE

Objet : Convention d'adhésion aux services de la Pépinière d'Entreprises L'ENVOL avec Madame Léa MESCHAIN, entreprise « LA PATTE BLANCHE » n° 2022 CONV 096
PJ : Projet de convention + règlement du concours à projets 2021 + liste des lauréats.

La Présidente de la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 2016 1 DEL 5 du Conseil de la Communauté de communes du 17 février 2016 relative à la Maison des entreprises : économies d'énergie et révision des tarifs,

Vu la délibération n° 2019 04 DEL 002 du Conseil de la Communauté de communes du 2 octobre 2019 par laquelle l'assemblée a actualisé les conventions d'adhésion aux services de la Pépinière et Hôtel d'entreprises,

Vu la délibération n° 2021 03 DEL 001 du 24 mars 2021 du Conseil de la Communauté de communes portant sur le concours à projets 2021 Création et Développement d'entreprises,

Vu le règlement du concours à projets 2021 et la liste des lauréats,

Considérant que dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté de communes s'est dotée d'un outil de développement pour la création d'entreprises et d'emplois. Son rôle est de faciliter le démarrage et le développement des entreprises par une aide axée sur la mise à disposition :

- d'un immobilier adapté,
- de services généraux à coût partagé,
- d'une animation économique,

Considérant la demande de l'entreprise « LA PATTE BLANCHE » nouvellement créée de pouvoir bénéficier de l'accompagnement et de l'hébergement du dispositif d'accueil de la pépinière d'entreprises de Millau Grands Causses,

Considérant que cette entreprise a remporté le prix « Coup de Coeur » du Concours à projets 2021 de la Communauté de communes et qu'à ce titre elle bénéficie d'une année d'hébergement gratuit et d'accompagnement dans le dispositif Pépinière d'entreprises,

Considérant la disponibilité d'un atelier correspondant à son attente,

D E C I D E

Article 1 :
Une convention n° 2022 CONV 096 sera passée avec l'entreprise « LA PATTE BLANCHE », représentée par Madame Léa MESCHAIN, pour l'accompagner dans le cadre du dispositif Pépinière d'Entreprises de la Maison des Entreprises de Millau Grands Causses.

Accusé de réception en préfecture
012-241200567-20220627-202204D016-AU
Reçu le 27/06/2022

Article 2 :
Cette convention précisera les engagements des deux parties ainsi que les modalités de mise à disposition auprès de l'entreprise de l'atelier référencé lot « 2B-5.1 » d'une surface de 36.20m², situé au 2ème étage de l'Aile B de la Maison des Entreprises.

Elle sera consentie à titre gracieux conformément à l'article 6 du règlement du concours à projets 2021, dont bénéficie le lauréat du prix « Coup de cœur ».

Article 3 :
La convention sera conclue pour une durée de 12 mois, à compter du 1er août 2022, soit jusqu'au 31 juillet 2023. A son échéance, une nouvelle convention d'adhésion aux services de la Pépinière d'entreprises pourra, le cas échéant, être conclue dans des conditions de droit commun.

Article 4 :
Conformément aux articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 5 :
Monsieur Frédéric BILLAUD, Directeur Général des Services de la Communauté de communes de Millau Grands Causses, est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à l'intéressée, à Monsieur le Sous-Préfet de Millau et à Madame la Trésorière Principale.

Article 6 :
La présente décision fera l'objet d'une information à l'assemblée délibérante lors de la prochaine réunion et sera ensuite publiée au registre des délibérations de la Communauté.

Fait en 1 exemplaire à Millau,
Le 27 juin 2022
La Présidente,
Emmanuelle GAZEL

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MILLAU GRANDS CAUSSES
MILLAU
(Aveyron)